



Le Monde

78641
184

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14415 - 6 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

La dérive de l'ETA

MOINS de vingt-quatre heures après le sanglant attentat à la voiture piégée de Vic qui a coûté la vie à neuf personnes dont trois fillettes, la police espagnole est parvenue à démanteler le « commando Barcelons » soupçonné d'en être l'auteur. Ce succès va permettre d'apaiser l'opinion publique de plus en plus scandalisée par ces tueries ainsi qu'en témoignent les cris proférés à l'adresse du ministre de l'Intérieur lors des obsèques des victimes. Les citoyens espagnols ne comprennent pas cette violence aveugle dans un pays où la démocratie a été retrouvée et où les jusqu'eboutistes de l'ETA font de plus en plus figure de desperados.

Le combat mené par les nationalistes basques a en effet de plus en plus l'apparence d'une lutte meurtrière sans commune mesure avec les aspirations d'un peuple soucieux de préserver sa culture et son indépendance. Il s'agit avant tout de la dérive anachronique d'un mouvement qui a perdu ses racines populaires et qui tente de justifier son existence par des actes terroristes audecous et absurdes dans lesquels plus personne ne se reconnaît.

LORS de l'un des tout premiers attentats commis par l'ETA il y a une vingtaine d'années et qui était dirigé contre une publication, l'activiste avait - après avoir posé sa bombe - constaté, en quittant furtivement les lieux, qu'un concubine se trouvait encore sur place malgré l'heure tardive. Pour éviter de faire une victime inutile, le membre de l'ETA avait fait demi-tour pour tenter de désamorcer l'engin et avait sauté avec lui.

Cet exemple illustre de manière saisissante l'incroyable dégradation d'une organisation née dans les années 60 dans un climat idéaliste de lutte contre les dictatures, et qui s'est depuis progressivement transformée en une véritable secte sanguinaire. Comment les auteurs habituels des communiqués de l'organisation pourraient-ils expliquer que les corps déshiquetés des fillettes de Vic contribuent à la « vaillante lutte d'émancipation du peuple basque » ?

DOUZE ans après l'approbation, à une large majorité, du statut d'autonomie par la population basque, pourquoi l'ETA militaire tue-t-elle toujours ? Il serait dérisoire d'affirmer que les centaines d'assassinats commis depuis le retour de la démocratie ont aujourd'hui pour objectif le rattachement de la Navarre à la communauté autonome basque ou l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, deux des cinq points de l'« alternative KAS », le vieux programme minimum élaboré par l'ETA il y a quatorze ans et dont elle réclame immuablement l'acceptation inconditionnelle par Madrid.

Si l'ETA tue encore aujourd'hui, ce n'est plus pour défendre un programme politique. C'est avant tout pour prouver, et sans doute aussi pour se prouver, qu'elle existe toujours. Les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 et la menace terroriste que l'organisation fait peser sur eux ne lui offrent qu'une possibilité : assassiner. Aucun peuple ne peut se retrouver dans ces ténèbres. C'est un nationalisme modéré, Jose Antonio Ardanza, président du gouvernement autonome, qui ne retient plus son dégoût. « Cela me donne envie de pleurer », affirmait-il, il y a quelques jours, après qu'une bombe ait fait sauter la voiture dans laquelle se trouvaient un garde civil et ses trois enfants.

Lire page 24 l'article de THIERRY MALINIAK

M0146 - 0803 - 6,00 F



Le plan de désarmement de M. Mitterrand

La France est prête à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire

M. Mitterrand a repoussé à lundi 3 juin la publication du plan de désarmement français qu'il avait annoncé pour vendredi, à l'issue du sommet franco-allemand de Lille. Ce plan, qui se veut global, ne concerne pas que le Proche-Orient, contrairement à celui rendu public mercredi dernier par le président Bush, et prend en compte tous les types d'armes. Il prévoit aussi l'adhésion de la France au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont le but est de limiter le nombre des puissances nucléaires. Paris et Pékin sont les seules puissances nucléaires officielles à n'avoir pas adhéré à ce texte.

« Pas concurrent mais pas identique »

par Jacques Amalric

Il y a plusieurs semaines qu'experts et diplomates français travaillaient, sous la houlette d'Yves Leterme, au plan de désarmement dont M. Mitterrand a annoncé, jeudi 30 mai, à Lille la publication pour le lendemain. Soucieux de ne pas irriter inutilement le président Bush, qui avait retardé à plusieurs reprises la divulgation de son propre plan pour le Proche-Orient (pour des raisons diplomatiques mais aussi du fait de ses ennemis de santé), le président de la République avait décidé de ne faire connaître ses propositions qu'après celles des États-Unis, qui ont été exposées mercredi dernier par M. Bush.

Le plan français, qui se présente sous la forme d'un document de cinq ou six pages, a été transmis jeudi par l'Élysée à Washington, Londres, Moscou et Pékin, le chancelier Kohl étant informé de vive voix par le président de la République. Sa publication, annoncée pour vendredi par M. Mitterrand, a été finalement repoussée à lundi prochain.

Pour éviter de froisser des susceptibilités, notamment dans les pays de l'hémisphère Sud où l'on craint beaucoup un blocus du Nord sur les hautes technologies, les responsables français veulent se donner le temps d'informer en détail nombre de capitales. « Les pays du Sud ont avant d'intérêt que ceux du Nord à ce que pro-

gresse la réduction des armements. Notre approche est tout aussi respectueuse des uns que des autres et il nous faut éviter tout malentendu. Le dossier est suffisamment complexe sans le compliquer inutilement », explique-t-on dans l'entourage du président de la République.

Contrairement au plan Bush, que certains responsables français jugent insuffisamment ambitieux (c'est l'un d'eux qui en donne le résumé suivant : « on gèle la situation au Proche-Orient en laissant une légère supériorité à Israël et en plaçant sous contrôle les pays arabes »), le plan français se veut global même s'il prévoit des adaptations à chaque région.

Lire la suite page 4 et un point de vue page 2

Le feu éteint en Angola

L'accord de paix signé le 31 mai met fin à quinze années de guerre civile

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

La signature d'un accord de paix en bonne et due forme, vendredi 31 mai, à Lisbonne, entre le président José Eduardo dos Santos et M. Jonas Savimbi, le chef rebelle de l'UNITA, ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de cette ancienne colonie portugaise qui, depuis son indépendance, en 1975, a été ébranlée par une sanglante guerre civile alors que ses richesses lui ouvraient grand la voie du développement économique. La signature de cet accord de paix, conclu à Estoril, le 1^{er} mai, après vingt-sept jours d'âpres négociations,

est de bon augure. En Angola d'abord, parce que, après tout, le cessez-le-feu officiel entré en vigueur le 15 mai, a été respecté, à quelques incidents près, contrairement à ce que pouvaient laisser craindre des accrochages sur le terrain à la veille même de la date fatidique. Dans la région aussi, où les conflits s'étendaient les uns après les autres.

Déjà, l'indépendance de la Namibie avait couronné, le 21 mars 1990, l'accord de New York, signé, le 22 décembre 1988, par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba. Le régime de Pretoria s'était ainsi désengagé d'Angola tandis que Le Havre commençait à évacuer ses barbares. Soucieux de ne pas compro-

mettre la délicate période de transition vers une « démocratie non raciale », les dirigeants sud-africains constataient avec soulagement que, autour de leur pays, la flamme communiste vacillait. A preuve, le Mozambique voisin où ils ont officiellement cessé tout soutien aux rebelles de la RENAMO. Ces « bandits armés », comme on les nomme à Maputo, viennent de s'entendre, à Rome, avec les représentants du FRELIMO, le parti unique au pouvoir, sur un calendrier de négociations. C'est un pas supplémentaire vers la paix dans cette colonie portugaise.

FREDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 5

Le pape en Pologne

(ALORS ?... DES PROJETS POUR LA POLOGNE ?)

ON VA PEUT-ÊTRE FAIRE ENCORE UN GOSSE !...



Le rôle de l'Eglise catholique divise la société polonaise par JOSÉ-ALAIN FRALON

Jean-Paul II souligne « l'énorme processus historique » parti de Pologne par HENRI TINCO page 3

A nos lecteurs

Notre journal n'a pas paru hier en raison d'un mouvement de grève des personnels techniques déclenché dans la matinée de vendredi. Ce mouvement avait pour but de protester contre la décision, confirmée la veille par la direction du Monde, de commencer à appliquer, sur les salaires versés au début du mois de juin, le plan de redressement qu'elle a mis en œuvre pour la partie qui concerne les rémunérations de ces personnels.

Le numéro daté samedi n'ayant pas été publié, nous avons été contraints de modifier la configuration de celui d'aujourd'hui. Il comporte donc le supplément « Le Monde Sans Visa » et une page « Débats » (la page « Datas » étant reportée). Notre prochain numéro (daté mardi 4 juin) comportera le supplément habituel « Champs économiques ».

Avec notre prochain numéro sera également diffusé (en pile séparée) un supplément magazine « Campus » de 48 pages intitulé : « Le bond en avant des bac + 2 ».

La pratique des « mères porteuses » est illicite

La Cour de cassation a condamné, par un arrêt rendu vendredi 31 mai, la pratique des « mères porteuses », qui, écartant l'atteinte à l'indisponibilité du corps humain, constitue « un détournement de l'institution de l'adoption ». page 14

M. Mitterrand et le « dialogue fracassant »

A Grenoble, le chef de l'Etat appelle à la « mobilisation » du pays page 7

SANS VISA

Les fantômes de Phnom-Penh ■ Sancerre, coteau inspiré ■ Bibliothèque nationale : les écrits restent, les livres s'en vont ■ Jeux ■ La table. pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

Chaban, le vétéran de Bordeaux

De la Résistance au feuilleton des Girondins, un demi-siècle de vie publique a passé... Portrait d'un hussard pacifique

M. Jacques Chaban-Delmas devait assister, samedi 1^{er} juin, à la finale du championnat de France de rugby, opposant l'équipe de Bègles-Bordeaux à celle de Toulouse. Retour aux sources pour l'ancien trois-quart aile du club du CAB, auquel le football vaut actuellement son lot de déboires, au point de perturber une scène politique jusque-là pacifique.

par Laurent Greilsamer

Un instant, son visage s'est figé. Jacques Chaban-Delmas a durci son regard, lâchant distinctement : « Par moment, j'aurais aimé avoir des grenades à la ceinture. Je sais encore tuer. » Et puis Chaban, avec qui l'on vient d'évoquer le feuilleton du club de football des

Girondins, laisse passer un blanc et murmure comme un conseil à lui-même adressé : « Mais non, toujours « cheese, cheese... » Ses lèvres esquissent alors un sourire de plâtre et sa main, d'un revers, chasse les fantômes du ministre du budget, Michel Charasse, et de son jeune opposant socialiste, François-Xavier Bordeaux.

Et voici notre Chaban national, ce « Bonaparte gai » décrit un jour par François Mauriac, virtuose du gentleman agreement, séducteur par décret divin, arborant sur ses épaules, telle une parure naturelle, l'étoile invisible de la Résistance. Enfin quoi ! s'il se retourne, son demi-siècle de vie publique ne parle-t-il pas pour lui ?

Jacques Chaban-Delmas, soixante-seize ans, jadis le plus jeune général de l'armée des ombres, qui accepta titres et marquis sous la IV^e, thésaurisa

la présidence de l'Assemblée nationale sous la V^e et tenta vainement de promouvoir la « nouvelle société » une fois parvenu à l'hôtel Matignon, a déjà sa place dans nos livres d'histoire. On le visite comme un monument historique. Seuls des inconscients se risqueraient à l'outrager. François-Xavier Bordeaux lui-même, chef de file des socialistes au sein du conseil municipal, a multiplié les « ambassades » avant de l'affronter avec la fougue et le tremblement des parricides.

Lire la suite page 10

HEURES LOCALES

■ L'urbanisation menace les vins de Bandol ■ Des élus jouent les chefs d'entreprise. ■ L'île-de-France court après l'eau. pages 9 à 12

MANIÈRE DE VOIR N° 12

ALLEMAGNE JAPON LES DEUX TITANS

Illustration de voir 12

100 pages 42 F

MODELES OU MENACES ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉBATS

Pays de l'Est

Un entretien avec M. Jean-François Deniau

« Nous n'avons pas à imposer aux autres notre jacobinisme »

M. Jean-François Deniau est député UDF du Cher et ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères dans les gouvernements de M. Messmer et de M. Barre.

« Vous parlez de plus en plus critique de la politique française à l'égard de l'URSS et des pays d'Europe centrale. Pourquoi ? »

« Qu'avez-vous fait de la paix ? C'est la question que nos enfants ont le droit de nous poser, ainsi que de nombreux peuples opprimés, en cette fin des années 80 qui ont vu l'effondrement du communisme en Europe, et de nombreux bouleversements sur d'autres continents. Les autorités françaises ont largement raté l'événement de l'effondrement de l'Allemagne. Elles sont en train de rater aussi celui du démantèlement de l'Europe orientale. Par attachement aux seuls schémas existants, par jacobinisme mal fondé, il y a un moment où la pusillanimité diplomatique devient simplement de l'impuissance. Nos dirigeants n'ont pas voulu voir la révolution qui se produisait. Ils ont préféré ignorer la réalité, c'est-à-dire l'échec global à la fois d'un système politique et d'un empire colonial. »

« A quoi ces erreurs sont-elles dues selon vous ? »

« A un mélange de prosopéisme et de conservatisme. A l'idée, chez certains de nos dirigeants (comme encore chez certains de nos intellectuels), que l'URSS, c'est sacré parce que c'est dans le sens de l'histoire. Le phénomène de sacralisation du dernier empire colonial au monde est daté pas d'aujourd'hui. Mais comment survit-il aux leçons de l'histoire elle-même ? »

« Autre explication à cet acharnement thérapeutique : il faut que deux superpuissances subsistent, envers et contre tout, pour que la France puisse incarner une troisième voie. Malheureusement mythique, puisqu'il n'y a plus, en fait, qu'une seule superpuissance. On se souvient du gouvernement socialiste condamnant à égalité l'intervention soviétique en Afghanistan et celle des Etats-Unis à la Grenade. Heureux temps que celui des fausses fenêtres... »

« Que faire ? »

« Le bon sens et la prudence sont d'abord de ne pas nier l'avenir et d'éviter le soutien inconditionnel à un seul homme et à un homme seul, M. Gorbatchev. De ce point de vue, quoi qu'on pense de M. Eltsine, le traitement qui lui a été infligé lors de son passage en France, au Parlement de Strasbourg comme à l'Elysée, était non seulement grossier mais stupide. Qu'est la prudence traditionnelle des diplomates ? Elle joue désormais à l'envers. »

« Même remarque à propos du discours de François Mitterrand à Moscou le 6 mai, apportant un soutien appuyé et sans réserve à M. Gorbatchev au moment où l'armée rouge tue et massacre sous ses ordres en Arménie. Rappelons que les Arméniens sont particulièrement visés par Moscou parce qu'ils ont accepté de respecter les règles d'accession à l'indépendance posées par M. Gorbatchev lui-même. S'ils réussissent, ils créent un précédent très dangereux pour les organes communistes centraux. »

Pas d'aide sans garantie de démocratie

« Qui faut-il aujourd'hui aider en URSS ? »

« Il ne faut plus accorder d'aide à l'URSS sans but précis, sans critères d'efficacité, sans calendrier, sans garantie de démocratie, « sans âme ». Les pays occidentaux en général, la France en particulier, ont eu tort. Il faudrait aussi plus de modestie et trouver des relais qui tiennent compte des nouvelles réalités pour accorder cette aide. »

Ces relais passent par Moscou, mais au moins autant par les Républiques : ils passent aussi par les collectivités locales, les entreprises, ceux qui comptent sur le terrain. »

« Ce qu'il faut, c'est aider à sortir d'un système colonial pour les uns d'un régime politique pour tous. Ne pas imposer notre jacobinisme aux autres. Faire les liens qui s'imposent et aussi le tri. Il faut que nos experts comprennent qu'on ne pourra réformer l'économie soviétique que lorsque le problème des nationalités aura été aussi pris en compte. »

« Comme dans toutes les crises, tout est prioritaire en même temps : le développement économique, les réformes démocratiques, la sortie du régime impérial par un statut de décentralisation, d'autonomie ou d'indépendance - et ce n'est pas à nous de décider. Le choix de son destin par chacun n'est plus dissociable du progrès de tous. »

« Alors, aidons à avancer, par catégories. Les Républiques baltes, dont nous n'avons jamais reconnu l'annexion par Staline, doivent venir en premier. Quand des démocrates manifestent à Moscou, ils brandissent des drapeaux des Pays baltes, parce que ceux-ci sont un symbole du refus de l'ère stalinienne, donc un symbole de liberté pour tous. Est-ce qu'à Paris on peut accepter de comprendre cela ? »

« Autres catégories : la Géorgie, l'Arménie et, à part, la Moldavie. Troisième groupe : l'Ukraine et la Biélorussie qui pourraient s'entendre avec la Russie s'il y a une décentralisation intelligente et effective. Il y a enfin les Républiques d'Asie centrale, qui ont su infiltrer et manipuler les structures marxistes, mais qu'il serait erroné de voir comme une zone de tranquillité dans un océan de contestation. »

« Pensez-vous qu'on puisse faire l'économie de modifications de frontières ? »

« Tout, de toute façon, devrait être soumis à l'épreuve de la démocratie. Rien ne peut remplacer une vraie consultation popu-

laire. Pourquoi ne la demandons-nous pas ? Pourquoi, quand elles ont lieu, refusons-nous d'en tenir compte ? Le rôle de la France devrait être d'abord de marteler cette idée en rappelant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Devant notre silence, l'abbé Grégoire doit se retourner dans sa tombe, au Panthéon ! La France a soutenu les élections en Namibie. Bien. Elle se doit de soutenir le même principe partout et pour tous. Et ses conséquences. »

« On ne peut plus, en même temps, refuser la démocratie et refuser qu'on touche aux frontières. Soit nous prenons la tête d'une grande rénovation diplomatique qui établisse un statut des minorités internationalement protégées et on pourra limiter les modifications de frontières. Soit on refuse la voix aux peuples, et ce sont les frontières actuelles qui sauteront, dans le désordre et l'affrontement. »

« Je regrette que la France soit sans regard, sans voix, sans idéal. Pourquoi ne pas aider les Baltes ? Pourquoi refuser d'aider à la nécessaire refondation des Républiques de Yougoslavie ? Pourquoi parler de « réconciliation nationale » aux Erythréens qui se battent depuis trente ans pour le seul droit à l'autodétermination alors que nous avons si longtemps soutenu le dictateur rouge d'Addis-Abeba ? Pourquoi ne pas condamner l'utilisation par l'URSS des problèmes de minorités ethniques ou religieuses pour tenter de justifier le maintien de l'empire. Mercredi encore, à l'Assemblée nationale, j'ai demandé que nous exigions [au Liban] le départ des troupes étrangères et des élections libres. Le conseil des ministres vient d'approuver. Mais pourquoi, en tant que Français, ne pas dire clairement que l'Europe, c'est pour nous la liberté, et reconnaître cet espoir aux autres. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

TRAIT LIBRE



The Independent, lundi 27 mai

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourme, directeur de la publication Bruno Freppet, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Luciani, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Thomas Farnoux Philippe Harrenn Jacques-François Simon Denis Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1989) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-26-99 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde La Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimé par : Le Monde 15, rue Faugère 94862 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-26-99 Tél. : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS Tél. : (1) 40-65-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. : (1) 40-65-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. : 45-55-91-70 Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 30-15 - Tapez LEMONDE ou 30-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Tél. : 281.311 F

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS (hors CE)
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, envoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance de faire tous les mois progresser en capital de l'abonnement. PP-Paris RP

Désarmement

La France devrait adhérer au traité de non-prolifération

par Karl Kaiser, Laurence Martin et Cesare Merlini

Le traité de non-prolifération (NPT) a été l'une des plus grandes réussites de la communauté internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il a aidé à limiter le nombre des Etats reconnus posséder l'arme atomique à un groupe de cinq, qui s'est constitué, en 1964, avec l'arrivée de la Chine dans le club nucléaire. La guerre du Golfe a brutalement rappelé l'importance qu'il y a à empêcher, ou à limiter, l'extension des armes atomiques. La spectre d'un Irak capable de produire un dispositif nucléaire, combiné à l'existence de missiles à moyenne portée, a ajouté une dimension particulièrement dramatique à la crise.

L'apparition de nouvelles puissances nucléaires dans un monde en voie de développement aux prises avec une multitude de conflits en suspens, où quelle intervention, ébranlant sans aucun doute la stabilité régionale. Mais la prolifération nucléaire menace aussi directement les intérêts et la sécurité des pays développés, puisqu'elle est liée de façon croissante au progrès de la technologie des missiles qui permet d'atteindre des cibles plus éloignées. En outre, le terrorisme restant un problème majeur pour toutes les sociétés développées, le possible accès des terroristes aux matériels nucléaires dans les pays en voie de développement accroît gravement leur menace potentielle.

Le régime international de non-prolifération, constitué d'un ensemble d'institutions et de traités internationaux ayant à ce jour plutôt bien rempli leur rôle, aborde cependant une phase critique. Son document central, le traité de non-prolifération qui est entré en vigueur en 1970 pour une durée de vingt-cinq ans, doit être renouvelé en 1995. Par ce traité, les cinq pays reconnus posséder l'arme atomique (Etats-Unis, URSS, France, Chine et Royaume-Uni) s'engagent à ne pas transférer les technologies et le matériel d'armement nucléaire, les autres signataires promettant de ne pas les acquérir. Le régime fonctionne en accord avec les directives du Club de Londres, dit des fournisseurs, qui prévoit des contrôles plus sévères sur les exportations sensibles des pays industriels avancés, ainsi qu'avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA), une institution des Nations unies qui, avec succès, a surveillé et géré les activités nucléaires afin de soutenir les engagements du NPT et les directives en matière d'exportation.

L'autonomie nationale

Le régime a fourni des moyens internationaux efficaces pour observer et réellement contenir les pays ayant des capacités technologiques limitées mais des ambitions militaires bien connues, qu'ils soient membres du NPT (comme l'Irak, la Libye et la Corée du Nord), ou non-signataires (comme Israël, le Pakistan ou l'Inde). Ce régime codifie un engagement à renoncer à l'option nucléaire, même là où les capacités technologiques existent, et de ce fait, maintient la stabilité de la politique internationale.

Le NPT a été conclu à l'époque où le général de Gaulle engageait la France dans son propre programme nucléaire. Celle-ci e, à l'époque, refusé de signer, arguant du fait que le traité lui était imposé par les superpuissances, et qu'il restreignait son autonomie nationale. Mais ayant compris qu'étendre au reste du monde la logique de sa position

conduirait à une déstabilisation prolifération des Etats nucléaires, la France a, dès 1976, décidé d'agir comme si elle était signataire, adhérant au principe de non-prolifération. En 1989, le représentant français à l'assemblée générale de l'IAEA, s'exprimant au nom de la Communauté européenne, a fait une déclaration commune de soutien total au régime de non-prolifération. De même, la France respecte-t-elle pleinement les règles restrictives du Club de Londres des fournisseurs.

Les responsabilités d'une démocratie

Avec le renouvellement du NPT en 1995, une participation française officielle au traité apparaît d'une importance croissante. La signature de la France au bas du traité de non-prolifération serait, en effet, porteuse de plusieurs messages capitaux :

— un message aux pays fortement tentés par le nucléaire militaire, montrant que le consensus international sur la non-prolifération s'élargit et se consolide. La France confirme ainsi son action, en tant que nation et principal partenaire de la Communauté européenne, dans la construction d'un nouvel ordre international, plus stable, plus pacifique et qui, en dernière analyse, consolidera la sécurité des pays qui croient aujourd'hui avoir besoin de la bombe atomique pour se protéger ;

— un message aux pays industriels avancés qui ont renoncé à l'arme atomique, indiquant que la France est prête à rejoindre les autres démocraties dans une structure commune de sécurité pleinement partagée. Cela serait important surtout pour les pays d'Europe, et en particulier pour l'Allemagne réunifiée qui a, dans le traité devant conduire à l'unification, reconnu son engagement d'un statut non nucléaire ;

— un message au seul autre pays nucléaire reconnu, resté hors du NPT, la République populaire de Chine, pour qu'elle aussi adhère, afin que les cinq pays du club nucléaire puissent aider au renouvellement, et peut-être à l'émulation du traité en 1995, assurant ainsi la continuité d'un régime effectif de non-prolifération ;

— un message, enfin, aux signataires non nucléaires du NPT, montrant les progrès des puissances nucléaires à l'égard d'un renforcement du régime de contrôle comme contrepartie à leur renoncement.

Le politique internationale dans le monde de l'après-guerre froide se caractérise par une multiplication des instabilités et des risques. L'augmentation du nombre des nations possédant un armement nucléaire devrait en conséquence avoir aujourd'hui un effet plus déstabilisant que dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale. En adhérant au NPT, la France assurerait les responsabilités d'une des premières démocraties du monde, renforcerait considérablement les moyens de combattre la prolifération nucléaire, et resserrerait les rangs européens dans la poursuite d'une politique commune. Karl Kaiser est directeur de l'Institut de recherche de la société allemande pour les affaires étrangères ; Laurence Martin est directeur de l'Institut royal des affaires internationales ; Cesare Merlini est président de l'Institut italien des affaires internationales.

COURRIER

Les Gandhi et les Kennedy

On ne cesse de comparer, depuis plusieurs jours, la dynastie « Kennedy » et la dynastie « Nehru-Gandhi ». Fournit cette dernière, qui détient, depuis tant d'années, la destinée de l'Inde entre ses « vases », ne ressemble guère à la famille Kennedy, celle-ci n'ayant obtenu un tel pouvoir politique que lors du bref passage de John Fitzgerald.

Même si les morts, accidentés, assassinés, se comptent tristement aussi bien dans l'une ou dans l'autre famille, on ne peut associer au mythe de l'« american dream », avec cette passion, cette idéologie, qui guide l'Inde depuis son indépendance.

De plus, l'Amérique s'est passée des Kennedy, mais l'Inde, pour elle se passer des Gandhi !

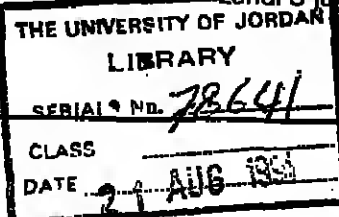
PATRICE MACHURET
Paris (Yvelines)

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

Le quatrième voyage du pape dans son pays

Le Monde • Dimanche 2 Lundi 3 Juin 1991 3



Jean-Paul II souligne « l'énorme processus historique » parti de Pologne

VARSOVIE

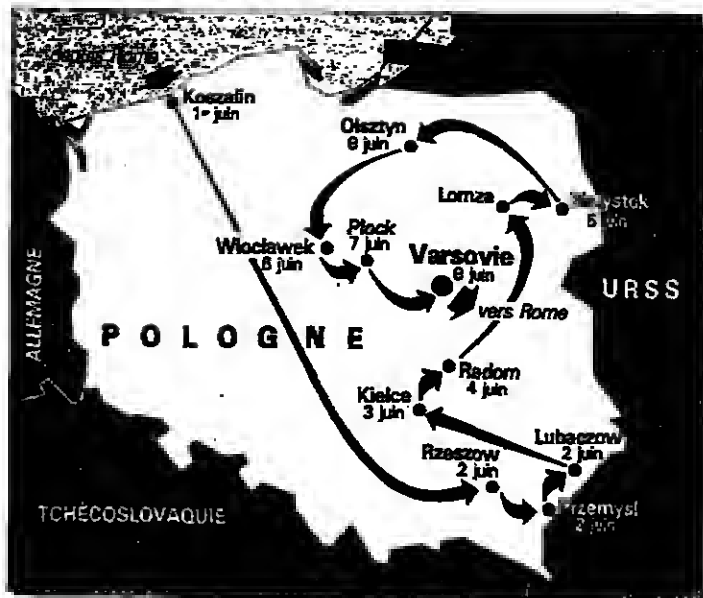
de notre envoyé spécial

Jean-Paul II est arrivé, samedi matin 1^{er} juin, à l'aéroport de Koszalin, dans le nord-ouest de la Pologne pour son quatrième voyage dans son pays. Accueilli par le président Lech Wałęsa et le cardinal Glemp, primate, la papauté s'est déclarée heureuse de « retrouver la voix de [sa] patrie. C'est une nouvelle voix venue d'une nation à nouveau souveraine. Nous attendons depuis tant d'années » a ajouté Jean-Paul II « le temps où cette voix pourrait résonner dans toute sa vérité. Il a souligné « l'énorme processus historique » accompli dans son pays natal depuis sa dernière visite de juin 1987. M. Lech Wałęsa lui a répondu : « Sans vous il n'y aurait pas eu de Solidarité, il n'y aurait pas eu d'« août polonais » ni victoire de la liberté ».

La souveraineté polonaise, jusqu'au 9 juin, douze villes pour la plupart situées en Pologne orientale.

Polémique sur le coût

Reversement de situation historique : c'est son ami Lech Wałęsa qui l'a accueilli, samedi matin à Koszalin, en chef d'Etat. Paradoxalement, ce voyage de neuf jours, dans douze villes presque toutes situées dans l'est du pays



près des frontières soviétiques, risque d'être le plus délicat.

Au cours d'une conférence de presse, vendredi 31 mai, à Varsovie, Mgr Orszulik, porte-parole de l'épiscopat, et deux responsables gouvernementaux ont rappelé les obstacles multipliés autrefois sur la route du pape et souligné la qualité de la collaboration entre les autorités de l'Eglise et celles de l'Etat pour le succès et « l'impact social » de ce quatrième voyage.

télécommunications) serviront à l'équipement du pays. Mais le scepticisme de l'opinion face à l'opportunité d'un tel voyage, est, dit le Père Stanislas Opieła, l'un des organisateurs, « le prix à payer de la normalisation démocratique du pays ».

Si 89 % de la population estime que la visite de Jean-Paul II est « un événement important ou plutôt important », l'image du pape est indirectement atteinte par le soutien d'abus de pouvoir d'une Eglise qui peine à trouver sa place dans une société pluraliste et libérale.

Aux frontières de l'URSS

Le deuxième pôle d'attraction vient des rendez-vous prévus avec les minorités nationales et religieuses du pays. La Pologne compte trois cent mille personnes d'origine ukrainienne, deux cent mille d'origine biélorusse et quelques dizaines de milliers d'origine lituanienne. A Przemyśl, dimanche, le pape devait rencontrer la communauté uniate de rite byzantin, disséminée en Pologne mais majoritairement déportée après la guerre à l'ouest dans les anciens territoires allemands et placée depuis sous le contrôle de l'Eglise catholique latine (1). Trente mille Ukrainiens soviétiques devaient même franchir la frontière pour le voir. Trois jours après, Jean-Paul II rencontrera la

communauté d'origine lituanienne à la cathédrale de Łomża, également renforcée par des milliers de pèlerins venus de voisins de la Lituanie avec, dit la rumeur, le président Landsbergis, à leur tête. Mercredi 5 juin toujours, Jean-Paul II sera à Białystok, accueilli par des pèlerins qui auront fait le voyage de Biélorussie (six cents autobus sont prévus) et il rencontrera des représentants de l'Eglise orthodoxe de Pologne.

On voit mal le pape ne pas prendre en compte les aspirations de ces communautés à l'indépendance, comme il l'a fait hier pour la Pologne. Mais il lui faudra jouer prudence pour ne pas glisser la chaîne de franchir la frontière à son tour et de réaliser son vieux rêve d'un voyage en Union soviétique. Cette visite en Pologne sera une sorte de levée de rideau avant un éventuel déplacement à Vilnius (Lituanie), Lvov (Ukraine) et Moscou.

HENRI TINCO

(1) L'Eglise Sainte-Thérèse de Przemyśl, qui appartient à des carmélites polonaises mais qui a été louée pour cinq ans par l'épiscopat latin à l'Eglise uniate, et où le pape devait se rendre dimanche, est occupée depuis plus d'un mois par des laïques polonais, refusant tout effort de médiation, même venu de la présidence de la République.

Le rôle de l'Eglise catholique divise la société polonaise

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Elle exagère, bien sûr Anna Wałęsa, responsable d'une association pour la défense de l'Etat, quand elle affirme, sans ambages : « Le totalitarisme de l'Eglise catholique dans la Pologne d'aujourd'hui est pire que celui du parti communiste-lerla ». Beaucoup plus troublant, en revanche, est le long silence préliminaire de Maria D., une ouvrière de Varsovie, mère de famille catholique. « On ne peut pas comparer l'Eglise et les communistes, mais malgré tout, finalement, en ce moment, l'Eglise s'occupe beaucoup trop de ce qui ne la regarde pas, et je suis choquée par les moyens qu'elle emploie pour faire passer ses idées ».

Toutes les deux ont décidé de rester chez elles lors de la visite du pape dans la capitale. Et pourtant, toutes les deux n'ont mangé, pendant des années, qu'à la patisserie des heures dans le froid, aucune des messes du père Popieluszko et ont acclamé Jean-Paul II lors de ses trois précédentes visites dans son pays natal. « Le pape, on lui doit une fière chandelle », avoue la militante de la laïcité.

Une rigidité médiévale

Ces deux prises de position sont représentatives de l'opinion d'une grande partie des Polonais. Les sondages montrent que plus de 60 % de la population estime que « l'Eglise catholique » a une influence trop grande dans la vie publique, et 65 % souhaitent que la Constitution inscrive, noir sur blanc, le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, contrairement à l'avis de la hiérarchie catholique qui s'en prononce contre ce principe et prône une formule plus « souple » sur l'antagonisme réciproque des deux entités.

Mais c'est toujours sur la question de l'interruption volontaire de grossesse que se manifestent les oppositions les plus marquées à l'intérieur de la société polonaise et que la position de l'Eglise paraît, aux yeux de beaucoup, comme la plus intolérable. C'est ce que d'une petite ville proche de Varsovie qui n'hésite pas à dire que les femmes qui portent un stérilet ne pourront pas recevoir la communion. C'est cet enfant qui arrive chez lui en disant à ses parents de signer un appel contre l'avortement, sinon ils ne pourront plus assister à la messe. C'est cet adolescent d'une école qui demande aux enfants de le remercier leurs parents « de les avoir laissés en vie ». C'est enfin ce curé qui, le jour de Pâques - ou traditionnellement les Polonais illustrent la résurrection par une allégorie -

fait dessiner une figure d'enfant déshabillé dont les membres ont été arrachés. Cette attitude n'est pas uniquement perceptible dans les coins reculés de la campagne polonaise : les discours de la hiérarchie catholique à Varsovie ne font pas preuve de beaucoup plus de nuances. Jeudi dernier encore, à l'occasion de la procession du Christ roi, le primate de Pologne, Mgr Glemp, insista à plusieurs reprises sur « les camps de la mort » à propos des milliers de femmes qui se font avorter chaque année en Pologne.

Pour le moment, cette pression de l'Eglise n'a pas encore, semble-t-il, porté ses effets, puisque les sondages font apparaître que 65 % environ des Polonais se prononcent pour la possibilité d'une interruption volontaire de grossesse et que seuls 25 % des catholiques pratiquant régulièrement (et 10 % des catholiques pratiquant irrégulièrement) sont pour une interdiction totale de l'avortement, comme le souhaite l'Eglise catholique.

Celle-ci manifeste aussi, par rapport aux moyens anticonceptionnels, une rigidité médiévale. Il faut entendre parler le père Marcin Racinski, chargé de la préparation des fiançailles au mariage, des « méthodes naturelles de la planification de la famille » pour s'en convaincre. Le livre qu'il conseille aux futurs mariés s'ouvre sur une pleine page montrant la « petite graine » qui va féconder le champ en friche... Et - pour rester dans la métaphore agricole - le député Szwedzki n'hésite pas à déclarer, en séance parlementaire, que les problèmes des campagnes seraient résolus totalement aujourd'hui si les « dix-sept millions de personnes victimes d'un avortement » étaient encore en vie et consommant les produits de la terre polonaise.

« On ne discute pas du bien et du mal par référendum »

« Ce qui est grave, ce n'est pas tant cette attitude de l'Eglise, qui n'a le droit d'avoir ses opinions, que la pression diffuse qu'elle exerce sur la société, notamment sur les responsables politiques qui n'ont pas à s'y opposer », estime un universitaire de Varsovie. Ainsi, sur la question de l'avortement, la Chambre des députés a décidé - de ne rien décider, renvoyant l'examen du dossier au Parlement qui sera élu en octobre. Beaucoup en effet - dont le président Wałęsa lui-même, si l'on en croit certains commentateurs - auraient bien fait l'économie d'un tel conflit en faisant l'économie de la loi de 1956 autorisant l'avortement, quitte à rendre plus contraignante son application comme c'est le cas aujourd'hui.

La très sévère proposition de loi adoptée par le Sénat en mai 1990

- rendue encore plus stricte par une commission de la Diète qui a prévu de pénaliser l'avortement en cas de viol ou d'inceste... - n'a pas été examinée en séance plénière. « Pris entre l'Eglise et les sondages, mes collègues ne savent plus très bien où ils en sont », ironise un parlementaire. Quant à la proposition d'organiser un référendum sur ce sujet, elle est radicalement combattue par l'Eglise : « On ne discute pas, même par référendum, du bien ou du mal ».

Cette opposition au « relativisme » - pierre angulaire de la doctrine des adeptes de Mgr Lefebvre - semble être partagée par la plus grande partie de la hiérarchie catholique. « C'est là, dans ce manichéisme, que l'on peut trouver une continuité entre les communistes et l'Eglise », explique un journaliste polonais, Konstantin Gebert. Pendant un demi-siècle, on

nous a ainsi dit qu'il y avait le bien - le socialisme - et le mal - tout le reste. Il était criminel alors de dire : Et si nous discutons ? « Et même, ajoute-t-il, si des gens ne croient pas à ce que l'Eglise leur dit, pas plus qu'ils ne croient aux « idéaux » du socialisme, ils continueront à faire semblant d'y croire. » Un homme d'affaires français réchoué : « Si ceux qui veulent faire du fric ici jugent qu'il est bon de faire bénéficier la Pologne par l'Eglise, eh bien, ils le font, même s'ils sont parfaitement agnostiques ».

Trouver les mots du dialogue

Pour le moment, hormis certaines manifestations de jeunes anarchistes qui ont crié haut et fort leur hostilité à l'Eglise et même à la personne du souverain

pontife, cette pression de l'Eglise n'a pas provoqué de réactions politiques palpables. Certes, en privé, des ouvriers ou des paysans se moquent de ces « curés qui roulent en Mercedes » et des intellectuels vont frotter part de leurs craintes. Mais rares sont les responsables politiques qui se risquent à attaquer l'Eglise de front. Si Don Camillo existe, Peppone, lui, se terre, et l'instituteur laïque libre-penseur - si tant est qu'il existe - ne peut décemment pas se battre contre la force qui a lutté et de quelle manière - contre le totalitarisme soviétique. « Je ne peux quand même pas m'aller aux anciens communistes pour lutter contre le cléricisme », s'insurge, comme à regret, cet intellectuel et ancien dissident de Varsovie. L'éclatement de Solidarité, dont les adhérents couvrent tout l'échiquier politique polonais, a ainsi

laissé la place à la seule force organisée : l'Eglise. Il faudra sans doute bien des années pour que se crée un autre pôle capable de rééquilibrer la société polonaise. « Il y a pourtant une grande différence entre l'Eglise et le parti communiste », ironise Konstantin Gebert, c'est que l'Eglise est plus intelligente. Mais par une sorte d'inertie, par absence de contrepoids, l'Eglise peut un jour se retrouver, à sa propre surprise, en train d'accomplir des fonctions politiques, voire politiques.

A cet égard, le voyage du souverain pontife et le ton des discours qu'il va prononcer vont être déterminants pour l'avenir de la Pologne. Reste à savoir si Jean-Paul II va trouver les mots du dialogue.

JOSÉ-ALAIN FRALON

URSS

La deuxième bataille de Leningrad

En marge de la campagne pour l'élection présidentielle russe, le 12 juin, une autre bataille fait rage, loutda des symboles au cette fin de règne du communisme : celle du nom de Leningrad, sur lequel les habitants de l'ancienne capitale des tsars sont appelés à se prononcer par référendum le même jour.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Fondée en 1703 par Pierre le Grand, Saint-Petersbourg avait été une première fois rebaptisée en 1914, après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie ; jugé trop germanique, le nom de Saint-Petersbourg fut transformé en Petrograd - littéralement en russe : la ville de Pierre. Berceau de la révolution d'Octobre, la ville fut de nouveau rebaptisée le 26 janvier 1924, cinq jours après la mort de Lénine, pour prendre le nom de Leningrad.

Mais Leningrad est aujourd'hui, avec Moscou, l'une des places fortes de la contestation anticomuniste en Russie, et son maire, Anatoli Sobtchak, fait partie de cette nouvelle génération d'hommes politiques qui révisent les vieux communistes. Depuis un an, plusieurs villes soviétiques rebaptisées dans l'enthousiasme révolutionnaire

ont repris leur ancien nom : Gorki est redevenue Nijni-Novgorod, Koubychev, Samara ; Kaliningrad, Tver ; et Ordjankidze, Vladikavkaz. Quant à Stalingrad - qui s'appelait Tsaritsyne jusqu'en 1925 - il y a longtemps déjà que le déstalinisation lui avait permis de devenir Volgograd. Rien de plus naturel donc que Leningrad se posât à son tour la question.

Le Leningrad n'est pas seulement illustre pour le rôle qu'y a joué Lénine. Elle a subi, de 1941 à 1944, neuf cents jours d'un siège impitoyable sous les canonnades des nazis. Malgré le mort de 1,5 million de civils, dont beaucoup de froid et de faim, la ville ne céda pas. Plus d'un million de vétérans, affirme le chef du PC de Leningrad, M. Boris Guidespov, sont encore là pour en témoigner, et changer le nom d'un lieu marqué de tant d'héroïsme serait pour eux une insulte.

Les conservateurs communistes ont donc trouvé là un cheval de bataille d'autant plus commode à enfoncer que le municipalité de Leningrad a décidé de donner le choix aux électeurs, non pas entre Leningrad, Petrograd et Saint-Petersbourg, mais seulement entre Leningrad et Saint-Petersbourg. La Pravda a ouvert en première page une rubrique intitulée « Défendons Leningrad » où les lettres de lecteurs indignés sont les bienvenues. M. Sobtchak y

est accusé de tous les maux et soupçonné de s'être mis assiduellement à l'étude de l'allemand pour devenir un bon « Saint-Petersbourgeois ». On y prédit la défaite des « Saint-Petersbourgeois » sur la base d'un sondage publié par la journal local Nievskie Vremia, qui accorde 48,4 % des préférences aux partisans de Leningrad, 33,3 % à ceux de Saint-Petersbourg et 10,6 % à ceux de Petrograd.

Soljenitsyne aussi...

Les communistes viennent de recevoir un appui inattendu mais qu'ils utilisent avec vergogne, celui de Soljenitsyne, qui, depuis son exil du Vermont, a fait savoir à la presse soviétique qu'il était opposé à la restauration de Saint-Petersbourg, un nom qui fut imposé au XVIII^e siècle « au mépris de la langue russe et de la conscience russe » (le nom employé en russe est en fait le nom allemand, Senkt-Petersburg). Si l'on estime que le nom de la ville doit rendre hommage à l'empereur Pierre la Grand, alors « Petrograd est plus raisonnable » estime l'écrivain russe. Mais si l'on veut préserver le sens historique de la ville qui était de rendre grâce à l'apôtre Pierre, alors le nom russe doit être « Svato-Petrograd ».

Non content d'avoir introduit la quatrième proposition, Soljenitsyne conclut qu'en tout état

de cause, cette décision est beaucoup trop importante pour être laissée aux seuls habitants de Leningrad : c'est à la Russie tout entière qu'elle appartient. L'académicien Dmitri Likhatchev est aussi réticent, mais pour d'autres raisons : il craint que le retour du nom de Saint-Petersbourg, auréolé de rancœur, ne soit un peu ridicule aujourd'hui, en cette période d'effondrement culturel et de chaos général.

Quoi qu'il en soit, assure le conservateur Boris Guidespov, ce référendum, « manœuvre politique » pour attirer les gens dans les bureaux de vote le 12 juin afin de les faire voter parallèlement pour le président de Russie et pour les élections municipales à Leningrad, est « entichonisme et voué à l'échec ». Les eamardes communistes de M. Guidespov veulent bien comprendre qu'on ait débaptisé Stalingrad puisque cela résultait d'une prise de position du Parti au XX^e Congrès sur le stalinisme. Mais, à leur connaissance, le Parti n'a pas désavoué Lénine. C'est là qu'un jeune journaliste russe du quotidien libéral Moskovski Komeolets porta le coup de grâce lors d'une conférence de presse : « Vous distinguez Stalingrad et Leningrad, leur dit-il, mais ne voyez-vous pas que pour les gens maintenant, Staline, Lénine, tout cela c'est pareil ? »

SYLVIE KAUFFMANN

DIPLOMATIE

La préparation de la réunion des sept grands pays industrialisés

M. Bush semble résigné à accepter la présence de M. Gorbatchev au sommet de Londres

WASHINGTON

de notre correspondant

Pes vraiment convaincu par les promesses de réforme économique distillées par l'URSS, M. Bush paraît pourtant disposé à faire quelques gestes en faveur de M. Gorbatchev, et à accepter, un peu à contre-cœur, qu'il soit « invité » à venir à Londres en marge du sommet des sept grands pays industrialisés.

Le président américain a reçu vendredi 31 mai un groupe d'émigrés soviétiques qui depuis trois jours s'emploient activement à persuader les Américains du sérieux et de l'ampleur du nouveau projet de réforme économique. Mais les envoyés de M. Gorbatchev - son conseiller Evgeny Primakov, l'économiste Grigori Iavlinsky et un premier vice-premier ministre, M. Tcherebakov - ne paraissent pas avoir vraiment emporté la conviction d'une administration devenue assez sceptique, après avoir longtemps pris pour argent comptant les propos de M. Gorbatchev et de son entourage.

Dès la veille, jeudi, un responsable américain « anonyme » avait exprimé de sérieuses réserves : « Il y a des améliorations mais je ne crois pas que cela représente l'effort vraiment fondamental qui devra être fait pour qu'ils arrivent à l'économie de marché ». Et, ce qui n'arrange rien, personne n'ignore que pour l'instant le plan en question, ou du moins la version écrite qui en a été présentée sous forme d'une lettre signée par MM. Primakov et Iavlinsky, est en fait un article commandé par un consultant américain et destiné à l'origine à une revue spécialisée. Le plan lui-même est toujours en

cours d'élaboration avec le concours actif d'économistes de Harvard. Tout cela sent un peu l'improvisation ou le propos de circonstance, mais il n'était pas question pour M. Bush de paraître, seul parmi tous ses partenaires occidentaux, refuser de tendre la main à M. Gorbatchev.

D'autant que le numéro 10 soviétique entonne à nouveau des couplets réformateurs, après avoir, l'automne et l'hiver derniers, fait entendre une musique beaucoup moins agréable aux oreilles occidentales.

M. Bush a donc pris acte des bonnes intentions exprimées devant lui par les émissaires de M. Gorbatchev : « J'ai aimé ce que j'ai entendu », a-t-il déclaré vendredi après avoir reçu MM. Primakov et Iavlinsky. Certes, il a

aussitôt souligné qu'aucune décision n'avait encore été prise, mais il a laissé entendre que cela ne saurait tarder. Il semble désormais très probable que Washington satisfasse aux demandes les plus immédiates de Moscou : un crédit de l'ordre de 1,5 milliard de dollars, destiné à financer de nouveaux achats de produits agricoles ; l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée en matière commerciale ; et une « invitation » de M. Gorbatchev à Londres, à la mi-juillet, pour lui permettre, comme il le souhaite si ardemment, de plaider sa cause auprès des riches pays occidentaux réunis à l'occasion du G-7.

On sait que M. Bush considérerait sans le moindre enthousiasme ce dernier projet, qui placerait automatiquement cette réunion sous le

signe de l'aide à l'URSS. Mais l'insistance des Soviétiques et la réaction très positive des principaux partenaires occidentaux font qu'il devient très difficile pour le président américain de paraître faire obstruction.

30 à 50 milliards de dollars par an

Pour couronner le tout, le sommet soviéto-américain ardemment souhaité par M. Gorbatchev pourrait finalement avoir lieu cet été, si la rencontre de Lisbonne entre le secrétaire d'Etat James Baker et M. Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, se révèle fructueuse.

Attendant de gestes qui seraient grandement appréciés par Moscou, et confirmerait que Washington continue à miser sur M. Gorbatchev, autant de gestes aussi qui ne coûteraient pas trop cher au budget des Etats-Unis, moins désireux que jamais de verser de vastes quantités d'argent à un pays qui semble bien loin du chemin de la guérison. Sans doute, en sortant vendredi de la Maison Blanche, M. Primakov s'est-il voulu rassurant sur ce point particulièrement sensible.

Comme on lui demandait ce que l'URSS attendait avant tout de l'Occident, il a modestement répondu « de la patience d'abord, de la compréhension ensuite ». Et il a affirmé n'avoir pas abordé avec M. Bush la question d'une aide financière américaine à l'URSS. Mais il a été moins pudique dans ses entretiens avec les responsables du Fonds monétaire international, auxquels, selon le Washington Post, il a expliqué que Moscou aurait besoin d'une assistance occidentale de 30 à 50 milliards de dollars chaque année et ce pendant cinq ans.

JAN KRAUZE

M. Attali invite le président soviétique à Londres, « si possible en juillet »

Le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), M. Jacques Attali, a invité le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à se rendre à Londres pour une « séance de travail » à la banque « si possible en juillet », a annoncé vendredi 30 mai la BERD.

Le porte-parole de la BERD n'a pas voulu préciser si M. Attali souhaitait que la visite de M. Gorbatchev coïncide avec le sommet des sept grands pays industrialisés (G-7) du 15 au 17 juillet. Il a indiqué que l'ensemble des dirigeants de ses quarante et un membres seraient tous à tour invités à Londres pour des séances de travail, affirmant que M. Gorbatchev n'était que le premier de la liste. Un dernier, le sommet des Sept de Houston avait

chargé la BERD de réaliser une étude sur l'économie soviétique en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Réunie ce jeudi, cette étude « sera étudiée à Londres en juillet », a déclaré jeudi M. Attali à la fin d'un discours consacré aux questions monétaires en Europe centrale. « J'espère que cette réunion permettra de décider d'offrir une assistance occidentale à l'URSS », a-t-il ajouté en notant que la BERD était « prête à agir immédiatement » notamment en matière d'aide technique.

M. Attali, qui a préparé les précédents G-7 comme « sberpa » du président français, accomplit actuellement une tournée dans les pays participant en préalable au sommet de juillet. (AFP)

Au sommet franco-allemand de Lille

M. Mitterrand a exprimé ses désaccords avec les projets de réforme de l'alliance atlantique

M. François Mitterrand a confirmé jeudi 30 mai d'une conférence de presse donnée conjointement avec le chancelier Helmut Kohl à l'issue du sommet franco-allemand de Lille, que la France ne s'intégrerait pas aux nouvelles structures militaires dont l'OTAN est en train de se doter.

Il a estimé n'avoir pas à faire de commentaires sur le projet de création d'une Force de réaction rapide présentée la veille à Bruxelles par les ministres de la défense des autres pays membres de l'Alliance atlantique. Il a ajouté cependant que les organismes militaires « ne sont pas toute l'Alliance », que « ce n'est pas à leur niveau que peuvent se régler tous les problèmes » et qu'il s'exprimerait prochainement sur les aspects politiques de la réforme de l'OTAN. « J'ai des réserves à émettre sur le plan de la stratégie politique (...). Je les ferai connaître ; cela ne tardera pas », a-t-il notamment déclaré.

Le chancelier, dont le pays est partie prenante à la réorganisation en cours du dispositif militaire de l'OTAN, mais qui s'est aussi engagé, au côté de la France, à doter la Communauté européenne des moyens d'une politique de défense commune, a fait valoir que ces deux démarches devaient être complémentaires, qu'il fallait se garder d'une attitude « du tout ou rien ». Il a fait savoir que le prochain sommet de l'OTAN se tiendrait en novembre et a espéré que les polémiques seraient d'ici là surmontées par la concertation.

MM. Kohl et Mitterrand se sont

d'autre part déclarés partisans d'inviter M. Gorbatchev au prochain sommet des sept pays les plus industrialisés à Londres en juillet. Le président de la République a précisé qu'il devait s'agir d'une « consultation », non d'une participation de plein droit et que la question du montant de l'aide à attribuer à l'URSS devait être débattue entre Occidentaux.

Le chef de l'Etat français et le chancelier ont d'autre part exprimé leur commune préoccupation quant à la situation en Yougoslavie et adressé à tous les dirigeants de ce pays un message dans lequel ils affirment que « seul un dialogue pacifique fondé sur la démocratie, l'état de droit, le respect des droits de l'homme et des garanties pour les minorités peut assurer l'avenir de la Yougoslavie ».

C. T.

Le plan de désarmement du chef de l'Etat

Suite de la première page

« Il n'est pas concurrent du plan américain mais il n'est pas identique », dit-on, puis il ne concerne que les armes de destruction massive (nucléaire, chimique) et les vecteurs pour les transporter (missiles balistiques de plus de 150 kilomètres de portée), mais prend en compte toutes les armes conventionnelles. La plus grande nouveauté du plan français serait l'annonce de l'acceptation française d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont le but avoué est de limiter le nombre de pays détenteurs de l'arme nucléaire. Paris, jusqu'à présent, refusait de sauter le pas au nom d'un certain sens de l'indépendance nationale mais respecte l'esprit du traité depuis plusieurs années.

La France a d'ailleurs participé en tant qu'observateur à une réunion des pays signataires du TNP en 1989. L'autre puissance nucléaire armée et jugée particulièrement « proliférante » - à n'avoir pas

adhéré au TNP est la Chine. La France voudrait l'entraîner avec elle et le sujet a été abordé par M. Roland Dumas lors de sa récente visite officielle en Chine. On ignore encore quelle a été la réponse de ses interlocuteurs.

Les autres propositions françaises ne sont pas aussi nouvelles. La lutte contre les armes chimiques y a sa place (d'autant plus facilement que le président Bush vient d'abandonner l'idée de conserver un stock minimum de sécurité) ainsi que la « vieille idée » de l'utilisation des satellites aux fins de vérification. Le plan français, enfin, serait à « critères multiples » puisqu'il passerait en revue tous les niveaux d'action possible (rôle du Conseil de sécurité dans la tenue d'un registre mondial des ventes d'armes ; adaptation du système de sécurité européen à d'autres régions ; mise en place éventuelle d'un système de contrôle national, etc.) et les problèmes particuliers posés par chaque type d'armes.

JACQUES AMALRIC

A Bruxelles

Le Berlaymont, siège de la Commission européenne, sera détruit

La vie paisible - sinon confortable - des quelque trois mille fonctionnaires qui travaillent au siège de la Commission européenne va être bouleversée : le Berlaymont, bâtiment de béton, de verre et d'acier qui les abrite depuis 1968, sera détruit pour cause d'insalubrité.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La commission européenne en charge du dossier, M. Antonio Cardoso Cunha, a annoncé jeudi 30 mai, que ses pairs avaient franché le débat de ces dernières semaines (le Monde du 22 mai) :

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

débarrasser tous les étages de l'amiante utilisé jadis comme matériau d'isolation avant qu'il ne devienne cancérogène révélerait au moins assez cher que de construire du neuf.

Locataire d'une société étatique belge, la Commission en a parlé au bailleur qui est d'accord pour affecter le loyer des années restant à courir à l'occupation d'autres bâtiments. Dispersés un peu partout, ceux-ci, dont certains sont occupés par des services publics belges, permettraient aux hôtes d'attendre une destination définitive.

M. Cunha ne peut pas dire avec précision quand commencera un déménagement dont le coût, avec les frais annexes, est évalué à 100 millions d'écus (700 millions de francs), mais il sait très bien ce qu'il veut pour le bâtiment futur : « une architecture de qualité », pas « une tour de Babel ». Après avoir écarté l'hypothèse, un moment envisagée, d'une « petite Brasília européenne » à l'écart de Bruxelles, il a évoqué l'éventualité d'un « Berlaymont 2 », édifié sur le même site. Une occasion de rompre enfin la fatalité qui semble condamner les institutions euro-

péennes à engendrer la laideur.

La Commission n'a pas les moyens de devenir propriétaire, mais, pour son futur bail, elle estime qu'il « est de sa responsabilité de payer l'entretien du pays d'accueil » de la soustraire aux appétits des promoteurs. « L'Etat belge est notre protecteur contre les spéculateurs », a affirmé M. Cunha, un compliment en forme de mise en garde, pour qui connaît les juteuses affaires liées à la création du « quartier européen » de Bruxelles.

Le gouvernement a immédiatement fait savoir qu'il avait dans ses cartons un projet de reconstruction sur le même emplacement. Toutefois, depuis la décision « bataille du siège » pour raver le Parlement européen à Strasbourg, il sait qu'il doit faire vite et bien pour la Commission, à un moment où le surcoût de travail provoqué par l'union économique et monétaire rend encore plus gênant l'éparpillement provisoire des directions générales et des commissaires.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la demande française de l'évacuation des troupes syriennes

Beyrouth a vivement dénoncé l'attitude de Paris

Le ministère des affaires étrangères a évité, vendredi 31 mai, de commenter les critiques du gouvernement libanais à la suite des déclarations du chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, demandant le retrait des troupes syriennes du Liban. « Nous ne réagissons pas. Nous n'allons pas faire de la polémique », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Les milieux politiques de Beyrouth ont vivement réagi, mercredi, propos tenus par M. Dumas, Paris, à tour à tour, été accusé d'ingérence dans les affaires intérieures libanaises, de « vouloir provoquer une nouvelle crise entre Beyrouth et Damas » et de « remuer les cendres des conflits libanais ».

« Regrettons vivement l'attitude de la France qui se répète sans cesse », le premier ministre, M. Omar Karamé, a affirmé : « Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention sur le fait que nous tenions à d'excellentes relations privilégiées avec la France, mais nous n'accepterons jamais une ingérence de quelque nature que ce soit dans nos affaires intérieures, car nous sommes plus que tout attachés à notre indépendance et notre souveraineté ». Sur un ton plus virulent, M. Abdallah Al Amine, ministre d'Etat et chef de la branche libanaise du parti Baas (au pouvoir en Syrie) a dénoncé cette « ingérence de la vieille France qui nous a colonisés et tué nos jeunes gens, la France qui a été l'ami d'Israël en 1956, l'insolent gouvernement français qui ne s'est pas encore rendu compte que le Liban est une partie intégrante de la nation arabe ».

D'autre part, un ancien premier ministre, M. Selim Hoss, a posé cette question : « Pourquoi la communauté internationale, et la France en particulier, ne prend-elle aucune initiative pour l'application de la résolution 425 de l'ONU, qui stipule le retrait inconditionnel d'Israël du Liban, comme elle l'a fait pour la résolution concernant le retrait israélien du Koweït ? »

Cette nouvelle polémique intervient alors que les relations entre les deux pays sont déjà au point mort. Le moment de la déclaration de M. Dumas a surpris, mais elle tient sans doute à des considérations de politique intérieure et de politique internationale. Les trois présidents de groupes de l'opposition, MM. Bernard Poos, Charles Millou et Pierre Méhaignerie n'avaient-ils pas écrit mardi au président Mitterrand pour lui demander d'exiger de l'ONU le départ des troupes

étrangères et la tenue d'élections libres ? Accusé de faiblesse, comme souvent à propos du Liban, le gouvernement a vraisemblablement voulu montrer qu'il n'était pas en reste, alors qu'après avoir il avait réagi prudemment à la signature du traité syro-libanais, le 22 mai.

D'ailleurs, jeudi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a paru atténuer la portée des propos de M. Dumas en affirmant : « Notre politique constante a été de faire en sorte que les accords de Taëf, qui visent à la restauration du Liban dans sa pleine indépendance et sa pleine souveraineté soient appliqués jusqu'au bout ». « Cela passe, a-t-il souligné, par le retrait de toutes les forces étrangères et des élections libres. C'est dans la conformité du traité syro-libanais avec [ces accords] que l'on pourra se faire un jugement ».

Le problème

Aoun

Le problème n'est-il pas que, malgré des déclarations officielles répétées, Paris n'a soutenu les accords de Taëf que du bout des lèvres, à défaut de pouvoir susciter une autre solution ? M. Karamé, dénonçant les « contradictions » françaises, n'a pas manqué de souligner que la question du retrait des troupes syriennes, mentionnée dans le traité syro-libanais, reprend sur ce point le texte de Taëf. De même, ce document prévoit la nomination de députés au Parlement libanais, dans l'attente des élections libres que la France appelle de ses vœux. Ces malentendus sont un frein à une reprise des relations confiantes que souhaitent nombre de Libanais qui s'inquiètent d'une influence exclusive syro-américaine. Encore faudrait-il que Paris accepte de prendre en compte une évolution qui a quand même ramené le calme dans un pays déchiré depuis seize ans.

D'autre part, le problème posé par le général Michel Aoun n'est pas de nature à faciliter la détente. Celui qui a voulu jusqu'au bout défendre l'indépendance du Liban a déclaré s'opposer aux Syriens, avant d'être évincé en octobre 1990, va entamer son huitième mois de refuge dans la résidence de l'ambassadeur de France à Beyrouth (le gouvernement libanais refuse de le laisser partir en France). On s'attend à ce que le général Aoun se présente à Damas comme à Beyrouth comme à Damas qui se présente à lui comme à Beyrouth. Encore faudrait-il que Paris accepte de prendre en compte une évolution qui a quand même ramené le calme dans un pays déchiré depuis seize ans.

FRANÇOISE CHIPAUX

Pour rembourser les dommages de la guerre du Golfe

M. Perez de Cuellar propose un prélèvement maximum de 30 % sur les exportations du pétrole irakien

Pour rembourser les dommages de la guerre du Golfe, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a recommandé, vendredi 31 mai, de fixer à 30 % le prélèvement maximum sur les recettes d'exportation de pétrole irakien.

Il appartient désormais à la commission chargée de gérer le fonds d'indemnisation, mis en place par le Conseil de sécurité le 20 mai dernier, de déterminer à son tour un pourcentage qui pourra varier en fonction des résultats économiques de l'Irak. Pour le moment, l'Irak ne peut encore vendre son pétrole, en raison de l'embargo qui a été imposé

par l'ONU et n'est toujours pas levé sur ce point. Avant la guerre, l'Irak produisait environ trois millions et demi de barils de pétrole par jour au prix moyen de 21 dollars le baril.

Notre correspondant auprès des Nations unies, Afand Bassir Pour, nous signale que le pourcentage proposé par M. Perez de Cuellar constitue une « déception » pour Washington ainsi que pour le Koweït. Ces deux pays avaient proposé une fourchette allant de 40 % à 50 %. Les pays non alignés pour leur part estimaient qu'elle devrait se situer entre 5 % et 10 %.

IRAK : découverte des cadavres de deux journalistes britanniques. - Retrouvés dans le nord de l'Irak, deux cadavres ont été identifiés, jeudi 30 mai, comme ceux de deux journalistes britanniques, Nick Della Casa et Charles Maxwell, disparus en mars dernier alors qu'ils allaient filmer la rébellion kurde pour le compte de la BBC. Leur décès porte à vingt le nombre de journalistes tués dans le monde depuis le début de l'année, a déclaré vendredi l'association française Reporters sans frontières - dont trois en Irak avec la mort du photographe allemand Gad Schuster Gross, tué par des soldats irakiens le 29 mars. (AFP, Reuters)

Violente distribution de l'OLP contre les Etats-Unis. - Le représentant de l'OLP a violemment dénoncé, jeudi 30 mai, « la politique d'agression des Etats-Unis au Proche-Orient », devant le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réuni à Abuja (Nigeria). « Si les Etats-Unis ne cherchent pas sincèrement une solution au problème palestinien, ce sera le signal d'explosions, non seulement dans les pays arabes mais aussi en Asie et en Afrique », a déclaré M. Jamal al-Sourani, membre du comité exécutif de l'OLP, en dénonçant par ailleurs « l'assistance des Etats-Unis à Israël dans l'évacuation » des falachas d'Ethiopie. (AFP)

مكتبة الطفل

AFRIQUE

ÉTHIOPIE : retour au calme à Addis-Abeba

Le nouveau pouvoir s'engage à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire

Un calme précaire est revenu à Addis-Abeba, où les nouvelles autorités se sont engagées, vendredi 31 mai, à maintenir la « stabilité » du pays et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. A Paris, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a évoqué, dans un entretien publié, samedi, par le Figaro, l'avenir de l'Érythrée, qui n'est pas l'Éthiopie. Selon lui, « une Érythrée libre et démocratique sera un élément essentiel de la stabilité de la région ».

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

L'aide humanitaire a été présentée, vendredi, à un premier contact entre les nouvelles autorités et la communauté étrangère d'Addis-Abeba. Lors d'une conférence de presse, organisée par le Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), et à laquelle les représentants des organisations humanitaires, des Nations unies et du corps diplomatique ont assisté, M. Tamrat Layne, vice-président du FDRE, a promis qu'il ferait « tout, notamment en matière de sécurité, pour faciliter le travail des organisations humanitaires ».

Celles-ci sont, en effet, nombreuses à se plaindre de l'insécurité et du désordre qui commencent à prévaloir dans des régions où la fuite des anciennes autorités a entraîné une vacance du pouvoir, dans l'Est par exemple. Les assurances données par les dirigeants du FDRE de garantir « la stabilité » n'ont pas vraiment convaincu. Selon M. John Wiaters, un des responsables du Programme de secours conjoints (PSC), qui distribue des vivres à un million de Tigréens, il s'agit surtout pour les anciens rebelles de tenter de rassurer leurs interlocuteurs sur leur capacité à remettre de l'ordre dans le pays.

Ainsi, l'ancienne organisation gouvernementale de secours, dotée d'une nouvelle direction, va-t-elle reprendre son activité sous la surveillance du FDRE. Un signe « encourageant », selon M. Wiaters, « mais il faut espérer qu'ils seront

à la hauteur de leur tâche et que le FDRE ne sera plus, comme dans le passé, un obstacle bureaucratique à l'acheminement des secours ».

A en croire les dirigeants tigréens, le port d'Assab sur la mer Rouge, d'où sont acheminés les approvisionnements d'Addis-Abeba en aide humanitaire aux victimes de la famine, est ouvert. Mais, la route d'Assab reste peu fréquentée à cause du banditisme. Quant à l'aéroport de la capitale, il n'a pas encore été rouvert.

Mesures d'intimidation

Bien qu'Addis-Abeba ait, depuis jeudi, retrouvé son activité habituelle, les autorités, échauffées par les manifestations qui avaient fait, la veille, neuf morts et plus de trois cents blessés, n'ont pas renoncé à leur politique d'intimidation. Sur chaque place, la présence d'un ou de deux camions équipés d'un canon léger ou d'une mitrailleuse, donne à la capitale l'aspect d'une ville occupée.

Politique apparemment efficace, puisque les manifestations ont brusquement cessé dans la capitale. Pourtant, vendredi, la ville voisine d'Alaki a été le théâtre d'une manifestation de grande ampleur. Des contestataires y ont défilé, eux aussi, pour dénoncer les États-Unis, « complices des Weyane » (surnom donné aux Tigréens) et réclamer l'« unité pour l'Éthiopie ».

« La peur empêche sans doute les gens de continuer à manifester, estime un intellectuel. Mais, malgré la colère suscitée par la conférence de Londres et son « torpillage » par les Américains, il y a aussi le désir de laisser le nouveau pouvoir à l'essai. Après tout, les Tigréens ont peut-être réellement abandonné leur doctrine marxiste et adapté leur programme à la réalité éthiopienne ? » A son avis, les manifestations hostiles au nouveau régime auraient éclaté spontanément sans l'aide du Parti des travailleurs éthiopiens, l'ancien parti unique, et celle de l'Alliance des groupes d'opposition qui a été exclue des négociations de Londres.

A Addis-Abeba, le vide administratif se comble lentement. Dans les campagnes, les choses se sont normalisées plus rapidement. A en

croire la responsable de l'organisation Action internationale contre la faim (AICF), M^{me} Barbara Radelli, bloquée deux semaines, près de la ville de Dessié, à environ 400 kilomètres au nord de la capitale, l'arrivée des maquisards dans les localités abandonnées par l'administration « a mis généralement un terme à toute tentative de pillage ».

Malgré ces témoignages optimistes, nul ne peut prédire quelle sera la conduite des nouvelles autorités. On apprend, vendredi soir, que le général Tesfaye Gabre Kidane, qui avait assuré les fonctions de président après la fuite du colonel Mengistu, s'était réfugié à l'ambassade d'Italie, d'où il avait demandé la garantie écrite qu'il bénéficierait, s'il se livrait, d'un procès régulier et public. Demande refusée par le FDRE, qui a en vain intimé l'ordre aux diplomates italiens de lui remettre ledit général.

Selon la radio nationale, de nombreux dignitaires de l'ancien régime — dont M. Fische Deata, ex-vice-président — se sont rendus, jeudi, aux autorités. Plus de deux cents officiers de la base militaire de Debré Zeit auraient fait de même.

JEAN HÉLÈNE

Les nouvelles autorités éthiopiennes font « du bon travail », selon les États-Unis. — Le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, a justifié, vendredi 31 mai à Lisbonne, l'assistance apportée par Washington aux nouvelles autorités éthiopiennes. En dépit des manifestations sanglantes de ces derniers jours, « les marxistes ont fait jusqu'ici un bon travail », souligne M. Cohen. Selon lui, le FDRE a donné la preuve que ses combattants étaient disciplinés, capables de prendre le contrôle du pays sans commettre d'abus. Concernant l'Érythrée et son éventuelle sécession, M. Cohen a estimé que c'était un problème que les Éthiopiens devaient régler entre eux. Il a noté que les Érythréens auraient déjà pu proclamer leur indépendance, mais ne l'avaient pas fait, préférant préparer le terrain à un référendum et contribuer à la stabilisation de l'Éthiopie. C'est là une « prise de position digne d'hommes d'Etat », a affirmé le responsable américain. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Les islamistes jugent improbable leur participation aux élections législatives

A la veille de l'ouverture officielle de la campagne pour les élections législatives du 27 juin, quelques dizaines de milliers d'islamistes se sont rassemblés, vendredi 31 mai, autour des deux principales mosquées d'Alger. La veille, la brigade anti-émeutes avait utilisé grenades lacrymogènes et canons à eau pour empêcher un cortège de plusieurs milliers de manifestants du Front islamique du salut (FIS) de passer devant le commissariat central de la capitale.

Cette marche avait eu lieu après la démission publiée par M. Abassi Madani, le président du mouvement islamiste, qui a nié l'authenticité d'un communiqué du Majlis Ech-Choura, la direction collégiale du FIS, appelant à la fin de la grève générale « illégitime », déclarée samedi dernier.

Dans un entretien accordé, jeudi, à l'agence Reuters, M. Madani qualifie de « faux et truqué » ce communiqué, qui, selon lui, « pourrait avoir été fabriqué par les services de renseignement ». Il a affirmé que « la grève continue, se développe selon une démarche qui nous permet de maîtriser la situation dans la capitale ». Le chef de file des islamistes a, d'autre part, jugé improbable la participation du FIS aux élections législatives. « Comment voulez-vous que l'on prenne part à des élections menées par un pouvoir qui n'écoute pas les voix de manifestants et qui grève ? Est-ce qu'il va respecter leurs voix dans les urnes ? », s'est-il interrogé. — (AFP, Reuters.)

GRÈCE

Georges Koskotas extradé des États-Unis

L'ancien banquier et magnat de presse grec, Georges Koskotas, recherché dans son pays pour escroquerie, a été ramené, vendredi 31 mai, à New-York par les autorités américaines à des policiers grecs afin d'être extradé. L'ancien directeur de la Banque de Crète, accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars et qui avait provoqué la chute du gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou, est sorti de la prison de Middleton et devait arriver dans la journée de samedi à Athènes.

Recherché par la police grecque, il avait fui vers les États-Unis en novembre 1988. Poursuivi dans ce pays pour d'autres délits, il avait été arrêté dès son arrivée. Georges Koskotas doit témoigner dans la proche ouverture en mars contre des dignitaires socialistes, dont M. Papandréou, auquel il a affirmé avoir versé des pots-de-vin. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD

Trois soldats tués lors d'un attentat au mortier

Trois soldats de l'Ulster Defence Regiment (UDR) ont été tués et 18 autres légèrement blessés, dans la nuit du vendredi 31 mai au samedi 1^{er} juin, dans une attaque au mortier lancée contre la base militaire de Glenam, près de Merkatill dans le comté d'Armagh. Plusieurs obus ont été tirés de l'arrière d'un camion qui s'est garé à un endroit surplombant la base de cette force auxiliaire de l'armée britannique. Un engin aurait

explosé dans le poste de garde. Selon la police, cet attentat, qui n'avait toujours pas été revendiqué samedi matin, porte la marque de l'IRA : les militants de l'Armée républicaine irlandaise utilisaient fréquemment des mortiers dissimulés à l'intérieur d'un camion. — (AFP.)

SÉNÉGAL

Accord de cessez-le-feu en Casamance

Le gouvernement sénégalais et les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casemance (MFDC) ont signé, vendredi 31 mai, à Bissau, un accord de cessez-le-feu. Cet accord prévoit le retrait complet des forces militaires dans les zones de conflit, la cessation des hostilités et la libre circulation des personnes et des biens dans la région de Casamance, située dans le sud du pays.

Cette signature a eu lieu cinq jours après la décision du président Abdou Diouf de faire libérer les 346 détenus pour activités indépendantistes et d'arrêter les poursuites contre les séparatistes casamanceçais. Le texte a notamment été paraphé par l'abbé Diamakoune Sanghor, solitaire-trois ans, considéré comme le cerveau du MFDC, qui est sorti de prison, mardi. — (AFP.)

URSS : un attentat dans un train a fait deux morts. — Un responsable du ministère soviétique des chemins de fer a déclaré, vendredi 31 mai, qu'un attentat était à l'origine d'une explosion qui a fait deux morts et sept blessés dans un train en Transcaucasie. L'explosion s'est produite jeudi à Daghestan, sur la côte de la mer Caspienne et a dévasté le dernier wagon d'un convoi qui allait de Moscou à Bakou. — (Reuters.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : le trafiquant de drogue envisagerait de se rendre

Pablo Escobar à l'écoute de « La minute de Dieu »

Cette fois serait-elle le bon ? Après avoir si souvent laissé entendre qu'il pourrait se rendre, le trafiquant le plus recherché de Colombie, Pablo Escobar, a confirmé, jeudi 30 mai, dans un communiqué envoyé à la radio privée Caracol qu'il se livrerait à la justice « bientôt ». Dans le document, authentifié par son empreinte digitale, Escobar rappelle les décrets officiels qui gerentissent aux narcos qui se rendent la non-extradition et des remises de peine, mais ne voit formulé d'autres exigences (entre autres, selon certaines sources, le limogeage du chef de la police secrète, M. Maza Marquez). Escobar pourrait bien s'être rangé aux vœux d'un eunuque négociateur : le Père Rafael Garcia Herreros, qui l'a rencontré à plusieurs reprises dans son repaire. La reddition de Don Pablo serait imminente, affirme le prêtre, dont la forte personnalité est largement à la mesure de celle de son « client ».

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Le médiateur peu banal entre le gouvernement colombien et Pablo Escobar, patron du cartel de Medellín, est un curé comme on en rencontre dans l'Espagne profonde à l'époque franquiste : un prêtre sombre, au visage dur sous le casque du dr de ses cheveux blancs. On l'imagine volontiers en chaire tonnante contre les maux du siècle. Le Père Rafael Garcia Herreros est un personnage hors du commun. Il porte ses quatre-vingt-deux ans avec verve, raide dans sa soutane noire qui, sur son corps maigre, ressemble à un uniforme. Ce curé parfois acariâtre est aussi célèbre en Colombie que l'Abbé Pierre en France et un peu pour les mêmes raisons. Mais le style est bien différent. Animateur depuis de nombreuses années d'un programme de télévision très suivi, « La minute de Dieu », le Père Rafael demande aux riches de donner aux pauvres. Ou plutôt il exige la charité au nom de Dieu. Non sans succès. Il contrôle une organisation de bienfaisance qui a construit des logements sociaux, et un quartier de Bogota porte le nom de son émission vedette.

Pablo est un bon garçon.

L'égérie colombienne est puissante, influente, en majorité conservatrice et a aussi ses préférences d'ouvriers. Dans les années 60, elle a même connu des courtes-quellures comme Camilo Torres et Domingo Lain, qui ont rejoint les maquis communistes de l'époque, rompant avec leur hiérarchie. Tous deux ont été tués en combat ou assassinés. Le Père Rafael n'est

pas de ce bord-là. Retraqué au cœur de la bonne société, qui l'admire et le redoute, il refuse le combat politique mais se veut au service du petit peuple.

Ce n'est pas tout à fait un hasard si Pablo Escobar — qui envisagerait de se rendre à la justice à condition de ne pas être extradé aux États-Unis et d'être incarcéré dans une prison de son choix, protégé par l'armée — a choisi de faire confiance au seul Père Rafael pour une négociation délicate. Don Pablo, lui aussi, a bâti sa popularité à Medellín, en multipliant les œuvres de bienfaisance. Escobar, recherché par toutes les polices de Colombie (assistées de quelques experts américains et étrangers), est beaucoup plus en sursis dans

ment et les autorités ecclésiastiques à poursuivre sa mission.

L'adieu aux armes, sinon au trafic, de Pablo Escobar serait sans aucun doute une grande victoire pour le gouvernement colombien qui a relancé un plan global de pacification avec les tueurs du cartel. M. Gaviria a déjà marqué des points en décembre 1990, puis en janvier dernier avec la reddition des trois frères Ochoa, dirigeants d'un cartel qui avait déclaré la guerre au gouvernement en juillet 1989. Les Ochoa sont incarcérés dans une prison confortable et attendent paisiblement leur procès, assurés en principe de bénéficier de fortes réductions de peines, selon les dispositions adoptées par la justice colombienne.



les quartiers populaires des collines du nord-est de Medellín. Ca qu'on appelle les communitas : un dédale de ruelles pentues, d'escaliers, de bâtiments anarchiques, qui évoquent le casbah d'Alger et où les militaires de la quatrième brigade ne se hasardent qu'avec précaution.

L'autre refuge de Don Pablo se trouve dans le département d'Antioquia, dans le moyen Magdalena, accidenté et boisé, où les milices au service des narcos continuent de faire la loi. Un no man's land où le Père Rafael s'est déplacé pour négocier la libération de Francisco Santos, rédacteur en chef de El Tiempo et de Manja Pachon, une journaliste de télévision, tous deux détenus depuis huit et six mois par les « extraditables », les bras armés du cartel de Medellín, responsables des nombreux attentats et assassinats depuis deux ans.

Le Père Rafael est allé seul à ce premier rendez-vous avec Pablo Escobar, une simple ruane (le poncho colombien) passée sur sa soutane. Il est revenu confiant : « Pablo, dit-il, est un bon garçon, intelligent, qui fait confiance à la justice de son pays. Il envisage vraiment de se rendre en compagnie d'autres membres de son organisation. » Le retour à Bogota après cet entretien des deux otages a encore fait monter le cote du Père Rafael, formellement autorisé par le gouverne-

Le succès de l'opération « Ochoa » a pu inciter Pablo Escobar à imiter leur exemple. L'homme est traqué et « extraditable », selon le Père Rafael. Ses pouvoirs, si on les met à la mise au point de l'enlèvement de Francisco Santos en septembre 1990 aurait coûté 700 000 dollars aux extraditables) sont amoindris. Le capo colombien le plus redouté, mais dont on a peut-être exagéré le rôle de grand patron du trafic international des stupéfiants, aspire à profiter de sa colossale fortune, s'il peut échapper à l'extradition et aux représailles de ses « amis » et de ses ennemis, et s'en être avec quelques années de prison de luxe en Colombie, comme les Ochoa.

Le gouvernement, avide de proclamer cette victoire, multiplie les gestes de bonne volonté pour encourager Escobar à sortir de sa tanière. Mais cet assaut de courtoisie n'est pas du goût de tous les chefs de l'armée et de la police : une polémique aigre-douce se développe. Proposé par ses supporters pour le prix Nobel de la paix, le Père Rafael a reçu de nombreuses menaces de mort. Quant au journal La Prensa, qui appartient à l'ex-président conservateur, Misael Pastrana, il lance une accusation grave : ceux qui veulent saboter l'opération « Pablo Escobar » redoutent que ce dernier puisse dire tout ce qu'il sait.

MARCEL NIEDERGANG

EN BREF

CHILI : un mouvement de guérilla dépose les armes. — Le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), mouvement de guérilla chilien qui avait tenté d'assassiner l'ancien président Pinochet en 1986, a annoncé vendredi 31 mai qu'il déposait les armes. Le mouvement clandestin a l'intention de se transformer en formation politique légale. — (Reuters.)

CHINE : nouvelle protestation d'étudiants à Pékin. — A la veille du deuxième anniversaire du massacre de Pékin, le 4 juin 1989, des étudiants de l'université de Pékin ont défilé le soir dans la nuit de vendredi 31 mai à samedi 1^{er} juin en jetant des bouteilles par les fenêtres. En chinois, bouteille se dit « xianping », qui se prononce comme le prénom du dirigeant chinois Deng Xiaoping. De son côté, la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), regroupée des dissidents réfugiés à l'étranger, a lancé un appel demandant la libération de tous les prisonniers politiques incarcé-

rés depuis 1989, l'annulation des poursuites contre les opposants en exil, des réformes économiques et politiques et l'ouverture d'un dialogue entre le régime et l'opposition.

ÉQUATEUR : l'épidémie de choléra a fait 343 morts. — Le choléra a fait 343 morts en Equateur et 20 188 personnes sont touchées par l'épidémie, a indiqué vendredi 31 mai, à Quito, le directeur général de la santé publique. Au Pérou, le bilan de l'épidémie est de 1 559 morts et de 193 768 cas enregistrés. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS : le neveu du sénateur Kennedy, accusé de viol, plaide non coupable. — M. William Kennedy Smith, le neveu du sénateur Edward Kennedy, accusé de viol (le Monde des 6 avril et 11 mai), a plaidé non coupable, vendredi 31 mai, devant un juge de Palm Beach (Floride) qui a fixé au 5 août la date de son procès. — (AFP.)

MALI : l'ex-président Moussa Traoré prochainement traduit en justice. — L'ex-président Moussa Traoré et tous les dignitaires de son régime renversé le 26 mars ont déjà été défilés devant la Cour suprême du Mali ou vont l'être, s'il n'est approuvé, vendredi 31 mai, de source judiciaire à Bamako. On précise que trente et une personnes ont été traduites devant la Cour suprême entre le 28 et le 31 mai, l'ancien chef de l'Etat devant l'être prochainement. — (AFP.)

PAKISTAN : explosion dans un dépôt de munitions de l'armée. — Une forte explosion a fait un nombre indéterminé de victimes vendredi 31 mai dans un dépôt d'armes et de munitions situé dans une base militaire à Newshera, près de la frontière afghane. Les causes de l'explosion sont inconnues, mais il s'agit de la seconde, en trois ans : le 10 avril 1988, l'explosion d'un dépôt militaire près de Rawalpindi avait fait des centaines de morts. — (AFP, Reuters.)

POLITIQUE

En visite à Grenoble pour le congrès de la Mutualité française

M. Mitterrand souhaite un « dialogue fracassant » pour « mobiliser le pays »

Comme il l'avait fait en 1982 à Bordeaux, en 1985 à Lyon et en 1988 à Nice, M. François Mitterrand est venu à Grenoble, vendredi 31 mai, au troisième congrès national de la Mutualité française (vingt-cinq millions de personnes protégées pour un chiffre d'affaires d'environ 40 milliards de francs). Avant d'intervenir devant quelque trois mille congressistes, le chef de l'Etat a été accueilli à l'hôtel de ville par M. Alain Carignon (en congé du RPR).

Contre une société « éclatée »

Quant à la réconciliation, si elle est nécessaire devant des « enjeux qui commandent tout », comme la préparation de 1993, elle ne doit pas empêcher, aux yeux de M. Mitterrand, « la vie civique s'ajoute » et qu'« un peu partout on reprenne goût à la chose publique ». Il a ajouté : « Il faut avoir l'orgueil de ce qu'on est. Je crois toujours à la victoire de ceux qui croient en ce qu'ils croient. Il faut que l'engagement dialogue quelquefois fracassant afin de passionner les masses et de mobiliser un pays comme le nôtre ».

En montant les escaliers de la mairie, M. Mitterrand s'était fait applaudir sur sa gauche et conspuer sur sa droite. Lorsqu'il les a descendus, l'accueil s'est inversé. Parmi les manifestants, des jeunes et des représentants du personnel hospitalier, dont certains devaient être reçus par des collaborateurs du président de la République. Avant son arrivée à la Mutualité, des agriculteurs et des producteurs de lait ont exprimé leur mécontentement.

Devant les congressistes, M. Mitterrand s'est placé, naturellement, sur le terrain de « l'élan

social ». Observant que « les déséquilibres mondiaux viennent chez nous provoquer de nouveaux désordres », il a lancé : « Travaillons, réajustons, unissons-nous ! » Le président de la République a centré son intervention sur la cohésion sociale : « Nous n'avons pas seulement besoin d'un développement économique, surtout industriel, nous avons besoin d'un développement culturel, nous avons besoin de la cohésion sociale qui ne pourra jamais se construire sur la base de l'injustice et qui exige l'engagement de tous, et d'abord des privilégiés ». Pour le chef de l'Etat, il n'est pas question d'accepter « une société dédoublée ». Son ambition est « d'intégrer à la marche générale de notre société tous ceux qui en sont exclus ».

« Mieux soigner, sans dépenser plus »

M. Mitterrand a demandé que soient pris sans délai des décisions d'application découlant des mesures législatives en faveur des centres de santé. A propos du tiers payant, il a jugé « anormal que, dans le système généralisé de protection sociale, trop de gens soient contraints de s'adresser aux consultations gratuites mises en place par les associations caritatives et humanitaires », ce qui risquerait de conduire « vers un système de soins à plusieurs vitesses ». Pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes, il a observé qu'il n'est pas dans la tradition de la Mutualité « de laisser la seule initiative privée y pourvoir, ce qui conduirait inévitablement, mal-

gré l'action considérable des collectivités locales, à écarter les plus démunis ».

Evocant l'équilibre de la Sécurité sociale, M. Mitterrand a affirmé : « On peut mieux soigner sans dépenser plus, et même en faisant des économies. On a déjà commencé de le faire. Gestions rigoureuses ne veut pas dire régression des droits sociaux. Au contraire, elle doit les consolider et les renforcer. » Après avoir assuré que les pensions de retraite, telles qu'elles sont versées aujourd'hui, ne seront pas remises en cause, le chef de l'Etat a annoncé que « les décisions destinées à garantir la Sécurité sociale seront prises dans les toutes prochaines semaines ». « Elles ne seront pas faites pour faire plaisir (mais) pour évaluer notre système social, pour établir plus de justice et pour harmoniser pour longtemps un système trop souvent déséquilibré ».

Autour des principes de responsabilité et d'initiative, il est possible de faire progresser le système de soins, tout en maîtrisant la progression des dépenses », a-t-il ajouté, avant de préciser que seule « y conduira une action à long terme concertée, planifiée ». Le terme concerté a été compris comme exemple de valeurs « de solidarité, d'initiative, de responsabilité » auxquelles se réfère le gouvernement la loi sur la ville, la solidarité entre communes pauvres et communes riches et la création de revenus minimes d'insertion. Ces trois domaines montrent, selon le président de la République, que l'objectif « reste la cohésion sociale de la nation tout entière ».

ANNE CHAUSSEBOURG

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Le 23 janvier 1985, recevant M. Mitterrand, celui qui allait devenir l'un des ministres de la cohabitation avait usé d'un ton vif pour dénoncer le découpage cantonal entrepris par les socialistes. M. Mitterrand lui avait alors fait la leçon. Six ans plus tard, M. Carignon, qui se situe d'abord « à Grenoble », ensuite « dans l'opposition », et qui entretient des rapports « corrects » avec le RPR, a failli revivre la même mésaventure.

M. Carignon s'est interrogé sur « cette époque qui a choisi de jouer à cache-cache avec toutes nos certitudes », où ni le socialisme ni le libéralisme ne sont des « ennemis », mais où « l'ennemi » a pour nom aujourd'hui « l'injustice, l'humiliation et la pauvreté ». Il a invité les Français à relever « le défi de la réconciliation » pour répondre aux enjeux de l'Europe, de l'éducation

Le difficile mariage de l'esprit d'entreprise et de la vocation mutualiste

GRENOBLE

de notre correspondant

« L'Europe sociale est en panne. (...) L'espace commun qui se prépare est celui d'une Europe libérée dans laquelle les logiques du marché et de la concurrence sont dominantes. Le président de la très puissante Mutualité française, M. René Teulade, a martelé ces quelques mots d'ouverture du congrès. Celui-ci s'inscrit dans la ligne directe du rendez-vous de Nice organisé en 1988, au cours duquel la Mutualité avait, pour la première fois de son histoire, admis publiquement qu'elle devait se comporter comme une entreprise à part entière, tout en privilégiant cependant la solidarité. La choc de la concurrence général par les sociétés d'assurances, elles aussi intéressées par le marché de la santé, intervenant après une longue période de développement tranquille dans un contexte de quasi-monopole, aura été salutaire. Le tissu mutualiste s'est en effet ressaisi en adoptant une

politique vigoureuse de développement de la formation de ses cent mille administrateurs bénévoles et de ses cinquante mille salariés.

Cette « révolution culturelle » ne s'est pas cependant réalisée sans quelques difficultés. La Mutualité recherche en effet le moyen de bien articuler l'entreprise et le mouvement, qui fait la force de la Mutualité.

Participer à la réinsertion des exclus

Celle-ci ne doit pas, lance un congressiste, « se banaliser en singeant les assurances », mais au contraire affirmer sa spécificité. « La nécessité du développement ne doit jamais nous faire oublier que l'entreprise n'est qu'un outil au service de l'éthique du mouvement mutualiste », a répondu M. Teulade, qui a mis en garde ceux qui, « dans nos groupements, ont davantage tendance à se situer dans une logique de rattrapage des compagnies d'assurances ».

L'une des tâches aujourd'hui prioritaires de la Mutualité est de participer activement au travail de réinsertion des personnes exclues de la société. L'enjeu apparaît très important pour la Mutualité française, qui a déjà signé une dizaine de contrats avec des collectivités départementales. Ceux-ci ont permis la mutualisation d'hommes et de femmes en difficulté. Le projet plaidé par les instances dirigeantes de la Mutualité française semble avoir eu quelques difficultés à être accepté par les grandes mutuelles de fonctionnaires, dont les adhérents ne sont pas, à la différence des autres salariés, confrontés au problème du chômage.

Le congrès de Grenoble s'est d'autre part inscrit sur le thème essentiel joué par les Centres de santé, qui dispensent une médecine de qualité accessible à tous. « Par leurs tarifs », a rappelé M. Teulade, « ils sont la seule réponse au développement voire à l'exclusivité du secteur 2 dans certaines régions ». (1). Toutefois, des

conditions fiscales particulières et une réglementation spécifique rendent leur existence éleatoire. Elles risquent de faire des Centres de santé les prochaines « victimes » d'un raisonnement purement économique. Sur ce point, le président de la République a rappelé que des mesures législatives avaient été prises pour baisser leurs charges. Il a promis que « sans délai » des décrets d'application seraient pris et que « leur existence sera garantie ».

D'avant le chef de l'Etat, le « patron » de la Mutualité française a enfin indiqué qu'il ne pouvait être question, selon lui, de remettre en cause le droit à la retraite à soixante ans, « conquête sociale majeure de cette décennie et dont la réforme l'inséparabilité du principe ».

CLAUDE FRANCHILLON

(1) « Honoraires libres » pratiqués par les médecins conventionnés.

Au cabinet du président de la République

M. Patrick Buffet a été nommé conseiller technique à la présidence de la République, chargé des questions industrielles. Il remplace M. Didier Oury qui occupait cette fonction depuis janvier 1989 et qui devrait entrer à CMB-Packaging, leader européen de l'emballage.

En 19 octobre 1993 à Lyon, M. Patrick Buffet, ingénieur en chef des mines a commencé sa carrière comme chargé de mission auprès du préfet de la

région Rhône-Alpes. Chef de bureau à la direction générale de l'énergie et des matières premières en 1981, il est nommé conseiller technique au ministère de l'Industrie l'année suivante avant de devenir, en 1984, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de l'énergie (M. Martin Malvy). De 1986 à 1989, M. Buffet a été directeur du plan et du développement de l'entreprise ministre et chimique avant de devenir président-directeur général d'une de ses filiales, Sanders.

M. Pierre Méhaignerie invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, député UDF d'Ille-et-Vilaine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury-RTL-Le Monde », dimanche 2 juin, de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien ministre de l'équipement et du logement du gouvernement

de M. Jacques Chirac, président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde et de Paul-Jacques Truffaut, de l'Isabelle Torne, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defrain.

M. Le Pen relaxé

Un discours « offensant » mais non diffamatoire

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député européen, et M. Pierre Durand, directeur du journal Présent, ont été relaxés, vendredi 31 mai, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris du délit de « diffamation raciale », que le parqu岸 et quatre associations qui le poursuivaient avaient commis dans un entretien publié le 11 août 1989.

Interrogé par M. Durand sur « le lobby mondialiste », M. Le Pen avait émis une idéologie mondialiste, réductrice, égoïste, et avait déclaré : « Il y a la maçonnerie ; je crois que la Trinité joue un rôle. Les grandes internationales, comme l'Internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit anti-national ».

Le 17 août 1989, le parquet avait ouvert une information judiciaire et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), l'association SOS Racisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MURP), ainsi que la Ligue des droits de l'homme se joignaient à cette poursuite, qui a pu être menée à son

terme grâce à la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen, votée le 13 mai 1990 par le Parlement européen.

Cependant, la loi sur la presse impose aux juges des règles très strictes pour établir la diffamation. Ainsi, les propos litigieux doivent nécessairement comporter « l'imputation d'un fait précis ». En l'occurrence, la 17^e chambre correctionnelle, présidée par M. Claude Grellier, constate d'abord son jugement : « Le postulat exprimé par M. Le Pen est le reflet d'une conviction personnelle d'ordre politique, dont il n'appartient pas au tribunal d'apprécier la justesse ». Tout en relevant que vouloir opposer les intérêts nationaux et ceux d'organisations internationales, « ressort d'un discours polémique réducteur », et que les propos incriminés sont « particulièrement offensants pour les associations juives internationales », les juges estiment que ces propos « s'inscrivent dans le cadre d'une idée exprimée de façon globale », qui ne suffit pas à caractériser le délit.

M. P.

A l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur la ville est adopté grâce à l'abstention des communistes

Par 273 voix contre 265 sur 565 votants, l'Assemblée nationale a adopté, samedi 1^{er} juin, le projet de loi d'orientation sur la ville. Seuls le groupe socialiste et dix députés non inscrits ont voté pour. Le PC s'est abstenu, les groupes RPR, UDF et UDC, ainsi que dix non-inscrits ont voté contre.

« Des mini-Stains à Neuilly, ce serait très bien ! » Le texte d'une formule, M. Bernadette Carton, porte-parole du groupe socialiste sur le projet de loi sur la ville, a résumé dans l'hémicycle les fantômes des temps épiques de 1981... Le temps d'une formule seulement. Car, en mai 1991, une boutade de ce genre suscite immédiatement une remontrance du ministre, mettant en garde le trop fougueux député contre le danger de la caricature. Pas question pour M. Michel Delebarre de laisser croire un instant que les pavillons tranquilles de la banlieue chic de Paris pourraient un jour se réveiller encerclés de grands ensembles modèle Seine-Saint-Denis !

Seule concession au lyrisme : le titre premier du projet de loi qui proclame solennellement un « droit à la ville ». Les députés de l'opposition n'ont pas manqué de souligner le caractère incantatoire de ce beau principe, à l'heure où les banlieues sont secouées par la malice et la violence. A ce titre, le nouveau droit, M. Eric Reuillat (RPR, Seine-Saint-Denis) s'est d'ailleurs empressé de s'inscrire, d'ajouter, mais en vain, celui de la « sécurité dans la ville ».

Ces frissons passés, les députés se sont replongés dans l'aridité des articles du projet qui leur était soumis. Car la loi sur la ville, c'est d'abord cela : une refonte laborieuse du L. 302-7 du code de la construction ou du L. 312-22 du code de l'urbanisme, en passant par le code général des impôts ou celui des communes.

Présenté par M. Delebarre comme une « loi anti-ghettos », le texte propose un ensemble de dispositions destinées à assurer la mixité de l'habitat (le Monde du 29 mai). Ce principe doit être mis en œuvre par la construction de logements neufs, la rénovation des quartiers anciens et la gestion des « ghettos » existants.

Pour la construction de logements neufs, le projet de loi met en place un dispositif incitant les communes ou les syndicats intercommunaux à établir, pour une durée au moins égale à cinq ans, un « programme local de l'habitat » prévoyant une « répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ». Relativement consensuelle, l'idée s'est vite heurtée à un autre grand principe : celui de la décentralisation et du respect de l'autonomie des collectivités locales.

Les difficultés sont surtout apparues lors de l'examen du dispositif particulièrement contraignant retenu pour les grandes agglomérations (celles comprises entre deux cent mille et trois cent cinquante mille habitants, et dont la population a, en moyenne annuelle, augmenté de plus de 0,5 % entre les deux derniers recensements). Visant à déséquilibrer entre banlieues riches et banlieues pauvres et très marquées, le texte prévoit d'autoriser le représentant de l'Etat à exercer son droit de préemption urbain lorsque la commune fait preuve d'une mauvaise volonté à réaliser des logements sociaux.

Remise en cause de la loi Malraux

Les élus UDF et RPR se sont également fortement opposés à l'article du projet de loi qui autorise les communes, sur délibération du conseil municipal, à faire participer les constructeurs privés à la diversité de l'habitat, en leur demandant une contribution à la construction de logements sociaux, en argent, soit en terrain, en contrepartie d'une opération immobilière ou de l'installation d'un centre commercial. Pour M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne), une telle disposition n'est que « d'asphyxier la construction de logements en France, alors que l'important serait de la favoriser ».

C'est au contraire contre la timidité de cette incitation que M. André Duroménil (UDF, Maritime) a protesté. Pour le député communiste, cette mesure aurait dû être rendue obligatoire par le projet de loi. Les députés communistes ont toutefois obtenu satisfaction sur l'une de leurs grandes revendications concernant le droit, pour les maires, de don-

ner leur avis sur l'attribution de logements sociaux dans leur commune.

Le deuxième grand volet du texte, consacré au maintien de l'habitat, notamment à vocation sociale, dans les quartiers anciens, a donné lieu à un autre bras de fer, plus modeste celui-ci, mais plus attendu, entre la majorité socialiste et le gouvernement. M. Delebarre a refusé l'amendement déposé par M. Malandain, qui prévoyait une extension du champ d'action et des moyens financiers de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : Face à la détermination du rapporteur et du groupe socialiste, renforcée par le soutien de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), le ministre de la ville a été contraint de recourir au vote bloquant pour que cette mesure ne figure pas dans son projet de loi.

L'opposition droite-gauche classique s'est à nouveau retrouvée sur l'article 18 du texte, qui remet partiellement en cause les dispositions fiscales avantageuses mises en place par la loi Malraux de 1962 sur la restauration immobilière. La volonté du gouvernement est d'empêcher que la rénovation des quartiers anciens ne se traduise par l'éviction des populations âgées ou modestes.

Pour être autorisés à imputer les déficits fonciers sur le revenu global, le propriétaire devra respecter désormais quatre conditions : les travaux de restauration devront porter sur des locaux exclusivement destinés à l'habitation ; ces locaux devront être loués pendant une durée minimale de neuf ans, et leur location devra être effective dans l'année qui suit l'achèvement des travaux. Enfin, les loyers devront être conventionnés, afin d'éviter des hausses excessives de prix.

Conformément à ce qu'avait annoncé, mardi 28 mai, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement, le dispositif de la loi de 1983, qui institue des avantages fiscaux en faveur de l'investissement locatif, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1997 (au lieu du 31 décembre 1992). M. Delebarre a également indiqué que le premier ministre, M. Edith Cresson, s'était engagé à augmenter de vingt pour cent les aides à l'amélioration des logements à usage locatif et à composition sociale (PAULLOS), dans la loi de finances pour 1992.

« Etatisation des sols »

Autre sujet de désaccord entre la majorité et l'opposition, le retour des Zones d'aménagement différencié (ZAD) dans le droit de l'urbanisme. Pour M. Giraud, comme pour M. Delaunay (UDF, Val-d'Oise), il s'agit d'une « véritable rétrocession des sols ». La notion critique a été formulée à l'encontre des établissements publics fonciers, instaurés par le texte pour donner aux communes un outil leur permettant d'acquiescer aux acquisitions foncières et immobilières afin de constituer des « réserves » à l'abri de la spéculation.

Enfin, sur le dernier volet du projet de loi relatif aux grands ensembles, les députés des trois groupes de l'opposition ont reproché au gouvernement d'avoir voulu se donner une bonne conscience à peu de frais, en signant, d'un trait de plume, la mort des Zones d'urbanisme prioritaire (ZUP). Pour les députés de l'opposition, il s'agit d'une « reconquête du vie dans les grands ensembles », les députés de l'opposition avaient, il est vrai, de toutes autres propositions : comme celles, déposées par amendements, par M. Delattre, de créer dans ces ZUP de véritables « zones franche » pour les entreprises, compensées budgétairement par une taxe sur « les bombes de peinture adhésives utilisées pour la réalisation des tags ». Le gouvernement s'est limité à la version initiale du projet qui prévoit que les communes ou les groupements intercommunaux peuvent fixer des périmètres à l'intérieur desquels les entreprises de moins de cent cinquante salariés sont exonérées de taxe professionnelle pendant un maximum de cinq ans.

A 4 heures du matin, samedi 1^{er} juin, après quatre jours de débat, le lyrisme avait paradoxalement changé de camp. On a ainsi entendu M. Giraud expliquer le vote « contre » de son groupe, au motif que le gouvernement s'était contenté « d'offrir généralement des articles supplémentaires ou code de la construction » au lieu d'avoir cherché véritablement à « faire renaitre la vie dans nos grands ensembles ».

PASCALE ROBERT-DIARD

F. R.

POLITIQUE

L'élection législative partielle de Belfort

M. Chevènement « monte au filet » dans sa ville

L'élection législative partielle de Belfort, dont le premier tour devait avoir lieu dimanche 2 juin, aura mis M. Jean-Pierre Chevènement aux prises avec huit autres candidats. L'ancien ministre de la Défense, selon toute vraisemblance, affrontera un second tour pour lequel M. Edith Cresson a fait savoir qu'elle viendrait le soutenir.

BELFORT

de notre envoyé spécial
Lorsqu'il avait annoncé, le 22 avril, avec M. Gilberte Marin Moskovitz, sa suppléante, la démission de cette dernière et sa propre candidature à l'élection législative partielle de Belfort, M. Chevènement s'était présenté comme un opposant de l'intérieur à la politique de M. François Mitterrand.

Autant qu'à celle de M. Michel Rocard. Sa démarche se situait dans la continuité de sa démission du gouvernement, le 29 janvier précédent, en raison de son désaccord avec la guerre contre l'Irak. Il demandait aux électeurs de lui donner la légitimité démocratique indispensable à ses projets d'avenir.

Ces projets, l'ancien ministre de la Défense allait les préciser rapidement en dénonçant les trois « tournants » de la politique des socialistes au pouvoir : le tournant « libéral » de 1983, le tournant « centriste » de 1988, le tournant « atlantiste » de 1990. En cette période de morose dixième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir, alors que le débat politique était dominé de nouveau par les « affaires », M. Chevènement appelait de ses vœux, l'été 1991, le 10 mai à l'Elysée parmi tous ceux - il y avait aussi M. Rocard - que M. Mitterrand souhaitait associer à la commémoration de sa première élection à la présidence de la République, l'ancien ministre de la Défense e reprit sa place parmi les

barons du socialisme. M. Cresson, qui devait venir l'appuyer dans sa campagne, a confirmé cette intention après être devenue premier ministre, et elle se serait rendue à Belfort samedi 1^{er} juin si la jurisprudence du Conseil constitutionnel n'avait fait craindre à M. Chevènement que des images télévisées de cette visite, après la clôture officielle de la campagne, ne fournissent à ses adversaires un motif de recours en annulation. M. Cresson épaulera donc son ami pour le scrutin de ballottage auquel il paraît impossible qu'il échappe.

L'histoire
a « déjà jugé »

La campagne de l'ancien ministre a changé de nature. De la guerre du Golfe et de sa démission, il n'est plus question qu'allusivement dans sa profession de foi. Il arrive dans les réunions électorales qu'on l'interroge sur ce sujet, mais le plus souvent, c'est lui qui l'aborde pour déclarer par exemple : « Nous ne nous pas revêtir sur le passé, l'histoire jugera. » Et d'ajouter, confiant : « J'ai le sentiment qu'elle a déjà jugé. » Il précise, si besoin est, que les problèmes que la guerre contre l'Irak devait permettre de résoudre sont toujours là - le Liban, le conflit israélo-palestinien - et qu'elle en a créé d'autres, celui des Kurdes principalement, qui ne sont pas davantage maîtrisés. Le « nouvel élan », sous le signe duquel M. Chevènement avait placé sa candidature est toujours mentionné, mais avec cette précision : « La nomination de M. Cresson comme premier ministre manifeste la profondeur de ce besoin. » L'accent est mis plutôt sur les problèmes de Belfort et de sa région, avec, au premier rang, la menace qui pèse sur Bull. Le risque de voir fermer cette usine, l'un des principaux employeurs de Belfort (avec Alstom et Peugeot), a contribué à ce que M. Chevènement décide de provoquer cette élection partielle dès le mois de juin. « Il faut monter au filet, ici », explique-t-il, « sinon, on est laminé. »

Le 28 mai, le maire de Belfort a participé à Paris à une réunion

autour de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. Les solutions envisagées permettraient de conserver la moitié des mille quatre cent cinquante emplois, tandis qu'une société de développement industriel, déjà dotée de 40 millions de francs, aura pour mission d'aider à la création d'entreprises nouvelles.

M. Chevènement s'est occupé, comme ministre, de Bull. Pas d'Alstom. Bull ne va pas, Alstom va bien : M. Jean Rosset, le candidat unique de la droite parlementaire, ne peut pas menacer d'opposer les succès d'Alstom, groupe privé, aux déboires de Bull, dont l'Etat est l'actionnaire quasi unique, mais il n'oublie pas que la société d'information fut le produit d'une « ambition nationale » qu'un gaulliste comme lui ne saurait renier. Maître de conférences de droit public, le conseiller général (RPR) de Danjoutin, candidat contre M. Chevènement en 1978 déjà, ne se fait guère d'illusions sur ses chances de battre l'ancien ministre.

M. Rosset, à l'œil sur le Front national, qui lui donne des frayeurs dans ce département où M. Jean-Marie Le Pen avait dépassé 17 % des voix en 1988, et dans cette ville où certains quartiers donnent près de 25 % de

leurs suffrages à l'extrême droite. Le candidat de celle-ci, M. Jean-Yves Roubez, un jeune assistant parlementaire entre il y a deux ans au conseil municipal, exploite le thème de l'immigration pour rapprocher son score de celui de M. Le Pen. Dans cette campagne peu mobilisatrice, les Verts ont, eux, pour objectif, de « faire leurs voix », sans plus.

Le paradoxe est qu'à l'exception de M. Rosset et de M. Roger Heyer (Génération-Ecologie), les autres candidats partagent, avec des motivations différentes, l'hostilité de M. Chevènement à la guerre. C'est le cas de M. Joël Niess (PCF), des deux candidats trotskistes - M. Gilbert Guilhem (Ligue communiste révolutionnaire) et M. Elise Lacaille (Lutte ouvrière) - de M. Roubez (FN) et de M. Alain Fousset (Verts). M. Ferdinand Moschenros, candidat autonomiste alsacien, n'aborde pas le sujet.

M. Chevènement se donne pour objectif d'approcher au premier tour le score que M. Mitterrand avait obtenu en avril 1988, soit près de 38 % des voix. Lui-même avait été réélu au mois de juin suivant, dès le premier tour, avec 53,66 % des voix, mais il n'avait pas à affronter, comme cette fois-ci, huit candidats.

PATRICK JARREAU

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs adoptent la réforme de l'aide juridique

Les sénateurs ont adopté, jeudi 30 mai, en première lecture, le projet de loi réformant l'aide juridique présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Favorable à l'économie générale du texte qui a pour objectif principal d'étendre le régime de l'aide judiciaire mis en place en 1972 en faveur des justiciables défavorisés, la majorité sénatoriale a voté le projet de loi après l'avoir légèrement retouché. Les groupes communistes et socialistes se sont abstenus.

La majorité sénatoriale a plutôt fait bon accueil au projet de loi qui dépoussiérait le système actuel d'aide juridique et qui prévoit un relèvement des plafonds d'accès à l'aide juridictionnelle. Le projet étend par ailleurs l'aide à tout le contentieux et décentralise son versement par l'Etat au niveau des barreaux. Comme à l'Assemblée nationale (le Monde du 3 mai), les critiques de la droite, soucieuse du sort réservé aux avocats, et des communistes, ont surtout porté sur la faiblesse des moyens prévus par l'Etat pour répondre à la montée en charge entraînée par le projet.

Les sénateurs ont adopté un amendement dispensant du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée les prestations indemnisées

totallement ou partiellement par l'Etat dans le cadre de cette aide. Ils ont également institué, pour rémunérer les avocats, un dispositif voisin de celui adopté à l'Assemblée nationale, fondé sur le type de procédure, combattu par le gouvernement qui lui préférait un calcul prenant en compte le nombre des missions, un barème d'heures par procédure et un coefficient horaire. Les sénateurs ont également supprimé, contre l'avis du gouvernement, des socialistes et des communistes, une disposition majorant la dotation des barreaux les plus chargés en la matière.

S'agissant du financement de l'aide, alors que le projet du gouvernement ne faisait intervenir l'Etat que pour compenser les dépenses interdépartementales, les sénateurs ont obtenu qu'il soit mentionné dans tous les cas. Les sénateurs se sont enfin montrés tout à fait favorables au deuxième volet du texte, dont le garde des sceaux a reconnu le caractère « expérimental », à savoir l'aide à l'accès au droit qui inclut une nouvelle aide à la consultation ainsi qu'une assistance au cours de procédures non juridictionnelles.

G. P.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Après l'attentat de Bastia

Perquisition au siège du MPA

La police judiciaire a effectué, jeudi après-midi 30 mai, une perquisition au siège du Mouvement pour l'Autodétermination (MPA), dans le centre de Bastia (Haute-Corse) ainsi qu'au siège de son hebdomadaire *Poesé* et à l'imprimerie, située dans la banlieue de la ville. Les policiers souhaitaient prendre connaissance d'une disquette de logiciel utilisée dans la fabrication du journal.

Cette perquisition, qui était effectuée sur commission rogatoire du parquet de Paris, s'inscrit dans le cadre de l'enquête menée sur l'attentat qui a détruit mercredi (le Monde du 31 mai) une partie des locaux du Conseil général de Haute-Corse et qui a été revendiquée par le FLNC « canal babou », proche du MPA. Quelques militants du MPA ont protesté contre cette perquisition en bloquant une rue au centre d'Ajaccio.

De leur côté, les conseillers généraux de Haute-Corse se sont réunis en session extraordinaire jeudi. Ils ont souhaité une visite du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand.

Attentats en Corse. - Une résidence secondaire de Pianottoli-Caldarelo, à l'extrême sud de la Corse, a été gravement endommagée, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mai, par un attentat. Plusieurs charges ont partiellement détruit la villa de M. Christian de Claren, courtier en assurances vivant à Paris. La même nuit, une charge de forte puissance a explosé à bord du *Santa-Régina*, une barque de pêche ancrée dans le port de pêche d'Ajaccio. La barque, appartenant à M. Michel Serrier, marin pêcheur, a été entièrement détruite.

quelque chose ne va pas, dites-le ! Alors, ils le disent mais, soit qu'ils ne se sentent pas entendus, soit qu'ils se sentent marginalisés, ils le clament en dehors du Parti. Pourtant, le PS a engagé un large débat destiné à fonder sur de nouvelles bases intellectuelles son projet pour l'an 2000. Sans doute ce cadre est-il trop vaste, l'échelle trop lointaine, pour traiter des problèmes de l'actualité, ou pour discuter de la politique socialiste telle qu'elle s'incarne dans la gestion gouvernementale ? Peut-être, à l'intérieur de l'appareil, le souci du positionnement tactique l'emporte-t-il sur toute autre considération ? Toujours est-il que, spontanément et individuellement, des socialistes en viennent à interpeller le socialisme sur la place publique. Au moins seront-ils entendus dans ce journal, lieu traditionnel du débat politique, et sûrement au-delà.

Nous nous débattons, plus que nous débattons ? Nous nous débattons entre nous et nous, nous, responsables, exécutants, et nous adhérents qui expriment leur déception devant le manque de choses, écrit Marie-Noëlle Lianemann, députée socialiste de l'Esson, maire d'Athis-Mons, dans un livre intitulé *La Fracture*. Le 15 janvier dernier, à l'Assemblée nationale, cette représentante du peuple a voté contre la participation de la France à l'intervention militaire dans le Golfe, entraînant ainsi la discipline de son parti.

Décision difficile, on l'imagine, mais incontestablement pour Marie-Noëlle Lianemann, s'agissait d'une guerre qui, selon elle, « a dévié la violence latente des rapports Nord-Sud » et qui a été pour le PS « un point d'orgue dans une suite de reniements ». Dix ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette élue du Parti socialiste né à Epiney en 1971 fait ses comptes et ne s'y retrouve pas : elle analyse à haute voix cette fracture qui s'est produite en elle et l'image de celle qui traumatisée la gauche, passée de l'opposition au pouvoir, de l'idéal au réel, de l'ambition à la gestion.

L'auteur retrace son parcours, celui d'une adolescence de 1968, marquée par le personnalisme chrétien dans une famille de tradition socialiste, mathématique, exigeante, obstinée réformatrice dans le cadre de la deuxième gauche et viscéralement européenne. Son sentiment de déception est né bien avant la guerre du Golfe et l'aveit déjà conduit à s'éloigner du rattachement : si elle ne juge pas utile de « réviser la thèse des renoncements, des faux-semblants, des occasions manquées », c'est parce qu'elle préfère rappeler les utopies oubliées de la gauche auxquelles elle reste fidèle : l'esprit de jus-

Cris et lueurs dans le chaos

ties, la prise en compte de la misère du monde, la volonté de changer la vie.

D'un autre parlementaire qui, dans une assemblée aussi raisonnable que le Sénat, a voté aussi contre la participation à la si réusée guerre du Golfe, il fallait s'attendre à tout, voire à une démonstration tendant à prouver la fécondité du chaos en politique.

Dans l'essai qu'il publie, Jean-Luc Mélenchon, jeune et turbulent sénateur socialiste de l'Esson, s'exprime à titre personnel. Ce militant socialiste, venu du trotskisme, l'un des co-fondateurs de la Nouvelle école socialiste, veut inciter la gauche à rouvrir un débat théorique sur ses finalités et ses méthodes d'analyse et d'action, au lieu de se perfectionner dans le respect des lois du marché. On pourrait, comme le font certains de ses camarades, mettre ces velléités sur le compte de la jeunesse et d'un gauchisme mal soigné et il n'est pas exclu qu'il ne s'agisse que d'un discours de premier ministre et les prétendues répliques que lui apportent amis et adversaires.

A sa manière, Jean-Luc Mélenchon ressent le besoin d'un nouvel élan et il propose de partir à la conquête du chaos pour y chercher les bases d'un nouveau réalisme en politique. L'ouvrage qu'il signe, sous ce titre et ce sous-titre, e d'abord le mérite de bousculer la rampe du débat entre gestionnaires un peu plus sociaux ou un peu plus libéraux. Si l'auteur va au-delà d'un réel talent polémiste, c'est parce qu'il s'interroge, en avançant des éléments de réponse, sur une autre lecture des valeurs de la gauche et sur la nouvelle méthodologie qui aidera à les mettre en œuvre.

Il ne prétend pas réinventer le socialisme mais renouveler ses références scientifiques, puisque la science a révélé la complexité de ses sujets d'études en même temps qu'elle se donnait d'autres voies d'approche. Ainsi, au lieu d'analyser le mouvement réel de l'histoire à la lumière des modèles déterministes empruntés au darwinisme et à la physique classique, il serait plus approprié et fécond, explique-t-il - si risque de déclencher l'hilarité à droite - de s'inspirer de la théorie du chaos et de la science des catastrophes. Jean-Luc Mélenchon estime qu'on y trouvera de meilleurs outils pour appréhender des phénomènes qui sont apériodiques (non soumis à des séries linéaires), qui sont tributaires de

quantités négligeables et dont la réalité est différente suivant l'échelle spatiale ou temporelle à laquelle on se place.

La démonstration est plus parlante lorsque l'auteur évoque les désordres de la réalité sociale et l'incapacité dans laquelle se trouvent les politiques et les économistes, quoiqu'ils prétendent, d'en prédire et d'en gérer le cours. « Le chaos, l'incapacité pour deux millions et demi de personnes dans notre pays selon les experts, est, observe-t-il, la figure la plus claire du chaos dans son encheînement à l'ordre qui le produit et qu'il entretient à sa manière. » Mais exemples d'incohérence, de contradiction, d'aberration, sont versés au dossier. Selon l'auteur un véritable projet socialiste continu de trouver sa justification dans ces désordres s'il sait repérer dans le chaos les méthodes et les moyens de son action positive.

On n'est pas tenu d'être convaincu par l'enthousiasme théorique et militant de Jean-Luc Mélenchon mais on ne lui ne lui reprocher pas de s'enfermer dans les bastions idéologiques du passé. Si la gauche a toujours un sens, il faut le retrouver, car il s'est égaré à l'assure du temps et du pouvoir. Dans cette quête, l'auteur avance brièvement en franc-tireur.

Le manifeste pour le changement que lance un autre député de la gauche socialiste, Patrice Finel, conseiller régional d'Ile-de-France, ancien membre du comité directeur du PS, vise à remettre à l'heure les pendules du socialisme, à revenir à ce que l'auteur appelle les « valeurs-boussoles ». Il s'agit, selon lui, d'en finir avec une gestion socialiste dont le modèle le plus achevé est Pierre Bérégovoy pour rebâtir la gauche « sinon la crise des idées sera bientôt suivie d'une crise d'identité ».

Au-delà de différences perceptibles, ces cris et murmures dans les rangs socialistes ont plusieurs dénominateurs communs. Outre qu'ils émanent de jeunes élus et du même département, ils expriment une grande déception et appellent le socialisme à un retour à l'homme, à la personne, à l'individu. Au citoyen aussi, car ils traduisent un rejet du carcan institutionnel de la V^e République dont l'actuel président semble s'être accommodé : « vis-à-vis des candidats à la succession ! »

► *La Fracture*, de Marie-Noëlle Lianemann. Gallimard, 174 pages, 75 F.

► *A la Conquête du chaos*, de Jean-Luc Mélenchon. Denoël, 275 pages, 115 F.

► *Du Mitterrandisme au socialisme*, manifeste pour le changement, de Patrice Finel. L'Harmattan, 184 pages, 80 F.

Le débat sur les « affaires »

« Certains procureurs auraient mieux fait de se taire »

déclare M. Barre

Dans un entretien accordé au *Figaro* du 31 mai, M. Raymond Barre, interrogé sur le changement de ton entre M. Edith Cresson et M. Michel Rocard, explique que celui-ci ne doit pas « masquer la continuité de la politique gouvernementale sur le fond. Ce n'est pas étonnant puisque c'est le président de la République qui en fixe les grandes orientations ». L'ancien candidat à la présidence de la République regrette que lors des nominations aux postes de responsabilité « le pouvoir socialiste se soit, dans un certain nombre de cas, abandonné à ses préférences partiales au-delà de ce que l'on peut tenir pour acceptable ».

A propos des « affaires », M. Barre affirme : « Certains procureurs auraient mieux fait de se taire ! Je crois que l'opposition doit être comprise qu'elle exploite sans vergogne

les « affaires », c'était, compte tenu du climat général de désintérêt pour la politique, risquer de mettre en cause la démocratie elle-même ! Il n'est jamais bon de se complaire dans les mésententes. »

Interrogé sur la possibilité qu'il soit nommé premier ministre en cas de nouvelle cohabitation, M. Barre répond : « Pourquoi voulez-vous que j'entre en compétition avec les éminentes personnalités de l'opposition qui cachent de moins en moins leur impatience de devenir premiers ministres ? (...) Et puis, j'ai été à Matignon pendant près de cinq ans : il est normal que, maintenant, j'aspire à monter plutôt qu'à faire du surplace... »

Questionné sur sa candidature lors des primaires organisées par la droite avant l'élection présidentielle, il réplique : « Croyez-vous vraiment qu'elle aura lieu ? »

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'avocat des Verts

A la suite de la publication d'un article intitulé « Au tribunal de grande instance de Paris, les Verts engagent une procédure incertaine sur l'affaire Urba-Gréco » dans nos éditions du 25 mai, nous avons reçu de M. Pierre-François Divier, avocat du parti écologiste, un texte intitulé : « Référé Urba-Gréco : les prétendus « propos de café du commerce » de l'avocat des Verts. » En voici le texte :

Ainsi, selon votre article du 25 mai 1991 relatif à la procédure de référé des Verts dans l'affaire Urba-Gréco, le 22 mai dernier, sur trois heures et demi d'audience, je n'aurais laissé que « neuf minutes » au représentant du Parquet « pour son réquisitoire », lequel, telle une « mitraillerie », m'aurait « renvoyé à [mes] chères études » et « conseillé (...) de canaliser (...) [mon] imagination créatrice ». « M. Phlogène le juge », aurait ensuite « [paru] soulagé d'en avoir fini ». Mon assignation aurait été « touffue », « confuse », « brouillonne », et ma « procédure, un modèle de désordre, fondé sur des propos de Café du Commerce » (sic). L'esprit d'objecti-

visé d'Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde* guidait-il toujours votre plume ?

Sur une audience de près de quatre heures, deux heures et demie ont été consacrées aux plaidoiries des six avocats de la défense - dont le seul que vous ayez nommé est celui habituellement chargé des intérêts de votre journal - ainsi qu'à l'intervention - également occultée - de M. Bidalou.

Face à mon assignation prétendue « touffue », « confuse » ou « brouillonne », les avocats adverses ont déposé cinq jeux de conclusions d'un total de trente-huit pages ! Un argument impaire d'irrecevabilité ne s'explique-t-il pas habituellement en cinq lignes. Pourquoi, entre autres, l'avocat de M. Monate, que vous dites soulever une irrecevabilité, s'est-il, alors, donné le peine d'écrire treize pages de conclusions ?

Quant aux prétendus « propos de Café du Commerce » sur lesquels se serait fondée ma procédure, ils seraient essentiellement constitués par le livre, à ce jour, sans erreur, non poursuivi pour diffamation, d'un

ancien inspecteur de police, portant sur l'enquête qu'il a personnellement menée.

Ces « propos de Café du Commerce » ont été publiés le 16 juillet 1988, p. 9202, les comptes officiellement déclarés de la campagne de M. Mitterrand en 1988, et signés par le même expert-comptable que celui de la société Urba.

Ces « propos de Café du Commerce », c'est enfin et surtout l'entretien de M. Monate, président d'Urba-Gréco, réalisé par votre propre journal (*le Monde*, 6 décembre 1989) mettant en cause M. Nallet aujourd'hui partie au procès mais qui peut, par ailleurs, adresser des injonctions au procureur général, qui peut à son tour en adresser au procureur de la République (C.F.P. art. 36 et 37) et par voie de conséquence au magistrat qui me renvoie à « [mes] chères études ». Sans doute celles sur l'indépendance et l'impartialité du juge, dans la convention européenne (art. 6, paragraphe 1).

مكتبة الأمل

HEURES LOCALES

Des élus jouent les chefs d'entreprise

L'engagement des collectivités locales dans la création de sociétés de services peut réserver des surprises : la réussite du département de l'Hérault dissimule l'échec de Saint-Girons

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

AUTANT les élus de l'Hérault, le département le plus informatisé de France, sont satisfaits d'avoir créé une entreprise devenue en quinze ans la première société de services de la région, autant les responsables de Saint-Girons (Ariège) ont quasiment chassé de leur mémoire le souvenir, pourtant très récent, de la participation de la commune à une société qui devait distribuer son système monétique à travers toute la France.

En 1976, à une époque où les préfets demandent aux élus de voter des budgets qu'ils préparent et se chargent de faire appliquer, Jean Bène, le président (PS) du conseil général de l'Hérault, estime que son département doit maîtriser le développement de ses propres services de gestion pour en contrôler les coûts. Il charge Gérard Saumade, qui lui succédera à la tête de l'instance départementale, d'une mission qui porte également sur l'avenir de l'audiovisuel dans la région. A la suite de cette étude, le conseil général de l'Hérault vote à la quasi-unanimité le principe de la création d'une société d'économie mixte (SEM) dont la vocation sera double : participer à l'informatisation des services du département et aider les petites communes de la région à se moderniser. La société prendra d'ailleurs le nom de SIAGE (Société d'Informatique et d'Aide à la Gestion).

Associé à la Caisse des dépôts, le département est l'actionnaire principal de cette société d'économie mixte, à laquelle participent les communes importantes de l'Hérault, y compris la Ville de Montpellier, pourtant dotée d'un service informatique intégré. Avec un effectif de cinq personnes, la SIAGE réalise rapidement l'informatisation des services des cartes grises et des bourses d'enseignement. « Il fallait des résultats pour crédibiliser l'entreprise », explique Bernard Delaban, qui dirige la société depuis quinze ans.

« Un outil indépendant de la politique »

En parallèle, une étude sur une quinzaine de communes détermine les besoins des petites villes du département. L'information inexistante alors beaucoup des élus : le risque est grand d'investir dans des matériels coûteux et peu satisfaisants, le personnel des mairies est souvent réticent. Pour convaincre, Bernard Delaban assiste avec son micro-ordinateur aux discussions des budgets dans les conseils municipaux : « Je faisais des simulations des différents options pour calculer leur impact sur la fiscalité. Certains conseillers municipaux modifiaient leur vote en fonction des conséquences sur leur propre feuille d'impôts. » Dès 1977, les premières communes du département s'informatisent sur les conseils de la SIAGE, qui détache des spécialistes pour intervenir. A la suite de ces premières interventions, le département de l'Aude et la région Languedoc-Roussillon deviennent les plus gros clients de la société après le département de l'Hérault (1).

La SIAGE emploie aujourd'hui une centaine de personnes, dont une partie sont directement détachées auprès des collectivités locales. Elle a réalisé 42 millions de francs de chiffre d'affaires en 1990 et travaille pour 4 régions, 20 départements, 450 communes,

200 organismes publics, parapublics et d'intérêt collectif, ainsi que pour une vingtaine d'administrations.

Louis Villaret, qui préside à ses destinées en tant que vice-président du conseil général de l'Hérault, reconnaît que cette réussite a dû vaincre certaines résistances : « Il fallait acquiescer l'image d'outil indépendant de la politique. » La plupart des collectivités locales de Languedoc-Roussillon – le conseil régional excepté – sont en effet à majorité socialiste.

société agisse autrement. Après les conseils en organisation, en contrôle de gestion, en ressources humaines, la SIAGE offre régulièrement de nouveaux services : infographie, formation des personnels, organisation des espaces de travail, fichiers fiscaux. Véritable consécration officielle : c'est à ses spécialistes qu'a été confiée la réalisation de la simulation sur les conséquences de l'intercommunalité prévue par le projet de loi Joxe-Beylot. La situation est



Une certaine suspicion s'est déjà manifestée après des changements de majorité, mais deux audits se sont conclus sur des satisfactions. Les responsables de la SIAGE n'ont jamais envisagé d'étendre leurs activités hors des marchés publics. Ils ont, au contraire, toujours veillé à élargir leur champ d'intervention dans le secteur des collectivités locales.

« Il nous faut sans cesse innover. Les techniques et les besoins évoluent. Nous investissons tous les résultats de l'entreprise dans la recherche », précise Bernard Delaban. Les actionnaires de la SIAGE, qui sont aussi ses clients, comprendraient d'ailleurs mal que la

bien différente du côté des montagnes pyrénéennes. Lorsque la municipalité de Saint-Girons décide en 1986 de participer à la création d'une société chargée de commercialiser le système monétique qui équipe la commune, les élus cherchent avant tout à fixer dans la région des emplois de haute technologie.

Cette société, baptisée Métacard, réunit des industriels et le Girris, qui associe plusieurs communes du Couserans autour de Saint-Girons. La carte à puce en est à ses balbutiements et l'expérience de paiement multi-services mise en place à Saint-Girons attise la curiosité de dizaines de municipalités, qui se

précipitent en Ariège. Le maire de l'époque, Jean Ibenes, réussit à transmettre son enthousiasme pour ce nouveau mode de gestion des restaurants, du ramassage scolaire et des garderies, même si le système rencontre beaucoup de difficultés à se mettre en place.

Faute d'environnement industriel adéquat, faute également d'étude de marché sérieuse, la commercialisation du système Logiam est un échec cuisant : la société Métacard effleure en 1987 un déficit de 1 million de francs pour 600 000 francs de chiffre d'affaires. Il est long et coûteux d'adapter les installations aux besoins spécifiques de chaque ville. La municipalité demande au cabinet-conseil TEN, de Claude Neuschwander, de faire un bilan de la société. Ses conclusions sont rapides : le marché est limité, le produit n'est pas encore au point. Joël Bourak, le consultant envoyé sur place, demande cependant à entrer dans le capital et prend la direction de la société. Sous le nom de Mutacard, elle est relancée et s'installe à Paris en mars 1988. Seuls deux techniciens continuent à travailler à Saint-Girons, où se maintiendra cependant jusqu'en décembre 1990 le siège officiel de la société. Mais dès décembre 1989 les communes associées dans le Girris ont quasiment quitté le capital de Mutacard, constatant qu'il était effectivement impossible de maintenir une activité de la société sur place.

En attendant l'explosion de la monétique municipale

Quatre villes prennent rapidement commande de systèmes monétiques auprès de Mutacard, mais il faut entièrement repenser la conception du produit. Les responsables de Mutacard doivent donc s'orienter pour des raisons de trésorerie vers de nouveaux marchés. A partir de mai 1988, ils mettent au point pour une fédération mutualiste une carte-santé. En 1989, Mutacard équipe le centre nautique de Condé-sur-l'Escaut d'un système de paiement. Le produit est ensuite vendu à d'autres centres de loisirs ou de thérapie. Douze personnes travaillent alors dans la société, qui réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs.

Début 1989, les villes de Courcouronnes et de Chilly-Mazarin demandent à Mutacard d'installer des systèmes de paiement dans leurs cantines scolaires. Ces commandes n'assurent qu'un tiers du chiffre d'affaires, mais la société n'en reste pas moins tournée vers le marché des collectivités locales. « Nous cherchons à convaincre les élus de l'intérêt de se doter de systèmes monétiques, sans leur cacher qu'ils n'en retireront pas d'économie immédiate, mais que la gestion informatique des systèmes municipaux permet au bout du compte des gains de productivité », explique Joël Bourak. Il se dit persuadé que la monétique municipale connaîtra un jour une véritable explosion, en lui donnant ainsi raison d'avoir fait preuve de plus d'obstination que la municipalité de Saint-Girons.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Le capital de la SIAGE, qui est passé en 1990 de 500 000 francs à 1 800 000 francs, est détenu aujourd'hui à hauteur de 51 % par le département de l'Hérault, de 11 % par la région Languedoc-Roussillon, de 6 % par le département de l'Aude, de 5,5 % par 80 communes, dont certaines se trouvent dans d'autres zones géographiques.

Les maires et la violence

TOUS les maires de villes de banlieue font ces temps-ci le même cauchemar. Ils sont réveillés en sursaut un samedi soir par un appel téléphonique leur annonçant l'explosion de colère de jeunes brisant les vitrines d'un centre commercial ou affrontant les CRS.

Depuis que des maires politiquement aussi divers que ceux de Vaux-en-Velin, Sartrouville ou Mantes-La-Jolie ont vécu ce scénario d'épouvante, aucun d'eux ne peut se prétendre à l'abri d'une explosion. « Nous sommes tous des Laroux-Wetzel (le maire UDF de Sartrouville, NDLR) en puissance », résume M. Claude Parnes, le maire (UDF) de Rosny-sous-Bois... deux jours avant le fléau de Mantes-La-Jolie, lors d'un colloque aux Ulis (Essonne). Certes, peu d'élus se reconnaissent dans la conduite musclée et parfois provocatrice du maire de Sartrouville. Certains maires, de droite comme de gauche, nourrissent un dialogue quotidien avec les jeunes des cités et ressentent l'irruption de la violence comme une profonde injustice.

Dans le tourbillon qui accompagne indubitablement ce type d'événement, les maires constituent une cible de choix. Pêle-mêle, on les tient responsables pour des raisons de l'insécurité, du mauvais climat régnant dans les banlieues, des dégradations commises à l'encontre des commerçants, des excès policiers, s'ils réclament la répression, ils se font injurier par les jeunes. S'ils tentent d'analyser le « malaise » social, on les accuse de laxisme, voire de complicité avec les « casseurs ».

Dévastateurs pour la vie locale, les événements dramatiques des banlieues posent en question. La création de « polices municipales » a accordé l'idée erronée et dangereuse d'une responsabilité du maire en matière de sécurité publique. L'implantation d'hypermarchés à proximité immédiate des logements peut se révéler socialement désastreux. Enfin, la création de « structures » permanentes destinées à susciter et à aider les initiatives des jeunes peut être bien moins efficace, à long terme, qu'une présence permanente et des interventions « sur mesure ». Penser des discours sur la justice sociale à un dialogue quotidien avec des jeunes en fin de compte, c'est se donner une tâche à part entière est une exigence urgente pour tous les élus.

PHILIPPE BERNARD

La planète mer se visite à Boulogne

Au terme de conflits municipaux, le centre Nausicaa vient d'ouvrir sur les rives de la Manche, pour permettre aux visiteurs de découvrir la vie sous-marine

A l'entrée du port de Boulogne-sur-Mer, au pied de la jetée, un impressionnant coquillage, que des érudits ont joliment baptisé Nausicaa, abrite, sous sa longue silhouette, le Centre international de la mer. A deux pas de la promenade de la plage, que domine la statue équestre du général San Martin, car le libérateur de l'Argentine est mort dans cette ville... Un beau site portuaire et de loisirs pour un équipement exceptionnel, auquel on a d'ailleurs accordé le label « grand projet ». Les élus locaux ont accueilli ses premiers visiteurs (1) par ces mots : « Bienvenue sur la planète mer » (les deux tiers du globe que l'on qualifie de terrestre). Car l'ambition des promoteurs est grande. Il ne s'agit pas ici d'offrir à la contemplation des visiteurs quelques espèces plus ou moins rares de la faune marine, mais de les guider dans cette grande aventure qu'est la découverte de la vie sous-marine sous toutes les latitudes, la recherche d'un univers encore mal connu et l'exploitation des fonds marins par l'homme. Le pôle technologique se compose d'un bassin d'essai et de démonstration.

Le clou de Nausicaa est sans doute cet aquarium en amont de 600 mètres cubes au cœur duquel on peut se pla-

cer pour admirer les évolutions des requins-gris. Mais l'ensemble est une merveilleuse mise en scène : escalier de lumière, sol photoluminescent, ambiance créée dans les tons bleutés avec un son très affiné, car, contrairement à une formule célèbre, la mer n'est pas le monde du silence. Il s'agit, précisent les responsables, du centre le plus important d'Europe, unique dans sa conception : 14 000 mètres cubes d'eau pour vingt aquariums et 150 000 mètres carrés d'exposition. La présentation de quelque 3 000 poissons s'effectue de façon très diverse dans l'ambiance du lagon corallien à 28 degrés ou dans la fraîcheur des mers froides. Plus encore, par un agencement surprenant mais efficace, le visiteur se trouve tout à coup sur le pont d'un chalutier, la nuit, par mauvais temps bien sûr, et voit devant lui remonter le chalut et s'affaier la pêche.

Polémique municipale

Le parcours se poursuit par des jeux où l'on simule le rôle d'un amateur ou d'un maraîcher. Enfin, la recherche n'est pas oubliée : l'IFREMER montre ses études de nouveaux types d'engins de pêche. Il s'agit bien d'un lieu d'animation,

d'un outil de recherche et de démonstration pour les scientifiques et les professionnels. Il existera même des espèces pour accueillir des congrès et des expositions temporaires.

Nausicaa a déjà une longue histoire. C'est en 1980 que deux étudiants, l'un agronome, Stéphane Hénard, l'autre stagiaire à l'Institut de pêches maritimes, Philippe Velette, imaginent ce projet. Ils trouvent une oreille très attentive, celle de M. Guy Lengagne, député, maire (PS) de la ville, qui rêve lui aussi d'un bel équipement sur les ruines de l'ancien casino. L'océanographe Christophe Liaopoulos apporte sa technique : le Centre aura vingt aquariums, sa salle de cinéma, des laboratoires, une médiathèque, un restaurant gastronomique, etc. M. Lengagne devient secrétaire d'Etat à la mer en 1983 et tout s'accélère. Jacques Rougerie, l'inventeur des villages sous-marins, remporte le concours et se met au travail. Son œuvre aujourd'hui suscite l'admiration.

Il a donc fallu une dizaine d'années pour que naisse le Centre de la mer. Il a même été au cœur d'une polémique politique qui a peut-être

eu son importance dans la perte de la mairie de Boulogne par M. Guy Lengagne, en 1989. Mais son successeur, M. Jean Musclet (divers droite), n'a pu que poursuivre l'achèvement d'un centre qui était déjà en bonne voie.

Le financement global a été de 160 millions de francs, entièrement assuré par des fonds publics : le Fonds européen de développement régional (43,67 %), l'Etat (9,77 %), le conseil régional (16,55 %), le conseil général du Pas-de-Calais (8,28 %), l'IFREMER (5,92 %), la chambre de commerce et d'industrie (2,49 %) et la ville de Boulogne-sur-Mer (10,19 %).

Il s'agit d'un investissement considérable. Mais eu égard à la déesse grecque, est bienvenue sur ce rivage du Pas-de-Calais pour accueillir les cohortes de passagers qui débarqueront bientôt du tunnel sous la Manche.

GEORGES SUEUR

(1) Nausicaa sera ouvert tous les jours, d'avril à septembre de 10 à 20 heures, et d'octobre à mars de 10 heures à 18 heures. Prix : 45 F ; enfants : 35 F (réduction pour les groupes). Tél. : (06) 21-30-99-99.

L'urbanisation menace les vins de Bandol

Le vignoble varois fête son cinquantième confronté à la pression foncière

TOULON

de notre correspondant

HÉRITAGE des Phocéens installés à Marseille, vers l'an 600 avant Jésus-Christ, le terroir de Bandol a survécu grâce à l'obstination des vignerons qui ont toujours défendu leurs vignes et la qualité de leur vin. Ils sont aujourd'hui trois cent cinquante exploitants, répartis sur cinquante-deux domaines représentant 1 192 hectares couvrant huit communes de l'ouest varois (Bandol, Sanary,

La Cadière, Le Castellet, Ollioules, Evénos, Saint-Cyr et Le Beausset) entre Toulon et Marseille.

Exporté au dix-septième siècle vers les « îles françaises » (les Antilles), ce vin de bord de mer mûrissant sous le soleil et sur des terrains silico-calcaires est particulièrement apprécié à la cour de Louis XIV. Dans la période qui suit les guerres napoléoniennes, 1 200 bâtiments font escale chaque année dans le port de Bandol pour y embarquer 65 000 hectolitres de

vin provenant de ce terroir qui n'a pas encore d'appellation. Il faudra attendre 1941 pour que le bandol ait sa charte. Il est alors soumis à un encépagement personnalisé, le rendement plafond est fixé à 40 hectolitres à l'hectare et les vins ne peuvent être vendus qu'après un délai de conservation en fûts d'au moins huit mois pour les blancs ou rosés et de dix-huit mois pour les rouges.

« Les bandol se portent bien », estime Michel Bronzo, président du Syndicat des producteurs, qui est heureux d'afficher 41 300 hectolitres produits contre 11 223 voilà dix ans. « Si la production croît, c'est la fin de l'extension des plantations dans un domaine qui, pourtant, est figé dans l'espace. En 1978 ce domaine couvrait 556 hectares, soit le vingtième de sa surface actuelle. Et par rapport à l'an dernier il s'est accru de 58 hectares dont une vingtaine de plantations nouvelles venant remplacer des vignes obsolettes ou non classées ».

JOSÉ LENZINI

Lire la suite page 11

F. R.

HEURES LOCALES

REPÈRES

CENTRE

Romp le silence
sur l'histoire des camps
d'internement
de juifs

À l'initiative des municipalités d'Orléans, de Pithiviers et de Beauce-la-Rolande, et d'un certain nombre de personnalités, dont l'avocat Serge Klarsfeld et M^{me} Hélène Mouchard-Zay, fille de l'ancien ministre du Front populaire, et conseiller municipal d'Orléans, un centre de recherche et de documentation sur la déportation des juifs dans le département du Loiret vient d'être créé. Le but de ce centre, qui sera installé à Orléans, est de rompre « l'énorme silence », qui selon M^{me} Mouchard-Zay, a toujours entouré l'histoire - peu glorieuse - des camps d'internement de Pithiviers et de Beauce-la-Rolande sous l'Occupation.

C'est dans ces camps, mis en place par le gouvernement de Vichy, sous administration française, que furent enfermés par milliers les juifs arrêtés à Paris, notamment le 14 mai 1941. Du 19 au 22 juillet 1942, arrivèrent dans ces camps les victimes de la grande rafle du Vel d'Hiv. Quelques jours plus tard, sur ordre de Leguay, adjoint de René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, les gendarmes qui gardaient les deux camps séparément de force les femmes et les enfants. Lorsque Vichy eut le feu vert des Allemands pour les déporter, on entassa dans des wagons plombés les enfants, plus de trois mille cinq cents, âgés de deux à seize ans, dont certains déjà moribonds. Ils furent gazés à leur arrivée à Auschwitz où leurs parents les avaient précédés de quelques jours.

MIDI-PYRENEES

Des arpentés
de terre tarnaise
légues
aux Indiens

Depuis le 8 mai, un petit coin de terre tarnaise, un hectare et demi à l'est d'Albi-Carmaux, est terre indienne. Un siècle après Wounded Knee, deux chefs de tribus lakota, une des sept composantes des Sioux, ont pris possession de leur territoire sur la petite commune de Faussergues. Et désormais, *Ampolaita* (l'aube rouge) sera le nouveau nom du lieu-dit sur cette terre occitane.

Car c'est bien en passionné de l'histoire des Indiens et de leur génocide que Thierry Cintas a voulu mettre à la disposition de ses « frères » ce lopin de terre, hérité il y a deux ans de ses grands-parents. Agé de vingt-neuf ans, cet éducateur, qui travaille à Carmaux, avait alors écrit à tous les interlocuteurs dignes de répondre au nom des Indiens à son offre.

C'est le représentant en France du Lakota Treaty Council, Didier Dupon, un Lillois, qui a saisi l'opportunité. Ce qui, dans le voisinage, passait pour un projet farfelu, s'est donc concrétisé avec la plantation sur la « mère terre » de quatre bouts de bois, symboles des points cardinaux. Et, au centre, les ambassadeurs du peuple lakota, Birgit Kilis Straight et Johnny Looking Cloud, ont également planté dans le sol français une cinquième baguette avec une plume d'aigle, venue, elle aussi, du Sud-Dakota.

RHONE-ALPES

Ouverture
d'un nouveau casino
à Annecy

Le ministère de l'intérieur a récemment accordé son autorisation à l'ouverture d'un nouveau casino à Annecy (Haute-Savoie), intégré dans la rénovation d'un ancien palais, l'Impérial, situé au bord du lac et transformé en hôtel de luxe par le groupe allemand Hopf de Francfort. Ce complexe accueille également le centre de congrès de la ville, qui, lui, a été financé par la municipalité de M. Bernard Besson, ancien ministre (CDS). Représentant un investissement de 70 millions de francs, le casino bénéficie d'installations informatiques pour toutes les formes de jeux, à l'exception des machines à sous.

La Haute-Savoie compte désormais quatre établissements de jeux, avec ceux d'Evian, de Chamonix et de Megève, tandis que la ville frontalière d'Annemasse a, elle aussi, un projet en cours. L'Impérial d'Annecy entre également en concurrence avec les casinos d'Aix-les-Bains (Savoie) et de Divonne-les-Bains (Ain), à proximité immédiate de Genève et de la Suisse.

Chaban,
le vétéran de Bordeaux

Suite de la première page

Deux fois, trois fois, il aura consacré à Chaban de lâcher Claude Bez, le tonitruant président du club de football des Girondins. Et plus tard, en une sorte d'hommage paradoxal, il laissera encore échapper : « C'est un artiste... Son courage a profondément marqué Bordeaux ».

Ce républicain-là, en tout cas, ne suscite ni animosité ni mépris. Après tant de secousses ces derniers mois. Noël Mamère, élu maire de Bordeaux en 1989 sous la bannière de la majorité présidentielle, affirme d'emblée : « Chaban ne mérite pas tout d'infamie ». Et Michel Sainte-Marie, le puissant maire de Mérignac, tuteur de l'opposition socialiste à la Communauté urbaine de Bordeaux, parle d'un « RPR de bonne compagnie ». Partout ailleurs qu'à Bordeaux, on se pincerait en l'entendant assurer cette évidence bordelaise : « Il n'a su rendre le pouvoir oïmable ».

S'il y a ici une énigme, nous en approchons peut-être. « Sourire, mon vieux, sourie », déclare souvent Chaban, c'est votre meilleur ami. Lui-même a su en user allègrement au point de laisser encore confondre l'un de ses amis par son « extraordinaire vertu de charme ». Ce fut l'emballage d'un art politique de la plus belle eau, mariant avec doigté florentinisme et sens du compromis.

Dès les élections législatives de 1946, il revêt la toque du gaullisme - n'est-il pas l'un des plus jeunes Compagnons de la Libération ? - et la casaque radicale, une famille d'accueil qui lui convient. Sur les murs de la ville, le képi du général et la bouffarde d'Edouard Herriot sont convoqués pour intimider les électeurs : « Votez pour lui ». Et tant pis pour la contradiction...

Vendetta
et grand écart

Bordeaux se fera à la manière, tout en arrondis, de ce hussard pacifique. Ici, décreté ce prince de l'entre-deux, ce maître des alliances, on gère. Bref, on évite la face-à-face, sources de tensions, toute la quinquennalité de la « politique parisienne » avec ses investissements et ses micro-guerres froides. Voilà l'article 1, peut-être unique, du « système Chaban ».

Ainsi fonde-t-il en 1948 avec les deux « poids lourds » socialistes de la Gironde, Robert Brettes et René Cassagne, l'Union des maires de l'agglomération. Dix ans plus tard, les mêmes, chez le préfet, décomptent leurs circonscriptions électorales. Quelques années encore et naîtra en 1968, dans le même esprit de concertation, la Communauté urbaine de Bordeaux, qui regroupe vingt-six municipalités autour de la cité.

Il n'aurait-il, en lieu et place d'adversaires, que de bons opposants, des vassaux consentants ? Depuis des décennies - c'est ici la juste unité de mesure - les barons socialistes qui règnent aux frontières de la ville lui prêtent en tout cas allégeance selon les termes d'un pacte tacite : « Je suis la ville, à vous la périphérie ». Mieux qu'un traité, une culture toujours vivante. Ainsi Noël Mamère fut-il élu, en 1989, à la Communauté urbaine grâce à l'extrême courtoisie du RPR et de l'UDF.

« Chaban, o sa composer, et je m'honore d'appartenir à sa composition », indique Michel Sainte-Marie. Celui-ci veut pas dire abdiquer. Si l'on considère Bordeaux à la loupe, c'est un vertige. Ce maire n'a de cesse de récupérer un à un les élus réticents, lissent les aspérités, phagocytant les oppositions. Tout adversaire est un transfuge en puissance. Quatre ennemis déclarés, issus du néo-socialisme local, passent ainsi dans son camp au milieu des années 50. Ce ne seront pas les derniers. Aux autres, qu'il insistera plus tard sur sa liste, il déclare sans rire : « Vous serez mon opposition ».

Il entend tout aspirer. « Votre politique de la jeunesse est entièrement à revoir », lui lance en 1965 Simone Noailles, aujourd'hui adjointe pour les questions scolaires. « Eh bien, vous le changerez. Ça m'intéresse d'voir des gens qui ne sont pas de mon avis », répond-il aussitôt. En 1989, il rencontre après l'élection Michel Duchène, l'élu des Verts. « Vous êtes des miens, mon vieux », assure Chaban. Et voilà l'écologiste promu adjoint à l'environnement.

« La politique en entièrement neutralisée », confie Chaban en se frottant les mains. Mais cette obsession de la bonne entente générale et ce grand écart permanent, ne supprime-t-elle pas précisément la forme supérieure de la politique ?

Pour avoir subi un western municipal sans merci entre 1947 et 1954, Bordeaux se féliciterait presque de cet état d'apesanteur. En ces temps-là, l'ancien maire, Adrien Marquet, frappé du sceau de dix

ans d'indignité nationale pour collaboration avec l'occupant, entretenait par personnes interposées une rude vendetta contre Chaban « l'extrémiste ». Toute une opposition locale, mêlant la droite extrême et des courants populistes, s'acharnaient à cisiller la trajectoire de ce trop brillant élu, fringant international de rugby inscrit au club de Bègles qui lui fournissait son service d'ordre.

Jacques Chaban-Delmas finit par se débarrasser de son adversaire. La mort fit ensuite son œuvre. Alors seulement, Bordeaux - « une ville toute en clous, où les dogmes de la naissance, de la religion, de la fortune, du métier et de la politique composent une mosaïque de familles, de castes et de chapelles », selon son maire - se donna-t-elle vraiment à lui.

Dès 1946, ses amis Jacques Soustelle, commissaire de la République à Bordeaux en 1944, et Maurice Bourgeois-Maunoury, commissaire régional en 1945, lui avouent du reste révéler le dessous des cartes bordelaises. De subtiles alliances avec les Chartons, le patronat et la hiérarchie catholique firent le reste.

Mais justement : parce qu'elle s'est toujours « vendue » naturellement, sur sa bonne mine et son vin, Bordeaux n'a jamais appris à se vendre. Terrible handicap aujourd'hui. L'antienne de Chaban-Delmas allant répéter « J'ou

Une mission d'Air Inter chargée d'étudier pour 1993 la décentralisation des services administratifs, comptable et informatique de la compagnie (cinq cent cinquante salariés) a éprouvé la différence de culture des deux villes. Dans la pénombre de son bureau, Jacques Chaban-Delmas, très urbain, assure que le projet intéresse Bordeaux. Quelques jours plus tard, le maire de Toulouse, à peine sondé, demande : « Vous voulez combien d'hectares ? » et remporte le lot. De quoi alimenter le pessimisme de certains qui remâchent le fait que l'on forme quatre fois plus d'ingénieurs à Toulouse qu'à Bordeaux.

Le nez
d'Hermès

La-bas, tout ne serait que chantiers, grands travaux, dynamisme trépidant. Tandis qu'ici, sur cette fin de terre trop douce à vivre... Il faut la volubilité d'un Gascon comme Michel Pétauud-Lévang, concepteur de la future Cité mondiale du vin, pour rappeler à sa ville d'adoption son capital de notoriété : « Bordeaux, ça se boit, ça se goûte. Trouvez à l'étranger quelqu'un qui n'a jamais entendu parler de nous ! ».

Mais justement : parce qu'elle s'est toujours « vendue » naturellement, sur sa bonne mine et son vin, Bordeaux n'a jamais appris à se vendre. Terrible handicap aujourd'hui. L'antienne de Chaban-Delmas allant répéter « J'ou



L'auréole de sa jeune gloire ne rachète-t-elle pas la dérive des élites durant l'Occupation ?

« So status est boulangère comme celle de Lénine », constate l'ancien batonnier Bertrand Favreau. A partir de 1954, nul en effet ne songera sérieusement à se constituer en contre-pouvoir. Mais le système Chaban n'a rien d'un parti unique. Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1970, Roland Dumas en 1977, Catherine Lalumière en 1983, François-Xavier Bordeaux en 1989 devront démocratiquement s'incliner. « Il les écrase tous, voilà l'évidence », assure un observateur.

D'où vient alors cette angoisse diffuse ? Pourquoi Bordeaux accumule-t-elle amertumes et frustrations, regrets et débits. Parce que « Bordeaux s'insularise », note Gilles Savary, économiste et directeur de cabinet du président du conseil général, Philippe Madrelle (PS). Parce que, à l'évidence, la crainte d'une discrète décadence bante la ville.

Quand la France se penche studieusement, toutes tendances confondues, sur la « décennie Mitterrand », comment ne pas comprendre que Bordeaux s'adonne en effet toutes les formes à portée de main. « De 1958 à 1961, nous avons installé ou rénové plus de deux cent cinquante entreprises », se rappelle le préfet de l'époque, Gabriel Delaunay. Du haut de son perchoir de l'Assemblée nationale, Chaban n'a rien de l'instinct du « bâtisseur public pour Bordeaux ».

« Autogénération », diagnostique Jean Dumas, géographe et directeur de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux. « En réalité, explique-t-il, si l'industrie a perdu de 1975 à 1990 quinze mille emplois, le tertiaire en a créé plus de trente mille ». Rien n'y fait : plus souvent qu'à son tour, la « ville rose » et son jeune maire Dominique Baudis lancent les nuits des patrons bordelais. « Dans le triangle de notre inconscient, nous sommes toréadors par Toulouse », reconnaît Gilles Savary (1).

faire ont de faire savoir » paraît presque ringarde quand Montpellier s'autoproclame « aronde » et que Toulouse s'affiche fièrement comme un Houston européen.

Qui sait que quatorze mille techniciens de haut niveau fabriquent autour de Bordeaux le nez d'Hermès, les hostesses d'Ariane et les missiles balistiques M4 à tête nucléaire ? « Pour l'attractivité, notre bassin d'emploi doit être de Toulouse », confirme mezza-voce Paul Glotin, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie.

Grande épopée. Sur ce terrain, le système Chaban s'est doté depuis longtemps d'une arme redoutable, tout à la fois réseau d'influence et bureau d'études, qui s'abrite derrière une appellation gentiment provinciale : le Comité d'expansion Aquitaine. Ici ont pris corps les orientations stratégiques, dûment appuyées à Paris par Jacques Chaban-Delmas.

Il faut, pour comprendre, remonter en arrière. A peine la V^e République est-elle installée dans ses meubles que Bordeaux s'adonne en effet toutes les formes à portée de main. « De 1958 à 1961, nous avons installé ou rénové plus de deux cent cinquante entreprises », se rappelle le préfet de l'époque, Gabriel Delaunay. Du haut de son perchoir de l'Assemblée nationale, Chaban n'a rien de l'instinct du « bâtisseur public pour Bordeaux ».

L'aéronautique militaire, c'est donc lui. L'installation de l'usine Ford en 1970, aussi. « C'est s'être couché à l'Elysée dans l'embrasure d'une fenêtre entre Pompidou, Chaban et Henry Ford II », raconte Jacques Valade, « dauphin » du maire à l'ancien ministre de la recherche scientifique.

Mais depuis ? « Il faudrait des pigures de rappel », souffle un industriel. La dernière décennie a été ponctuée par l'imparable « désertion » des raffineries pétrolières. Adieu Esso, adieu Elf, adieu Shell... La crise, mon bon monsieur ! Une crise vécue comme un drame et peut-être bien comme le lointain écho du mauvais sort s'acharnant sur son maire.

A trois reprises, en effet, le bonheur politique lui échappe. Georges Pompidou et ses conseillers ne le laissent pas mettre en place son projet de « nouvelle société » de 1969 à 1973. Adieu Mitterrand ! En 1974, les Français lui préfèrent Valéry Giscard d'Estaing. Adieu l'Elysée ! Une seconde après avoir lancé un appel en faveur de son adversaire du premier tour, Chaban lâche, selon la légende : « Eh bien, j'espère que François va gagner ».

Mais François Mitterrand lui manquera à son tour. En 1986, l'ultime repêchage lui fait défaut. La cohabitation semblait pourtant avoir été conçue pour lui : RPR et « amis » du président de la République qu'il connaît depuis 1943 et tuteio, qui dit mieux ?

On imagine les retours à Bordeaux, et la brûlure provoquée par le mot cruel de François Girond dans l'Express en 1974 : « J'ai vu ne pas sur une ambulance ». Pourtant, le « système Chaban » tient encore, étayé par une légion de solides fonctionnaires municipaux. Sans compter de hauts fonction-

ment des frondes discrètes, notant récemment dans une grande enquête le déclin de sa population. Il est vrai que de 1968 (270 000 habitants) à 1990 (210 000), la courbe n'invite pas à l'euphorie.

Encore la chute concerne-t-elle aussi les communes limitrophes du Bouscat, de Bagles, Capon, Pessac, Talence et Bassens. Si l'agglomération « pèse » tout de même quelque 680 000 habitants - ce qui la place devant Toulouse (608 000 habitants) - est-ce assez pour conjurer un climat délétaire et cultiver des prétentions d'euro-métropole ?

Oui, répond Chaban, dont la colère fut vive en découvrant le piètre classement de Bordeaux dans le palmarès des villes européennes de la DATAR, en 1989. « Chaban fait toujours le stupéfait », note l'un de ses proches. Ce jour-là, il tempêta et fit l'impossible, en vain, pour obtenir la révision de l'ouvrage...

N'entend-il pas monter à Paris, Londres et Berlin de quoi l'on est capable, ici ? Ainsi veut-il son metro. Ainsi aspire-t-il aussi à lancer Bordeaux dans des « travaux babyloviens », selon son expression. Son plus récent plaisir aura été de déjeuner avec Ricardo Bofill et Norman Foster, deux divas de l'architecture convoquées et retenues au chevet de la rive droite - des dizaines d'hectares du vieux hangars et de friches.

L'avancé sera donc culturel, sous la haute direction de son épouse Micheline, ministre des arts et des lettres et arbitre suprême des déjeuners. Bordeaux, qui consomme quelque 20 % de son budget à la culture et se pique d'art contemporain, a accueilli dans les anciens entrepôts Lainé les œuvres de Richard Serra et expose actuellement celles de Daniel Buren. Tant pis pour ceux, comme François-Xavier Bordeaux, qui protestent contre les sommes exorbitantes dans l'achat d'un « état de cailloux » (White Rock Line, de Richard Long, acquis pour 366 000 francs) et s'indignent de ce que le Centre d'art contemporain (CAPC) devienne la « maison de réception de M^{me} Chaban-Delmas ».

« Il n'y a plus
de personnel »

A ces médisances, à ceux que la lente dégringolade du tourisme laisse rêver, on répond note viticole, dynamisme du réseau bancaire et financier, étonnante force du commerce de luxe. Certes, mais le « système » n'est plus ce qu'il était. Signé des temps, Jacques Chaban-Delmas, qui suit toujours d'entourer avec intelligence, n'a pas trouvé le secrétaire général de haut niveau qu'il cherchait pour la Communauté urbaine de Bordeaux. « Il n'y a plus de personnel », remarque-t-il avec lassitude.

En réalité, une nouvelle génération politique lui échappe. Faute de renouvellement, son entourage technico-administratif - certains proches collaborateurs lui doctent toujours du « mon général » - a fini par se scléroser. Politiquement, son sens de la fidélité et du compromis lui ont interdit tout bouleversement de son équipe municipale en 1989. Enfin, l'époque est révolue où la préfecture et la justice réagissaient au moindre coup de sonnette. De quoi rendre myope.

On comprend mieux, alors, la légèreté avec laquelle furent accueillis les premiers signaux inquiétants concernant le club des Girondins en provenance de la direction générale des impôts et de la nouvelle chambre régionale des comptes, fruit de la décentralisation. Que de jeunes fonctionnaires et magistrats puissent lui souffler des conseils de prudence en matière de gestion à l'ère Chaban, l'inspecteur des finances, dit le laisser passer.

Mais lorsqu'il fallut se rendre à l'évidence que Claude Bez, patron des Girondins et expert-comptable diplômé, avait un sens tout personnel de la comptabilité, il était trop tard. Avant d'espérer secrètement que l'affaire s'éteigne d'elle-même et de prier pour que l'on ne « parle plus des Girondins », il se persuada que l'on formait - à Paris ? à Bordeaux ? - un « complot » contre lui. Mais non... Il avait tout simplement donné le football à Bez le Providence comme l'on confie ses clés.

Pour avoir soutenu au-delà du raisonnable ce « personnage outrancier », Chaban a plus sûrement abîmé son image, sinon sa légende, qu'en commentant n'importe quelle autre gaffe. Et jusqu'en 1993, n'osant pas même de se représenter, il émeut à sa manière, ce vieux maire qui affirme être « resté un homme de l'ombre ».

En l'absence de réelle alternative politique, nul doute qu'il pense à l'ordre de mission que lui avait fixé de Gaulle en 1947 : « Vous rendrez à cette ville la splendeur qu'elle n'aurait jamais dû perdre ».

LAURENT GRELSAMER

(1) Gilles Savary développe son analyse dans *Derrière les régions*, ouvrage publié aux éditions Virapoux (222 pages, 1990, 120 francs).

Des élus
statutsation menace
de Bandol

Publications

HEURES LOCALES

Des élus à la recherche d'un statut

L'assemblée des pouvoirs locaux veut devenir le « quatrième pilier » du Conseil de l'Europe

BERGEN (NORVEGE) de notre envoyée spéciale

« L'HEURE est venue pour les élus locaux de jouer un rôle plus important sur la scène européenne », estime M. Lucien Sergeant, président de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et conseiller régional (UDF) d'Ile-de-France. Il a fait savoir récemment à Bergen (Norvège), au cours d'une conférence des ministres chargés des collectivités locales.

L'assemblée qu'il préside réunit cent quatre-vingt-deux élus désignés par chacun des Etats membres (1). Créée en 1957 pour débiter du fonctionnement de la démocratie locale, elle est à l'origine de plusieurs textes comme la convention de Madrid, qui encourage la coopération transfrontalière (le Monde daté 12-13 mai), ou la charte de l'autonomie locale, dont plusieurs pays de l'Est viennent de s'inspirer pour mettre en œuvre leurs réformes. Elle prépare des propositions de résolutions sur les langues régionales, la ville, la formation du personnel territorial et l'intégration des étrangers.

Avec les bouleversements survenus à l'Est et, plus généralement, l'intérêt accru porté à la régionalisation, les membres de la Conférence permanente estiment qu'ils méritent mieux qu'un statut d'« experts auprès du comité des ministres », n'ayant ni la maîtrise de leur budget ni celle de leur personnel. « Il n'est plus acceptable, surtout, que les propositions des

élus locaux passent par le filtre des représentants des Etats : parlementaires et ministres des affaires étrangères », proteste M. John Morgan, vice-président britannique (conservateur) de la Conférence.

L'assemblée des élus locaux souhaite pouvoir mettre en œuvre elle-même ses propres résolutions. Elle espère devenir « le quatrième pilier du Conseil de l'Europe », à côté de la Cour des droits de l'homme, de l'Assemblée parlementaire et du comité des ministres. Elle est soutenue par M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe. En revanche, les représentants des Etats risquent d'avoir un avis plus réservé.

M. Sergeant et ses collègues ont voulu tester, à Bergen, les réactions des ministres des collectivités locales, pendant une séance à huis clos. Leur proposition a reçu un accueil silencieux. Pour certains exécutifs, cette absence de commentaires signifie que les ministres ne se sentaient pas compétents pour répondre. Pour d'autres, en revanche, elle traduirait un refus poli. Les ministres se seraient comportés comme les représentants des Etats - qu'ils sont - et non comme les défenseurs des collectivités locales.

RAFAËLE RIVAIS

(1) En France, les dix-huit délégués et leurs dix-huit suppléants sont choisis par l'Association des maires de France, l'Assemblée des présidents de conseils généraux, l'Association nationale des élus régionaux, l'Association des présidents de régions socialistes et progressistes et le Conseil des communes et régions d'Europe. Un savant cocktail équilibre les représentations géographiques et politiques.

L'urbanisation menace les vins de Bandol

Suite de la page 9

Volontairement circonscrit dans un périmètre de 3000 hectares, le bandol est assujéti, du fait de sa situation géographique, à une pression foncière importante « qui va en s'aggravant compte tenu du fait que nous sommes devenus la grande banlieue de Toulon et de Marseille », explique Gérard Duffort, président du Syndicat des domaines de Bandol. Cela ajoute aux difficultés inhérentes à un territoire morcelé notamment par des zones déjà construites ou en relief.

La réalisation d'un échangeur autoroutier a récemment fait peser de lourdes menaces sur ce patrimoine viticole, les communes du Castellet et de La Cadière ayant un temps souhaité réviser leurs plans d'occupation des sols en vue de réaliser des zones artisanales ou industrielles. Le bandol en aurait fait les frais, comme cela risque d'être le cas pour certaines parcelles d'excédant pas 5000 mètres carrés et actuellement exploitées par des hénicars, que des promoteurs sollicitent en permanence. « Difficile d'insister longtemps », explique l'huo d'eux. Avec 3000 mètres carrés la rentabilité viticole est nulle et je pourrais réaliser cette parcelle à 40 francs le

mètre carré alors que des lotisseurs m'en offrent 500 francs ! »

Conscients des dangers, les deux syndicats des vins de Bandol viennent de réaliser une étude socio-économique mettant en superposition le zonage des POS et l'occupation effective des sols. « Il en résulte des zones d'incohérence : ainsi, plus de 200 hectares sont-ils classés constructibles alors qu'ils sont actuellement plantés en bandol », s'étonne M. Duffort pour qui « il est urgent d'obtenir une véritable consultation avec les mairies concernées ». Cette étude a également permis de révéler que 234 hectares de terres classées en bandol sont actuellement abandonnées.

Pour éviter tout risque de glissement vers l'immobilier, les deux syndicats se proposent de créer un groupement foncier « pourvu se substituer à d'éventuels acheteurs. Nous pourrions alors trouver un moyen terme et proposer des prix situés entre les cotes viticoles et immobilières ». Il en va à terme de l'avenir du bandol, qui représente tout de même un chiffre d'affaires de 5,5 millions de francs, dont 20 % réalisés à l'exportation.

JOSÉ LENZINI

BLOC-NOTES

AGENDA

Adolescents et espace public. Le Comité pour le développement de l'espace pour le jeu (CODEJ), soutenu par la Fondation de France, organise un séminaire sur les adolescents et l'espace public, les jeudi 6, vendredi 7 et samedi 8 juin à Saint-Egrève (Isère). Architectes, éducateurs et chefs de projets DSQ proposeront leurs témoignages aux aménageurs qui souhaitent programmer des espaces publics pour les adolescents.

Renseignements au (16-1) 43-49-46-18.

Qualité de la ville - L'Association des maires ville et banlieue de France organise ses troisième « rencontres sur la qualité urbaine des villes de banlieue et de leurs agglomérations » à la Valette-du-Var, les jeudi 13 et vendredi 14 juin. Les villes à deux vitesses, l'équilibre social entre villes et agglomérations ou l'accueil des populations en difficulté feront l'objet de débats auxquels participeront élus, aménageurs, représentants de l'Etat et rapporteurs de l'Assemblée nationale.

Renseignements au (16-1) 42-61-44-47.

PUBLICATIONS

Aménagement du territoire. - La collection « Que sais-je ? » vient de réactualiser l'ouvrage de M^{me} Jérôme Monod et Philippe de Castelbajac, l'Aménagement du territoire. Cette sixième édition expose le travail de la DATAR, décrit la répartition des activités entre les régions, rappelle l'enjeu des débats sur la ville et le milieu rural ou sur le littoral et la montagne, et explique l'implantation des voies de communication.

PUF, 125 pages, 108, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

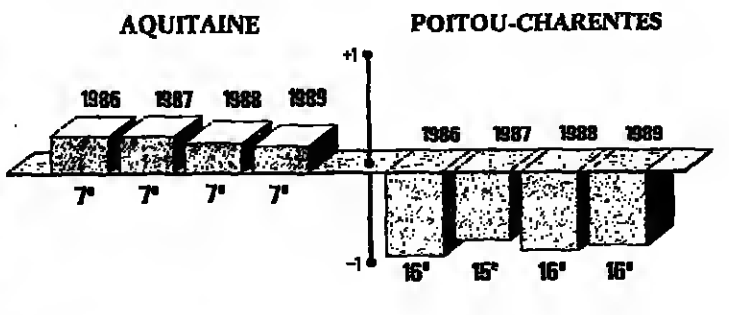
L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. La pondération affectée à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération + 0,03).

Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.



AQUITAINE: 7°

L'Aquitaine se classe dans le premier tiers des régions de province pour trois des quatre variables économiques composant l'indicateur synthétique : valeur ajoutée par habitant, salaire moyen et taux de création d'entreprises.

Le valeur ajoutée par habitant dépasse de 3 % le moyenne de province en raison d'une productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé) élevée. Les activités agricoles, avec une viticulture florissante, et les industries agroalimentaires se sont montrées dynamiques depuis 1986. Toutefois, le chômage est relativement important, et l'écart avec le moyenne de province s'est même légèrement accru, passant de 0,4 point en 1986 à 0,7 point en 1989.

Entre les recensements de 1982 et de 1990 l'accroissement de la population a été de l'ordre de 140 000 personnes ; il est dû en quasi-totalité à un excédent des arrivées sur les départs, alors que les décès sont presque aussi nombreux que les naissances.

POITOU-CHARENTES: 16°

La région Poitou-Charentes occupe une place assez médiocre selon l'indicateur synthétique retenu ici. Pour chacun des quatre indicateurs partiels qui la composent, elle se place dans la deuxième moitié des régions de province.

La productivité du travail est inférieure de près de 6 % à la moyenne nationale (Ile-de-France exclue). Poitou-Charentes souffre à cet égard d'un handicap structurel dû au poids important de secteurs dégageant une faible valeur ajoutée par emploi occupé : l'agriculture, qui représente 10 % de la valeur ajoutée régionale (contre 5 % dans l'ensemble du pays) et les services non marchands qui en représentent 20 % (contre 17 % au niveau national). La valeur ajoutée agricole a cependant sensiblement progressé depuis 1986.

Malgré une croissance de l'emploi assez ralentie de 1986 à 1989, le rythme de la baisse du chômage a été proche de celui de l'ensemble des régions de province sur cette période.

TRÉSORERIE PREMIÈRE

NOUVELLE SICAV MONÉTAIRE INVESTIE EN TITRES ÉMIS OU GARANTIS PAR L'ÉTAT

NOUS CONTRIBUONS À FAIRE DE CHAQUE JOUR QUI PASSE UN JOUR QUI GAGNE.



Investisseurs institutionnels, sociétés d'HLM, associations et organismes à but non lucratif, la Société Générale vous propose un nouveau placement : TRÉSORERIE PREMIÈRE.

Pour répondre à vos critères d'investissement spécifiques, notamment la sécurité, la Société Générale lance Trésorerie Première. Composée exclusivement de valeurs françaises émises ou garanties par l'État, cette Sicav monétaire de capitalisation est

un excellent placement à court terme.

Avec Trésorerie Première, vos liquidités sont rémunérées à un taux proche de celui du marché monétaire ; vous bénéficiez de la gestion professionnelle des spécialistes de la Société Générale, l'un des premiers gestionnaires de capitaux européens.

Jusqu'au 23 août 1991, les souscriptions ne sont soumises à aucun droit d'entrée.

Avouez que ce serait dommage de ne pas nous rencontrer quand on sait que Trésorerie Première peut faire de chaque jour qui passe un jour qui gagne.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

JUSTICE

Un entretien avec le président du Syndicat de la magistrature

« Nous ne sommes pas à la botte du gouvernement », nous déclare M. Jean-Claude Nicod

Lors de son dernier congrès, il y a un an, le Syndicat de la magistrature (SM) avait frôlé l'explosion. Pendant ce congrès avancé pour cause de crise, un groupe de magistrats conduit par M. Frédéric N'Guyon, juge d'instruction à Paris, avait violemment dénoncé la « politique d'accompagnement du pouvoir » menée par le syndicat depuis 1981. Parmi eux, un jeune magistrat du Mans était venu dénoncer à la tribune le scandale de la loi d'amnistie. Il s'agissait de M. Thierry Jean-Pierre. A l'occasion du congrès 1991 qui a lieu durant le week-end à la cour d'appel de Paris, l'atmosphère est toujours tendue. Le juge Jean-Pierre a annoncé qu'il comptait dénoncer à nouveau la politique de « collaboration » avec la chancellerie menée par le bureau du SM M. Jean-Claude Nicod, président du Syndicat de la magistrature, s'explique sur cette crise.

nous accordait que l'accès, nous avons rompu les négociations avec la chancellerie. » Certes, il y a des membres du syndicat place Vendôme. Mais en 1981, quand certains de nos membres sont partis d'engagement dans les cabinets ministériels, personne ne les a critiqués. Nous avions soutenu l'avènement de ce régime, nous rêvions de profonds bouleversements, nous pensions pouvoir coopérer, et d'ailleurs, on nous le demandait. Soyons honnêtes : nous ne sommes pas les seuls à nous être un peu embourbés dans le « système critique ». Mais peu à peu, nous avons évolué : la liste qui a remporté les élections l'année dernière, au congrès, avait d'ailleurs bien précisé qu'elle se plaçait dans une logique purement syndicale. Il n'était pas question de soutenir un quelconque pouvoir.

Le résultat est là : cette année, le syndicat a connu une activité militante comme n'importe laquelle dans le passé. Nous avons mené trois actions très dures, avec des grèves et des manifestations en robe. Voyez surtout l'affaire Jean-Pierre, où nous avons engagé une action très militante contre la chancellerie. Je ne sais pas ce qu'il faut faire de plus pour prouver que nous ne sommes pas à la botte du gouvernement !

Le 16 mai, nous demandons donc aux magistrats de s'engager dans une quatrième journée, alors que nous connaissons déjà la réponse négative du gouvernement. Les magistrats ont baissé les bras. Ce demi-échec est également lié à la date et au type de mobilisation que nous avions choisi : l'organisation de débats avec les citoyens.

Ces derniers mois, le combat du syndicat a surtout porté sur le statut et la réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM), dans une évolution que certains qualifient de « corporatiste ». N'avez-vous pas délégué certains combats traditionnels du SM, comme l'exclusion ou l'accès au droit ?

C'est vrai, nous avons beaucoup travaillé sur le statut et sur le CSM, mais la raison était simple : ce sont des questions qui agitent le syndicat depuis sa création, en 1968. Il ne s'agit pas d'un combat artificiel : ces problèmes de statut, nous les rencontrons tous les jours sur le terrain. Bien souvent, dans les tribunaux, les magistrats sont engagés dans les comités de prévention de la délinquance ou dans les expériences de médiation pénale, mais ils butent rapidement sur des problèmes institutionnels : il n'existe aucune structure organique qui permette une véritable action. Les gens sont donc ramenés à leur seule bonne volonté. D'où notre réflexion sur les structures, sur la direction des juridictions, et donc sur le statut.

« Un an après la grave crise de 1990, certains syndiqués renouvaient leurs critiques au sujet de la « collaboration » du SM avec la chancellerie. La crise de l'année dernière serait-elle intacte ?

« Les magistrats ont baissé les bras »

La journée de protestation sur l'indépendance de la magistrature que vous avez organisée le 16 mai a été un échec. Comment expliquer cette faible mobilisation des magistrats ?

Il y a certainement un phénomène de découragement. En un an, nous avons mené trois actions très dures : grèves et manifestations. Et finalement, nous avons abouti à un échec : toutes nos revendications ont été rejetées par

la chancellerie... Le 16 mai, nous demandons donc aux magistrats de s'engager dans une quatrième journée, alors que nous connaissons déjà la réponse négative du gouvernement. Les magistrats ont baissé les bras. Ce demi-échec est également lié à la date et au type de mobilisation que nous avions choisi : l'organisation de débats avec les citoyens.

Ces derniers mois, le combat du syndicat a surtout porté sur le statut et la réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM), dans une évolution que certains qualifient de « corporatiste ». N'avez-vous pas délégué certains combats traditionnels du SM, comme l'exclusion ou l'accès au droit ?

JOURNAL D'UN AMATEUR

ÊTRE en garde à vue, c'est aussi être sous la garde de la police. Dans le sens que donne à ce mot le code civil lorsqu'il parle, à l'article 1384, « des personnes dont on doit répondre ». C'est un aspect de la garde à vue, épaisse polémique s'il en fut, qui pour avoir moins de célébrité, revêt la même importance que son versant répressif. Être sous la garde de la police, cela signifie qu'elle est garante de l'intégrité de la personne retenue, au même titre qu'elle doit, grâce à la garde à vue, réunir des éléments de culpabilité ou, pas moins, d'innocence.

Personne n'admettrait qu'un suspect interpellé par la police soit, malgré cette détention, être frappé par la foule et lynché. Il ne serait pas davantage admis qu'un suspect se fasse frapper par la police pendant son interrogatoire. La police a donc un devoir de protection qui est la contrepartie de son pouvoir d'accusation. Ce devoir de protection est absolu.

La police a l'obligation de garantir la sécurité des citoyens, y compris, certes, à l'égard des suspects, de quoi qu'on les soupçonne. Il ne s'agit pas de dire que cette obligation pèse également sur la gendarmerie qui n'a pas moins le pouvoir de décider des gardes à vue.

Au moment de la garde à vue, un suspect (ainsi catalogué à tort ou à raison) est pris dans un processus pathologique mortel qui trouve son origine chronologique et topographique à l'intérieur d'un commissariat, c'est que l'obligation de protection contenue dans la garde à vue n'a pas été assurée. On ne dira rien ici des assurances données par le médecin sur la « compatibilité » de la détention du jeune Aissa avec son état de santé.

Cette obligation est incontestable puisque l'intéressé n'a plus sa liberté de décision et de mouvement, pas même pour veiller à sa santé, puisqu'il en a été dessaisi par une autorité légale qui doit donc l'exercer à sa place et au moins aussi bien que lui.

Comme il n'est pas contesté que l'agonie du jeune Aissa ait commencé et se soit presque achevée à l'intérieur d'un local de police et au cours d'une garde à vue, c'est que l'obligation de protection n'a pas été remplie, soit par action, soit par omission.

La première hypothèse, c'est celle du tabouage qui connaît quelques précédents... Elle n'est envisagée ni par la famille - dont la réserve et la dignité en de pareilles circonstances sont exemplaires et méritoires - ni par les « codétenus » du jeune homme.

Ces derniers ont plutôt décrit une brutale indifférence. C'est donc l'hypothèse de l'omission. Il sera difficile de la rejeter ou de la contester puisque Aissa était mort soit par faute de soins, soit en raison de soins tardifs qui tous auraient dû être dispensés lors de la garde à vue et non pas lorsqu'elle s'achève par la mort de celui qui en était l'objet.

PHILIPPE BOUCHER

Les magistrats n'agissent pas plus, imagine-t-on la totalité des locaux de police ainsi équipés ? Imagine-t-on les kilomètres de pellicule dévorés quotidiennement puisque l'on ne saurait se borner aux seuls interrogatoires et aux procès-verbaux ou à des lieux que s'est noué le drame au terme duquel est mort Aissa Ithich ? Peut-on être assuré que rien n'échappera à cet acte mortel et orwellien que dénoncent déjà les policiers ? Imagine-t-on, enfin, en ces temps de vaches maigres, la dépense que cela représenterait ?

La question est moins simple qu'il n'y paraît. Le renouveau des magistrats, c'est une tâche unique mais qui est la plus sonore, n'est pas sans ambiguïté. La satisfaction ne démontre pas le moins du monde que, alors, le mot d'Aissa Ithich aurait été évité. Les gens modestes n'ont pas, comme d'autres, leurs évènements sous le main dont ils peuvent réclamer la venue à tout moment.

C'est toujours la même histoire. On voit bien que c'est la mal, le ramène d'un déclic pas sur le champ. L'exemple américain ? Qu'on l'adopte et se persuader d'aujourd'hui auraient tout fait de demander le retrait. Du moins ceux qui n'en rêvent que pour une meilleure protection des droits de chacun, suspects compris, et pas d'autre chose.

La controverse sur la mort du lycéen de Mantes

Les parents d'Aissa Ithich portent plainte

Les parents d'Aissa Ithich ont déposé, mardi 29 mai, devant le tribunal de Versailles, une plainte pour « non-assistance à personne en danger » et « homicide involontaire ». Ils reprochent notamment aux policiers leur refus de faire parvenir des médicaments à leur fils asthmatique durant sa garde à vue consécutive aux incidents survenus à Mantes-la-Jolie. L'avocat de la famille Ithich, M. Henri Leclerc, a déclaré : « Les responsabilités, tant médicales que policières, doivent être sanctionnées après une autopsie qui a révélé des traces de coups ». Il envisage un autre dépôt de plainte, pour « coups et blessures volontaires ».

Considérant qu'« à tout moment les règles de la procédure pénale et de la déontologie ont été respectées par les officiers de police judiciaire chargés de l'affaire », la Fédération nationale autonome de la police (FNAAP, majoritaire chez les policiers en civil) a demandé que l'enquête administrative menée par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) soit immédiatement rendue publique.

Avocats dans les commissariats Les policiers ont été « consternés et révoltés (...) par des déclarations inconsidérées émanant de responsables politiques éminents [qui] sèment le trouble dans l'opinion », selon la FNAAP. Visant, sans la nommer, les propos tenus par M. Edith Cresson au sujet de

la mort d'Aissa (le Monde du 31 mai), la Fédération a estimé que « certaines prises de position démontrent de la part d'élus ou de personnalités gouvernementales une méconnaissance totale des règles et du fonctionnement de la procédure judiciaire et de l'enquête de police ».

De son côté, la Ligue des droits de l'homme a exprimé « les plus vives réserves sur le principe même de la garde à vue et les conditions dans lesquelles elle se déroule quotidiennement ». La LDH demande notamment que les détenus soient informés de leurs droits, qu'ils puissent prévenir leur famille, s'entretenir avec un avocat, et obtenir la visite du médecin de leur choix. « Il est urgent que la France se mette en conformité avec les principes définis par la Convention européenne des droits de l'homme et avec la législation de la grande majorité des États européens ».

Enfin M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, a déclaré, vendredi 31 mai, une lettre au premier ministre dans laquelle il demande que soit déposé au Parlement, « dès la présente session, un projet de loi instituant la présence systématique d'avocats dans les commissariats ». Dans sa lettre, M. Marchais évoque la mort d'Aissa Ithich : « Les fautes commises paraissent extrêmement graves (...) et totalement inacceptables au regard des droits de l'homme », déclare-t-il.

Le SOS-Racisme réclame un plan d'urgence pour les boîtes. Une délégation de SOS-Racisme et de la coordination des cités « OBU » (Opération banlieues unies), conduite par M. Harlem Désir, a été reçue, vendredi 31 mai, à l'hôtel Meignan par M. Gérard Moine, directeur du cabinet du premier ministre. « Nous avons demandé la mise en place d'un plan d'urgence pour les banlieues avant l'été (...). Il faut que chaque jeune puisse constater dans les deux mois que quelque chose a commencé à changer dans son quartier pour réamorcer la pompe de l'espoir », estime SOS-Racisme.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

F. R.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'estimant contraire au principe de l'indisponibilité du corps humain

La Cour de cassation déclare illicite la pratique des « mères porteuses »

Réunie en assemblée plénière vendredi 31 mai, la cour de cassation a rendu un arrêt condamnant la pratique dite des « mères porteuses ». Après avoir entendu le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique, la cour a estimé que de telles pratiques de substitution contreviennent au principe de l'indisponibilité du corps humain et à celui de l'état des personnes. Elle souligne, par ailleurs, que de telles pratiques constituent un détournement de l'institution de l'adoption.

A la surprise générale, la cour d'appel de Paris, dans un arrêt daté du 15 juin 1990, s'était prononcée en faveur de l'adoption des enfants conçus par des mères porteuses. Prenant une décision contraire à celle du tribunal de grande instance de Paris, les magistrats de la cour d'appel soulignent alors que « la maternité de substitution, en tant que libre expression de la volonté et de la responsabilité individuelle de ceux qui y souscrivent hors de toute préoccupation lucrative, doit être considérée comme licite ».

En cassant cet arrêt et en affirmant le caractère illicite de telles pratiques, la Cour de cassation consolide avec elle le consensus à la fois éthique et juridique qui, ces dernières années, s'est progressivement constitué en France (1).

« Verdict d'espoir » pour Michel Vaujour. — La cour d'appel de Paris a condamné, vendredi 31 mai, Michel Vaujour à quinze ans de réclusion criminelle pour deux vols à main armée, commis en 1986 après son éviction de la maison d'arrêt de la Saoté (le Monde du 29 mai). « Donnez à cet homme un message d'espoir », avait demandé aux jurés son avocat M. Raphaël Constant. La cour a entendu le message puisqu'elle a ordonné que la peine soit confondue avec une précédente peine de vingt ans de réclusion criminelle à laquelle l'avait condamné, en 1988, pour une série de hold-up.

MÉDECINE

La polémique sur la découverte du virus du sida

Le professeur Gallo estime avoir été mal compris

Dans une interview diffusée vendredi 31 mai sur France-Info, le professeur Robert Gallo, du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland) est revenu sur les termes de la lettre qu'il a publiée le même jour dans la revue scientifique britannique Nature et contesté l'interprétation qui en est faite dans la presse internationale (le Monde du 31 mai). « Il n'y a rien de nouveau depuis 1984, déclare-t-il. A part le fait que le virus du sida n'est pas le même que celui du sida, mais que le virus du sida est une variante du virus du sida. C'est d'ailleurs nous qui l'avons publié et l'Institut Pasteur était d'accord. Quand, par la suite, l'Institut Pasteur dit que BRU n'est pas le virus du sida, c'est une erreur. On peut alors penser qu'il a pu de même contaminer de très nombreuses cultures dans d'autres laboratoires. Et par conséquent, j'ai écrit dans la revue Nature qu'il est probable que ce virus ait aussi pu contaminer nos laboratoires à un moment de l'année 1984. (...) Mais cela ne change rien à l'histoire ».

Le professeur Gallo rappelle ensuite qu'il n'a jamais contesté le fait que la première publication sur le virus du sida, en 1983, émanait de l'équipe pasteurienne, mais qu'à cette époque personne ne connaissait la cause du sida. « Ils [l'équipe de l'Institut Pasteur] ne pouvaient pas cultiver ce virus et ne

Cette pratique s'était initialement développée à la fin des années 70 aux États-Unis, en marge des techniques de procréation médicalement assistée. Elle consiste, dans un couple dont la femme est stérile, à concevoir un enfant avec le sperme du mari (l'insémination artificielle étant de rigueur) grâce à une autre femme, dite, fertile. Cette dernière s'engage à remettre l'enfant à son couple. Dans la majorité des cas connus, un tel « portage » est rémunéré à hauteur, en France, d'environ 50 000 francs.

Pour la cour de cassation, l'argent ne fait rien à l'affaire, cette pratique étant condamnée même si elle est mise en œuvre en l'absence de contrepartie financière. L'arrêt précise ainsi dans ses attendus que « le contrat par lequel une femme s'engage, fût-ce à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner à sa naissance contre-

vient tant au principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes ». Plus généralement, il souligne, à propos de telles adoptions, qu'elles ne sont que « l'ultime phase d'un processus d'ensemble destiné à permettre à un couple l'accès à son foyer d'un enfant conçu en exercice d'un contrat tendant à l'abandon à sa naissance par sa mère ». Selon la cour, « porteur d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain et de l'état des personnes », ce processus constitue « un détournement de l'institution de l'adoption ». La cour fonde ses conclusions sur plusieurs articles (6, 1128 et 353) du Code civil.

J.-Y. N.

(1) L'arrêt de la Cour de cassation ne rend pas en question l'adoption de l'enfant concerné qui avait été autorisée par la cour d'appel de Paris.

Prévenir les dérives

par Jean-Yves Nau

L'ARRÊT de la Cour de cassation confirme la prise de position du Comité national d'éthique tout comme les différentes condamnations prononcées ces dernières années, tant par les autorités médicales que par les ministres en charge de ce dossier. La justice elle-même avait déjà tranché en interdisant la création d'associations visant à faciliter la réinsertion de tels « adultes biologiques ».

En définitive, au vu de la jurisprudence, on sait aujourd'hui que sur ce problème précis il n'y a pas besoin de nouveau texte pour condamner cette pratique », souligne M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation et membre du Comité national d'éthique.

La réaffirmation par la Cour de cassation de la ligne jurisprudentielle française est, sans aucun doute, un élément essentiel. Elle devrait servir à prévenir d'inquiétantes dérives. On imagine, en effet, jusqu'où pourrait conduire le développement de telles pratiques dans des cas où elles seraient tentées pour l'argent. Qui interdirait, alors, qu'elles soient du champ médical pour être mises en œuvre, par exemple, par des couples fertiles,

la femme souhaitant ne pas avoir à supporter la charge de la grossesse, l'enfant porté par une « nourrice antenatale » étant conçu par fécondation in vitro à partir des propres gamètes du couple ? La jurisprudence étant aujourd'hui établie, la question se pose malgré tout de la répression de ceux qui encouragent de telles pratiques.

Le groupe multidisciplinaire, réuni à la demande du gouvernement et présidé par M. Guy Brebant (Conseil d'État), jugé utile, en 1989, de prévoir une infraction spécifique. On attend avec intérêt la décision retenue sur ce thème par M. Michel Rocard, alors premier ministre, et par le président de la République, d'un important rapport sur la bioéthique (1). Il restera par ailleurs, point essentiel, à harmoniser les différentes positions nationales dans l'optique de 1993, certains annonçant, d'ores et déjà, la création d'associations européennes de mères porteuses.

(1) M. Noël Lenoir a remis, ces derniers jours, son rapport à M. François Mitterrand. Ce document sera rendu public le 11 juin.

ÉDUCATION

Pour répondre aux demandes du premier ministre

M. Jospin précise sa position sur l'apprentissage

M. Lionel Jospin a pu révéler récemment plus d'opportunités que celui qu'il a effectué en Alsace, jeudi 30 mai, en compagnie de M. Jacques Guayard, nouveau secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique. Tous les ingrédients étaient en effet réunis pour une vigoureuse défection et illustration du rôle de l'éducation nationale et de sa capacité d'évolution et d'adaptation.

Premier acte à Strasbourg où le ministre de l'éducation nationale a signé le contrat entre l'État et le pôle universitaire européen qui réunit, dans un groupement d'intérêt public, les trois universités, la communauté urbaine de Strasbourg, le département du Bas-Rhin et la région Alsace. Soulignant le caractère exemplaire de ce réseau auquel l'État apporte 12 millions de francs et la promesse d'une dizaine de postes supplémentaires, M. Jospin a rappelé sa démarche de « partenariat renforcé » avec les collectivités locales. Loin d'être réduites au rôle de bailleurs de fonds, ces dernières seront « consultées sur la définition des filières pour assurer notamment une meilleure adéquation aux besoins de l'emploi. Elles pourront également proposer aux universités de nouvelles filières adaptées aux demandes de l'environnement local ».

Le deuxième acte, à Mulhouse, devait lui permettre de compléter la démonstration. La visite de l'Institut universitaire de technologie et de son centre d'apprentissage universitaire qui permet à des étudiants de préparer leur diplôme de génie électrique en partageant leur temps entre la formation scientifique à l'université et la formation pratique en entreprise,

Une peine de prison avec sursis est requise contre le directeur de Nice-Opéra

Le procès Europ Show

M. Lucien Salles, soixante et un ans, gérant d'une entreprise de spectacles, la SARL Europ Show, et directeur de Nice-Opéra, a comparu, jeudi 30 mai, devant le 6^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice sous les inculpations d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale. Ce procès était le premier mettant en cause un proche de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric. Le substitut du procureur, M. Pierre Claude Scholem, s'est borné à requérir une peine d'emprisonnement avec sursis, et une forte amende. Le jugement a été mis en délibéré au 18 juin.

NICE

de notre correspondant régional

Instruite avec célérité et examinée dans des délais non moins brefs par le tribunal correctionnel de Nice, l'affaire Europ Show était-elle qu'une « banquette qui s'est vite dégonflée », comme l'a qualifiée l'avocat de M. Lucien Salles, M. Thierry Lévy ? On attendait, en effet, du dossier plus de lumière sur le système Médéric qu'il n'en a apportée. Parmi les faits reprochés à M. Salles figuraient notamment de curieux versements à l'étranger effectués par Europ Show. Leur destination réelle est restée inconnue.

« Un métier totalement irréaliste »

D'un montant global de 1 358 455 francs, ils étaient justifiés par des factures établies par une société anglaise de façade, Westard United, censée recruter des artistes anglo-saxons pour le compte d'Europ Show. Selon M. Salles, les artistes, en réalité, à payer un intermédiaire, du nom de Nouri Lévy, qu'il a présenté comme une sorte « d'espoir » agissant « dans l'ombre » et dont la trace n'a jamais été retrouvée. Au sujet d'un autre transfert, de 105 000 francs, opéré au profit de sa fille résidant aux États-Unis, le gérant d'Europ Show a prétendu qu'il s'agissait d'une avance que celle-ci lui avait consentie. Il l'a remboursée au moyen d'une facture d'abonnement fautive (en-tête d'une société de Houston au Texas

et mention de registre du commerce de la banque oïsoise d'Europ Show).

Avance prétendument récupérée encore. La somme de 156 000 francs versée en paiement de deux factures de fournisseurs mais virée au compte de son épouse, M^{me} Annie Salles (les factures ont disparu et l'attestation produite à leur place est manifestement de pure complaisance). Avance, toujours, les 170 000 francs encaissés, cette fois, sur le compte personnel de M. Salles et distribués les 220 000 francs correspondant à quatre factures d'une association nippaise sans existence légale - Club SUDD - qui aurait assuré, dans les milieux étudiants, la promotion des spectacles organisés par Europ Show. A la tête de celle-ci, une jeune femme, M^{me} Elisabeth Anelli, devenue, peu après, attachée de direction d'Europ Show, mais surtout connue pour son rôle d'intermédiaire dans l'affaire de la renégociation de la ville de Nice (qui lui a valu de toucher une commission de 530 000 francs).

On a également vu surgir, in situ, le nom d'une société, Monaco Sponsoring, dont les rela-

tions avec le comité des fêtes de la ville de Nice font l'objet, depuis quelques mois, d'une enquête de police. Un compte fournisseurs créditeur de 201 000 francs, au nom de cette société, a été ouvert et reporté, pendant trois exercices, dans la comptabilité d'Europ Show. M. Salles a affirmé, pourtant, qu'il « n'a jamais travaillé » avec ce prestataire de services. Tout au long de l'audience, il a cessé, au demeurant, de plaider sa « bonne foi » tout en reconnaissant qu'il exerçait « un métier totalement irréaliste ».

Quant à la fraude fiscale qui lui est par ailleurs reprochée, ce rapport avec les délits d'abus de biens sociaux - le Trésor lui réclame 1 663 924 francs - il s'est dit « un peu mari » d'être devant le tribunal « pour cela ». Bien qu'il ait jugé l'affaire « d'une certaine gravité », le substitut Scholem a fait preuve, dans ses réquisitions, d'une modération inattendue en invoquant « le mauvais état de santé » de M. Salles. M. Lévy, pour sa part, a plaidé la simplicité et simple de son client.

GUY PORTE

La gestion du Comité des fêtes de Nice

M. Jacques Médéric est à nouveau déclaré « comptable de fait »

NICE

de notre correspondant régional

Daos un jugement provisoire qu'il vient de rendre, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a déclaré conjointement et solidairement « comptables de fait » de la commune de Nice, quatre personnes ayant participé à la gestion de l'association paramunicipale du comité des fêtes, des arts et des sports de la ville. Il s'agit de MM. Jacques Médéric, ancien maire (CNI) de Nice, président de droit, qui subit de son côté la troisième fois, Jean Oltra, directeur général, déjà visé une fois par la même imputation, Robert Losco, directeur financier et Edmond Belling, ancien directeur des services financiers de la ville. Le jugement porte sur une somme de 266 890 190 francs, correspondant aux subventions municipales allouées au comité des fêtes de 1985 à 1990. Dans ses attendus, la chambre considère, notamment, le comité « comme dépourvu de toute autonomie réelle par rapport à la ville de Nice » et que, par conséquent, les fonds, « essentiellement d'origine municipale », manés par les personnes mises en cause, n'avaient pas perdu leur caractère de deniers publics communaux.

Elle souligne de surcroît, qu'il existait une confusion entre les comptes du comité des fêtes et d'une autre association paramunicipale, Nice-Communauté. Les intéressés ont un délai de deux mois pour fournir la preuve que les fonds ont bien été utilisés dans l'intérêt public, justificatifs comptables à l'appui.

Nouvelle plainte pour fraude fiscale

En outre, une nouvelle plainte pour fraude fiscale a été déposée, le 21 mai, par la direction des services fiscaux des Alpes-Maritimes, auprès du procureur de la République de Nice, contre MM. Jacques Médéric et Lucien Salles, pris en leur qualité de président et de directeur de l'association Nice-

Opéra. Il leur est reproché d'avoir soustrait frauduleusement à l'établissement et au paiement d'une somme de 4 160 605 francs d'impôts sur les sociétés dus au titre de l'exercice clos en 1987 « en omettant de soumettre la déclaration de résultats dans les délais prévus ». L'administration fiscale considère, en effet, que la gestion de Nice-Opéra « n'était pas désintéressée », puisque cette association fonctionnait, en fait, comme une véritable entreprise de spectacles ayant systématiquement recours à des méthodes commerciales et de publicité et recherchant des excédents de recettes « dont une partie était engagée dans un intérêt autre que celui de l'association, ce qui, en termes fiscaux, doit s'analyser comme un excédent de recettes non investies ».

Dès le 22 mai, le procureur de la République de Nice, M. Louis Aumérat, a transmis le dossier, par la voie hiérarchique, à la chambre criminelle de la Cour de cassation afin que celle-ci désigne une juridiction d'instruction (M. Médéric héritier, ce sa qualité de maire, à laquelle est attachée celle d'officier de police judiciaire, du privilège de juridiction).

A la suite des renseignements recueillis aux États-Unis, dans le cadre de l'information ouverte à Grenoble contre l'ancien maire de Nice pour abus de confiance au préjudice de Nice-Opéra (le Monde du 6 avril), on a appris, enfin, que M. Jean-Marc Armengaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, avait transmis la procédure au parquet général de cette ville pour qu'il prenne des réquisitions d'inculpation. M. Médéric, en fuite en Uruguay, pourrait faire l'objet, directement, d'un nouveau mandat d'arrêt ayant valeur d'inculpation. Le parquet peut aussi se prononcer pour une convocation normale de l'intéressé devant le magistrat instructeur, qui donnerait lieu à un procès-verbal de carence puis à la saisine de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble.

G. P.

DEFENSE

Intensification des échanges militaires entre la France et la Tchécoslovaquie

Pour la première fois depuis la fin du régime communiste en 1989, un ministre français de la défense a été invité à séjourner, du vendredi 31 mai au dimanche 2 juin, en Tchécoslovaquie. Cette visite de M. Pierre Joxe, sur l'initiative de son homologue tchécoslovaque, fait suite à un accord, signé en décembre 1990, par le chef d'état-major français des armées de l'époque, le général Maurice Schmitt, qui institue des échanges militaires entre les deux pays.

La visite de M. Joxe coïncide avec celle de soixante-dix officiers

de l'Ecole de guerre française à Prague. Des officiers tchécoslovaques devraient bientôt recevoir des bourses pour suivre des cours dans les écoles militaires françaises. Une mission de la Délégation générale pour l'armement (DGA) a été reçue en mars par les autorités du pays. Le responsable tchécoslovaque de l'armement se rendra en juillet en France pour visiter des centres de recherche militaires. M. Joxe a invité son collègue de la défense, M. Lubos Dobrovsky, à venir à la mi-juin au 39^e Salon international de l'aéronautique du Bourget.

GÉRARD COURTOIS

SPORT

Les résultats du...

Plus prend le pouvoir au Paris-Saint-Germain

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ÉCONOMIQUES

سكانة العمل

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France



LIGNES

Une fin en majesté

CONNORS finit en majesté. Pendant trois heures trente, il a donné un festival de tennis inventif, et aussi d'espièglerie, de grâce. Il part sur un exploit humain, autant que sportif. Du penché, du grand art.

A l'évidence, Connors ne voulait pas jeter l'éponge sur un score négatif, d'où son forçage pour arracher l'égalisation à deux sets partout, et y ajouter, symboliquement, un premier point gagnant.

Il avait si bien caché sa souffrance qu'on s'est demandé ce qu'il en faisait de toute contestation, l'amenait brusquement, peu après 19 heures, vers l'arbitre de chaise. L'annonce de l'abandon a consterné les dix-sept mille spectateurs du central, qui ont salué, debout, la sortie de l'ancien premier joueur mondial, soudain marqué, épuisé.

On s'est souvenu après-coup qu'il avait fait appel à un masseur lors du troisième set. Ruisselant de sueur, il devait s'essuyer après chaque échange, et il soulevait de plus en plus les épaules en inspiration forcée pour combattre l'asthénie. Mais la victoire ne paraissait pas hors de portée, malgré le passage à vide du troisième set perdu 2-6. Connors imposait sa cadence, trouvait constamment des angles extrêmes. Ses montées au filet et ses accélérations ne faiblissaient pas. Chang était baladé, dominé, hors d'état de contre-attaquer. Si l'endurance de Connors égalait sa virtuosité et son entrain, tout était possible.

Coups de folie

Il manquait à la rencontre les qualités complémentaires ou contrastées qui font les affrontements mémorables. Hormis leur même nationalité, américaine, tout opposait les deux hommes : droitier contre gaucher, grand contre petit, renvoyeur contre volleyeur, raison méthodique contre opportunisme inspiré. Avec leurs dix-neuf ans d'écart, c'était un peu le père contre le fils, à ceci près que la fougue adolescente se trouvait chez l'aîné, et chez le cadet le calme des grognards.

A la sagesse mûrie de son vis-à-vis, Connors a tout de suite opposé ses coups de folie, dans tous les secteurs du jeu. Il ne serait pas dit qu'il assurait le score pour le score.

Cheque bella l'amuse, pour elle-même, comme s'il découvrait les joies du smash ajusté ou de l'amortie. Un sourire farceur illumine son visage, aussi mobile et riche en mimiques que celui de Chang paraît clos et sans expression.

L'espace d'étonnement redouble où le mettent ses coups gagnants, Connors n'hésite pas à la prolonger par des gags spontanés. Il vient bleaguer avec son T-shirt, il caresse la bande qui lui a concédé un point inespéré, il tend sa raquette au ramasseur. Un fait-il appeler par VHF personnelle - cette muflierie se répand de plus en plus - Connors improvise une réplique : « Dis à ma femme que ça va bien pour moi ». A un jeune supporter qui a profité d'un silence pour hurler une fois de plus « Jimmy », il répond avec flegme : « Que puis-je pour vous ? »

Les deux sets perdus n'ont-ement pas sa jovialité. La quatrième manche donne l'impression que Connors a retrouvé entièrement ses forces. Il rit de ses anticipations prophétiques. La chaleur dessèche son étreinte. L'ombre commence à mordre les couloirs. Quatre-vingt. L'ancien prend le service du cadet. Il est à un jeu des deux sets partout tant espérés. « Alex », crie le central, plein à craquer. « Ouf ! » ajoutent certains, se croyant à l'arène, et fiers de ce tour brave. Pour le cinquième fois de la rencontre, une des balles de Connors glisse sur la bande avec des héraltiques de roulette. Le joueur salue sa chance revenue d'un hochement de tête. Six-vingt : oui, vraiment, tout le stade, dressé, croit à un cinquième set horeasant mais jouable...

Quelques minutes plus tard, ce sera le concubinage au pied de la chaise, la tête enfouie sous le serviette, le masque même pas soulevé de Chang, et un formidable « Ah ! » percurent les gradins. La surprise n'est pas l'asthme reconnaissant font un drôle de bruit sourd, exhalées par des milliers de gens à la même seconde. On dirait le soupir affectueux d'un reste de houle, à l'angle d'un port.

BERTRAND POIROT-DELPECH

La relève française

Sept Français restent à l'affiche du premier week-end des Internationaux de France. Samedi 1^{er} juin, Fabrice Santoro et Thierry Champion, tombours respectifs de Mats Wilander et de Pete Sampras, le dernier vainqueur de l'US Open, devaient se rencontrer pour une place en huitièmes de finale. Cette ambition est aussi celle d'Arnaud Boetsch, opposé à l'Argentin Gabriel Markus, de Karine Quentrec et de Mary Pierce qui rencontrent la Yougoslave Monica Seles et l'Argentine Gabriela Sabatini. Dimanche 2, Guy Forget et Nathalie Tauziat devaient tenter de se qualifier pour les quarts de finale contre Michael Chang, vainqueur par abandon (douleurs aux lombaires) de Jimmy Connors, et la Japonaise Naoko Sawamatsu.

Qualifié pour les huitièmes de finale où il rencontrera Michael Chang, le plus jeune vainqueur de Roland-Garros en 1989, Guy Forget a tenu son rang de tête de série et de numéro un français. Sans toutefois écopatoire ses chances d'atteindre la finale, le 9 juin. Face au jeune Sud-Africain Marcos Ondruska, qui avait gagné en qualifications le droit de disputer son premier tournoi du Grand Chelem, le Français est passé par tous les états : l'euphorie d'un premier set contre un adversaire réduit au rôle de faire-valoir, la déconcentration et la crispation pour conclure face à un joueur qu'il avait laissé prendre confiance avec le gain de la troisième manche.

« Lorsque on est numéro un français, les vrais premiers jours de Roland-Garros sont des épreuves, car on sait qu'on n'a pas le droit de se faire battre par quelqu'un de moins fort, expliquait-il. Dans ces conditions, je considère que mes trois matches ont été assez bons, mais pas assez pour gagner le tournoi. C'est maintenant que cela devient intéressant. Je joue mieux que ces dernières semaines sur terre battue, mais je reste un outsider ».

Si Guy Forget a préservé ses chances, Henri Leconte n'a pas su prendre la voie royale qui aurait pu le conduire en demi-finale après les forfaits d'Ivan Lendl et de Jonas Svensson, placés par le tirage au sort sur sa route en huitième et en quart de finale. Petr Korda, son vainqueur au deuxième tour, entraînera plutôt dans la catégorie des joueurs complets dotés d'une technique sans faille, mais aussi sans éclat. Ce retour à l'anonymat pour Henri Leconte, en pleine crise de doute après six tournois consécutifs où il n'a pas dépassé le deuxième tour, a été heureusement compensé pour le tennis français par la confirmation, face à Mats Wilander, du talent de Fabrice

Santoro, le plus jeune joueur (dix-huit ans) du tableau final. Même si le Sud-Africain, comme Yannick Noah, semble désormais plus intéressé par la musique que par le tennis, le benjamin français a intelligemment conquis le droit de rencontrer Thierry Champion (vingt-quatre ans), auteur de l'exploit du deuxième tour en éliminant Pete Sampras, vainqueur du dernier US Open et tête de série n° 6 à Roland-Garros.

« Maître de la défense agressive »

L'an dernier, Thierry Champion avait été le trouble-fête des Internationaux de France en sortant des qualifications avant d'échouer en quart de finale contre Andreï Gorn. Le futur vainqueur. Son revers lifté de microtonne délivre des balles hautes et sans consistance qui repoussent l'adversaire loin derrière sa ligne et l'obligent à prendre de gros risques pour attaquer. Dès que l'adversaire, lassé de l'échange, tente l'attaque au filet, le Français utilise généralement à merveille ses armes de contre : un passing ou un lob lifté d'une diabolique précision.

« Thierry est devenu un maître de la défense agressive. Il agit à la manière d'un judoka qui se sert du poids de son adversaire pour le renverser. Il lui laisse prendre le risque de l'attaque pour mieux le contraindre », explique son entraîneur Francis Ravallone. Ce Sud-Africain, ancien tennisman professionnel puis directeur du centre d'entraînement de Pierre Barthès au cap d'Agde avant d'ouvrir sa propre académie de tennis près de Dublin, avait joué un deuxième tour de se réjouir avec la qualification, sans perdre un set dans ses deux premiers matches, d'Arnaud Boetsch (vingt-deux ans).

Champion d'Europe junior et vainqueur de l'Orange Bowl en 1985, Arnaud Boetsch était alors considéré comme le grand espoir du tennis français. Son toucher de balle, son élégance et ses apparentes nonchalance, l'ont fait comparer à Adriano Panatta, dont il avait déjà la silhouette un peu ébouriffée. Depuis six ans, il a pourtant jamais réussi à confirmer son niveau professionnel les espoirs qu'il avait fait naître. N'a-t-il pas jusqu'ici consenti tous les sacrifices nécessaires ?

« Je n'ai rien à me reprocher, répond-il. J'ai eu besoin de plus de temps que d'autres pour apprendre. Je crois que j'ai trouvé cette saison une stabilité à mon meilleur niveau. Depuis janvier 1990 où, avec Thierry Champion, j'ai rejoint Francis Ravallone, Arnaud Boetsch a beaucoup travaillé. « Arnaud est un esthète qui aime tout toujours pratiquer un jeu construit et d'une grande pureté, estime son entraîneur. Sans perdre de sa créativité, nous avons dû travailler la puissance et les effets pour donner plus de cadence et d'agressivité à son jeu ».

GÉRARD ALBOUY

COMMUNICATION

Anne Sinclair obtient l'interdiction d'un dessin de « Lui »

La Cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 31 mai, l'ordonnance rendue la veille à la demande d'Anne Sinclair par le juge des référés et ordonnant au mensuel Lui de retirer le double page centrale de son numéro de juin. Cette double page représentait un dessin dénudé de la présentatrice de

« 7 sur 7 » en Diane chasseresse.

Le journaliste, qui demandait 200 000 francs de dommages-intérêts pour ces dessins « honteux, faits à son insu » et le retrait du magazine jusqu'à la suppression de la couverture, a obtenu 40 000 francs de provision et s'est déclaré « satisfait » par la décision du tribunal.

Le magazine Lui estime pour sa part que cette décision constitue « une mesure d'exceptionnelle gravité », qui « n'a jamais été accordée pour un simple dessin ».

Alors que les syndicats appellent à la grève le 14 juin

Le déficit de FR 3 s'est élevé à 179,8 millions de francs

Interrogé à l'Assemblée nationale par M. Gilbert Gauthier, député UDF de Paris, le nouveau ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, a révélé, vendredi 31 mai, que le conseil d'administration de FR 3 du 10 juin prochain devrait arrêter à 179,8 millions de francs le déficit net comptable de FR 3 pour 1990. C'est beaucoup plus que ne l'annonçaient les prévisions initiales : la chaîne (-50 millions) de divertissement, la télévision publique apportera aux Français l'information et les programmes que la télévision privée ne peut pas diffuser.

Renault doit construire des autos qui aient la même élégance, la même sûreté, la même capacité que les véhicules fabriqués par les industriels privés ; ou, précisément, nous espérons tous que, tout en étant capable de rivaliser avec la télévision privée dans le domaine du divertissement, la télévision publique apportera aux Français l'information et les programmes que la télévision privée ne peut pas diffuser.

A ce sujet, le ministre a également rappelé que « le président et les directeurs généraux des deux chaînes étudient un plan visant à rationaliser la gestion des deux sociétés et à les aider à retrouver un équilibre durable ». Plan qui sera connu début juillet. En attendant, l'inquiétude monte dans l'audiovisuel public. Redoutant « la suppression de certaines d'emplois, la remise en cause des qualifications et des garanties collectives », trois syndicats de FR 3, la CPDT, la CDTJ et la CFTC, ont déposé un préavis de grève reconductible pour le 14 juin.

Le débat sur la colorisation des films

La Cour de cassation tranche en faveur du droit d'auteur

La Cour de cassation a donné raison le 28 mai aux héritiers de John Huston contre la Cinépolis la longue polémique sur la colorisation des films. En juin 1988, la chaîne avait décidé de diffuser une version colorisée électroniquement d'Alphat Jungle (Quand la ville dort), un des chefs-d'œuvre en noir et blanc de John Huston. Le procédé, couramment utilisé aux États-Unis par un groupe de M. Ted Turner pour mieux vendre les vieux films aux télévisions, était encore inédit en France.

Les héritiers de John Huston, soutenus par la Société des réalisateurs de films et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, obtiennent alors du tribunal de grande instance de Paris l'interdiction de cette diffusion. Un an plus tard, la cour d'appel de Paris autorisait la Cinépolis à diffuser le film colorisé en estimant que le droit d'auteur ne donnait tout pouvoir au producteur sur l'œuvre privée, dans ce cas, sur le droit moral d'un auteur qui peut s'opposer en France à toute altération de son œuvre.

La Cour de cassation a jugé au contraire que les règles de droit moral sont d'ordre public et donc supérieures à toutes dispositions stipulées dans des contrats particuliers, même étrangers. La SACD, qui se réjouit de cette décision, estime que la Cour confirme ainsi qu'un auteur bénéficie en France de ce droit moral même s'il est privé dans son pays.

Jean-Edern Hallier

arrête l'« Idiot international »

L'écrivain Jean-Edern Hallier a indiqué jeudi 30 mai que son hebdomadaire l'Idiot international allait cesser de paraître en raison de graves difficultés financières. Le polémiste a précisé que les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) avaient bloqué 1,1 million de francs provenant des ventes du journal afin de régler les dommages-intérêts que le journal devait à M. Bernard Tapie et à Georges Kiejman, qui avaient engagé des procès contre lui en 1989 pour injures, diffamation et atteintes à la vie privée (Le Monde du 27 octobre 1989).

L'Idiot international avait aussi été condamné à verser des dommages-intérêts à M. Christian Bourgois, éditeur de Salman Rushdie, ainsi qu'au ministre de la Culture et de la Communication, M. Jack Lang, et à son épouse. Récemment, il avait utilisé abusivement le titre et le logo du Casard enchaîné. Il avait cessé après que l'hebdomadaire satirique eut porté l'affaire devant les tribunaux.

L'Idiot international, créé en 1968 par Jean-Paul Sartre et Jean-Edern Hallier, avait été relancé une première fois en 1984 par l'auteur des Aventures d'une jeune fille. Il avait choisi de repartir en mars 1989 à un rythme hebdomadaire avec une rédaction composée d'écrivains et de dessinateurs comme Patrick Besson, Thierry Pfister, Gédé, etc. Sa diffusion avoisinait alors, selon son directeur, les 100 000 exemplaires. Après diverses épreuves, il avait reparu en novembre 1990. L'hebdomadaire emploie onze salariés.

Y. M. L.

Les résultats du jendi 30 mai...

SIMPLE MESSIEURS

(Deuxième tour)

Premier quart de tableau (1)
EDERG (Sub. n° 1) b. Stoll (Aut.), 6-4, 5-7, 7-6, 6-3; Chertakov (URSS) b. Kufner (Aut.), 6-3, 3-6, 6-3, 8-6; Yngre (Pér.) b. Pescaru (Rou.), 6-2, 6-2, 6-0; Chertakov (URSS) b. Cash (Aus.), 6-7, 6-1, 6-3, 3-6.

7-5; COURIER (EU, n° 9) b. Ferrera (AUS), 6-2, 6-3, 6-4; Larsson (Sub.) b. Ocasdel (Rou.), 7-5, 6-2, 6-4; Martin (EU) b. Miler (EU), 6-1, 6-2, 6-4; Hachira (Pér.) b. NAFSEVIC (EU, n° 8), 6-1, 6-4, 6-1.

Deuxième quart de tableau
Davin (Arg.) b. Jais (Arg.), 6-4, 6-3, 6-2; Vade (Rou.) b. LECONTE (Fra.), 3-6, 6-4.

7-6, 6-4; BOETSCH (Fra.) b. Kufner (Sub.), 6-3, 6-3; Martin (Arg.) b. Perez (Arg.), 2-6, 6-4, 6-3; STICH (Aut.), n° 12 b. Knapak (Pér.), 6-7, 6-3, 6-2; Cass (Esp.) b. BEHAVASSI (Fra.), 7-5, 6-1, 6-2; SANTORO (Fra.) b. Wilander (Sub.), 6-2, 6-3, 6-2; CHAMPION (Fra.) b. SAFFRAS (EU, n° 6), 6-3, 6-1, 6-1.

SIMPLE DAMES

(Deuxième tour)

Premier quart de tableau
M. SELES (You., n° 1) b. M. De Swardt (AUS), 6-0, 6-2; K. QUENTREC (Fra.) b. P. Fendick (EU), 6-1, 4-6, 6-3; S. Cocchini (Ita.) b. C. SURE (Fra.), 6-2, 6-2; A. RUBER (AUS, n° 18) b. F. Boregoni (Ita.), 6-0, 6-2.

SIMPLE MESSIEURS

(Huitièmes de finale)

Troisième quart de tableau
Mirusai (Arg.) b. Camposse (Ita.), 2-6, 6-3, 6-1, 6-3; Hessek (Sub.) b. Carbonnel (Esp.), 7-6, 4-6, 6-4, 6-3; Mancini (Arg.) b. Gustafsson (Sub.), 6-3, 3-6, 6-2, 6-3; AGASSI (EU, n° 4) b. P. McInnes (EU), 6-2, 6-2, 6-0.

Quatrième quart de tableau

FORGET (Fra., n° 7) b. Ondruska (AUS), 6-1, 6-4, 3-6, 6-3; CHANG (EU, n° 10) b. Connors, 4-6, 7-5, 6-2, 4-6, abandon; Q. VET (Fra.) b. DELATTRE (Fra.), 4-6, 6-2, 6-3, 6-4; BECKER (AUS) b. Masur (AUS), 6-3, 6-3, 6-2.

SIMPLE DAMES

(Huitièmes de finale)

Troisième quart de tableau
A. SANCHEZ-VICARIO (Esp., n° 5) b. K. Godeg (EU), 6-1, 6-1; T. Whitinger (EU) b. A. Grossman (EU), 7-6, 6-4; E. Rénach (AUS) b. K. MALEVA (Sub, n° 11), 6-4, 6-4.

FOOTBALL : le plan de relance du club parisien

Canal Plus prend le pouvoir au Paris-Saint-Germain

M. Jean Tihéri, adjoint au maire de Paris, a annoncé, vendredi 31 mai, la conclusion d'un accord pour le plan de relance du Paris-Saint-Germain. M. Bernard Brochand, jusqu'alors vice-président, prend la présidence du club parisien en remplacement de M. Francis Borelli. M. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, devient président de la Société à objet sportif (SOS) chargée de gérer le club. Le journaliste de Canal Plus, M. Michel Denizot, se voit confier le poste de vice-président.

Aux prises avec des difficultés sportives et financières (Le Monde du 14 mai), le Paris-Saint-Germain devait entamer une nouvelle ère et changer radicalement de visage avec l'entrée dans le capital de la chaîne de télévision cryptée Canal Plus. Le tandem Brochand-Lescure va bénéficier, à son arrivée, d'un

cadeau royal de la mairie de Paris, qui a décidé d'épouger toutes les dettes de l'équipe parisienne (30 millions de francs). En outre, elle s'engage, pour trois ans, à verser une subvention annuelle de 30 millions de francs.

Pour sa part, la SOS entrera, avec d'autres partenaires, à hauteur de 49 % dans le capital du club. Selon M. Brochand, Canal Plus s'engage à verser environ 30 millions de francs sur un budget annuel total de 120 millions. De quoi permettre à M. Michel Denizot, d'entreprendre pour la saison 1991-1992 un recrutement à la hauteur des nouvelles ambitions du PSG qui visera, promettent les nouveaux dirigeants, « une place dans les cinq premiers du championnat ».

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

CULTURE

CINÉMA

L'attraction universelle

Une histoire d'amour, à Paris, aujourd'hui
Rien de plus simple, rien de plus beau



Dominique Fayssa et Thierry Fortinneau

UN CŒUR QUI BAT
de François Dupeyron

C'est un film qui devrait parler à beaucoup de gens. Qui dit, mezza voce, les choses les plus importantes, les plus essentielles. Celles qui font que la vie vaut d'être vécue, même si elle paraît grise comme le ciel de Paris au-dessus du métro aérien, du côté de Barbès, un matin. Les choses qui ont trait à l'amour, à l'incroyable soudaineté de l'amour.

Dans le métro... Elle va se faire draguer dans le métro. Mado est rousse, mûre, à l'antique des Puos, sympa. Elle a un grand garçon, adorable. Elle a un métier cahin-caha, comédienne. Elle habite une péniche, lambrissée. On saura tout d'elle, au fur et à mesure. Mais dans le métro on ne sait rien. Elle n'est qu'une femme ni jeune ni vieille, ni laide ni belle, rousse dans son manteau marron. Et cet homme, plutôt jeune que vieux, ni beau ni laid, l'a estompée d'un regard. Ils sont tout le monde, ils sont n'importe qui, ils sont nous, ils sont la preuve aveuglante, merveilleuse, de l'attraction universelle.

Cinq minutes plus tard, appuyé au zinc d'un bistrot, il demandera : « Vous connaissez un hôtel dans le quartier ? ». Elle répondra : « C'est un peu rapide, non ? ». Il dira : « Non ». Aussitôt Mado et

Yves (Thierry Fortinneau) sont amants, étonnés d'avoir aussi faim l'un de l'autre, ils marchent dans la ville comme des touristes en vacances d'eux-mêmes. Ils sont libres parce qu'étrangers dans des quartiers inconnus, Pigalle, Montmartre et leurs chambres d'hôtel monochromes et anonymes.

Ils se prennent, elle veut se dépêcher, ils se perdent et voudront se reprendre. Mado ne casse rien de son existence, s'achète des chaussons quand ça va mal, il n'y a pas de violence. La pire brutalité, c'est une rose qui perd la tête. Mado voit les gens autrement, des gens qu'elle ne regardait jamais auparavant, deux ivrognes qui se disputent, un vieux couple mode qui se sépare, un clochard humilié, la vie d'en dessous, la vie...

Une histoire banale, un adulte bourgeois. On pourrait voir ça comme ça. Ce n'est pas la manière dont le voit François Dupeyron. Sa manière à lui, est incroyablement simple, juste, personnelle. Il ne montre pas d'indulgence excessive pour ses héros sans signes particuliers et leur passion citadine, mais il les aime comme ils sont, sans faux, sans gloire, va naître une émotion permanente, authentique, que saura surtout traduire, avec vaillance, avec une lucidité magnifique, Dominique Fayssa dans le rôle de Mado. Dupeyron retrouve avec bon-

heur des vertus cardinales du grand cinéma français en deux tomes, en une scène, croquer des silhouettes formidables (le veilleur de nuit « qui compose pour le tambour », Daniel Laloux, le clochard insaisissable, Roland Amstutz), avec la complicité du directeur de la photo Yves Angelo réinventer Paris, redonner sa force au dialogue, à l'ellipse. « Tu a des enfants ? » Il répond : « Une fille de sept ans. Et toi ? ». Elle répond : « Un garçon de dix-huit ans ». On ne peut régler avec plus de concision, de pudeur et de cruauté le problème de la différence d'âge...

Le premier long-métrage de François Dupeyron était chic et agaçant. *Drôle d'endroit pour une rencontre*, c'était plutôt drôle de rencontre pour cet endroit, Catherine Deneuve et Gérard Philipe avaient l'air d'avoir raté le dernier métro sur un parking d'autoroute. Mais aujourd'hui, comédien libéré par l'absence du stars, François Dupeyron réussit avec *Cœur qui bat* à rythmer par les percussions de Jean-Pierre Drouot un grand film d'amour en miniature, et se révèle le plus naïf et le plus exigeant des chroniqueurs du quotidien. Le plus optimiste aussi, malgré les apparences. Puisqu'il suffit peut-être de descendre dans le métro...

DANIEL HEYMANN

VENTES

Sotheby's à Berlin-Est

Sous le signe de l'identité nationale retrouvée,
une première vente consacrée à l'art expressionniste allemand

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Du travail propre et soigné : 7288 millions de deutschemarks, 80 % de lots vendus. Deux heures bien nettes découpées au couteau (environ une heure par minute) par l'Auktionator, le Dr Christoph Graf Douglas, un peu raide, tout de même, dans sa chemise à faux col blanc. Ce furent des enchères calmes, menées par un commissaire-priseur sans passion et sans état d'âme, souriant et remerçant régulièrement le public selon les innuables codes de la maison anglo-saxonne fondée en 1744.

Drôle d'ambiance tout de même pour ce qui s'annonçait, quelques heures plus tôt, comme « une contribution à l'un des événements les plus importants des dix dernières années : la réunification de l'Allemagne ». Bénéficiant d'un nouveau mandat par une délégation de jeunes femmes en tailleur-crochet de perles, la première vente de Sotheby's à Berlin-Est s'est placée sous le signe de la rigueur allemande. Seule la recherche rationnelle des racines

du culte du sentiment national justifiait les prix atteints par les expressionnistes tels que Jawlowski (520 000 francs pour le *Portrait de Wassily Kandinsky*) ou encore Nolde, avec une toile adjugée 1,3 million de deutschemarks (4,4 millions de francs, soit le plus gros prix de la vente). Ici, la valeur décorative semble avoir emporté sur l'importance historique réelle : ces beaux coquelicots très rouges mais un peu gras ont été peints en 1950, soit une bonne quarantaine d'années après la grande période expressionniste, dont l'Est d'or se situe entre 1905 et 1918.

Cette vente à ce qui fut l'Est n'est pas tout à fait une première puisque, en juillet 1988, Sotheby's organisait des adjudications à Moscou au Sovin Center. Mais l'adresse a valeur de symbole : la vente s'est déroulée dans le palais Am Festungstrasse, un gros bâtiment neo-classique situé Unter den Linden, la plus célèbre avenue de Berlin. Ancienne résidence des ministres des finances prussiens, ce palais fut longtemps le siège des Amities RDA-URSS. Aujourd'hui, Sotheby's, localisé d'ailleurs à partir de trois fois deux, semble prouver que l'émotion causée par la réunification a fait perdre à l'acteur son bon sens.

les gros lustres balaient le décor en stuc d'une vilaine lumière jaune, une vieille odeur de soupe aux choux continuait de traîner dans les couloirs, et il n'y avait encore qu'une seule ligne de téléphone. Mais on est là pour oublier, voire pour se donner des airs de pionnier.

Car, contrairement à Christie's et à l'autre maison de ventes aux enchères de la ville, la Villa Grisebach, située à Berlin-Ouest, Sotheby's, fort de six antennes en Allemagne (Munich, Hambourg, Cologne, Francfort, Wurtemberg, Niedersachsen), a choisi une voie inédite : pas de magasin, pas de galerie autour de ce Sotheby's new-look. Les voisins, ce sont d'abord les musées situés à cinq minutes à pied, d'autant derrière leurs façades noires les trésors de Berlin-Est. A cinq minutes encore, mais dans l'autre direction, du côté de la porte de Brandebourg, on vend pile-mêle sur le trottoir des masques à gaz, des insignes militaires, des trébuchets miniatures fabriqués en Chine, des bouts de mur à partir de 3 francs.

Une véritable stratégie commerciale

En choisissant Berlin-Est, Sotheby's lance sa grande BA culturelle des années 90 : ramener l'art allemand en Allemagne et rendre à Berlin sa vocation de capitale du marché de l'art, identité sacrée par les nazis lorsque, à partir de 1933, l'expressionnisme devint symbole de l'art « dégénéré ». Signe des temps : c'est le Musée de Leipzig qui a récupéré, lors de cette vente, une toile de Karl Hofer (90 000 DM) confisquée en 1937 par les nazis et vendue par la suite. C'est la deuxième fois qu'un musée allemand rachète une œuvre depuis les « événements ». Mais les bons sentiments comptent parfois moins. L'œuvre de Fenster, adjugée par Sotheby's en 1990 au Musée de Halle, n'aurait toujours pas été payée.

Présenté comme une entreprise de charité diplomatique, le défi de Sotheby's révèle en fait une véritable stratégie commerciale. « Ici, il n'y a pas de crise », confie M. Harry Schlichtmann pendant la vente. Ce marchand de Stuttgart n'hésite pas à proposer trois fois le prix demandé pour une œuvre de femmes de Nolde aux lèvres violemment peinturlurées. Cette vente floue se déroulera entre le 31 mai et le 1^{er} juin, elle ne compte pas moins de 876 lots.

LAURENCE BENAÏM

La griffe du passé

Jack Nicholson acteur et réalisateur retrouve son personnage de « Chinatown » pour un polar nostalgique

THE TWO JAKES
de Jack Nicholson

Jake Gittes a fait la guerre en héros et prospère comme détective privé. Mais il porte toujours la cicatrice au nez que lui fit Polanski dans *Chinatown*. Un deuxième Jake, l'excellent Harvey Keitel, débarque dans son bureau, pour lui confier une histoire d'adultère qui, comme onze ans plus tôt, dissimule de sombres manigances immobilières dans la vallée de San-Fernando. Les deux Jake du titre portent les mêmes chaussons bicolores. De temps en temps, la terre tremble et se bécote de secouer le scénario déjà confus.

Nicholson réalisateur ressemble à Nicholson comédien : il cultive un pincement comique pour la grimace, cadrages tordus ou montage en triple axe renversé. Nicholson réalisateur reste un acteur : il s'intéresse surtout aux rencontres entre les personnages et les dialogues. Avec quelque bonheur dans ces face-à-face distingués et distants, généralement interrompus par une explosion, une dégelée de coups de poing ou de coups de feu. Mais pour multiplier les occa-

sions, il met en piste une nuée de seconds rôles, qui ont vite fait de rendre l'intrigue quasi incompréhensible, ce qui est souvent gênant - et sans intérêt, ce qui l'est davantage.

D'ailleurs Nicholson se fiche un peu de ces affaires de terrains à bâtir ou gît du pétrole, de trahisons à tiroirs et de chasses-croisés entre flics hargneux, truands brutaux et hommes d'affaires laiches. Il se préoccupe plus d'une méditation nostalgique sur le passé qui ne revivra pas mais à l'empreinte du quel on n'échappe pas.

On lui aurait pardonné son insistance à développer le thème d'aphorismes las en flash-back à effets - avec le magnétophone comme symbole envahissant et peu fiable de la mémoire - on aurait à la rigueur toléré la misogynie du film. Mais pas l'immonde teinte rousse qu'il inflige à la charmante Meg Tilly, en fantôme des amours mortes de Jake Gittes avec la regrettable Faye Dunaway.

JEAN-MICHEL FRODON

Les éditeurs phonographiques français lancent la cassette deux titres. - Pour tenter de freiner le déclin irrésistible du disque 45 tours, dont les ventes ont chuté de près de 45 % en un an, le SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique) vient de décider le lancement de cassettes audio comportant deux titres, un sur chaque piste. Ce nouveau format sera vendu sur des présentoirs spécifiques, chez les disquaires et dans les grandes surfaces.

Souvenirs d'un pays disparu. - L'Entrepôt poursuit sa gigantesque vaine dans le cinéma d'Europe de l'Est, baptisée East Side Story, avec un court détour par l'ex-RDA. Cinq films pour dessiner une époque révolue, *Traces de pierres* de Frank Beyer, réalisé en 1966, mais interdit jusqu'en 1989, et des œuvres de la « dernière année », 1989, dont les titres traduisent bien l'ambiance : *L'Amour interdit*, *In Cassure*. A découvrir sans regrets. - Jusqu'au 11 juin à l'Entrepôt (14). Tél. : 45-40-78-38.

THÉÂTRE

Aux 28^{es} Rencontres de Berlin, les premières de l'Allemagne réunifiée, l'Est est en vedette

Comme l'an passé, l'ambiance, aux Rencontres théâtrales de Berlin, qui rassemblent chaque mois de mai les meilleurs spectacles de langue allemande, est électrique. Un jury de critiques, - a été assemblée par les incertitudes qui pèsent sur les institutions de l'ex-RDA. L'agonie prévue n'a pas eu lieu - jusqu'à présent - mais les caisses publiques sont vides, et les salles aussi. Dans la mesure où les théâtres n'étaient pas scolarisés par la routine et la fidélité au régime, dans la mesure où ils exprimaient une opposition codée, ils tenaient un rôle compensateur qui a disparu. De plus les gens dépendent leur santé mentale de l'Ouest pour réaliser des rêves longtemps inavoués : valture, vêtements, voyages.

Mais l'ex-RDA possède le plus grand parc théâtral au monde : plus de soixante salles pour dix-sept millions d'habitants. Elles ont vu passer, à l'exception de quelques grandes institutions de prestige, certaines villes de moins de 30 000 habitants disposent d'un établissement, souvent délabré, mais avec trois troupes : dramatique, lyrique, chorégraphique. Un luxe qui ne pourra pas être maintenu sans les aides venues de l'Ouest.

Des besoins culturels énormes

Le public de l'Ouest est venu compenser celui de l'Est. Par voie de conséquence, les théâtres de l'Ouest se vident. Le Sénat, gouvernement de la ville réunifiée, ne peut tous les entretenir en même temps que remettre sur pied ceux de l'autre côté.

La gloire ou la mort

Pourtant, les hommes politiques commencent à comprendre - même à Bonn, d'où vient l'argent - que Berlin doit conserver la langue allemande, son paysage artistique. Quelle devienne ou non capitale, la ville est une métropole de 3 à 6 millions d'habitants dont les besoins culturels demeurent énormes.

Quelques semaines avant les Rencontres, le sénateur de Berlin a publié une étude faite, à sa demande, par quatre critiques, sous la direction d'Ingrid Nagel (1). Ils recommandent quelques changements - la Freie Volksbühne, dont Hans Neuenfels a été le dernier directeur sans parvenir à retrouver un public, accueillera des spectacles dramatiques et chorégraphiques, - mais aussi fermeture, si ce n'est pour le théâtre d'opérettes de l'Est. Selon eux, les trois Opéras doivent se maintenir, chacun gardant son identité. Le Staatsoper, le plus riche en tradition et en subventions, comme une sorte de vaisseau amiral - directeur artistique Daniel Barenboim, qui devra se montrer moins exigeant qu'à l'Opéra-Bastille.

Le « document Nagel » a donné lieu à toutes sortes de discussions publiques et privées pendant les Rencontres, d'autant que, sur douze spectacles, six étaient berlinois. Mais on a appris que le festival n'aurait pas pu financer plus de six spectacles venus d'ailleurs, et de toute façon, la qualité des mises en scène berlinoises était indéniable. Les deux points culminants des Rencontres ont été à l'ouverture le *Black Rider* de Bob Wilson avec le Théâtre de Hambourg (*Le Monde* des 20 septembre et 11 octobre 1990) et à la clôture, l'*Ivanov* de Peter Zadek avec le

Burgtheater de Vienne (*Le Monde* du 7 février). A côté, les autres spectacles avaient du mal à s'imposer : la dernière pièce de Botho Strauss par le Kammertheater de Munich, dans la mise en scène de Dieter Dorn, semble prouver que l'émotion causée par la réunification a fait perdre à l'acteur son bon sens.

Le Conte d'hiver de Shakespeare, par Luc Bondy à la Schaubühne, est mieux construit, plus ironique que la version en français de Nanterre, d'ailleurs mal reçue par la critique allemande. Alexander Lang, homme de l'Est et nouveau directeur du Schiller, a été sélectionné d'une part grâce à Bernhard Minetti, qui, seul, raconte avec un sourire de magicien malicieux les cruels Contes de Grimm. D'autre part, pour les *Brigands* de Schiller, façon Mick Jagger et Rolling Stones.

Une autre version des *Brigands* a été sélectionnée à la Volksbühne de Berlin-Est : celle de Frank Castorf, nouvelle idole de certains critiques. Il aborde librement les classiques, les démolit, les truffe de citations, de textes personnels, de thèmes rock, de gags obsessionnels, d'activités burlesques ou macabres, qui parfois dérangent les personnages et violent l'actualité. Castorf ne craint ni les naïvetés, ni le sexe, ni le Grand-Guignol : aucune forme de mauvais goût. Les comédiens orient et se roulent par terre, le chahut risque à chaque instant de représenter une fin en soi. C'est également le cas avec John Gabriel Borkmann d'Ibsen, finalement préféré à sa mise en scène des *Brigands*, politiquement plus agressive.

Le plus jeune talent des Rencontres, également venu de l'ex-RDA,

est un ami et disciple de Castorf. Comme lui, il invente des approches bizarres et laisse ses comédiens se défoncer, mais ne perd pas pour autant l'axe de la pièce. Il a monté *Malin* de poche d'Ibsen avec le Théâtre de Weimar.

On pourrait croire que, si la RDA est capable d'obtenir de tels talents, elle n'a pas de souci à se faire pour son avenir théâtral. C'est oublier le décalage des salaires entre les deux parties de l'Allemagne et la loi du marché. L'Ouest achète les meilleurs acteurs en scène, comédiens, musiciens, décorateurs, techniciens - et les masquilleurs, dont la formation a été particulièrement bonne. Wolfgang Engel (2) a quitté Dresde pour Francfort.

Mais il est question de Castorf, qui par ailleurs a déjà monté plusieurs spectacles à l'Ouest pour la Volksbühne de Berlin-Est, que le document Nagel propose de confier à une troupe nouvelle, à l'exemple de ce qui s'est passé à l'Allemagne de l'Ouest, un couple de femmes de Nolde aux lèvres violemment peinturlurées. Cette vente floue se déroulera entre le 31 mai et le 1^{er} juin, elle ne compte pas moins de 876 lots.

RUDOLPH GANZ

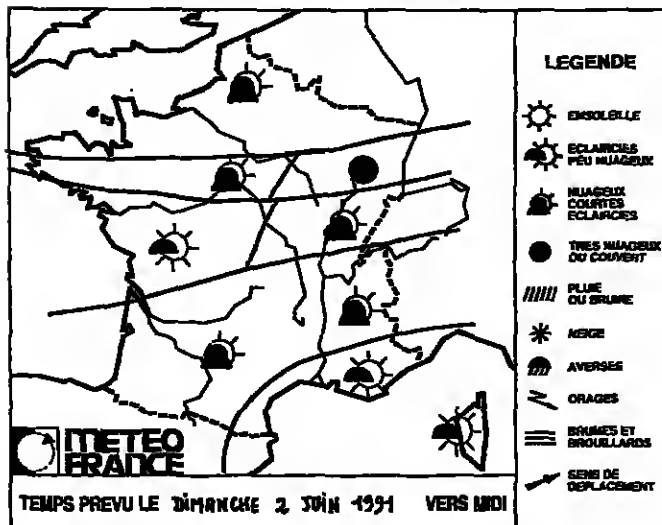
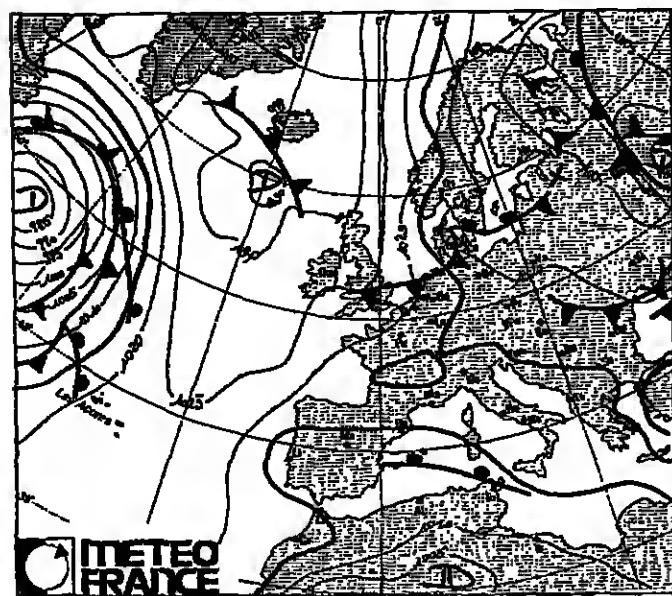
(traduction, Beate Hackl)

(1) Ingrid Nagel est l'un des directeurs de théâtre les plus importants de la scène allemande. Il a mené plusieurs institutions, dont le Schauspiel de Hambourg, où il a fait venir entre autres, Peter Zadek, Helmut Saray, Karge et Langhoff.

(2) Wolfgang Engel appartient à la génération années 80 de l'ex-RDA, il est l'un des chefs de file. Sur l'invitation du Théâtre de l'Europe, il va présenter à Paris, en 1992, *Dona Rosita* de García Lorca.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 2 juin 1991
Frais au Nord. Orageux au Sud.

**SITUATION LE 1^{er} JUIN 1991 A 0 HEURE TU**

Nuages et soleil sur sa partager le ciel en ce début de semaine. Les températures connaîtront une baisse assez sensible.

Les 3 juin : nuages au Nord, lourd au Sud. — Sur le quart nord-est du pays, les nuages prédomineront, apportant ici ou là des pluies et des brises.

Du Nord et de la Lorraine ou Bassin parisien, éclaircies et passages nuageux alternent.

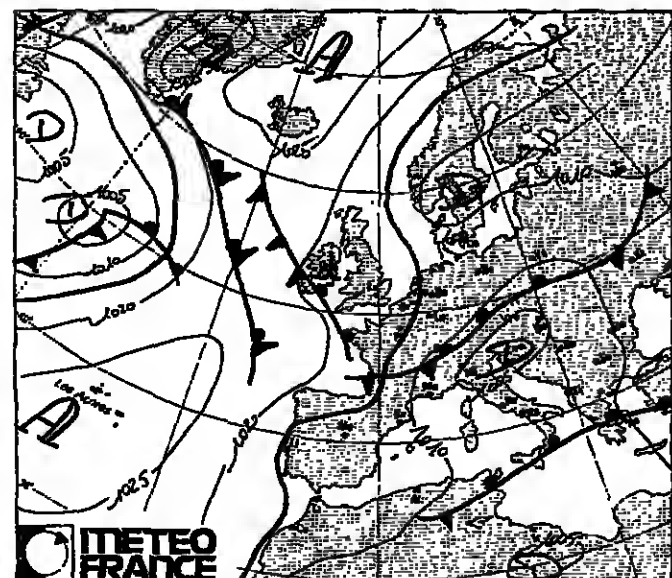
Sur l'Est, après une matinée souvent brumeuse, le soleil reviendra, mais des orages pourront éclater par endroits en fin de journée.

Plus au sud, après les brumes matinales, le soleil se montrera assez généreux, mais la tempête deviendra lourd l'après-midi et des orages isolés éclateront.

Les températures minimales seront voisines de 8 degrés de la Normandie à la Bretagne. Elles seront comprises entre 10 et 10 degrés de la Normandie à l'Est et au Centre. Elles atteindront 11 degrés sur la Bretagne et 12 degrés sur la moitié sud-est du pays (13 à 15 degrés près de la Méditerranée).

Les températures maximales varieront de 13 à 16 degrés sur les côtes de la Manche et de la Bretagne à la Sud-Ouest et 21 à 25 degrés dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxime - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-1-1951 à 18 heures TU et le 1-2-1951 à 6 heures TU											
FRANCE				LUXEMBOURG.							
AJACCIO	24	13	C	TOULOUSE	25	11	C	MADRID.	23	9	N
BIARRITZ	21	15	C	POINTE-A-PITRE.	32	24	N	MARRAKECH.	25	16	C
				ÉTRANGER							
BORDAUX	25	16	C	ALGER	23	12	C	MEXICO.	29	15	D
BRESCIA	16	9	C	AMSTERDAM.	14	8	C	MONTREAL.	20	12	D
BREST	15	9	C	ATHENS.	23	12	C	MOSCOW.	20	12	C
CADIX	12	9	C	BANGKOK.	21	12	N	NAIROBI.	26	16	C
CHARENTAIS	26	13	C	BARCELONE.	21	12	N	NEW DELHI.	28	21	D
CLERMONT-F.	26	12	D	BERGSLADE.	22	11	N	NEW YORK.	25	16	C
DIJON.	26	12	D	BREIL.	24	11	C	OSLO.	14	9	C
GRENOBLE.	25	16	D	BREIL-ET.	17	8	C	PALMA DE MAJOR.	28	20	D
LILLE.	16	9	C	CHATELAIN.	17	8	C	PEKIN.	26	19	N
LIORRE.	25	15	C	CHATELON.	25	12	C	RIO-DE-JANEIRO.	26	20	N
LYON.	27	12	D	CHATELON.	25	12	C	ROMA.	26	19	N
MARSEILLE.	24	15	N	CHATELON.	24	11	C	SINGAPOUR.	30	25	D
MONTPELLIER.	24	10	D	CHATELON.	24	11	C	STOCKHOLM.	16	2	D
NANCY.	27	14	N	CHATELON.	24	11	C	SYDNEY.	21	12	C
NANTES.	27	14	N	CHATELON.	24	11	C	TOKYO.	20	17	C
NICE.	22	10	N	CHATELON.	24	11	C	TUNIS.	23	17	N
PARIS-MONTS.	23	9	C	CHATELON.	24	11	C	VARSOVIE.	18	8	N
PARIS-MONTS.	29	12	D	CHATELON.	24	11	C	VENISE.	22	14	D
PERDRE.	23	11	D	CHATELON.	24	11	C	VIGNY.	24	13	D
RENNES.	23	11	D	CHATELON.	24	11	C				
ST-ETIENNE.	26	11	D	CHATELON.	24	11	C				
STRASBOURG.	26	13	D	CHATELON.	24	11	C				
				LOS ANGELES.				VINDON.			
A	B	C	D	N	O	P	T	*			
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRÈ GEORGÈS

IMAGES

Voyage au centre de la vie

A LLO, bonjour madame. Vous embrayons sont très beaux. On vous les transfère demain. » La vie pour être extraordinaire. Et les images exceptionnelles. Le reportage de Jocelyne Saab, diffusé jeudi soir dans Envoyé Spécial, à l'heure où le télévisé bête plutôt qu'elle ne montre et explique, était tout simplement remarquable. Sujet retenu, la fécondation in vitro, d'après la tite chroï, in vitro.

Pour ceux qui l'aurent vu, fiction des mots, bébé-épruvette, implantation d'embryons, sers devenue, par la grâce d'images parfaites, d'une qualité obscure, une réalité inoubliable, une sorte de voyage extraordi-

naire, à la Jules Verne, au centre de la vie. Ce film était tout sauf médical. Il n'avait pour but que d'expliquer comment des médecins, fous de fabriquer la vie, maîtrisent un instant, le temps de combourner les obstacles et de lui donner une chance.

Les spécialistes, dans leur accoutumance à une procédure devenue presque banale depuis qu'en 1978 Louise Brown en fut la première réussite, pourraient se dire que ce film est démodé. Mais c'est que jamais, aussi nettement on n'avait vu une caméra saisir ainsi la vie.

D'abord ce fut comme un film d'anticipation. Seul que ce n'était pas de l'anticipation. La fibre optique reliée à une caméra

ministère et s'éclairent à la lueur d'une lumière froide sit son chemin dans un corps féminin. Il s'agissait de pratiquer une sorte de reconnaissance générale. Dit comme cela, l'aventure paraît banale. Mais ce voyage fut incroyablement de qualité technique. Avec contrôle sur écran et commentaire, « nous arrivons au foie : la hauteur du diaphragme ; cœur à 5 mm, cœur à 3 mm, cœur à 2 mm, cœur à 1 mm et nous y étions tous affectuement ».

Puis il y eut la suite. Le prélèvement, pour l'homme, de sperme, une masturbation gérée, dans un local, avec pour adjutant quelques revues coquines. Le prélèvement sur les ovaires de la femme d'ovocytes. Et der-

rière le médecin, le docteur Gilbert Serrot, manipulant une aiguille à ponction, les assistants annonçant, d'une voix de check-list : « quatre ovocytes, premier tube ; six ovocytes, deuxième tube... »

En images toujours, le « mariage » sous microscope des spermatozoïdes et des ovocytes jusqu'à la constitution de l'embryon et les premières divisions cellulaires. En images encore les contrôles de l'opérateur sur les embryons. « *Oh, il est beau celui-là.* » En images enfin, les transplantations dans l'utérus. La technologie venait de passer le relais au cocon.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◀ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 1^{er} juin

TF 1	
20.50	Variétés : Surprise sur prise.
22.30	Bandes annonces.
22.50	Magazine : Ushuaïa.
23.50	Magazine : Formule sport.
0.50	Journal et Météo.
1.15	Variétés : Samedi après minuit.
A 2	
20.30	Sport : Rugby.
22.10	Magazine : Bouillon de culture.
23.45	Sport : Meilleurs choisis.

0.35 Journal et Météo.
0.55 Série : Médecins de nuit.
2.00 Magnétosport : Football.

FR 3

De 20.00 à 0.05 La SEPT
0.05 Série rose : La Lotus d'or.
0.35 Magazine :
L'Heure du golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :
Les Briseurs de rêves.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Les Superstars du catch.

0.00 Cinéma : Miami Spice.
1.15 Cinéma :
 Johnny Balie Gueule. ■

LA 5

20.50 Divertissement :
 Grain de folie.
22.35 Magazine :
 A tort et à raison.
23.50 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Super papa.
22.15 Météo des plages.
22.20 Téléfilm :
 Des voix dans la nuit.

23.55 Six minutes d'Informations.
0.00 Musique : Rapline.
0.50 Boulevard des Clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.05 Histoire parallèle.
21.00 Soirée spéciale animation.
22.30 Soir 3.
22.50 Soirée spéciale animation (suite).
0.00 Opéra Xénos.

Dimanche 2 juin

TF 1

13.20 **Série : Hooker.**
14.15 **Série : Rick Hunter, inspecteur choc (redif.).**
15.10 **Série : Columbo (redif.).**
16.20 **Diversissement : Vidéo gag.**
16.55 **Disney Parade.**
18.15 **Magazine : Téléfoot.**
19.05 **Magazine : 7 sur 7, invité : Michel Delbecq.**
20.00 **Journel, Tiercé, Météo et Tapis vert.**
20.45 **Cinéma : Passeur d'hommes. □**
22.30 **Magazine : Ciné dimanche.**
22.35 **Cinéma : Paulette, la pauvre petite milliardaire. □**
0.15 **Journel et Météo.**
1.05 **Concert : Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine.**

A 2

13.25 **Série : Mac Gyver (redif.).**
14.15 **Sport : Tennis, Roland-Gerros 1991, en direct et en Eurovision.**

	Film américain de Robert Mulligan (1968). Avec Whoopi Goldberg, Michael Ontkean, Keith Carradine.
	<i>En clair jusqu'à 20.00</i>
19.40	Flash d'informations.
19.50	Sport : Football Derby de la Coupe de France : Marseille-Rouge.
22.10	Flash d'informations.
22.15	L'Enquête du dimanche. Football : Athlético : Valley- ball : Basket.
1.00	Série : La Moutrie 2. ■ Film américain de Chris Walas (1989).
	LA 5
13.20	Dessin animé : Show Bug's Bunny.
13.45	Dessin animé : Bosco.
14.15	Cirque.
14.45	Série : La Famille des collines.
15.35	Série : L'homme qui valait 3 milliards.
16.20	Tiercé à Chantilly.
17.00	Série : Happy Days.
17.30	Série : Lou Grant.
18.20	Série : L'Enfer du devoir.
19.10	Journal.
19.25	Journal des courses.

19.30	Magazine : Le Club F1.
22.15	Magazine : Reporters. De Perle de Carola. L'amour sur ordonnance.
23.15	Magazine : Top chrono. Retour du Grand Prix de Formule 1 de Montréal.
0.00	Journal de la nuit.
<hr/>	
M 6	
13.55	Série : Daktari.
14.45	Variétés : Ouvert le dimanche.
16.20	Série : Vic Daniels. fic à Los Angeles.
16.50	Série : L'homme de fer.
17.40	Série : Supercopier.
18.30	Série : Les Routes du paradis.
19.25	Magazine : Culture pub.
19.54	Ses minutes d'informations.
20.00	Série : Ma sorcière bien-aimée.
20.30	Magazine : Sport 6 (à 0.00).
20.40	Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.
22.15	Météo des plages.
22.20	Informations : M 6 express.
22.25	Capital.

22.40 **Cinéma : Les Fantômes**
de miss Jones. □

0.00 **Six minutes**
d'informations.

0.05 **Sport 6 (redif.).**

2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

15.15 **Danse :**
Dance of darkness.

16.15 **Documentaire :**
Les Heures chaudes
de Montparnasse.

17.10 **Téléfilm**
L'Avvertimento.

19.00 **Documentaire : Livre.**
La lettre jamais écrite.

20.00 **Magazine :**
LA SEPT et le Monde.

20.30 **Cinéma :**
Twist and Shout. ■■
Film d'essai de Billie August
(1984).

22.10 **Court métrage :**
On est toujours
trop bonne.

22.30 **Cinéma :**
Pastus de vaches. ■■
Film français de Patrice
Mazny (1988).

23.50 **Court métrage :**
Du côté de la côte.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5532

HORIZONTALEMENT

I II Il y est en plein le placard. Un gars
 qui peut faire effectuer tout en fumant
 comme un ong. Accordés comme d
 mers. En Normandie.
 Un fief protestant. - V. Cui e plus de
 leur que d'épaisseur.
 Peuvent être s'entend
 III les deux sont
 IV petit. - VI. Une pro
 vince de Chine. Tient
 la boueille. Peut être
 une réponse à la
 question. - VII. Insti
 tute la garde nationale.
 Usage. - VIII. Saint
 IX. Le feu. Succès
 selon de numéros.
 Pour friter. - IX. On
 peut y trouver le bu
 ffer. Fait des observa
 tions. - X. Conjonc

B

dans l'espace. Oit à un smi. - 9. N'est devenu garant avec le progrès. Rougit facilement quand oit est blanche. Peut être une collection de briques. - 10. Situation empressée. - 11. Eut étendu. un royaume éphémère. Paresseux. - 12. Cri de celui qui est alléché. Quand il est mince, n'est évidemment pas un petit boulot. - 13. A la deuxième, on commence à savonner. Appare. - 14. Peut servir pour faire des filets. Dans l'Orme. Faisons un assortiment de couleurs. - 15. Bon à cueillir. Qui e circulé. Devenues incapables de réfléchir.

Solution du problème n° 5531

Horizontalement

I. Fondeur. - II. Outrage. -
III. Rameuse. - IV. Fis. Didon. -
V. Or. Cadent. - VI. Insérer. -
VII. Ivre. Ré. - VIII. Larme. Dé. -
IX. Eire. Ur. - X. Egede. Aso. -
XI. Rôle. Muet.

Verticalement

1. Ferfouiller. - 2. Air. Va. Go (jeu). - 3. Noms. Irréel. - 4. Due. Cnévide. - 5. Etudes. Ere. - 6. Ursidéa. - 7. Raader. Au. - 8. Onéreuse. - 8. Peintre. Rot.

GUY BROUTY

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

CARNET DU Monde

Naissances

Mariage-AMÉLIE ROEHRICH
et
Laurent HAY
ont la joie de faire part de la naissance de

Jean-Baptiste

le 1^{er} mai 1991.

6, rue Léopold-Robert,
75014 Paris.

Mariages

On nous prie de faire part du mariage de

Francine DUCHÊNE

et

Jean-Paul MONGIAT,

le 1^{er} juin 1991, à 15 h 30, en l'église
Sainte-Marie-des-Fortifications, 30, avenue
Félix-Fauré, Nanterre.

1, boulevard du Couchant,
92000 Nanterre.

Serge DULUD

et

Christine NIXON,

font part de leur mariage, le 1^{er} juin
1991, à 15 h 30, à la mairie de Malakoff.

Mariage-AMÉLIE ROEHRICH

et

Jean-Marc BERLIOUX,

sont heureux de faire part de leur
mariage, le 1^{er} juin 1991.

23, rue des Francs-Bourgeois,
75004 Paris.

Décès

Le Père provincial de la Compagnie
de Jésus en France,
Les Pères jésuites de la résidence,
20, rue Sala, à Lyon,
ont la peine de faire part du décès du

Père André CHARIGNON,

survenu le jeudi 30 mai 1991, à Lyon,
dans la quatre-vingt-dixième année de son âge.

La cérémonie religieuse a lieu ce
lundi 3 juin, à 14 heures, dans l'église
de la paroisse Saint-François-de-Sales,
11, rue Auguste-Comte, Lyon-2^e.

Père André CHARIGNON,

ancien directeur de l'AEEM.

Les obsèques ont lieu ce lundi 3 juin
1991, à 14 heures, en l'église Saint-
François-de-Sales, 11, rue Auguste-
Comte, Lyon-2^e.

6, quai Claude-Bernard,
69007 Lyon.

M^{me} Thérèse Clavreuil,
son épouse,
Jean et Bernard Clavreuil
et leurs épouses,
Anne-Marie Clavreuil,
son épouse,
Pierre Clavreuil,
Régis et Isabelle Hak,
Chantal et Alain Deryck,
Stéphane Clavreuil,
ses petits-enfants,
Madeleine Carr-Tannour,
sa sœur,
Suzanne Duchêne,
sa belle-sœur,
André Hak,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond CLAVREUIL,

libraire,

survenu le 30 mai, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
en l'église de Migé (Yonne), le 1^{er} juin
1991, à 11 heures.

4, rue de Courson,
89580 Migé.

24, rue Dauphine,
75006 Paris.

37, rue Saint-André-des-Arts,
75006 Paris.

19, rue de Tournon,
75006 Paris.

2, cité Bergère,
75009 Paris.

Le groupe Sucres et dentées
et sa filiale,
Le groupe Vital-Sogevindes,
Leurs directions,
Et tous leurs collaborateurs,
ont la tristesse de faire part de la dispa-
rition de

M. Roger COHEN-HADRIA,

président-directeur général
de Sogevindes,

décédé le 29 mai 1991.

Société Sogevindes,
11, avenue de Normandie,
94150 Rungis.

M^{me} Paul Denozière,
son épouse,
M^{me} Marie-Paule Keating,
M. et M^{me} François-Régis Gotti
et leur fille,
M. Luc Denozière,
M. et M^{me} Gilles Fromentin
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul DENOZIÈRE,

ingénieur général honoraire du GREP,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre national
du Mérite,
chevalier de l'ordre
des Palmes académiques,
commandeur de l'ordre
du Mérite agricole,

survenu le 28 mai 1991, à l'âge de qua-
tre-vingt-un ans.

Les obsèques religieuses auront lieu
le lundi 3 juin, à 10 h 30, en l'église
Saint-Germain-l'Auxerrois, place de
l'église, à Charentay-Malabry.

Ni fleurs ni couronnes.

8, domaine de Seignelay,
92290 Charentay-Malabry.

M^{me} Jean DRY,
Pascal et Guillaume DRY,
Georges et Gaspard DRY,
Les familles DRY, Guérin, Lassarat,
Léon, Morin,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean DRY,

chef de service à l'hôpital Rothschild,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 29 mai 1991.

Le service religieux sera célébré en
l'église réformée de l'Annonciation,
19, rue Cortambert, Paris-16^e, le mardi
4 juin, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Mozart,
75016 Paris.

Le président de l'université Pierre-
et-Marie-Curie et l'ensemble des per-
sonnels ont la profonde tristesse de
faire part du décès de

professeur Jean DRY,

ancien président de l'université,

survenu le 29 mai 1991.

Le service religieux aura lieu en
l'église réformée de l'Annonciation,
19, rue Cortambert, Paris-16^e, le mardi
4 juin, à 10 h 30.

(Le Monde du 31 mai.)

Simon ECLACHE,
ancien journaliste
à l'AFP (Brest),
ancien directeur des travaux
à l'inspection générale
des carrières de la Seine,

est décédé le 22 mai 1991.

Jeune Eclache,
son épouse,
Dominique Eclache,
sa fille,
Nathalie,
sa petite-fille,
Les familles Eclache, Delcourt,
Della, Passas, Gaudi, Sachet et Bout-
leux.

Il a fait don de son corps à la
science.

Messe célébrée à sa mémoire, à Gri-
guy (Essonne), Beauregard (Yvelines),
Curitiba (Brésil), Piner (Middlesex),
Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

(Il cherchait la lumière et la vérité ;
il les a trouvées.)

M^{me} Lise Fagnoni, née Reingold,
son épouse,
M^{me} le docteur Brigitte Fagnoni,
sa fille,
M. Jules Fagnoni, son père,
et M^{me} Jules Fagnoni,
M. le docteur et Jean Fagnoni,
son frère,
M^{me} Lucien Reingold,
sa belle-mère,
M. François Reingold, son beau-
frère,
et M^{me} François Reingold,
M^{me} Reingold, ses nièces,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques FAGNONI,

ancien avocat au barreau de Marseille,
ancien directeur juridique adjoint
du département juridique
de Mobil Oil français,

survenu accidentellement, le 19 mai
1991, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
en Eure-et-Loir, le 29 mai.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 4 juin, à 18 h 30, en
l'église Sainte-Marie des Batignolles,
77, place du Docteur-Félix-Lobigeois,
Paris-17^e.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

M^{me} Ghislaine François,
son épouse,
M. Pierre-Henri François,
son fils,
M. et M^{me} Georges et Ronda Hebert,
sa sœur et son beau-frère,
Les familles François, Hebert, Fonté,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles FRANÇOIS,

directeur des services fiscaux
du Pas-de-Calais,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 mai 1991, dans sa
soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Arras,
dans la plus stricte intimité.

55, rue de Douai,
62000 Arras.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. André COMBAUD,

directeur honoraire
de la Banque de l'Algérie,
ancien inspecteur de la Banque Worms,

survenu à son domicile, le 26 mai
1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

62, rue Talbot,
75009 Paris.

Lyon.

M. Bernard HUSSON,
M^{me} Collette Fourie-Nadeau,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Jackie Fournie,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Renée Crunel
et son fils,
M. Michel Niederhauser
et ses enfants,
Le docteur et M^{me} Jacques Blum,
M^{me} Yvonne Rivaton,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu à l'âge de soixante-dix-neuf
ans, de

M^{me} Albert HUSSON,

né Constant Bernard.

Les obsèques seront célébrées en
l'église Saint-Paul, Lyon-3^e, le lundi
3 juin, à 10 h 45.

Condolences sur registre.

Et rappellent à votre souvenir son
époux

M. Albert HUSSON,

auteur dramatique,

décédé le 16 décembre 1978.

M. et M^{me} Gérard Desours,
Jeanne Gataud et Alexandre Bonnier,
ses enfants,
Noah, Angèle, Jean et Odile,
ses petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Madame MARIE PRÉ,

née Denise Jour,

de son nom d'artiste Denise Gataud,

survenu à Paris, le 30 mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Saint-Germain-des-Près le lundi
3 juin à 16 heures.

66, rue d'Assas,
75006 Paris.

9, rue Mazzarino,
75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Renouvellement : 40-65-28-94

Tarif : la ligne H.T.

Tout les rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

Thèses étudiants : 50 F

PHILATÉLIE

Flammes : couronnes à double cercle

Début avril sont apparues les
premières oblitérations postales
mécaniques comportant une cou-
ronne composée d'un double cer-
cle. Jusque-là, les oblitérations
mécaniques comportaient une cou-
ronne simple cercle avec, au
milieu, un bloc dateur indiquant
heure, date et année de la levée,
rédigées sur trois lignes. Cette cou-
ronne étant apposée sur le timbre ;
sa seconde composante de cette
oblitération, la flamme, illustrée

ble cercle, couronne d'un diamètre
passant de 24 à 27 millimètres,
date et heure de la levée rédigées
sur une seule ligne, avec dispen-
sation des quarts et demi-heures. Le
cachet fut d'autant moins fort que
la date sous cadre de la flamme
semble parfois disparaître (Fé-
en-Tardoneis, par exemple) et que
des problèmes d'encrage affectent
la lisibilité de cette ligne.

Cette réforme s'applique à un
retour aux origines puisque les
premières flammes illustrées
étaient accolées à une couronne
double cercle (drapeau, Paris,
1898).

Premier département touché, la
Haute-Loire (Le Chambon-sur-Li-
gnon, dès le 2 avril). Ont suivi
Brioude, Brives-Charensat (43) ;
Bouan RP (25) ; Fère-en-Tar-
nois, Bohain-en-Vermandois, Rie-
mont, Vervins, Bruyères-et-Mont-
bérault, Crouy (02) ; Aubière (63) ;
Saint-Léonard (86), où a été mise
en service la première flamme ori-
ginale, avec double cercle, le
6 mai, parmi les près de quatre-
vingt-dix bureaux de poste équipés
à la fin mai. Les « flammistes »
auront à cœur de ne manquer
aucune de ces nouvelles marques
postales.

PIERRE JULIEN



De haut en bas : nouvelle obli-
tération à double couronne ;
modèle précédent encore en
service : ancienne (dés. 1898).

ou non, était imprimée à la
gauche du timbre collé dans le
coin droit de l'enveloppe.

Or, la Poste a signé un contrat
avec la Société d'études et de
construction d'appareils de préci-
sion (SECAF) pour le remplace-
ment de près de sept cents
machines à oblitérer. Avec pour
conséquence des modifications
dans le graphisme des
oblitérations : apparition du dou-

Rubrique réalisée
par la rédaction
du Monde des philatélistes
5, rue Antoine-Bonville 75015 Paris
Tél. : (1) 40-65-29-27
Spécimens reçus sur demande
contre 15 F en timbres

En filigrane

Le Monde des philaté-
listes de juin. - Loup, renard,
coyotte, chacal, otocyon... les
canidés sauvages font la cou-
verture du Monde des philaté-
listes de juin, auxquels de nom-
breuses administrations
postales du monde entier ont
consacré des timbres. L'Union
soviétique confrontée aux
revendications, en particulier,
des pays Baltes, reconnaît les
timbres-posta émis depuis un
an par la Lituanie. Un événe-
ment traité dans un dossier de
six pages. Autres sujets de ce
numéro : une étude sur le Port
de La Rochelle ; la Société des
amis du Musée de la poste de
Paris, ainsi que les nombreuses
rubriques habituelles (le Monde
des philatélistes, 88 pages, en
vente au kiosque, 23 F).

Ventes. - Vente aux
enchères, le vendredi 7 juin à
Paris-Richelieu-Drouot, de plus
de trois cents lots (étude
Juthau, expert R. Goebel). Au
catalogue, une étonnante col-
lection de lettres « Valentine »
ainsi qu'une intéressante sélec-
tion de classiques de France.

Vente sur offres Brych
(31, boulevard des Moulins,
Monte-Carlo. Tél. :

93-50-52-62) clôturée le
12 juin. Au catalogue, plus de
deux mille lots dont classiques
de France (n° 7c varvella,
départ 50 000 F), coloniales,
autre-mer.

Manifestations. - Bureau
de poste temporaire, le 3 juin à
l'Hôtel de la Monnaie, 11, quai
Conti, Paris-VI pour l'insaugu-
ration de la statue de Condorcet,
œuvre de J. Perrin en 1892 et
détruite par l'occupant en
1942.

Centième anniversaire de la
société de pêche La Truite à
Morat-sur-Loing (77), les 1^{er} et
2, puis 8 et 9 juin, avec expo-
sition philatélique et, le 1^{er} juin
seulement, bureau de poste
temporaire, salle Marquis de
Rois (souvenirs philatéliques :
R. Bretonnet, 15, rue Montré-
nard, 77250 Morat-sur-Loing).

A Caen (14), le 6 juin, au
mémorial « Un musée pour la
paix », inauguration de la galerie
des Nobel de la paix, avec
bureau de poste temporaire
(souvenirs philatéliques :
Mémorial, esplanade Eisenho-
wer, BP 6261, 14086 Caen
Cedex. Tél. : 31-06-06-44).

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Dimanche 2 juin
Drouot-Richelieu, 11 heures et
15 heures : tableaux contempo-
rains.

ILE-DE-FRANCE
Dimanche 2 juin
Chateau, 14 heures : mobilier,
tableaux ; La Varenne-Saint-Hi-
laire, 14 h 30 : tableaux et sculp-
tures modernes ; Nogent-sur-
Marne, 15 heures : livres, instru-
ments scientifiques.

PLUS LOIN
Dimanche 2 juin
Arles, 14 heures : tableaux
modernes ; Arzac, 14 h 30 :
livres ; Desvres, 15 heures :
tableaux modernes, objets d'art ;
Troyes, 14 heures : jeux, jouets.

Douai, 14 h 15 : archéologie, arts
primitifs ; Evreux, 14 heures :
tableaux modernes, mobilier ;
Moutanban, 14 h 30 : mobilier,
bibliothèque ; Pontoivy, 14 heures :
mobilier, objets d'art ; Reven,
14 h 15 : tableaux modernes,
mobilier ; Soissons, 10 h 30 et
14 h 30 : mobilier, objets d'art ;
Troyes, 14 heures : jeux, jouets.

FOIRES ET SALONS
Paris Bois de Vincennes, Paris
(mairie du 3^e arrdt), Meyrignac,
Pallages (71), Versailles, Nice,
Bercy, Tournus, Lorient (samedi
sculpture), Châtillon (samedi scu-
lpture).

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion
et langues des affaires
matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A.

Librairie Universitaire

ÉCONOMIE

BILLET

Sonnette d'alarme européenne

La construction européenne repose, on le sait, sur « la convergence » des économies des Douze. Leur inflation, leurs déficits, leur politique fiscale, etc., doivent se rapprocher suffisamment pour qu'au moment choisi, les pays puissent s'unir naturellement, en commençant par l'adoption d'une seule monnaie (union économique et monétaire ou UEM). Telle est « la stratégie Delors ».

On le sait aussi : les réticences des uns et des autres sont nombreuses. Tout en suivant le convoi, les Britanniques refusent le but parce qu'ils ne veulent pas perdre de leur souveraineté et d'abord leur pouvoir monétaire. Les pays les moins riches (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne) réclament que l'union s'accompagne d'une redistribution des richesses au travers de « politiques structurelles » qui leur soient favorables. La France souhaite que Bruxelles ne s'en tienne pas à une union monétaire mais avance parallèlement vers une Europe sociale et, M^{me} Cresson enjoint, vers une Europe industrielle.

Ce qui est plus neuf – et très ennuyeux – est le dérive par rapport au fondement même de la stratégie Delors : « la convergence » des économies. Selon le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, les progrès en la matière « semblent s'être arrêtés, voire inversés ». M. Poehl cite les résultats d'une enquête confidentielle préparée pour le comité des gouverneurs de banques centrales (voir par ailleurs les autres déclarations de M. Poehl du jeudi 30 mai à Londres sur l'UEM). Selon cette étude, les taux d'inflation mettraient au moins trois ou quatre ans avant de se rapprocher au sein de la Communauté européenne, rendant difficile la poursuite des progrès vers l'UEM et en particulier la création du Système européen de banques centrales (Eurofed) en 1994.

Si ses conclusions sont justes, l'enquête tire une sonnette d'alarme. La chute du mur de Berlin, et plus encore le ralentissement de la croissance économique mondiale ont perturbé gravement la marche et ont fait dériver certains pays. Il est « clair que depuis un an » c'est plutôt à une divergence des économies des Douze que l'on a assisté, a reconnu dès vendredi M. Henning Christophersen, vice-président de la Commission. L'inflation et les déficits glissent en Allemagne, mais l'Italie est aussi visée par les reproches tant la classe politique y diffère la « rigueur » nécessaire. Bruxelles souhaite vivement que des dates et des contraintes soient fermement fixées pour baliser la route. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, en juin, à Luxembourg, devrait en être l'occasion.

ÉRIC LE BOUCHER

Les Douze rejettent une gestion centralisée en cas de crise pétrolière

Sous l'influence de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, les ministres de l'énergie des Douze ont rejeté vendredi 31 mai à Bruxelles l'idée d'une gestion européenne centralisée en cas de nouvelle crise pétrolière. Les Douze ont simplement convenu de la nécessité de renforcer leur coordination au sein de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) installée à Paris.

En cas de menace sur l'approvisionnement pétrolier de la CEE, la Commission demandait le droit d'indiquer aux Douze les mesures d'urgence à prendre (réduction de la consommation par exemple) et

Paris sans métro et avec embouteillages

Les métros et les bus étaient rares à Paris, vendredi 31 mai, en raison du mot d'ordre de grève lancé par six syndicats de la RATP pour obtenir une meilleure sécurité, des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail. Six lignes de métro seulement fonctionnaient, dans des proportions oscillant entre 10 % et 50 %.

La ligne A du RER a dû être fermée pour des raisons de sécurité. Les bus circulaient à 40 %.

Six heures du matin : la file s'allonge à la station de taxis de l'avenue de Villiers. Des « amateurs » qui ne respectent pas d'ordre d'arrivée et qui se ruent sur les rares taxis en s'agitant au milieu de la chaussée tels des sémaphores. Ils sont incapables de distinguer une voiture libre d'une autre occupée. Ils offrent sans vergogne 250 francs pour se rendre à l'aéroport d'Orly au chauffeur épuisé qui ne pense qu'à son lit en banlieue nord. Ils supplient, ils trépident.

Sept heures : on compte déjà vingt kilomètres de bouchons sur l'autoroute du nord et trente sur celle du sud, depuis Evry. La voie Pompidou est un peu chargée, mais on roule bien à la Concorde. Cette fluidité ne saurait durer : la CGT va faire démarquer le premier de ses défilés à Bercy. Le La Police de service à la Préfecture de police conseille aux automobilistes de ne pas se servir de leur véhicule aujourd'hui en raison de... etc.

Huit heures : devant les plans de Paris s'échafaudent de savantes stratégies pour parvenir à destination. Ce voyageur a plutôt de la chance. Il a quitté Nation après avoir attendu une rame une demi-heure. Serré comme harçonné en cage, il est parvenu à Denfert-Rochereau, où il découvre avec plaisir que deux trains sur trois circulent. Il sera presque à l'heure pour la réunion de 9 heures, à Bourg-la-Reine, qu'il avait prise la précaution d'annuler. Au guichet, la dame de la RATP distribue gentiment plus de conseils que de tickets. A une jeune Noire : « Pour la porte d'Orléans, il n'y a que vos jambes ! Prenez la grande avenue à gauche. » A un jeune gris : « Pour Robinson ? Pas un train. Désolé. A une jeune casquée avec béquille : « La gare Montparnasse ? A droite, à gauche et encore à droite. C'est loin... »

Neuf heures : le dépôt de bus de Le Brun (dans le treizième) est en grève à 75 %. Toutes tendances

Les grèves dans les transports

D'autre part, il se confirme que les syndicats de cheminots, qui avaient déposé des préavis de grève à partir du 1^{er} juin, y renoncent, car ils ont obtenu de la direction des améliorations techniques du projet de réforme de la grille des rémunérations, ainsi qu'une augmentation de 10 % de l'enveloppe qui y sera consacrée, soit 990 millions de francs par an au lieu de 900 millions.

Les syndicats confondus, les machinistes ont croisé les bras « d'abord pour la sécurité ». Un copain s'est fait agressé avant-hier à la gare de Lyon, alors, il y en a assez. « La direction supprime des voitures. Les usagers ne sont pas contents d'attendre plus longtemps le bus. Ils deviennent agressifs. C'est normal, »



Nous, c'est pareil. Avec treize heures d'ampleur de travail, nous sommes moins patients. Nous ne voulons plus être protégés par les gars du GIPR, le service de sécurité de la maison. Ce n'est pas à des gars de chez nous de faire la police. Vous les avez avec leur tenue de combat ? Ils font peur. Nous voulons que ce soit la police nationale qui assure la sécurité du réseau.

Dix heures : on signale un petit mieux sur le boulevard périphérique où les « bouchons » se sont réduits de vingt-huit à vingt kilomètres. En revanche, la situation

frustrée qui croient encore à la bagnole ! Les cyclistes aussi se multiplient. Il y en a même un qui s'élance entre les véhicules en criant à tue-tête : « On est malheureux ! On est malheureux ! » Et pourtant, l'avance, lui !

Dix-huit heures : les tribulations des Parisiens et des banlieusards s'aggravent. Les lignes de métro restantes ferment les uns après les autres. Les portes de Paris sont apocalyptiques. Il n'y a que la ligne B du RER qui fonctionne presque normalement.

Al. F.

427 kilomètres de voies nouvelles entre Hambourg et Munich

L'Allemagne inaugure son réseau ferroviaire à grande vitesse

Le président de la République allemande, M. Richard von Weizsäcker, a inauguré, le 29 mai à Kassel, le train à grande vitesse Intercity Express (ICE) qui reliera, à partir du 2 juin, Hambourg à Munich.

Cela fait dix-huit ans que la Deutsche Bundesbahn entend se doter d'un réseau à grande vitesse. La première ligne à entrer en service est celle qui dessert Hambourg, Hanovre, Fulda, Frankfurt, Mannheim, Stuttgart, Augsburg et Munich. Elle a nécessité la construction de 427 kilomètres de voies nouvelles (Hanovre-Wurtzbourg et Mannheim-Stuttgart) où l'ICE peut rouler à 250 km/heure et même réaliser des pointes à 280 km/heure. Un millier de kilomètres de voies existantes ont été modernisées pour autoriser une vitesse commerciale de 200 km/heure. Grâce à ces accélérations, l'ICE reliera Hambourg à Frankfurt en 3 heures 35 minutes au lieu de 4 heures 37 minutes avec les trains classiques.

En 1992, l'ICE reliera Hambourg à Munich via Wurtzbourg. La première relation internationale sera réalisée en 1993 entre Hambourg, Frankfurt, Mannheim, Bâle et Zurich. A terme, soixante rames permettront d'assurer sur ces trois lignes une cadence d'un train à l'heure. Les infrastructures nouvelles ont coûté 16 milliards de marks (5,4 milliards de francs), soit l'équivalent des trois quarts de l'enveloppe du tunnel sous la Manche.

Un confort de salon

Le matériel roulant de base, proposé par deux usines à moteur asynchrone, est une rame de quatorze voitures d'une capacité de 579 voyageurs et d'un prix unitaire de 30 millions de marks (170 millions de francs). Il présente deux caractéristiques. Il est d'abord étanchéisé pour éviter aux trompes d'Estuaire des voyageurs l'onde de choc du franchissement des nombreux tunnels que comporte la ligne nouvelle. Ensuite, il s'agit de voitures extrêmement confortables où l'on n'a pas besoin

sur l'espace, en seconde classe comme en première. Moquette épaisse, canaux musicaux équipés d'un télécopieur et de machines à écrire, cabines téléphoniques pouvant être appelées de l'extérieur : chargé de séduire des automobilistes allemands habitués au confort des Mercedes et aux autoroutes sans péage, l'ICE devait apparaître comme un véritable salon.

En France, on a trop tendance à mépriser l'ICE, qui a été battu par le TGV deux fois à l'exportation, en Espagne et au Texas. On se plaît à souligner qu'il est moins vélocé de 30 km/heure en vitesse de croisière et de 109 km/heure en vitesse de pointe, qu'il arrive dix ans après l'ouverture de la ligne Paris-Lyon, que sa voie coûte trois fois plus cher au kilomètre et sa place assise 20 % de plus que celle du TGV.

Deux logiques

Ces chiffres sont exacts, mais il ne prennent pas en compte les exigences qui étaient celles de l'ICE. L'Allemagne a choisi de faire rouler sur ses voies à grande vitesse les trains de marchandises. D'autre part, la combativité des « Verts » excluait des travaux trop destructeurs dans les forêts et aux abords des villes. Ces raisons techniques et politiques expliquent la multiplication des tunnels, qui ont considérablement renchéri le coût des infrastructures et allongé la durée de leur construction. D'autre part, la répartition de la population n'est pas identique en France et en Allemagne, où la décentralisation est une réalité. L'ICE doit s'arrêter souvent pour prendre une clientèle plus dispersée. La vitesse pure lui est moins nécessaire que la puissance afin de lui permettre de redémarquer efficacement.

Les deux logiques différentes, française et allemande, promettent de belles empoignées en Australie, à Taiwan, en Corée, voire en Californie, où l'on souhaite accéder à la haute vitesse ferroviaire.

ALAIN FAUJAS

Un entretien avec le ministre iranien du pétrole

« Nous sommes au début d'un long processus de compréhension réciproque entre pays producteurs et consommateurs »,

nous déclare M. Gholamreza Agazadeh

Symbole de la nouvelle volonté d'ouverture internationale de l'Iran, la conférence sur les perspectives de coopération internationale dans les années 90, organisée à Ispahan du 25 au 27 mai par le gouvernement iranien, a recueilli un succès mitigé auprès des pays consommateurs. Alors que douze pays producteurs, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, ont exprimé par le vote de leurs ministres respectifs leur soutien à l'initiative iranienne, aucun des ministres invités parmi les consommateurs – norvégien, soviétique, sud-coréen, français – n'a assisté personnellement à ce forum, qui

réunissait pourtant un nombre exceptionnel de représentants du monde pétrolier international. A quelques nuances près, tous les participants ont appelé de leurs vœux une coopération internationale afin de stabiliser le marché pétrolier et d'éviter la répétition des chocs passés. Comme l'empêche ci-dessous M. Gholamreza Agazadeh, ministre iranien du pétrole, cette conférence a concrétisé la nouvelle alliance au sein de l'OPEP entre l'Iran et les pétromonarchies du Golfe, jadis hostiles, et jeté les bases d'une coopération régionale de plus en plus poussée. En ce qui concerne la coopération interna-

tionale et le dialogue producteurs-consommateurs, elle n'a été toutefois qu'un coup d'envoi, dont les conséquences seront mieux appréciées lors de la conférence organisée à Paris les 1^{er} et 2 juillet prochain à l'initiative de la France et du Venezuela. Le ministre iranien souligne aussi dans cet entretien la priorité donnée désormais par l'Iran au développement économique. Assurant que la République islamique allait signer des accords d'exploration-production avec les compagnies étrangères, il confirme la volonté d'ouverture nouvelle du pays.

ISPAHAN

de notre envoyée spéciale

« Vous avez organisé à Ispahan la première conférence internationale appelée clairement une coopération multilatérale en matière d'énergie. Etes-vous satisfaits des résultats ? »

« Je crois sincèrement que les crises pétrolières des deux dernières décennies n'ont bénéficié à personne. Les producteurs ont semblé gagner à certains moments, les consommateurs à d'autres, mais, globalement, elles ont été préjudiciables aux deux parties. »

Nous devons tous essayer d'éparquiser aux années 90 la répétition de ces crises. Si nous y parvenons, ce sera un grand succès.

« Je vois trois points positifs à l'issue de cette conférence et le premier concerne l'OPEP. Les pays membres doivent réaliser la nécessité de faire régner l'unité et la sincérité dans leurs rangs et tenter d'améliorer les conditions de fonctionnement par rapport au passé. Le fait qu'un aussi grand nombre de ministres de l'OPEP aient assisté à cette conférence me semble très encourageant. »

« Le second point concerne le golfe Persique. Pratiquement tous les pays de la région étaient représentés. Cette conférence a créé une bonne base de coopération régionale, ce qui est particulièrement important après la dernière guerre du Golfe. »

« Dernier point positif : la présence de nombreux Iraniens et d'étrangers qui n'étaient pas venus en Iran depuis dix ans. Elle est significative de leur intérêt, comme de notre volonté de les laisser revenir et effectuer des visites partout où ils le souhaitent. C'étaient mes objectifs en organisant cette conférence et, de ce point de vue, c'est un succès. Cette affluence sans précédent dans l'histoire de l'OPEP et les conversations que j'ai eues avec les ministres présents me laissent penser que le climat au sein de l'organisation en ressort nettement amélioré et que cette conférence a accru les chances de dialogue. Cela

dit, les réactions de tous ces participants restent à surveiller. C'est à ce dire ce qu'ils en pensent. »

« Si tout le monde, à quelque rang qu'il soit, a semblé d'accord sur la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine pétrolier, les points concrets d'application restent vagues. Comme l'a souligné l'un des orateurs, peut-on réellement engager un dialogue sans impliquer les Etats-Unis et sans aborder le sujet des prix du pétrole ? Quels sont les domaines prioritaires dans lesquels une coopération internationale vous semble possible ? »

« Nous ne sommes qu'au début d'un long processus. Il reste à voir comment nos objectifs seront atteints. Plusieurs chances prochaines nous permettront d'étudier les réactions internationales : d'abord la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie en juin, puis la conférence de l'OPEP, et enfin en juillet la conférence organisée à Paris par le Venezuela et la France. Nous verrons alors si le dialogue est pris au sérieux. Jusqu'ici la réaction des Européens est grasse modo positive, celle des Américains plutôt négative. Mais je crois que si des intérêts sérieux sont en jeu, les Américains réviseront leur position. »

« D'ores et déjà l'échange d'informations, les investissements, les transferts de technologie constituent des bases de coopération

possibles. Nous pourrions de cette manière conclure des accords concernant la production. En ce qui concerne les prix du pétrole, nous devons avoir plus d'échanges de vues, car nous ne connaissons pas la position de nos partenaires. Ce problème nécessite des études de fond afin de mesurer les enjeux actuels. Mais nous devons tendre dans cette direction. Le paramètre le plus important me paraît être la compréhension réciproque. Nous avons beaucoup d'intérêts communs et cela prépare le terrain pour une coopération efficace. »

« Que pensez-vous de l'initiative prise par la France et le Venezuela d'organiser les 1^{er} et 2 juillet prochain une conférence à Paris réunissant des producteurs et des consommateurs ? »

« Je pense que la conférence de Paris sera l'étape suivante du processus engagé aujourd'hui. J'y attache une grande importance car elle clarifiera l'avenir. De nombreux pays participeront à cette conférence et cela en soi montrera si les bases d'une coopération existent. De deux choses l'une : soit l'impact sera positif et l'on pourra suivre sérieusement les progrès accomplis, soit le réponse sera plutôt négative, dans ce cas, il y aura pas d'ouverture. »

« L'Iran est-il prêt à ouvrir son domaine minier aux compagnies occidentales d'une manière ou d'une autre ? »

« Nous négocions actuellement avec plusieurs compagnies interna-

tionales dans le domaine pétrolier et gazier. Nous avons proposé des formules qui ont des implications très sérieuses. Lorsque les contrats seront conclus, les moyens de coopération seront clarifiés auprès des compagnies. Compte tenu de nos lois, nous devons trouver des méthodes appropriées et équitables pour bâtir des sociétés communes et poursuivre le dialogue. »

« L'Iran prône aujourd'hui l'ouverture et la coopération internationale. C'est un changement d'attitude profond. Comment l'expliquez-vous ? »

« La guerre imposée par l'Irak a longtemps bloqué nos projets de développement économique. Maintenant que cette guerre est finie, le terrain est prêt pour le progrès et l'expansion de nos industries. En conséquence, nous avons réévalué nos projets. »

« Le président, M. Hachemi Rafsanjani, a des plans concrets dans l'économie, la politique de développement du pays et d'autres domaines. Au fur et à mesure que le temps passera, leurs conséquences apparaîtront de plus en plus clairement pour l'Iran et l'ensemble du monde. L'espère que de nouveaux échanges d'informations comme ceux que nous avons eus à Ispahan permettront de clarifier nos positions à l'avenir. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

ÉCONOMIE

CEE
Les déclarations de M. Lamont lors d'une conférence monétaire à Londres

Les Britanniques restent fermement opposés à la monnaie unique européenne

La Grande-Bretagne demeure fermement opposée à l'introduction d'une monnaie unique européenne et maintient son idée de création d'un écu lourd, circulant parallèlement aux devises des Douze. Dans un discours aux concessions, prononcé le 30 mai lors d'une conférence organisée par l'Association pour l'union monétaire de l'Europe, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a fustigé la fixation d'un taux de change avec une monnaie unique, l'établissement d'une banque centrale et la construction d'une Europe sociale.

LONDRES

(Correspondance)

Enfonçant le clou, bien dans le style élitiste de rigueur à Londres depuis l'arrivée au pouvoir de M. John Major, M. Lamont a souligné l'aspect « évolutif et guidé par les lois du marché » de l'approche britannique sur la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire (UEM). Pas question de renoncer à l'initiative britannique pour l'écu lourd, saluait de récoherence la monnaie unique européenne prévue par la troisième étape du plan Delors. Le grand

argentier s'est félicité que plusieurs pays, comme l'Espagne et l'Allemagne, aient montré des signes d'intérêt à l'égard de cette proposition du *Treasury* d'une troisième monnaie circulant parallèlement aux devises nationales.

« Il existe tant de difficultés pratiques à résoudre, propos des modalités de l'UEM que la question britannique n'est en aucun cas le problème le plus difficile ou le sujet de controverses posé à la conférence intergouvernementale », en bon Anglais, le chancelier se méfie des idées abstraites, surtout étrangères. A ses yeux, le compromis proposé par le président de la Commission européenne, visant à éviter un blocage de Londres lors de la signature du traité sur l'UEM - dans le cas où la Grande-Bretagne ne serait pas encore acquiescée au projet de devise unique - appartient à cette dernière catégorie. M. Lamont a répété qu'il n'était pas question pour Bruxelles de passer outre l'opposition du Parlement de Westminster. La souveraineté nationale de la Couronne est en jeu!

A l'approche d'élections générales, qui doivent se dérouler au plus tard en 1992, le gouvernement Major a décidé de ne pas se rapprocher des opinions au sein du Parti conservateur au pouvoir, écarté entre partisans et opposants de la monnaie unique. Devant un parterre d'hommes d'affaires européens favorables à

l'UEM, les autres intervenants se sont efforcés de rapprocher la Grande-Bretagne du continent.

Pour éviter que l'on poursuive la construction de la CEE sans se préoccuper davantage de ceux qui ne veulent pas suivre, le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt, a suggéré un compromis technique. Il a proposé la formation d'un institut international pour permettre à la Banque centrale européenne d'entrer en fonctions dès le début de la phase deux de l'UEM (fixée au 1^{er} janvier 1994).

M. Maystadt a donné l'exemple de la Bank Deutscher Länder, ancêtre, après la guerre, de la Bundesbank. Clôturant la réunion, M. Karl-Otto Poehl a réitéré son opposition au concept de l'écu lourd cher à M. Lamont. Pour le président, démissionnaire, de la Bundesbank, le Royaume-Uni doit être prêt à abandonner le contrôle des taux d'intérêt s'il veut participer à la future Banque centrale de l'Europe. Or le gouvernement de sa Majesté refuse toujours de considérer que la politique monétaire puisse être conduite ailleurs qu'à Londres. Pour éviter que ce souhait ne passe pour une provocation, l'effable M. Poehl a insisté sur la nécessité pour les pays de la Communauté de parvenir entre eux à une meilleure convergence en termes d'inflation.

(Indépendant)

INDUSTRIE

Le groupe Bolloré prend le contrôle de Delmas-Vieljeux

L'armateur Tristan Vieljeux devrait remettre, le 6 juin, sa démission de PDG de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV) et de Navale Delmas. En effet, le groupe Bolloré et ses alliés ont porté de 22 % à 31 % leur participation au sein de la CFDV, holding de l'armement naval Delmas, à la faveur du désengagement de certains actionnaires membres des familles Delmas et Vieljeux, a indiqué le 31 mai le groupe Bolloré. Quant à la compagnie d'assurance Axa (présidée par M. Claude Bébéar), actionnaire de référence, sa participation reste stable à 34 %.

Le capital de la CFDV se retrouve ainsi restructuré « de façon équilibrée », selon le groupe Bolloré, autour de trois grands pôles. Un conseil d'administration devrait se réunir le 6 juin « pour restituer la nouvelle structure de l'actionnariat de la société ». On s'attend à l'entrée prochaine de M. Bolloré au conseil d'administration de la Compagnie financière. Quant à M. Alain Wils, actuellement directeur général de Delmas (filiale de CFDV), il devrait prendre la présidence de cette société.

Le groupe Delmas-Vieljeux réalise un chiffre d'affaires de quelque 6,4 milliards de francs (dont 74 % dans le transport maritime), gère une flotte d'une cinquantaine de navires et emploie environ 6 300 personnes.

Le premier centre Leclerc ouvre aux Etats-Unis. - Les centres Leclerc ont inauguré officiellement, vendredi 31 mai à Baltimore (Maryland), leur premier magasin à enseigne de Leclerc (Leclerc Édouard Market), qu'ils veulent à la fois « école », « centre expérimental » et « locomotive ». Cet hypermarché de 20 000 mètres carrés, implanté dans une zone de 1,5 million d'habitants, emploie 450 salariés, presqu'équivalents à ceux des 25 millions de dollars (145 millions de francs), financés pour partie par le Crédit national et la Société Bank, avec le cautionnement et l'apport en capital de 190 centres Leclerc volontaires pour participer à l'opération. Venu sur place pour l'inauguration, M. Michel-Eduard Leclerc, qui se dit certain de ne pas connaître les mésaventures de certains groupes commerciaux français aux Etats-Unis, a déclaré que cette première unité appliquera la même politique de prix agressive qu'en France.

La catastrophe du Boeing de Landa Air

L'enquête s'oriente vers l'explosion d'un moteur

Dans l'attente des résultats du décapage à Washington des enquêteurs de vol du Boeing 767 de Landa Air qui a explosé en vol, le 26 mai avec 223 personnes à bord (le *Monde* du 26 mai), les experts pensent que l'attention n'est plus la cause la plus plausible de la catastrophe survenue peu après le décollage de Bangkok (Thaïlande).

La découverte du réacteur droit de l'appareil significativement plus endommagé par un incendie que le gauche et l'inscription sur une carte ayant appartenu à l'équipage de la mention « feu » laissent à penser que l'un des deux moteurs Pratt & Whitney pourrait avoir explosé sous l'effet d'un incendie. La carlingue aurait pu, alors, être perçée par des morceaux du réacteur et aurait explosé à son tour sous l'effet de la décompression due à l'altitude.

LA RUSSIE

Histoire des mouvements spirituels

G. PODSKALSKY - I.A. MINEA
T. SPIDLIK - E. BEHR-SIGEL
B. MARCHADIER - F. ROULEAU

pour mieux connaître les mouvements spirituels qui ont animé la vieille Russie.

180 pages 72 FF

BEAUCHESNE
72, rue de Saint-Père - 75007 PARIS

Les Wagons-Lits comptent vendre leurs hôtels à Accor

Alia jacta est. La Compagnie internationale des Wagons-Lits (CIWL), ayant redéfini ses priorités, compte céder ses hôtels au groupe Accor pour réduire ses dettes et concentrer son activité sur les agences de voyages, le ferroviaire et la restauration, surtout collective. « Après avoir fusionné les équipes, nous allons fusionner les sociétés et ceder nos actifs à Accor au cours du second semestre », nous a déclaré, vendredi 31 mai, M. Jean-Marc Simon, président de la CIWL. Une évaluation des actifs par le cabinet Arthur Andersen est en cours.

Y aura-t-il une ou plusieurs sociétés communes et quelle part la CIWL y conservera-t-elle? Comment sera rémunérée la cession: en actions d'Accor ou par de nouveaux apports dans la restauration collective? Les Wagons-Lits ont déjà

repris les filiales allemande et espagnole d'Accor. Les modalités devaient être fixées lors d'un conseil d'administration extraordinaire en juillet. M. Simon espère aussi céder, dès 1991, les 50 % d'Europcar détenus par la CIWL au constructeur allemand Volkswagen, qui possède l'autre moitié.

Reste à convaincre Accor, qui contrôle désormais la gestion de l'hôtellerie des Wagons-Lits, d'ouvrir son portefeuille. Mais le programme de M. Simon est déjà tracé: « En 1991, nous clarifions nos participations dans les métiers non stratégiques et nous reprenons en main le reste: en 1992, nous réendossons les investissements lourds dans la restauration, le ferroviaire et les agences de voyages; en 1993, nous faisons émerger un groupe plus ramassé et plus efficace. »

GUY HERZLICH

Selon la CGT

Mme Cresson serait disposée à rouvrir le dossier des chantiers de La Ciotat

Selon la CGT, le gouvernement est disposé à « rouvrir le dossier des chantiers de La Ciotat ». « Le principe d'un examen approfondi de ce dossier sur la base de pièces et d'arguments de la CGT a été retenu », a déclaré le 31 mai M. Gérard Auzard, secrétaire confédéral de la CGT, qui, avec un représentant de Mme Edith Cresson et des représentants du ministère de l'Industrie, rendait compte d'une entrevue avec le cabinet du premier ministre devant

2 000 à 3 000 manifestants. Le dirigeant syndical a ajouté qu'il constatait un changement par rapport à l'attitude du gouvernement Rocard. Peu après, M. Bernard Lacombe, secrétaire confédéral, devait être reçu à la banque Worms, propriétaire de l'outilage des chantiers. La manifestation de la CGT venait clôturer une marche vers Paris des licenciés des chantiers, partis de La Ciotat le 1^{er} mai.

A l'occasion du Bicentenaire du brevet français

Le premier ministre se défend d'être protectionniste

Intervenant, le jeudi 30 mai à Paris, au clôture d'une journée consacrée au Bicentenaire de la création du brevet, Mme Edith Cresson s'est inquiétée de l'insuffisance de l'information scientifique et technique en France. « Je souhaite favoriser les mécanismes pour diffuser l'information sur l'innovation », a-t-elle notamment déclaré. Le premier a aussi profité de cette manifestation pour réitérer les accusations de protectionnisme lancées à son égard.

Mme Edith Cresson a rappelé les « cinq grandes priorités » de sa politique industrielle: « Ouverture sur l'extérieur, réalisation de l'Europe industrielle, développement des petites et moyennes entreprises et industries, intensification de l'effort de recherche, forma-

tion. » Elle a tenu à répondre aux accusations de protectionnisme dont elle est l'objet: « Ces accusations sont d'autant moins acceptables qu'elles proviennent de pays qui n'ont aucune leçon à nous donner... La France est un pays ouvert aux échanges et aux investissements étrangers. Mais dans le domaine automobile, nous ne voulons pas subir la même traitement que celui infligé aux constructeurs américains, à poursuivre Mme Cresson, on perçoit qu'une telle situation n'était pas non plus « acceptable » dans le domaine de l'électronique. Il ne s'agit pas de bâtir une forteresse mais de disposer du temps nécessaire pour raffermir notre compétitivité », a déclaré le premier ministre.

Création de la société d'achats de droits MK 3

M. Karmitz fusionne son catalogue de films avec celui de CED

En fusionnant son catalogue de films avec celui de la Compagnie européenne de droits (CED), M. Marin Karmitz a évité le pire. Et mis un point final aux tensions existant au sein de cette société créée en 1987 pour acheter aux producteurs des droits de diffusion de films pour les revendre ensuite aux télévisions ou aux éditeurs vidéo. Le patron de MK 2, quatrième groupe cinématographique français (les salles Quatorze Juillet), était le gestionnaire de cette société, mais n'en détenait que 2,5 % du capital (214 millions de francs au total) aux côtés d'investisseurs financiers comme Suez, l'UAP, le Crédit agricole ou encore le CIC.

Or, avec 26,3 millions de chiffres d'affaires en 1989 selon la revue *Télécoop Documentation Financière*, la CED ne se plaçait qu'au cinquième rang des sociétés françaises de droits, loin derrière UGC-DA, IDA, Gaumont et Robur DA. Et, bien qu'en 1990 la société ait connu une bonne progression de son volume d'activité, ses responsables étaient à la recherche, depuis plusieurs mois déjà, de solutions pour améliorer la rotation et la rentabilité du catalogue. La CED s'était ainsi diversifiée dans la coproduction de films, en association, déjà, avec la société MK 2. Le film *Madame Bovary* de Claude Chabrol en est la première illustration.

Ces derniers mois - à l'instigation de Suez et de M. Simon Nora, président de la CED, semble-t-il - la cession pure et simple de la Compagnie avait été envisagée. Tour à tour contactés, la Caisse des dépôts (qui contrôle

IDA), la Générale des caux et le groupe Bouygues avaient fait des offres. Pour M. Karmitz, c'était l'assurance d'une perte de contrôle de la Compagnie et le risque de voir sa société MK 2 affaiblie.

Le 24 mai dernier, au cours d'un conseil d'administration, M. Karmitz a réussi à convaincre Suez de poursuivre cette activité et une majorité des actionnaires d'accepter une fusion de la CED avec son propre catalogue pour constituer une nouvelle entité. MK 3 sera dotée de 400 millions de francs de capital et riche de 188 films. A l'occasion de cette opération, certains actionnaires de CED comme Elf-Aquitaine, le groupe Lyonnaise-Dumex ou la société Bédaride-Médias, ont choisi de se désengager et de céder leurs parts (30 % du capital au total) à M. Karmitz. Ce dernier, également fort de l'appui de son catalogue, devient donc majoritaire dans MK 3.

PIERRE-ANGEL GAY

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER

Un référendum le 2 juin

La Suisse tente à nouveau d'instaurer la TVA

Après avoir en vain tenté, en 1977 et 1979, de remplacer l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires par la TVA, plus européenne, la Suisse revient à la charge en soumettant ce projet à référendum, le 2 juin.

BERNE

de notre correspondant

Les Suisses se résoudent-ils à remplacer l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) par la TVA à la valeur ajoutée (TVA) jugée plus moderne et déjà appliquée dans la plupart des autres pays européens? Après deux tentatives infructueuses, en 1977 et 1979, le gouvernement revient à la charge en invitant les électeurs à approuver par référendum, dimanche 2 juin, un réaménagement du système fiscal helvétique.

Principale innovation de cette réforme, l'introduction de la TVA devrait permettre d'harmoniser le régime fiscal suisse avec celui des Etats voisins, de le rendre « euro-compatible », suivant l'expression couramment employée. Alors que la Confédération s'interroge sur une éventuelle adhésion à la CEE et que de laborieuses négociations sont en cours entre les Douze et le Sept de l'AELE sur l'espace économique européen, ce référen-

dum se présente aussi comme un test de la volonté des Suisses de se rapprocher de l'Europe.

Le gouvernement a jugé le moment d'autant mieux venu pour faire passer cette réforme que, depuis 1986, les comptes de l'Etat fédéral restent équilibrés et que la base constitutionnelle de l'impôt, En cas d'approbation, la TVA rapportera quelque 600 millions de francs suisses de recettes supplémentaires.

Fruit d'un marchandage entre la droite et la gauche, ce projet représente d'abord un compromis typiquement suisse. Bien que largement approuvé par le Parlement, il ne satisfait entièrement personne et chacun a dû faire des concessions. Les réserves qu'il suscite se reflètent aussi bien dans les rangs de ses partisans que de ses adversaires.

Officiellement, la réforme est soutenue par les quatre partis gouvernementaux (socialiste, radical, démocrate chrétien et Union démocratique du centre), de même que par l'Association suisse des banquiers et les principaux syndicats ouvriers et paysans. En revanche, elle est combattue par l'Union des arts et métiers, la plus importante association patronale, les libéraux, les écologistes et les communistes. L'issue du scrutin est d'autant plus incertaine que des divisions subsistent dans les deux camps.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Les Etats-Unis ont enregistré des résultats économiques encourageants en avril

Les indicateurs de la conjoncture américaine se sont légèrement améliorés en avril, suscitant des espoirs de sortie prochaine de la récession. Vendredi 31 mai, la publication de plusieurs indices importants a provoqué une nette poussée du dollar - son cours a atteint 5,5070 francs en clôture à New-York contre 5,3395 francs la veille - tandis qu'à la Bourse, l'indice Dow Jones se hissait à son plus haut niveau historique (3027,50).

Le département du commerce a annoncé vendredi que l'indice composite, qui regroupe des indicateurs de plusieurs secteurs de l'économie, s'était inscrit en hausse pour le troisième mois consécutif. Il a augmenté de 0,6 % en avril, notamment sous l'effet d'une amélioration dans le secteur de l'emploi, et en dépit d'une demande toujours faible. Le département du commerce a également fait savoir que les commandes industrielles avaient augmenté de 1,8 % en avril, enregistrant leur première croissance positive depuis octobre dernier. Jeudi 30 mai, une diminution de 0,1 % des dépenses de consommation en avril avait été annoncée.

Les actionnaires refusent d'approuver le rapport du groupe de transport oerlandais Nedlloyd. - L'assemblée générale du groupe de transports néerlandais Nedlloyd a rejeté le rapport annuel de l'entreprise à l'issue d'une réunion de plus de huit heures, jeudi 30 mai à Rotterdam. Avec 26 000 salariés, une flotte de 66 navires et un parc de 1 200 véhicules, Nedlloyd est le premier groupe de transports au Pays-Bas. Une majorité de 55 % de votes opposés au rapport traduit un soutien massif au grand actionnaire Tönnies-Hagen (23 %), un armateur norvégien qui réclame depuis plusieurs mois trois sièges au conseil d'administration (en plus de ses sept sièges actuels), et une restructuration profonde de l'entreprise en difficulté - pertes de 750 millions de francs en 1990.

La Pologne envisagerait d'émettre une nouvelle monnaie. - Selon le quotidien britannique *Financial Times*, la Pologne aurait l'intention d'émettre une nouvelle monnaie, afin d'accompagner la lutte contre l'inflation. Il s'agirait d'un nouveau zloty, « lourd », dont chaque unité remplacerait les anciens billets de mille zlotys. Les nouvelles coupures auraient déjà été imprimées, mais les autorités monétaires souhaiteraient attendre une nouvelle décade de la hausse des prix avant d'introduire la réforme.

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en avril. - L'INSEE a confirmé jeudi 30 mai que l'indice des prix de détail s'était accru de 0,3 % en avril. Les prix alimentaires et ceux des produits manufacturés ont augmenté de 0,2 % seulement, et ceux de l'énergie ont diminué de 0,4 %. En revanche, l'indice des services s'est inscrit en hausse de 0,6 %, principalement sous l'effet de la hausse trimestrielle des loyers (+1,4 %). Parmi les autres services, le prix de l'eau distribuée a augmenté de 0,9 %, tandis que la révision annuelle des tarifs de la SNCF (+3,8 %) a été prise en compte dans l'indice à hauteur de 1,1 %.

Rectificatif. - M. Jean-Michel Martin (CFDT), qui participe à la négociation de la nouvelle convention collective des assurances, nous a précisé, à la suite de l'article, publié dans nos éditions du 31 mai, que la revendication de son organisation, en matière de système de retraite professionnelle, porte non pas sur une « garantie » du système actuel, mais sur son « amélioration ». En ce qui concerne la tranche inférieure au plafond de la Sécurité sociale, la CFDT souhaite, en effet, que le régime professionnel de retraite qui adhère au régime de retraite complémentaire de l'ARRCO à hauteur de 4 % soit « conforté » en élargissant cette adhésion à hauteur du taux plafond de 8 %.

ERIC FOTTORINO | même MATIF. Le Crédit national demande, ce « papier » étant considéré comme plus « sûr » que les

ché». C'est fait.

F. R.

ALLEMAGNE : la fin du congrès du SPD

Les sociaux-démocrates envisagent une participation de la Bundeswehr aux missions de maintien de la paix de l'ONU

Le congrès du Parti social-démocrate allemand (SPD) s'est achevé, vendredi 31 mai à Brême, par un vote de confiance en faveur du nouveau président, M. Björn Engholm, et un débat sur le thème controversé de la participation de soldats allemands aux missions des « casques bleus » de l'ONU. D'autre part, le vote indicatif des députés sur le choix de Bonn ou Berlin comme siège du gouvernement a renvoyé pratiquement dos à dos les deux camps.

BRÈME

de notre envoyé spécial

203 voix pour Bonn, 202 pour Berlin : après deux heures de débats animés, le scrutin, à main levée, s'est déroulé dans un silence

profond traduisant l'émotion de la salle. Berlin avait pour évocateurs les Allemands de l'Est et surtout la vieille garde du SPD, autour de MM. Willy Brandt et Egon Bahr – les pères de l'Ostpolitik – et de M. Hans Jochen Vogel, le président sortant. Emmenés par les deux Rhénans, MM. Horst Ehmke et Johannes Rau, ministre-président du Land de Rhénanie du nord-Westphalie, les partisans de Bonn avaient pour eux une grande partie de ceux qu'on appelle les « petits-fils » de Willy Brandt, dont M. Oskar Lafontaine et surtout le nouveau président du parti, M. Björn Engholm.

Pour les « Berlinoises », le transfert du siège du gouvernement doit être un « geste de solidarité » envers les Allemands de l'Est, les « laissés-pour-compte » de la réunification, et permettre aussi de recentrer la politique allemande vers l'Est de l'Europe. Il s'agit, a souligné M. Gerhard Schröder, ministre-président de Basse Saxe, de montrer que « l'Europe ne s'arrête pas à l'Europe de l'Ouest ». Les « Bonnais » insistent en revanche sur le côté rassurant de la ville, symbole de la démocratisation de l'Allemagne et du fédéralisme. Il font valoir que les sommes importantes que représente le déménagement devraient être plutôt consacrées au financement du développement de l'ex-RDA.

Le vote montre combien il va être difficile d'éviter une furieuse empoignade à l'échelle de tout le pays. Les chrétiens-démocrates

sont tout aussi divisés et certaines formules de compromis commencent à être évoquées, comme, par exemple, l'installation du Parlement à Berlin et le maintien de l'exécutif à Bonn.

Aspiration neutraliste

Le congrès de Brême a tourné une nouvelle page dans l'histoire du parti. Plusieurs figures historiques comme Egon Bahr, Ehard Eppler, Horst Ehmke, disparaissent du comité directeur. Entrent à leur place de nouveaux dirigeants, plus jeunes, venus de l'Est, et des hommes qui n'ont pas connu la guerre ni le nazisme. C'est à eux qu'il incombe maintenant de conduire le SPD dans cette période turbulente de réunification et d'intégration européenne.

La guerre du Golfe avait révélé la vigueur de l'aspiration neutraliste, le refus de principe chez une grande majorité des sociaux-démocrates de toute participation de l'Allemagne à un quelconque déploiement de forces hors de la zone de l'OTAN. Il a fallu tout le pouvoir de conviction de la direction du parti pour persuader les députés d'accepter une modification de la Constitution afin que l'Allemagne puisse, le cas échéant, mettre des « casques bleus » à la disposition de l'ONU pour des actions de maintien de la paix, à l'exclusion de toute « action de combat ».

HENRI DE BRESSON

Après l'initiative de M. Bush pour limiter la course aux armements

Les Etats-Unis vont livrer de nouveaux avions à Israël et y stocker du matériel militaire

Au terme d'une visite de trois jours en Israël, le secrétaire américain à la Défense, M. Richard Cheney, a révélé vendredi 31 mai, que les Etats-Unis avaient commencé à entreposer sur le territoire israélien des équipements militaires dont il n'a pas précisé la nature. « Nous sommes en train d'appliquer un accord avec Israël sur le stockage de matériel ici », a-t-il déclaré. C'est en cours, au moment même où nous parlons. Des bunkers ont déjà été construits pour abriter ces stocks. M. Cheney a indiqué que les Etats-Unis allaient constituer de tels dépôts de matériel – à la disposition de l'armée américaine en cas d'urgence – non seulement en Israël « mais aussi dans d'autres pays amis du Proche-Orient ».

Jeudi, au lendemain de l'annonce de l'initiative du président George Bush pour lutter contre la prolifération des armements au Proche-Orient, M. Cheney avait déclaré que les Etats-Unis allaient fournir à Israël dix avions intercepteurs F-15 Eagle et financer à 72 % la deuxième phase du développement du projet Arrow, un missile anti-missile (comparable au Patriot) fabriqué en Israël.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait dit que cette décision était « compatible » avec le « désir de stabilité de la région » et les « mesures de contrôle des armements » au Proche-Orient suggérées par M. Bush. A la question de savoir si c'était le bon moment pour annoncer des ventes d'armes à Israël alors que ce pays poursuit sa politique d'implantations dans

les territoires occupés, M. Fitzwater avait répondu qu'Israël était un allié majeur des Etats-Unis. Le président américain avait appelé mercredi à l'élimination du Proche-Orient des armes non conventionnelles et demandé aux grands pays fournisseurs, parmi lesquels figurent les Etats-Unis, de faire preuve de « retenue » dans les ventes d'armes.

Les autorités israéliennes ont fait savoir à M. Cheney qu'elles jugeaient insuffisante l'initiative du président Bush au sujet des armes de destruction massive (chimiques, biologiques et nucléaires) et ont mis l'accent sur le danger que représentent les armes conventionnelles dans la région. L'Arabie saoudite et l'Egypte ont annoncé leur soutien de principe à l'initiative du président Bush. (AFP, Reuters)

M. Baker s'entretient avec le chef de la diplomatie syrienne. Le secrétaire d'Etat américain James Baker a annoncé vendredi 31 mai, qu'il devait rencontrer, samedi à Lisbonne, le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk Elcharch, afin de poursuivre ses efforts de paix au Proche-Orient. Avant ces entretiens, M. Baker a déclaré que l'initiative du président Bush sur un arrêt de la course aux armements au Proche-Orient, n'avait pour effet que de renforcer la « suprématie militaire israélienne ». (AFP)

ESPAGNE : après l'attentat de Vic

Le « commando Barcelone » de l'ETA est démantelé

Au moment même où étaient enterrées, dans la ville catalane de Vic, les neuf victimes de l'attentat à la voiture piégée commis le 29 mai au siège de la garde civile, les forces de l'ordre arrêtaient, jeudi 31 mai, dans une autre localité de la région, les auteurs présumés de cette action terroriste (la Monde du 31 mai). L'opération contre le « commando Barcelone » de l'ETA a fait deux morts parmi les activistes, tandis que cinq autres étaient arrêtés. De l'autre côté de la frontière, à Saint-Jean-de-Luz, la police française a confirmé l'interpellation de trois Basques espagnols, ce qui porte à huit le nombre des personnes arrêtées.

aurait même réussi à filmer la scène – a apparemment fourni à la police les informations permettant d'identifier la voiture utilisée par les auteurs de l'attentat.

Cette piste aurait permis à la police de repérer rapidement la villa du propriétaire du véhicule, située à Montcada, près de Barcelone. Les trois personnes arrêtées – un professeur italo-espagnol, un professeur italo-espagnol, un professeur italo-espagnol – se sont refusées à fournir le moindre renseignement. La perquisition a permis cependant de découvrir le contenu de la location d'un chalet dans un village de la région, Lliga-d'Amunt, situé sur la route de Vic à Barcelone.

Le ministre de l'intérieur hue

En arrivant sur les lieux, la garde civile a découvert les membres du commando. Ces derniers tentèrent apparemment de fuir. L'un d'eux, Joan Carles Montegudo, considéré comme le principal responsable du groupe, a été tué lors d'un échange de coups de feu, tandis qu'un autre terroriste, Juan Felix Erezuma, était gravement blessé et devait décéder après son transfert à l'hôpital. Deux autres personnes ont été arrêtées, dont un membre de l'or-

ganisation qui opérait jusque-là en Navarre, Juan Jose Zubieta.

Pratiquement au même moment, le ministre de l'intérieur, M. Jose Luis Corcuera, assistait, à Vic, aux funérailles des victimes. Accompagné de deux autres membres du gouvernement, M. Corcuera a été hué par certaines personnes à son arrivée, tout comme le président du gouvernement autonome basque, M. Jose Antonio Ardanza, venu spécialement de Vitoria.

Au Pays basque, trois rassemblements de plusieurs centaines de personnes ont eu lieu vendredi à Guernica, Bilbao et Bessuri pour protester contre la mort des deux membres présumés du commando de l'ETA. A Bessuri, au moins deux manifestants ont été blessés, dont un grièvement, lorsque qu'un groupe a tenté de jeter des pierres contre une fourgonnette de police. Un policier est civil a alors déchargé son arme et tiré. Les séparatistes basques mettent en doute la version officielle de la mort des membres du commando, qui pour eux, ont été tués de sang-froid. Au ministère de l'intérieur à Madrid, on précise que l'opération est loin d'être terminée et que la police procède au dépeçage des documents trouvés lors des perquisitions.

THIERRY MALINIAR

Un rapport faisant état de « mauvais traitements à détenus »

Le directeur de la prison de Luynes est suspendu

Le directeur de la maison d'arrêt de Luynes, près d'Aix-en-Provence, M. Jean-Marc Charon, occupé plus de deux semaines depuis le mercredi 29 mai. Ce jour-là, le directeur régional de l'administration pénitentiaire, M. Feraud, est venu lui signifier une décision radicale : M. Jean-Marc Charon, qui conserve néanmoins son traitement, a été suspendu de ses fonctions.

La mesure de suspension a été prise « à titre conservatoire », précise la Chancellerie, dans l'attente des résultats de deux enquêtes en cours, l'une administrative et l'autre judiciaire. Un nouveau directeur par intérim est immédiatement nommé : M. Philippe Assolant, l'ancien directeur de la prison de Loos-Lille.

Fête kitsch pour le mariage en Hongrie de la Cicciolina

C'est religieusement et « dans l'intimité » que Cicciolina, célèbre star du porno et parlementaire radicale italienne, devait se marier samedi 1^{er} juin à Budapest, sa ville natale. Le pasteur qui a accepté de célébrer le mariage n'a vu aucune raison de refuser ce service. M. Staller ayant droit elle aussi « à la miséricorde du Christ ».

Réalisés selon les instructions de l'heureux élu, Jef Koons, sculpteur kitsch germano-américain, le gâteau d'un mètre de haut devait être fait d'une Cicciolina en massage, enroulée autour de son heureux élu, tous deux nus et trônant sur une pièce montée rose et blanche en forme de cœur. (AFP)

'Les faits qui sont reprochés à M. Jean-Marc Charon sont extrêmement graves : il s'agit de mauvais traitements infligés à des détenus de la maison d'arrêt. A la fin du mois d'avril, le juge d'application des peines de la prison adresse au parquet du tribunal d'Aix-en-Provence un rapport détaillé dénonçant de graves dysfonctionnements à l'intérieur même de la prison.

Une information judiciaire contre X pour « violences et trafic » est alors ouverte, et l'instruction est confiée au premier juge d'instruction du tribunal, M. Guénès Le Gallo. Rumeurs et dénonciations se succèdent alors : l'enquête fait, d'une part, apparaître des trafics de drogue et d'alcool qui ne seraient pas le fait de M. Jean-Marc Charon, et, d'autre part, des violences. Le directeur aurait directement participé à des brutalités à l'égard d'au moins trois détenus de la maison d'arrêt.

Une enquête administrative est alors confiée à l'inspection des services pénitentiaires qui se rend sur place afin d'entendre le personnel et la direction de la maison d'arrêt. Le rapport remis à la chancellerie par M. Xavier Salvat fait lui aussi état de faits extrêmement graves : mauvais traitements, brutalités, trafic. M. Jean-Marc Charon aurait reconnu devant l'inspection avoir donné des claques à certains détenus.

Traitements « dégradants »

Certains vont même plus loin et reprochent à M. Charon des fouilles « intégrales » menées par lui-même ayant placé les détenus dans des positions « humiliantes ». Les textes sont clairs : lors de ces fouilles, le détenu se dévêt, ses habits sont fouillés, et le seul contact autorisé est un passage de la main dans les cheveux afin de vérifier que rien n'y a été dissimulé.

L'enquête s'est poursuivie vendredi avec l'audition de M. Jean-Marc Charon par les policiers de Marseille. Entendu dans le cadre

d'une commission rogatoire délivrée par M. Le Gallo, le directeur de la maison d'arrêt de Luynes a été relâché dans la soirée. Les policiers ont également entendu plusieurs membres du personnel de la prison de Luynes, de l'encadrement comme de la base.

Si ces faits confirment, il ne s'agit plus de la responsabilité « indirecte » d'un directeur concernant le fonctionnement de la prison, mais de faits pénalmente répréhensibles directement accomplis par le responsable d'une maison d'arrêt. Pour le moment, la chancellerie reste très prudente : la justice est saisie et l'instruction menée par M. Le Gallo n'est pas terminée.

Certains témoignages sont parfois jugés fragiles : depuis son inauguration, en juin 1990, la maison d'arrêt de Luynes, l'une des vingt-cinq prisons du programme de 13 000 places lancé par M. Alain Chalon et repris par M. Pierre Arpaillange, fonctionnait mal. Cette prison qui compte 600 places, le plus souvent en cellules « simples », a déjà franchi le cap des 750 détenus.

La cohabitation public-privé est souvent difficile, notamment dans le domaine de l'enfermement : les opérations de nettoyage, confiées à une entreprise privée, laissent à désirer et le personnel raconte que des ordures traînent souvent dans les cours de promenade de la prison. Une embarras sans doute propice aux rumeurs et aux règlements de comptes.

ANNE CHEMIN et AGATHE LOGEANT

Grève à l'Opéra de Paris. – A la suite d'un préavis de grève de plusieurs syndicats qui protestent contre des licenciements, les représentations du samedi 1^{er} juin du « Songe d'une nuit d'été », prévues au Palais Garnier, sont annulées. Les billets pour la représentation du samedi à 14 h 30 seront valables pour le jeudi 13 juin à 19 h 30 et ceux de la représentation du samedi à 20 heures le vendredi 14 à 19 h 30.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Pays de l'Est : un entretien avec M. Jean-François Deniau. Désarmement..... 2

ÉTRANGER

Washington et l'aide à l'URSS. Le président Bush se réjouit d'avoir invité M. Gorbatchev au sommet de Londres..... 4

La « contrainte ». Un trafiquant de drogue. Le chef du « cartel » de Medellín négocie sa reddition..... 6

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale. Le projet de loi sur la ville est adopté grâce à l'abstention des communistes..... 7

En visite à Grenoble. M. Mitterrand souhaite un « dialogue fructueux » pour « mobiliser le pays »..... 7

L'élection législative partielle de Belfort..... 8

Libres politiques. « C'est et l'œuvre dans le chaos », par André Laurens..... 8

SOCIÉTÉ

Le congrès du SM. Un entretien avec le président du Syndicat de la magistrature..... 13

Le journal d'un amateur. « Garde », par Philippe Boucher..... 13

SPORTS

Les Internationaux de Roland-Garros. Le relève des jeunes Français et la sortie de Connors..... 15

COMMUNICATION. Grève possible à FR 3..... 15

ÉCONOMIE

Le train à grande vitesse allemand..... 20

SANS VISA

Les fantômes de Phnom-Penh. Coup d'œil : « Chambres d'hôtel », « Sancerre, coteau inspiré », « BN : les écrits restent, les livres s'en vont », « Les jeux », « La table »..... 25 à 32

Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 19

Jeux..... 30

Loto et Tec-o-tac..... 19

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 17

Mots croisés..... 17

Philatélie..... 19

Spectacles..... 18

Télévision..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 mai 1991

est tiré à 508 034 exemplaires.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

PIERRE MEHAIGNERIE
PRÉSIDENT DU C.D.S. - DÉPUTÉ D'ILLE-ET-VILAINE

animé par
Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Isabelle TORRE (RTL)

en direct sur

RTL

S A N S V I S A

Les fantômes de Phnom-Penh



PHOTOS: GUYARD/SEVY

Plus d'un million de Cambodgiens sont revenus habiter Phnom-Penh, la capitale, sur les bords du Mékong. Le carburant manque, l'électricité est rare, tout est pénurie. Pourtant, dans cette ville qui semble vivre en compagnie de ses fantômes et où il était interdit, il y a seulement trois ans, de parler aux étrangers, l'Alliance française a déjà vingt-six professeurs et quatre mille élèves.

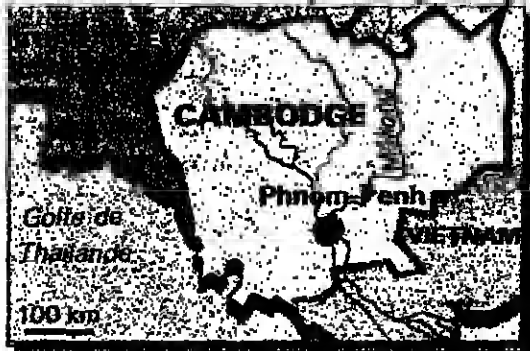
C'EST un cri insupportable, et insupportable encore le soir quand Phnom-Penh plonge dans l'obscurité et qu'une nouvelle nuit commence sans électricité. Quand la route de l'aéroport n'est plus qu'une procession de bougies et qu'une lueur, parfois, éclaire un visage. Celui d'une femme, penchée sur un feu. Et elle se retourne, inquiète de savoir qui vient là, dans ce corridor noir, entre cour et trottoir, où elle a installé sa vie depuis qu'elle est rentrée.

C'est un cri imperceptible, et encore à la nuit tombée lorsque Phnom-Penh n'est plus qu'un théâtre d'ombres, d'ombres qui glissent dans un décor cassé. Lorsque des silhouettes de douaniers contrôlent à l'aéroport des voyageurs fantômes et que trois chiens rôdent autour des avions. Lorsque les cyclo-poussettes s'endorment, les pieds sur le guidon, que les lits de fer sortent dans la rue et que les hamacs se tendent, entre deux camions.

C'est une note enfouie, un souvenir, et encore après le dernier rayon, quand les ombres glissent, se croisent et s'enchevêtrent sans jamais se heurter. Quand les ombres ont des yeux de chat et enjambent les trous,



La ville n'est plus qu'un théâtre d'ombres, d'ombres qui glissent dans un décor cassé.



montrent en passant la villa qu'ils habitaient avant. Le matin, quand le Cambodge - n'avait encore rien de compliqué :

« Le Cambodge, ce n'est qu'un petit pays, avec un petit roi et une petite guérilla. »

Un matin calme, on a pu se promener sans mal de l'Hôtel Cambodiana, sur le quai Karl-Marx, au marché O'Russel, mais il faut se mettre en route dès 6 h 30 et encore on n'a pas le temps de se faire un bon café quand on est rattrapé par la chaleur à la hauteur du Phnom. Et, sur ce petit trajet, on n'a fait que de petites rencontres ordinaires. Des pous sur les trottoirs, qui picorent les trous comme s'il était besoin de les élargir. Des gendarmes de pneu ou des vendeurs d'essence à la bouteille, comme s'il en manquait dans ce pays d'opulence. Des fils électriques en feu d'artifice et le compteur à la ventouse à l'air. Un cinéma à 100 riels (15 centimes) l'entrée. On peut voir du kung-fu dès 8 heures. Ne pas oublier de se lever pendant l'hymne national. Et une procession de bonzes accompagnés d'instrument grêles. La religion est de retour. Mais c'était le carême bouddhique. Les bonzes étaient encore encadrés de plusieurs cordons de policiers.

Tout était encore normal, et, devant le Cinéma Lux, on n'a croisé qu'un seul véhicule avec une immatriculation française. Une benne à ordures, offerte par la mairie de Paris. La benne était actionnée par des éboueurs joyeux en cette belle matinée : 791 CPG 75... Les bureaux ont fermé à 11 heures pour se réveiller en milieu d'après-midi. Dans l'intervalle, on pouvait s'adresser aux changeurs chinois, qui veillent dix-huit heures sur vingt-quatre. Et à midi, les serveurs des bateaux-restaurants du Mékong ont épluché des mangues. Puis ils se sont assis en cercle autour des derniers clients.

Comme au concert, mais ce n'était que du français.

Rien de terrifiant, dans la journée, sinon cet expert suisse, surgi de l'Hôtel Cambodiana, un palais singapourien à 80 dollars la nuit, soit vingt fois le salaire mensuel d'un instituteur. Il venait de recueillir une information confidentielle : « Il n'y a plus que pour deux jours de carburant dans tout le pays. »

Mais non, rien de grave, c'est tous les jours qu'on est à deux jours de ce qui annoncerait, à Genève, l'apocalypse. Aujourd'hui, il n'y pas eu d'électricité dans les ministères : on a apporté des éventails aux visiteurs.

C'est une plainte silencieuse, et encore le soir, quand on regrette l'après-midi, pourtant étouffante, et on a beau essayer de dormir sous les ventilateurs, les générateurs ont le grondement obsédant. L'après-midi, quand les orphelins de guerre et de réfugiés apprennent le violon sous les frangipianiers de ce qui reste de l'Ecole des beaux-arts, vingt-deux élèves, trois instruments. Et que les vieux maîtres égrenent avec transport le nom des professeurs de français de leur jeunesse, comme si c'était été Malraux.

de notre envoyée spéciale
Corinne Lescares
Lire la suite p. 28.

AU SOMMAIRE



La Nationale, us et coutumes de la Très Belle Bibliothèque p. 28
Au nouveau chic puritain : les chambres d'hôtel p. 26
Sancerra, coteau insipide p. 27
Pissaladière, la pizza des Niçois p. 31
Escapes (p. 26) • Têles (p. 26) Jeux (p. 30) • Table (p. 31)

les flaque, les corps, la note qui dîne sur le trottoir, et tout ce qui peut surgir d'une nuit sans électricité. Quand le vent, dans les restaurants sur pilotis du lac Boeng Kak, fait rouler sur le plancher des boîtes de bière qui ne demandent qu'à se noyer.

Un cri encore indistinct quand l'enfant aux moineaux est rattrapé par la nuit, ses quinze oiseaux serrés dans une cage dans l'attente d'un acheteur. Quand l'enfant en short vend des plans de Phnom-Penh à ceux qui tentent de s'y retrouver et un vieux Maurois chiffonné, bien que ce ne soit pas l'heure encore d'avoir peur du noir.

Quand l'avion de Saigon - prononcer Ho-Chi-Minh-Ville - vient de se poser et que le pilote soviétique en descend, harassé ; mais il était déjà exténué ce matin. Les pilotes des Kampuchea Airlines sont des gens capricieux, prêts à décoller sans les bagages des passagers, par crainte d'atterrir dans la nuit cambodgienne. Ou prêts à écouter les visites à Angkor, au motif qu'on mange mal à Siem Reap. Ils se ravissent généralement et un télégraphiste va porter la nouvelle : « Le pilote a changé d'avis. »

C'est une note folle, et lointaine encore, lorsqu'une ombre surgit, estropiée, le regard incendiaire. L'ombre a eu la jambe déchiquée par une mine, elle ne s'est pas encore résignée à mendier. Long-

temps après un cessez-le-feu, s'il en survient jamais, les mines continueront à exploser. Les mines chinoises arrachent le pied, les soviétiques emportent la jambe, à moins que ce ne soit l'inverse, les mutilés, de toute façon, personne ne veut plus s'en charger.

Quand, devant le théâtre, un ex-Bourgeois Gentilhomme attend une délégation de Japonais, lampe de poche à la main, pour les conduire jusqu'à leurs fauteuils de velours rouge. C'est une représentation exceptionnelle, avec ventilateurs et projecteurs simultanés. La troupe, faite d'électricité, ne se produit que rarement. Sa dernière grande apparition publique remonte au 7 janvier, jour anniversaire de l'intervention vietnamienne de 1979. Le public a pu voir le Sang du Kampuchea, deuxième volet, après la Marche du Kampuchea, d'une fresque retraçant ce qui arrive aux Khmers, « à cause de leurs divisions, alors que le peuple veut la paix ».

C'est une note insistante, et, le soir, on commence à regretter la petite capitale provinciale des bords du Mékong qu'on a connue le matin. Car sous le soleil, Phnom-Penh, ce n'était rien. Une petite ville, un millier d'habitants revenus dans leurs murs après trois ans, huit mois, vingt jours dans les rizières. Les premiers rentrés se sont servis. Les autres se sont installés dans des maisons de planches sur pilotis et ils

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES 36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65



TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES VERS LES PAYS NORDIQUES

Chambres d'hôtel

ELLE ressemble très exactement à un habit de lousage dont on doit, en même temps que l'écorce, endosser le style, l'esprit, sinon l'histoire — sauf qu'elle, on ne peut pas lui apporter la moindre retouche : la chambre d'hôtel n'est pas toujours du meilleur goût, même quand elle appartient à une catégorie dite « supérieure ». Qui fera ainsi la récession de ces fameux papiers à fleurs qui, en France du moins, presque inmanquablement la tapissent ?

Bien sûr, la beauté n'est ni son premier ni son plus important objet : la chambre d'hôtel est d'abord un lieu de passage, un abri transitoire. Sa banalité et son caractère convenu en ont d'ailleurs séduit plus d'un, artiste ou écrivain, qui, sans être forcément en voyage, la préféraient à la maison ou à l'appartement gorgés de souvenirs personnels. Passager dans un hôtel, passer dans la vie : Jean Genet résidait ainsi à Paris dans un petit hôtel de la rue Saint-Denis. Demain est un autre jour. Qui peut dire où l'on se retrouvera, ce que l'on fera ? La chambre d'hôtel, et la plus banale qui soit, reflète chez lui une attitude, une éthique, une morale de vie : ce non-lieu par excellence était le symbole d'une existence entièrement et volontairement dédiée à l'instant. Toute attache, toute possession sont insupportables, une limitation à la liberté : la chambre d'hôtel, qu'on paye à la journée, donne de la vie l'idée qu'on peut, à tout instant, en changer la courbe. Voyage, voyage...

D'autres ont pu être sensibles au caractère profondément romanesque de la chambre d'hôtel : quel voyageur, découvrant une chambre nouvelle, n'a pas rêvé à tous ses prédécesseurs, à toutes

les joies ainsi qu'à tous les drames dont ces quatre murs avaient pu être le théâtre ? Exactement comme dans le cas d'un habit de seconde main, entrer dans une chambre d'hôtel, c'est se couler dans une chaîne d'existences antérieures, s'inventer un passé. A l'instar, les touristes littéraires recherchent encore les chambres qu'occupaient, dans les années 50, les beatniks légendaires, Ginsberg, Corso, Kerouac et Burroughs. Cela peut même devenir le but d'un voyage : retrouver, cette fois-ci pour soi, des sensations qu'on a pu éprouver d'autres. La chambre et ses fantômes...

CERTAINS, enfin, ont pu célébrer ces lieux stéréotypés, tous meublés de façon identique, avec les mêmes objets standardisés, la même Bible dans le tiroir de la table de nuit, et dont les fenêtres à glissière s'ouvrent sur des paysages interchangeables qu'on ne saurait localiser : il y a, c'est l'évidence, comme l'a très bien illustré Win Wooders dans *« Alice dans les villes »*, une véritable « poésie des motels ». Le voyage est une fuite éperdue en soi, dans un monde parallèle au monde réel, qui jamais ne le rejoint tout à fait, bien qu'il s'agisse du même univers. Il y a ceux qui demeurent, et ceux qui ne font que passer, les « assis » de l'existence et les errants. Tous évoluent dans le même décor, mais chacun selon sa propre histoire et



sa propre temporalité : et les scénarios des uns ne s'entre-croisent que par hasard et presque loquacement avec ceux des autres...

Depuis quelques années, on voit se développer dans presque toutes les capitales du monde des hôtels qui revendiquent consciemment cette conception quasi « amnésique » du voyage. Murs uniformément blancs ou gris pâle, sans aspérités ; meubles minimalistes, en acier, aux formes

géométriques ; pas ou peu d'éléments décoratifs ni, bien sûr, de ces reproductions de tableaux telles qu'elles semblent avoir été spécialement inventées pour les hôtels : draps et couvertures monocolors, en blanc, noir ou gris ; dans ces hôtels, à mi-chemin du grand luxe bourgeois et du bon marché, l'anonymat est poussé à bout, jusqu'à la formation d'un véritable style « business », qu'on pourrait aussi

qualifier de « nouveau chic puritain ». Le caractère pratique est bien sûr ici le point le plus important — tant pour l'usager que pour l'hôtelier. Moins, c'est plus : le Bauhaus et son esprit sont passés par là. Dans ces chambres rigoureuses et rigoureusement similaires, tout semble avoir été conçu pour la fonctionnalité la plus extrême. Pas de recous, pas d'alcôves. Tout est lisse. Inutile de se mettre à plat ventre sur le tapis pour rechercher une épigle à cheveux laissée par une inconnue ou, entre les lames du parquet, un ticket de métro de Hongkong ou d'ailleurs échappé d'une poche. Les traces des voyageurs précédents n'existent plus, ne trouvent plus aucun espace où s'inscrire : et tout semble avoir été fait pour qu'elles puissent être effacées en un instant, par une seule manipulation. Ces chambres sont éternellement vierges et sans mémoire, réellement amnésiques. Une manière dont la styliste Andrée Putman a même donné un jour la « philosophie » : « Une chambre d'hôtel est comme un gant utilitaire et réversible, qui doit pouvoir se retourner en un instant et s'adapter à toutes les mains. »

PARIS, New-York, Londres, Tokyo, Berlin : toutes ces villes vues d'oeil de ces chambres d'hôtel, côté cour, semblent aujourd'hui rigoureusement identiques. Bien sûr, il y a encore des tonalités d'endroits, des climats, des esprits de société qui s'im-

cent inconsciemment dans ces décors absents. Même hyperfonctionnel, un objet ne diffuse pas la même chose, qu'il ait été réalisé à Paris, à Tokyo ou à New-York. La culture résiste, par la bande, à cette standardisation ultime ; mais les fils sont aujourd'hui très tendus.

La mondialisation, non seulement des objets, mais aussi des comportements, des mentalités et des modes de vie, est, bien sûr, la raison de l'apparition de ces hôtels. Civilisation-lax : la copie se transmet en temps réel. Mais on ne peut pas manquer non plus de voir dans cette évolution la faillite de la conception, née dans les années 70, du voyage comme découverte, apprentissage, voire adoption d'une « culture » autre que la sienne. Le voyage est redevenu égoïste. Avant, on essayait, dès le périphérique passé, d'oublier la tour Eiffel que, comme chaque Français, on traîne forcément à ses basques. La nouvelle chambre d'hôtel, qui ne semble en aucune façon marquée par son environnement, se tient dans une sorte de parenthèse du monde, en marge de celui-ci et contente de s'y trouver, révélateur l'ampleur de la déshumanisation : on ne saurait jamais sortir de soi. Le voyage est, au mieux, une greffe superficielle et très provisoire sur une autre réalité. Le « bul » n'existe pas. Tout n'est que flux du même au même, simple transfert, pur déplacement. Seule la toile de fond de l'extérieur se modifie ; mais on se garde de la voir. Et si, un jour, on allait regretter les papiers à fleurs d'antan ?

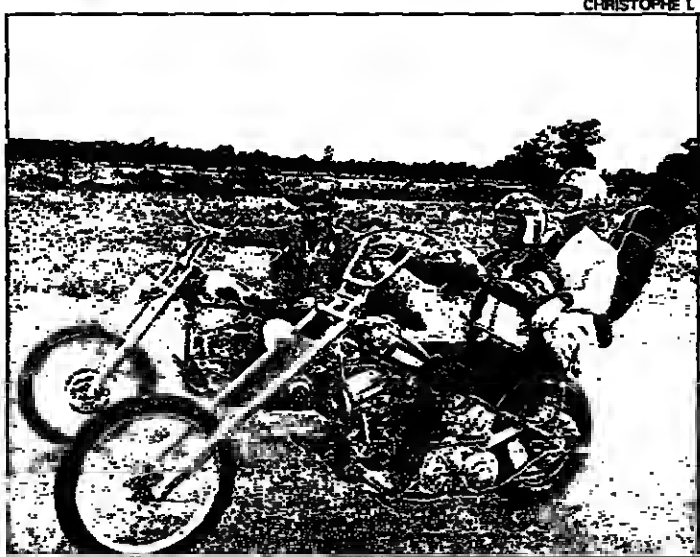
Patrice Bollon

ESCALES

L'Amérique en Harley

A défaut de danser avec les loups ou de chevaucher des mustangs, on peut enfourcher une moto et partir à la découverte de l'Amérique, voire de l'Australie. A condition, bien entendu, de posséder le permis français moto à trois volets (au Canada et aux États-Unis, pour des séjours inférieurs à trois mois) ou le permis international requis en Australie et pour des séjours américains de longue durée. Quant à l'âge minimum pour les locations, il est de vingt et un ans aux États-Unis et de dix-huit ans au Canada et en Australie. Reste ensuite à se procurer la brochure « Moins de Nouveaux Mondes (agences à Bordeaux, Marseille, Nantes, Bruxelles et, à Paris, au 8, rue Mabillon, 75006 Paris, tél. : 111 43-29-40-40), dernière création de ce voyageur. Quatre destinations (les pays cités plus le Mexique) et diverses formules répondent à tous les goûts. Les motards farouchement indépendants opteront pour un « forfait-liberté » comprenant le vol aller-retour et la location d'une moto à Montréal (Honda), Los Angeles (Kawasaki, Honda, Yamaha, Suzuki, BMW ou Harley Davidson) ou Sydney (Kawasaki, Yamaha ou Honda). A partir de 8 000 F les 14 jours au Canada. Ceux qui apprécient la compagnie (de six à dix motos par groupe), choisiront un circuit avec guide local expérimenté. Par exemple, à travers l'Arizona et le Colorado (départ de Paris le 3 août pour 17 jours : 22 860 F, avec l'hébergement et l'assurance, la moto étant achetée et rendue sur place), le Québec et l'Ontario (quinze jours à partir de 12 110 F pour une 500 cm³ l'avion et neuf jours en demi-pension), le Mexique (8 jours, 1 400 km) ou l'Australie avec un circuit de 8 300 km en 27 jours. Quant aux partisans de la convivialité extrême, ils pourront assister au Rassemblement de Sainte-Agathe-des-Monts, au Québec (départ le 15 juin pour 14 jours, à partir de 8 240 F pour une 300 cm³), ou au Grand Prix Laguna Seca, en Californie (16 jours du 18 au 23 avril 1992, 10 630 F en pension complète). Ces prix comprennent l'hébergement et les repas. Précisons que l'on peut soit partir avec sa propre moto, soit acheter et

revendre une moto d'occasion, soit, enfin, acquérir la moto de ses rêves, une Harley Davidson, bien entendu, à choisir parmi la vingtaine de modèles en vente outre-Atlantique. Au prix de l'engin (de 4 700 à 19 400 dollars), il faut ajouter, selon la saison, de 10 380 F à 11 300 F pour l'avion, 2 nuits d'hôtel et le transport de la moto. Précisons que d'autres voyageurs (Cat Voyages, Pacific Holidays, Western Horizons et Zenith) proposent également l'Amérique à moto. Renseignements dans les agences de voyages.



Dennis Hopper, Peter Fonda, Jack Nicholson, dans Easy Rider.

Tintin chez lui

Tintin à l'honneur, du 8 juin au 15 septembre, à l'occasion de l'exposition « Tout Hergé » consacrée à son créateur. Organisée à l'initiative d'une poignée de ses admirateurs, de la Fondation Hergé, du collectionneur Stéphane Steeman et des éditions Casterman, elle se tiendra au Forum des Pyramides, à Welkenraedt, dans la province de Liège. Ouverte tous les jours de 10 heures à 19 heures, avec des nocturnes jusqu'à 22 heures, les mercredis et vendredis, elle présentera, pour la première fois, sur une superficie de 6 000 mètres

carrés, toutes les facettes du talent du célèbre dessinateur au travers de multiples originaux, d'objets l'ayant inspiré, de grands décors en trois dimensions, de témoignages sonores, de projections, d'animations diverses (bourse d'échanges notamment) et de conférences. Une exposition-événement qui offrira une exceptionnelle vision de l'œuvre d'un des maîtres incontestés de la BD. Renseignements à l'Office belge du tourisme (521, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 11)

CHRISTOPHE L.

Barcelone 92

C'est le 25 juillet 1992 que sera donné, à Barcelone, le coup d'envoi des Jeux de la XXV^e Olympiade qui embrasseront la capitale catalane jusqu'au 9 août. Un événement planétaire qui mobilise d'ores et déjà l'énergie des professionnels impliqués dans l'organisation de la manifestation sportive la plus prestigieuse du monde. Ainsi, Sport Travel (23, rue d'Issy, 92100 Boulogne, tél. : (1) 47-61-99-11), agence de voyages officielle des JO de 1992 et qui, à ce titre, détient en France l'exclusivité de la commercialisation (effective depuis le 2 mai) des billets de stade, présente, 450 jours avant la cérémonie d'ouverture, sa brochure *Barcelone 92*. Y sont notamment proposés des vols « aller-retour » depuis Paris (2 625 F) et des forfaits-séjours de 11, 12 ou 22 jours (n'incluant pas les places de stade) dans 11 hôtels 2, 3 ou 4 étoiles, à Barcelone (4 hôtels modestes) et, surtout, sur la Costa Brava (reliée à la capitale catalane par un service de navettes), à Playa de Aro, Lloret de Mar et Calella. Compter, selon la catégorie choisie, de 11 000 F à 23 000 F par personne, en chambre double avec petit déjeuner, pour les 11-12 jours et de 17 800 F à 39 700 F pour la totalité des JO. Quant aux billets d'accès aux sites olympiques, ils sont, selon les disciplines et la catégorie des places, vendus de 45 F à 530 F, le privilège d'assister aux cérémonies d'ouverture ou de clôture se payant de 530 à 2 700 F, selon les places. A noter que priorité sera donnée aux personnes achetant un séjour proposé par Sport Travel. Le programme détaillé des compétitions, les tarifs des billets sur les différents sites et les conditions de vente seront adressés sur simple demande.

Sélection établie par Patrick Fraeets et Danielle Tramard

TELEX

Festival Henri IV à

Montfort-L'Amaury, les 1^{er} et 2^e juin, en souvenir du passage du Vert-Galant dans cette ville, en mai 1591, quand il s'apprête à assiéger Paris. Un écrit de réquisition du blé, signé de son paraphe, est conservé à la mairie. Carroussel, cortège d'apparat, pavares, meutes et trompes de chasse, théâtre de foire, lâcher de papillon marqueront ces deux journées. Renseignements au syndicat d'initiative, tél. : 34-86-00-40

Istanbul en musique, c'est ce que propose de découvrir, du 14 juin au 25 juillet, le voyageur Comovet à l'occasion d'un festival qui prend chaque année un peu plus d'ampleur. Au programme, des concerts, des opéras, des ballets, des spectacles de jazz et de pop musique, et les derviches tourneurs de Konya, les 19 et 20 juin. Une semaine au départ de Paris en hôtel 4 étoiles à partir de 4 375 F en chambre double avec petits déjeuners. Un week-end de 4 jours en hôtel luxe, à partir de 4 748 F. A ajouter les places de spectacles qu'il est possible de réserver depuis Paris.

« Tourisme d'affaires et ouvertures européennes », thème du Forum organisé par la Fédération nationale des comités départementaux du tourisme et le CDT de l'Essonne, le 6 juin à la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, 2 cours, M-Romero, à Evry. Accueil à 9 h 30. Renseignements au 64-97-35-13.

New-York, capitale du monde à l'occasion du Festival international des arts qui, du 8 au 23 juin, accueillera compagnies, groupes, troupes et chœurs venus du monde entier. Au menu : musiques d'Afrique et d'Amérique du Sud, danses des Indes, chorégraphies japonaises, théâtre classique et contemporain, concerts de jazz et comédies musicales. Deux spectacles pour 490 F (à réserver de Paris) sont proposés par le voyageur Rev'Amérique (agences de voyages) dans le cadre de ses séjours de neuf jours (à partir de 6 000 F) à New-York.

L'association internationale de l'hôtellerie (AIH) réunira son 29^e congrès à Stockholm, du 30 juin au 5 juillet prochains. Dès maintenant elle crée, avec American Express, un prix AIH pour l'environnement qui récompensera les hôtels ayant abordé d'une manière créative les économies d'énergie. Renseignements : Françoise Chambaix, AIH, 80, rue de la Roquette, 75544 Paris Cedex 11, tél. : 47-00-84-57.

Festival international d'orgues de Barbarie, les 8 et 9 juin, à Salon-de-Provence. A l'affiche, soixante-cinq « Tourneurs de manivelle » venus d'une dizaine de pays dont l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Canada et la France. En vedette, des orgues de rue, de danse ou de manège. Renseignements auprès de l'Office du tourisme, 56, cours Gimont, tél. : 90-56-27-60.

« La terre moins chère » avec Forum Voyages (dans ses agences, notamment au 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : (1) 42-61-20-20 et par Minitel 3615 code FV). Sa brochure printemps/été 1991 rassemble les vols secs pour des voyages en liberté et privilège les vols réguliers par rapport aux vols notifiés. Le monde entier est desservi et toutes les grandes compagnies sont représentées. Démarche analogue d'Unifarm (63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : (1) 43-29-12-36) avec des vols à tarifs réduits (A/R et allers simples) sur lignes régulières et vols charters pour quelque 200 destinations, au départ de Paris et de la province.

Cinq nouveaux guides aux éditions Arthaud. — Trois pour la France : la Bretagne, de Régis Hantrion (135 F) ; la Provence, de Jean-Louis Delpech (145 F) et la France buissonnière, de Marie-Hélène Baconnet et Pierre Croissiaux (110 F). Deux pour l'étranger : Malte, d'Alain Blondy (125 F) et le Brésil, de Dominique Camus et Chantal Manoncourt (160 F).

Sancerre
coteau
inspiré

AUTO-
MOBILE.

Budget

هكنا من الأمل

Sancerre coteau inspiré



Brusque relief de collines à un détour de Loire, Sancerre cache l'originalité de son passé comme la discrétion de son présent derrière les vitrines d'un vignoble en plein développement. Projeté au tout premier rang des cartes soucieuses d'un goût de France ou de goût tout court, son vin a ancré le nom du bourg dans les repères gourmands internationaux.

plus pressés qu'empresés qu'elle a pu commettre l'irréparable pour les retenir, et tenter de ressembler au désir des plus obtus d'entre eux. Ainsi fut rasée il y a neuf ans la balte de la Nouvelle-Place au profit de murs qui, pour être bardés d'enseignes, n'en furent pas moins leur mésalliance avec toute une ville. Et l'on bâtit aujourd'hui encore rue Porte-César.

Reste l'autre Sancerre, grise des plus heureux gris, dont le maillage habile aussi bien l'opulence que la décapitation, les raccorde et les accorde, dissimulant les jointures entre le siècle de Balzac (et en deçà) et le nôtre. Une ville pas assez délaissée pour passer dans l'autre monde (celui des musées), et dont les négligences sans artifices sont autant de signes singuliers. L'endroit peut bien abandonner le logis des Clément (quatrième siècle), ou la maison Farnault hésiter à trancher entre splendeur et ruine, puisque l'un et l'autre paraissent ainsi se livrer à nous dans leur intimité, non comme un défilé du passé, mais au crédit du futur, celui que nous nous plairions à construire avec eux.

Tous les volets clos sont cependant moins les signes d'une éternité à laquelle on se refuserait de toucher que ceux d'une ville qui s'abandonne trop pour ne pas nous inquiéter de son avenir, à l'« infirmité » aujourd'hui avérée, où la population vieillissante (deux mille deux cent cinquante habitants) ne doit son apparente stabilité qu'à l'installation d'un peloton spécial d'intervention de la gendarmerie chargé de protéger la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire voisine et d'un cantonnement de CRS.

Si l'on ajoute le centre de formation de la police, l'hôtel des finances, le tribunal d'instance, le collège et la poste, c'est tout un bataillon qui semble venu servir l'Etat au sommet du « piton », comme la tour de télécommunications des Garennes relate, d'une éminence proche, les ondes. Ainsi les fonctionnaires que l'on voyait poindre sous les « barons » du siècle dernier se sont-ils imposés, avec plus de discrétion toutefois que la muse nouvelle (la vigne) qui a porté la renommée de Sancerre bien au-delà du département (plus de 50 % de ses produits sont exportés). Elle tient salon dans le dédale de caves ultra-modernes — en croissance constante jusqu'à

cette année — que les cinq dernières familles exploitantes dans le bourg ont fait creuser, là-haut, sous la vieille ville.

Déjà, notre envoyé spécial en 1983, Balzac, rapportait : « Le vin forme la principale industrie et le plus considérable commerce du pays, qui possède plusieurs crus de vins généreux, pleins de bouquet et assez semblables aux produits de Bourgogne pour qu'à Paris les palais vulgaires s'y trompent. Sancerre trouve donc dans les cabarets parisiens une rapide consommation. » Replanté aux quatre cinquièmes en cépage sauvignon après le passage du « typhon » phylloxera à la fin du siècle dernier, le vignoble acquiert alors son identité actuelle. Désormais, plus personne ne pourra situer Sancerre en bord de Saône. Déclaré

d'appellation d'origine contrôlée dès 1936 (1), le petit blanc a commencé ses classes sur les zincs de la capitale et il ne lui faudra pas longtemps pour être convié aux meilleures tables.

Lente après guerre, son ascension s'accéléra dans le dernier quart du siècle. Sitôt produit sitôt vendu aujourd'hui, et si vite bu (trop) que nombre de viticulteurs sont en rupture de stock plusieurs mois l'an. De 1970 à 1990, les 825 hectares cultivés dans les quatorze communes d'appellation sont devenus 1958, les volumes produits ont été multipliés par trois et les prix par sept. Et le cours officiel actuel de l'hectolitre est à son tour multiplié par sept (service compris) pour porter à 18 francs le verre bu debout à Paris.

Si l'on excepte les terribles années en 1 (1971, 1981 et peut-être 1991 — Gérard Cherrier, le président de l'Union viticole sancerroise, estime que 80 % du vignoble ont été touchés par les intempéries cette année), la production des vins de Sancerre a connu une progression constante, avec, de 1982 à 1990, neuf « glorieuses », où les rendements moyens déclarés pouront dépasser 80 hectolitres à l'hectare. A ce débit, plus rien ne résiste à la vigne, qui s'est mise à dévorer un peu plus que les collines du Sancerrois.

Ce n'est pas seulement le paysage (celui que l'on monte goûter des yeux sur le « piton » avant d'y aller du palais) qui s'est trouvé remodelé, mais le monde du tra-

vail, la vie de famille, les espoirs et les esprits. Dans un terroir sans chômage, où la pauvreté même risque de paraître inconvenante, la modeste Sancerre, lorsqu'elle souhaite rehausser ses finances pour simplement tenir son rang, doit désormais envisager d'arracher quelques arpents de bois pour créer des vignes communales. « République » huguenote (et rasée) lorsqu'il fallait être catholique en 1573, royaliste (et vaincu) en 1796 sous le Directoire, elle saura cette fois être comme tout le monde : viticultrice.

En deux générations la vigne s'est imposée. Les frères Vacheron, qui ne veulent pas oublier que les premières terres familiales furent données à leur père par un propriétaire simplement soucieux d'échapper à l'impôt foncier, rappellent qu'en 1960, lors du partage de la forêt des Garennes, l'hectare était vendu 10 000 francs, et estimait qu'un bon hectare aujourd'hui peut être négocié 400 000 francs. C'est dire si l'on surveille les 500 derniers hectares « plantables » (mais de quelle qualité ?) du Sancerrois, comme tout ce qui se trouve à portée. A l'est, de l'autre côté de la Loire (« l'eau nous sépare, mais le vin nous unit »), l'on guigne l'éternel vignoble rival de Pouilly, qui se défend fort bien. A l'ouest, l'on gagne le plus discret Menetou-Salon, dont un quart seulement de l'espace exploitable est planté. Sancerre, qui lui avait justement refusé son appellation, tentera de le « sancerroiser » par l'argent.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 28

(1) En 1959 pour les rouges et rosés.



En vente depuis 2000 ans

Il est des modes qui ne changent pas parce qu'elles ont su conserver ce qui est vrai, comme le sel d'ibiza; elles sont un symbole de style adapté à l'environnement, un symbole de culture populaire remplie d'originalité. Au cours d'une promenade dans le petit marché, vous ne manquerez pas de découvrir des indices qui vous feront voir Ibiza sous un autre jour, des traces de l'échange de civilisations qui depuis 2000 ans viennent à Ibiza à la recherche du sel, piment de la vie. Comprendre l'île d'Ibiza c'est se fonder en elle, se mêler à ses habitants et à ses coutumes, goûter sa gastronomie et découvrir la culture de la Méditerranée qui est conservée intacte pour le plaisir de tous. Ibiza, c'est encore l'île sur les plages de laquelle on respire une ambiance où tout invite au divertissement. Face aux modes qui évoluent sans cesse, il est encore possible de remonter aux sources.



Pour plus de renseignements contactez notre agence de voyages à l'Office de Tourisme d'Ibiza à Paris.

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

AUTO- MOBILE.

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif « tout compris ». Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude.



Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toll Free 0904 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.

Budget

paraître. Un ne le répètera jamais carte.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 28 AU 31 MAI

PARIS

En guise de consolation

INDICE CAC 40
+3,15%

Au lendemain de la défaite en Coupe d'Europe de l'Olympique de Marseille face à l'Étoile rouge de Belgrade, les supporters malheureux de l'OM - ou du moins ceux attachés à l'évolution de leur portefeuille - auront peut-être trouvé une meilleure consolation dans la Bourse. Après deux semaines de baisse, le marché est reparti de l'avant sans pour autant retrouver son entrain. Certes, le score de la semaine est encourageant avec un gain de 3,15 %, mais le déroulement des séances à Paris a été aussi décevant que la rencontre de football à Bari. Les investisseurs sont restés sur la défensive pour consolider leurs positions avant d'esquisser une contre-attaque vendredi. À l'exception de lundi (-0,18 %), les quatre autres journées ont été gagnantes, avec une progression maximum de 1,34 % le dernier jour du mois.

Vendredi 31 mai, l'indice CAC 40 dépassait dès les premières heures de l'après-midi son plus haut niveau de l'année (1 851,89 le 3 avril dernier) pour terminer à 1 861,78. La progression enregistrée par le baromètre de la place française depuis les premiers jours de janvier atteint à présent 22,6 %. Toutefois, malgré cette embellie, l'indice CAC 40 reste loin de son record historique (2 129,32 le

20 avril 1990) et même encore en deçà du niveau enregistré à la veille de la crise du Golfe, le 1^{er} août dernier (1 980,07). L'influence de Wall Street, où les investisseurs croient de plus en plus à une sortie imminente de la récession, a stimulé leurs homologues du Palais Bourbon. Reste à savoir quelle sera l'ampleur de la croissance retrouvée. A l'ours, symbole de la baisse, semble se substituer actuellement le taureau, l'animal fétiche de la hausse. Aux États-Unis peut-être, mais en France rien n'est moins sûr.

«Luisante plutôt que terne»

Les indicateurs économiques, pour l'heure, ne sont pas des plus encourageants. «A moins d'une reprise plus forte qu'attendu, nous aurons du mal à dépasser sur l'année une croissance de 1,5 %». Les propos du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, mardi au Sénat, tranchaient avec le relatif optimisme qu'il affichait jusqu'alors. Deux mauvaises nouvelles venaient compléter le tableau : l'aggravation du chômage en avril (+1,3 %) et la tentative du gouvernement de réduire le déficit budgétaire en contractant notamment de 17 milliards de francs les dépenses de cette année.

Une semaine après, les propos du premier ministre, Mme Edith Cresson, sur la Bourse - «dont

elle n'avait rien à craindre» - ont continué de résonner amèrement aux oreilles des investisseurs. L'une des réactions vives fut alors celle de M^{me} Nathalie de Kergorlay, déléguée générale du Comité des entreprises du second marché. «Au nom des 300 entreprises cotées au second marché, qui représentent le vivier de la croissance de l'économie française, je regrette infiniment que vous ayez décidé de déléguer la censure... Permettez-moi de vous rappeler que la Bourse est le moyen irremplaçable de financer un développement accéléré tout en préservant l'indépendance financière et le pouvoir de décision. «Mardi, sur les antennes d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy mettait un terme aux polémiques en affirmant : «La Bourse est irremplaçable... Je préfère que la Bourse soit luisante plutôt que terne».

Si elles ont un temps déconcerté par leur maledresse, les déclarations de M^{me} Cresson n'ont tout de même pas empêché les affaires d'aller leur train. Deux Bretons, MM. François Pinault et Vincent Bolloré, en sont les exemples : le premier en prenant le contrôle de Conforama et le second en mettant la main sur Delmas Vieilleux, l'industriel du bois. M. François Pinault, a acheté au numéro du luxe, M. Bernard Arnault, président de LVMH, la chaîne de distribution de meubles Conforama pour 4,4 milliards de francs. Le montage retenu pour

cette prise de contrôle est complexe. Il passe par une offre publique d'achat ou d'échange alternative. Les actionnaires de Conforama ont le choix soit d'apporter leurs titres au prix de 1 120 francs par action (pour un dernier cours de 884 francs), soit d'échanger leurs actions contre des titres du Bon Marché (maison-mère de Conforama) acquis auparavant par une filiale de Pinault. Les parties d'échange sont de 10 actions Conforama pour 11 Bon Marché.

Parallèlement, LVMH a été très entouré sur des rumeurs concernant un rattachement effectué par M. Bernard Arnault afin de conforter sa majorité dans son groupe de luxe grâce aux gains tirés de la vente de Conforama.

Vendredi, la Compagnie financière Delmas Vieilleux, principal armement naval privé français, est tombée dans l'escarcelle du groupe Bolloré et de ses alliés avec la cession d'un bloc de 17 %. La part de Bolloré passe ainsi à 31 % et celles de la famille Vieilleux favorable à ce groupe à 26 %, tandis qu'AXA conserve sa minorité de blocage de 34 %. Toutefois, chez Bolloré, on s'empresse de préciser qu'il ne s'agit pas d'une prise de contrôle, ce qui obligerait la firme à lancer une OPA sur le reste du capital, à un prix très onéreux. L'action, au cours actuel de 4 000 francs, est - dit-on - surcotée.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Record historique

NEW YORK
+3,9%

Wall Street a enregistré une de ses meilleures performances hebdomadaires (+3,9 %) dans un marché très actif encouragé par la certitude d'une reprise imminente de l'économie. L'indice Dow Jones est repassé au-dessus de la barre des 3 000 points dès jeudi 30 mai pour inscrire le lendemain un nouveau record historique à 3 027,50 points, battant celui du 17 avril dernier (3 004,46).

Dès la réouverture du marché mercredi après le congé du Memorial Day, les acheteurs informés ont lancé la traditionnelle reprise d'été. En effet, jusqu'à présent, une seule fois en cinquante ans, le Dow Jones n'est pas reparti à la hausse en été, selon les statistiques tenues par la firme Smith and Barney, qui ne donne pas de précision sur la date de cet événement.

Si ce que les prises de bénéfices ont sporadiquement pesé sur le marché, la demande a été alimentée par de nombreux indicateurs annonçant la fin de la récession aux États-Unis. Le signal a été donné par la fermeté du secteur industriel, en particulier les départements de l'automobile, des papiers et de la construction.

La progression de 3,4 % des ventes de logements en avril et celle de 1,2 % des ventes de logements neufs ont apporté une bouffée d'optimisme, renforcée par

l'augmentation de 1,8 % des commandes industrielles et par la hausse de 0,6 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques (censé anticiper la conjoncture). Autre élément positif, le nombre d'Américains ayant demandé à bénéficier d'une allocation de chômage a encore diminué de 9 000 personnes pendant la semaine qui s'est terminée le 18 mai.

En revanche, le marché n'a guère réagi à l'augmentation de 0,1 % des revenus personnels des Américains, car elle s'est accompagnée d'une diminution identique de leurs dépenses.

Indice Dow Jones du 31 mai : 3 027,50 (c. 2 913,91).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Alcoa	67 3/4	71 1/8
ATT	36	37 1/8
Boston	46 3/8	49
Chase Man. Bank	18 1/4	19 1/8
De Post de Nemours	43 1/8	47 1/4
Eastman Kodak	41	42 3/8
Exxon	58 5/8	58 3/8
Ford	33 3/8	36 1/4
General Electric	73	77 1/4
General Motors	39 1/2	43 1/8
Goodyear	24 3/4	26 3/8
ITT	105	106 1/4
ITT	58 1/2	60 7/8
Mobil Oil	64 7/8	65 3/8
Pfizer	58 3/8	58 5/8
Schlumberger	60 3/4	62 1/8
Texas	64	64 5/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	147 3/4	152 1/4
Union Carbide	19	20
USX	25 3/8	24 7/8
Westinghouse	27 3/8	29 1/2
Xerox Corp.	57 3/8	58 3/8

TOKYO

Progression mesurée

TOKYO
+1,02%

La place japonaise a amorcé un mouvement de reprise en milieu de semaine, qui lui a permis d'effacer ses pertes et d'enregistrer finalement un léger gain (+1,02 %) au terme des cinq séances. La semaine avait pourtant mal démarré avec un recul des valeurs lundi et mardi de 0,4 % et 0,14 %. Dès mercredi, l'indice Nikkei repartait de l'avant et la progression s'est chaque jour consolidée (+0,4 % mercredi, +0,6 % jeudi et vendredi). Le mouvement des deux derniers jours s'est effectué dans le sillage de Wall Street, encouragé aussi par la baisse des taux d'intérêt à court terme. Cependant, la reprise n'a pas été aussi forte qu'escomptée en l'absence de facteurs de

soutien plus prononcés. Vendredi, le volume des transactions a augmenté, atteignant les 450 millions de titres, contre 360 millions jeudi. Parmi les titres en hausse figuraient ce jour-là les secteurs des métaux, de la construction navale et des compagnies d'électricité.

Indices du 31 mai : Nikkei, 25 789,62 (contre 25 529,14), Topix, 1 964,77 (contre 1 944,67).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Akai	1 140	1 160
Bridgestone	1 070	1 060
Canon	1 490	1 510
Fuji Bank	2 790	2 808
Honda Motors	1 310	1 350
Mitsubishi Electric	1 650	1 680
Mitsubishi Heavy	750	748
Sony Corp.	6 080	6 300
Toyota Motors	1 800	1 800

LONDRES

Sans enthousiasme

+1,15%

La Bourse de Londres a progressé modérément (+1,15 %) au cours d'une semaine morne en l'absence de statistiques économiques et écourtée par un jour férié en raison du Bank Holiday célébré lundi. La progression des valeurs a cependant été ralentie par la parution d'une étude estimant que la reprise de l'économie en Grande-Bretagne ne se fera pas avant 1992. Cette publication est contraire aux prévisions du gouvernement, qui anticipent le début de redressement au second semestre.

Après avoir franchi un instant vendredi la barre psychologique des 2 500 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs, sous le poids de prises de bénéfices, est revenu juste en dessous de ce niveau (2 499,5).

Plusieurs augmentations de capital, pour un montant total de 280 millions de livres (2,8 milliards de francs), lancées notamment par le groupe hôtelier Queens Moat Houses (184 millions de livres) et par British Petroleum (56 millions), ont alourdi la tendance.

Indices du 31 mai : 100 valeurs, 2 499,5 (c. 2 471,1) ; 30 valeurs, 1 957,2 (c. 1 932,5) ; Fonds d'Etat, 84,18 (c. 84,24) et mines d'or, 177,0 (c. 165,9).

	Cours 24-5-91	Cours 31-5-91
Bovater	5,85	5,94
BP	3,28	3,31
Charter	4,60	4,58
Courtauld	3,89	4,02
De Beers	13,50	13,56
Glaxo	11,63	11,75
GUS	15,00	15,00
ICI	12,28	12,94
Reuter	8,58	8,43
Shell	5,01	5,10
Unilever	7,35	7,70
Vickers	2,06	2,05

FRANCFORT

Au plus haut de l'année : +1,93 %

Le marché de Francfort a aussi bien terminé le mois de mai qu'il l'avait commencé, en clôturant au plus haut de l'année. En effet, ce record à la hausse a été enregistré sept fois dans le courant du mois, l'avant-dernier remontant au vendredi 24 mai. La clientèle allemande et étrangère, particulièrement américaine, a vivement recherché les valeurs allemandes. L'indice instantané DAX a progressé de 1,93 % d'une semaine à l'autre. Mais à son nouveau plus haut (1 704,11), il reste encore nettement en deçà (-29,5 %) de son record historique (2 414 points) inscrit le 3 avril 1990.

Sur les huit places boursières de l'Allemagne, le volume des transactions s'est élevé à 44,30 milliards de DM (150 milliards de francs) contre 40,96 milliards vendredi dernier.

Parmi les valeurs bien orientées figuraient l'assureur Allianz, qui s'attend à 50 milliards de deutschemarks de prime en 1991, et le constructeur automobile Volkswagen, qui a conforté sa place de numéro 1 allemand et européen en accroissant sa part à 28,3 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Indices du 31 mai : DAX 1 704,11 (c. 1 671,87) ; Commerzbank 2 035,20 pts (c. 1 983,70).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
ABG	191	186,50
BASF	256,10	259
Bayer	287	292,80
Commerzbank	276,10	267,80
Deutschebank	666,50	678,50
Hochtief	267,80	275,30
Karstadt	644	644,50
Mannesmann	287,80	279
Siemens	628	646
Volkswagen	387	392,50

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	31-5-91	Diff.
AGF	520	-19
AXA (ex-CIC Mid)	174	+20
Bail Equipement	136	+7,40
Banque Paribas	510	+18
Cedem	708	+23
CCF	150	+2
CCF	272	+71
CFI	370	+17
Chargers	763	+29
CPA	385	+91,90
Eurofrance	730	+91
GAN	997	+17
Hélin (La)	587	+13
Locofrance	485,10	-59,90
Locofrance	805	+2
Midland Bank	90	+10,70
OFF	741	+75,90
Paribas	474	+4,50
Schneider	754	+10
Société générale	459	+10,70
Sovac	675	+15
Suez (C. fin.)	350,20	+9,40
UAP	586	+28
UCI III	145	+5,90

(1) Coupon de 5 F.

Alimentation

	31-5-91	Diff.
Beghin-Sey	642	+15
Burgundy	2500	-100
BSN	906	+19
Carrefour	1982	+65
Carrefour (Fin.)	136,90	+1,91
Eurocassa	4230	+31
Gervens-Gast	1195	+25
LMH	4266	+276
Osud (C. fin.)	798	+34
Unipar	251	+1,85
Pernod-Ricard	1185	+35
Promodis	2162	+77
Saint-Louis	1483	+23
Saint-Pierre	1476	+8
Nicla	35500	+1070

Valeurs diverses

	31-5-91	Diff.
Accor	773	+9
Air liquide	699	+14
Ajomar	150	-50
Bic	761	+6
Bio	330	+11
CDIP	694	+19
Club Méditerranée	446	+1,50
Esol	363,50	+14
EuroDisney	123,30	+1,60
Europe	1120	+184
Eurotunnel	48,70	+0,60
Groupe C&L	605	+38
Hachette	199,50	+3
Havas	492,70	+6,70
Marine Wende	351	+6
Navigation mixte	1305	+4
Nord-Est	131,40	+1,40
L'Oréal	584	+4
Samp-Gobain	144,10	+4,90
Samol	970	+40
Sauvies Chailion	261	+0,90
Skis Rossignol	675	+10

Métallurgie, construction mécanique

	31-5-91	Diff.
Alpi	386	-3
Dassault-Aviation	468,10	-21,90
De Dietrich	1550	+28
Fives-Lille	237,50	+7,50
Penhoët	515	+20
Peugeot	606	+38
SAGIM	1648	-52
Strafor, Facom	910	+44
Valeo	454	+3
Valloire	301	+10

Produits chimiques

	31-5-91	Diff.
East, Méridex	4590	+110
Roussel-Uclaf	2 011	+11
Synthelabo	810	+20
BAF	824	+14
Sayer	1 000	+28
Hochelt	932	+31
Imp. Chemical	128,20	+0,60
Nova Hydro	177,50	+2,50

Matériel électrique

	31-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	600	+30
Roussel-Uclaf	2 011	+11
Synthelabo	810	+20
BAF	824	+14
Sayer	1 000	+28
Hochelt	932	+31
Imp. Chemical	128,20	+0,60
Nova Hydro	177,50	+2,50

Mines, caoutchouc

	31-5-91	Diff.
Géophysique	710	-10
LMH	311,80	+1,80
Métallurgie	97,80	-0,70
Nichem	103	+7,50
R.F.	51,60	-0,50
ZCC	1,78	+0,04

Pétroles

	31-5-91	Diff.
BP-France	127	+6
ELF-Aquitaine	368,60	+9,10
Esso	660	+28
Primagis	425	+6
Sogefra	402	+3
Total	786	-6
Exxon	344,50	+0,20
Petrolina II	1 933	-6
Royal Dutch II	478,50	+9,40

(1) Coupon de 69 F.

Filatures, textiles, magasins

	31-5-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 120	+100
OHV	779	+9
Danart	1 922	+2
DMC	396,10	+11,10
Gal. Lafayette	1 750	+40
Nouv. Galerie	820	+3
Primagis	638	+3
La Redoute	3 600	+24,5
SCOA	23	+2,70

Bâtiment, travaux publics

	31-5-91	Diff.
Auail. d'ent.	1 180	+11
Bouygues	616	+27
Ciments français	360	+15
GTM	443	+2,5
Inmob. Phénix	192	-2
J. Lefebvre	782	+22
Lafarge-Coppée	381,90	+38
Publicis	485	+3
SGE-SB	246	+4,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 mai 1991
Nombre de contrats : 79 515

	COURS	ÉCHÉANCES
	Jun 91	Sept. 91
Premier	106,28	106,34
+ base	106,48	106,54
+ base	106,38	106,32
Dernier	106,38	106,44
Compensation	106,38	106,44

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	24-5-91	27-5-91	28-5-91	29-5-91	30-5-91
RM	1 940 067	2 856 650	1 619 871	2 317 752	1 918 815
Comptant	10 188 945	8 610 136	9 300 893	5 681 666	5 122 003
R. et obl.	194 549	76 370	300 105	152 208	188 846
Actions	12 333 561	11 543 156	9 102 869	8 151 626	7 229 664
Total	12 333 561	11 543 156	9 102 869	8 151 626	7 229 664

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	31-5-91	Diff.</
--	---------	---------

Les fantômes de Phnom-Penh

Suite de la page 25

L'après-midi, quand, au lycée Santhomok, les élèves répondent cinq par cinq au professeur car ils sont trop nombreux. On les entend de la rue, c'est la leçon U. « La plu-mu. Lo flu-ten »... Pas un accent circonflexe ne manque sur les ardoises. Quand un cyclomoteur se désole, d'un sursaut immortel, que l'on s'étonne de tant de pénurie : « Mais on peut vivre avec l'insuffisance ».

C'est une plainte en demi-mesure, et déjà, en fin d'après-midi, dans l'aéroport désert, on n'a plus envie d'envoyer de cartes postales de Phnom-Penh. La boîte aux lettres, jaune PTT comme sa voisine, la machine à timbrer, est aussi un peu perturbée : « La prochaine levée aura lieu mercredi à 27 heures ». Il faudra confier son courrier à quelqu'un qui part. Les visiteurs s'en vont toujours avant l'heure de la levée. Toujours avant celle de la nuit.

Ce n'est encore que l'ombre d'une plainte, et sur la terrasse de l'Alliance française, le ciné-club diffuse *Sans Famille*, un mélodrame comme les affectionnent les

Khmers qui ne s'apitoient qu'au cinéma. Il y a trois ans, il était interdit de parler aux étrangers. L'Alliance française compte aujourd'hui quatre mille élèves, vingt-six professeurs français, et un gros générateur chinois acheté à Bangkok. Quelques heures après le début des inscriptions, les formulaires gratuits étaient revendus sur les marchés. L'enseignant est l'ancien surveillant général du lycée Descartes. Un rescapé qui a été repêché dans la rue où il coiffait les passants.

Un gémissement peut-être, et au pied du Naga qui dévale l'escalier du Phnom, un étudiant a garé son vélo. Il s'est assis sous ce qui est peut-être l'unique réverbère éclairé de la capitale, et il étudie un cours de biologie. Apprendre, on apprend avec frénésie à Phnom-Penh, comme pour conjurer le souvenir de ceux qui avaient déclaré l'enseignement secondaire aussi inutile que la monnaie. Le soir, le Phnom est un lieu de syncrétisme que se partagent Boudha et le génie foncier Neak Ta Prah Cau. Les Khmers rouges ne l'ont pas rasé, comme la cathédrale, ni

même abîmé. C'est un endroit un peu magique où l'on peut lire l'avenir.

Une plainte récurrente, et à côté du zoo, oiché sous le Phnom, trois hommes boivent du vin de riz sous une lampe à pétrole. Ils ne demandent pas mieux que de réveiller le léopard, qui se sentait un peu seul, lui aussi, et le petit ours des Cardamomes. Le « tigre des obélisques », comme dit la langue khmère, cette langue d'exercice rébarbatif où vingt-deux signes vocaliques se prononcent différemment selon la consonne dont ils dépendent. Les Khmers la parlent toujours d'une voix douce, même lorsqu'ils commencent des récits qui n'ont pas le temps d'être terrifiants car, vite, on prend l'air absent.

C'est un déclinisme silencieux, et silencieux encore à l'heure du couvre-feu, quand l'obscurité n'est plus traversée que par quelques sifflets policiers. Quand on monte sur les toits où dorment des dizaines de corps, allongés sur des nattes comme les victimes d'une catastrophe invisible. Que l'on grimpe au dernier étage des immeubles par une échelle de fer, au travers d'un mur défoncé. Et que l'on rejette les clandestins qui squattent le ciel et attendent, pour manger, le retour d'enfants dont le métier est de suivre les boîtes en portant leur panier.

C'est un cri étranglé, lorsque la nuit s'avance et que le pont du Tonlé Sap, cassé par un bombardement, tente encore de rejoindre le rivage perdu, de l'autre côté. Le pont se tend, il se cabre. Deux cents mètres en suspension, deux cents mètres vers le ciel, avant la rupture, et il n'y a bientôt plus qu'un bastion pour se raccrocher, ou les lumières du Mékong Express, ancré là sur le fleuve. Un cri, quand le pont se jette à l'eau, mais rêver de suicide, disent les Cambodgiens, c'est vaincre ses ennemis.

Une musique lancinante et, sur le Phnom, les guirlandes métalliques s'entrechoquent. Le vent est tombé mais un souffle a frôlé les banderoles et le Phnom frissonne tout entier. C'est la dernière lune de la saison des pêches et la ville est vide, aussi vide qu'il y a douze ans quand les Vietnamiens sont arrivés. Sur les toits, les corps se serrent contre les nattes. Les ombres sentent des milliers de présences anxieuses autour d'elles et entendent leurs reproches : « La terre khmère est peuplée de fantômes ».

Et soudain, on les entend crier. Ils crient et là-bas, à Tuol Sleng, les chaînes se mettent à grincer et les tourments à hurler. Mais on ne peut, à Tuol Sleng, que hurler en silence. Hurler à l'intérieur. C'est écrit au face des cellules, sur des tableaux d'écoliers, car Tuol Sleng n'était qu'un lycée : « Il est interdit de crier sous la torture ». Souffrir ne donne pas le droit de gémir.

C'est la nuit, bien après le couvre-feu. Et on voit encore les taches de sang sur le carrelage. Et des photos, des murs de photos, des regards hantés mais des visages de maître, même celui qui a la bouche écarotée. Les êtres sont empilés, on se sait plus quoi en faire. Une carte du pays, on en fera une carte, le Cambodge unifié. Et il se trouvera un artiste pour aligner les crânes. Et un ouvrier encore pour les passer au vernis.

La nuit, quand la musique n'est plus que cymbales. Quand les fantômes reviennent, les *Kmoch*, une corde autour du cou, et au bout, le pierre qui les a entraînés au foot. Le maître s'est réveillé. L'élève a oie fait. L'élève aujourd'hui essaye de retrouver tous les morceaux de musique que le maître savait. Mais les deux tiers du répertoire sont perdus. L'élève souffre seul d'avoir survécu seul, et le bouddhisme pourtant n'est pas d'abord une religion de la culpabilité.

La nuit, quand la mémoire est hantée par un enfant prostré. Un enfant autiste, qu'on a vu se réveiller. L'enfant a mangé une glace. L'enfant a joué au football, on l'a cru revenu à la vie. Mais il s'est endormi après la fin de la fête, la fin de la fête des morts.

La nuit, quand les âmes s'appellent et appellent au secours, quand elles reprochent aux vivants de ne pas les avoir accompagnés sur le chemin des morts. Quand les ombres tournent, que les têtes sont cassées et que le cri fait mal. La nuit qui hurle encore mais demain, oui demain, il fera jour.

De notre envoyé spécial
Corinne Lesca

BN : les écrits restent les livres s'en vont

La BN sera toujours la BN. Un jour, avant 1995, les livres traverseront la Seine, érudits et curieux iront « lire » à Tolbiac. Alors la « Nationale » deviendra le musée qu'elle était déjà et que l'on ignorait. Visite exploratoire parmi les trésors en coulisses et rencontre avec les passionnés qui les gardent.

La lutte est trop inégale. D'un côté, des hommes et des femmes, des chercheurs, des étudiants, de simples lettrés, parfois, qui occupent, jour après jour, génération après génération, les trois cent soixante places assises de la salle des imprimés. De l'autre, la Bibliothèque nationale, la BN, une terre secrète, inaccessible, une matière fuyante, trop riche pour la dimension humaine.

Question : combien de cerveaux seraient nécessaires pour emmagasiner, recueillir le savoir contenu dans les 100 kilomètres de rayons, dont cette vaste salle aux couloirs de verre, cette « cathédrale laïque », comme ils disent tous, est le seul sanctuaire d'écriture ? Question absurde, bien sûr. Mais ces dévotionnaires de pages, ces annotations de citations rassemblées dans les vif, ainsi attablées dans ce décor basilical imaginé par Henri Labrousse, en 1859, occupés à une titanique tâche. Découvrir, explorer, avec autant de méthode que possible, ce que contient l'immense caverne de la rue de Richelieu.

Peine perdue. Ils usent, courbés, scolaires, dans un silence de froissement de papier, sous des parois chargées d'ouvrages : seize-vingt mille, selon l'architecte, dans cette seule salle. Écrasés ! Eux, au ras du sol, suivant leur chemin entre les tables, les fichiers, les bureaux des bibliothécaires, et puis s'asseyant pour des heures. Les livres, tout autour,

semblent immobiles, malgré les emprunts, ici ou là, faits par un magistère, imposants, énigmatiques. Il faudrait plusieurs vies pour tout lire de ce qui tapisse cette salle.

Comme pour adoucir cette injustice, cette avance des auteurs sur les lecteurs, partout sont accessibles les « usuels », les livres qui résument déjà d'autres livres, les catalogues... Comme si l'on craignait le coup de sang d'une de ces fourmis. Sa lassitude, livres de composition, à hauteur d'homme. Ces profs, ces étudiants lèvent parfois le nez vers les hauteurs, qui, selon Emmanuel Le Roy Ladurie, l'administrateur de la BN, se chargent de spiritualité dans la lumière du soir. Bien sûr, ils doivent parfois se décourager.

Chaque jour, on leur sert quelques milliers d'ouvrages, pour leurs études personnelles, plus largement pour leur permettre de procéder par à ce combat incessant, et ingérable. Même les plus rapides n'en liront que quelques dizaines de pages. Quelques lecteurs célèbres, comme Michel Foucault, firent une œuvre sur la matière déversée ici. Mais pour quelle part des stocks contenus tout au long de ces couloirs, de ces galeries balisées de lances à incendie ?

Dérisoire. Douloureux, malgré le courage des yeux, et la patience des cellules grises. Tout au long des derniers siècles, des savants teoèrent d'impossibles performances. Ils lurent plus qu'aucun autre. Aujourd'hui encore, un historien s'accroche à son projet fou : tout lire sur le génie du dix-huitième siècle. En quarante ans, cet obstiné n'a pas dépassé le stade de la mité des ouvrages disponibles sur le sujet. Il vient toujours, s'assoit toujours à la même place, comme les autres fantômes de cette étrange et permanente humiliation.

Pendant la rédaction de sa thèse sur « L'opinion et la guerre du Tonkin », dans les années 50, Emmanuel Le Roy Ladurie avait fini par obtenir le numéro 222. Comme s'il fallait du courage à ces entreprises de remonte de savoir, ils ont leurs tics, leur angle de vue familier, mille petites manies qui vont bien au lieu, et qu'on leur passe volontiers. Les

conservateurs, les magasiniers de la Bibliothèque savent cette humanité en proie à un songe impossible : Tout lire.

D'autres ont recroqué, il y a longtemps, mais reviennent pour l'atmosphère, pour l'amour de Gutenberg, pour se réchauffer en cette salle hors du monde et du temps, et où, pourtant, on peut commander, consulter tout ce qu'il faut pour comprendre, et le monde et le temps. Quelques-uns, enfin, viennent pour ne rien lire, ou simplement leur journal quotidien. Pour rêver à tous les ouvrages qu'ils ne liront jamais.

Sage réflexion, à bien y réfléchir. Car, pour qui a la chance de visiter un jour, de fond en comble, cet antre de la mémoire rédigée, le voyage dans les livres contraint à la modestie. Les romans, répertoires sous la cote Y2, devraient faire renoncer à écrire n'importe quel auteur un peu réaliste. Son livre est déjà là, forcément. Quel que part sur ces centaines de mètres, la BN est co chargée du dépôt légal, et chaque écrit paru, ou simplement distribué, jusqu'au bulletin paroissial, jusqu'au tract syndical, y échoit. Plus de dix millions d'ouvrages dont la mise en informatique sera achevée, en principe, pour l'ouverture de la future bibliothèque de « Tolbiac », comme disent les conservateurs. Le catalogue imprimé, commencé au début du dix-neuvième siècle, compte lui-même deux cent trente volumes. Le fichier informatique des années 1970-1990 est fort, déjà, d'un million de fiches.

Promenades, chiffres, discussions avec des conservateurs passionnés, seuls détenteurs de quelques secrets sur « Richelieu », tout, ici, peut conduire au vertige, pour peu qu'on aime l'écrit. A la réserve, part des œuvres qu'on s'attache à la consultation systématique de la salle des imprimés, une exposition est consacrée, ce mois-ci, à l'Algérie. Des ouvrages sur parchemin, sur vélin, des reliures d'un autre âge. Mais ces trésors ont des cotes. Hier encore, d'importe quel étudiant pouvait à loisir consulter la plupart d'entre eux. « La valeur marchande des livres est un phénomène récent, paraît s'excuser la jeune responsable de l'exposition. Pour nous, ce



BERNARD SÉVY

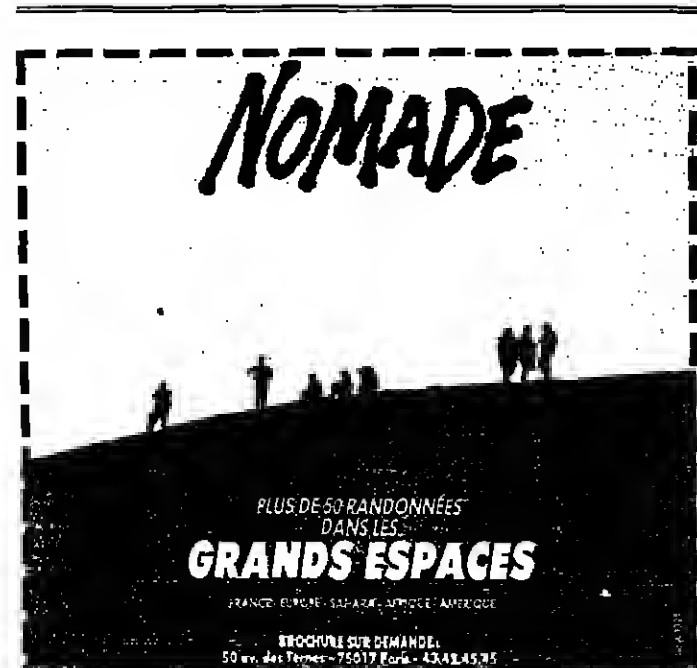
Guide

Comme la plupart des pays de la communauté internationale, la France - pourtant co-présidente avec l'Indonésie de la conférence internationale de Paris sur le Cambodge - ne reconnaît pas le régime du Phnom-Penh, installé par les Vietnamiens en janvier 1979 après la chute des Khmers rouges, au pouvoir depuis le 17 avril 1975.

Elle n'en a pas moins ouvert à Phnom-Penh une Alliance française, qui a été inaugurée très officiellement par le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucé, en octobre dernier, et dont le courrier est géré par la

valise diplomatique du Quai d'Orsay. Paris n'entretient pas de représentation officielle à Phnom-Penh. Le Cambodge, réciproquement, n'a pas d'ambassade à Paris. Les possibilités d'obtenir un visa individuel sont donc limitées. On peut néanmoins s'adresser au Bureau d'information de l'Etat du Cambodge, qui servira d'intermédiaire. Il faut compter au moins un mois pour avoir une réponse, puis aller chercher le visa, généralement au consulat du Cambodge à Ho-Chi-Minh-Ville, au Vietnam.

Renseignements : Bureau d'information de l'Etat du Cambodge, 173, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 42-45-75-94.



GRANDS ESPACES

FRANCE DÉPÂTE SARAZ-URVILLE AMÉRIQUE

RECOUPÉ SUR DEMANDE

50 av. des Terres - 75017 Paris - 43.48.45.95

NOM

VILLE

que l'on peut son parir avec, sa oroque moto, soit acheter et

ADRESSE

CODE

sur une superficie de 6 000 mètres | chemin de fer... C'est fort loid!

Sancerre coteau inspiré

Suite de la page 27

Face aux fortunes trop voyantes de jeunes gens pressés d'oublier jusqu'aux valeurs de solidarité d'une corporation, et que les habitants de la vallée raillent sous le nom de « 4 x 4 des vignes », Edmond Vatso, au hameau de Chavignol, offre la figure du « sage » et dénonce « l'escalade dans la plonction, qui conduit à occuper la plaine jusqu'à 20 kilomètres alentour. » « Les vignes, ça se mérite, estime-t-il, sinon l'on n'est qu'un marchand de vin. Autrefois, on les campait en journées et non pas en hectares. C'était l'époque où le ban vin du Sancerrois s'appelait chavignol. Car le cœur du vignoble n'est pas ailleurs qu'ici, même si l'on trouve d'authentiques vignes aussi à Bué, Verdigny et Sur-en-Pouss. Chavignol n'a été annexé qu'à la Révolution, il n'avait auparavant jamais rendu obédience au comte de Sancerre. »

« Et que signifie tout ce tapage autour des prétendues « vendanges tardives » ? questionne-t-il. On vendange à maturité ou pas. C'est tout le vignoble qui doit profiter du dernier rayon de soleil d'automne, pas un arpent que l'on a mis de côté en convoquant la télévision. Certains en arrivent à s'indigner plus à l'apparence qu'au contenu, que l'on pasteurise, que l'on drague à la vitamine C ou que l'on réensemence

avec des levures artificielles qui rendent tous les vins semblables. Alors qu'on ne devrait jouer qu'avec les lunes, pour un vin vivant, naturel. Le sancerre ne se boit pas forcément jeune : mon cinquantenaire est resté jeune. Je mets le moins d'étiquette possible, juste une collerette, le minimum réglementaire. Et c'est moi, le plus archaïque, qui suis cité dans le *Parker* [américain] et le *Johnnie* [britannique] ! »

Les regards demeurent si exclusivement fixés sur elle, que,

Guide

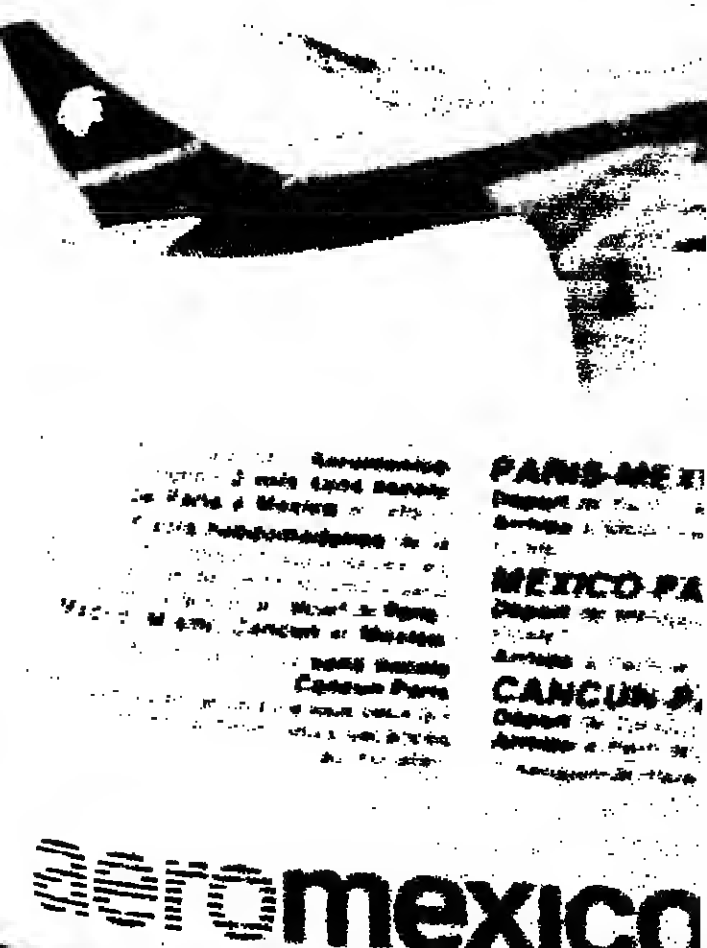
Les chambres d'hôtel sont parfois difficiles à trouver à Sancerre. Dans la vieille ville, signalons l'Hôtel du Rempart, sur le rempart des Dames (tél. : 48-54-10-18). Le restaurant La Tour offre une cuisine rustique de qualité (31, place de la Halle, tél. : 48-54-00-81). A Chavignol, on peut faire escale à la table de La Treille, place de l'Orme (tél. : 48-54-12-17).

Le syndicat d'initiative se trouve sur la Nouvelle Place (tél. : 48-54-08-21).

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

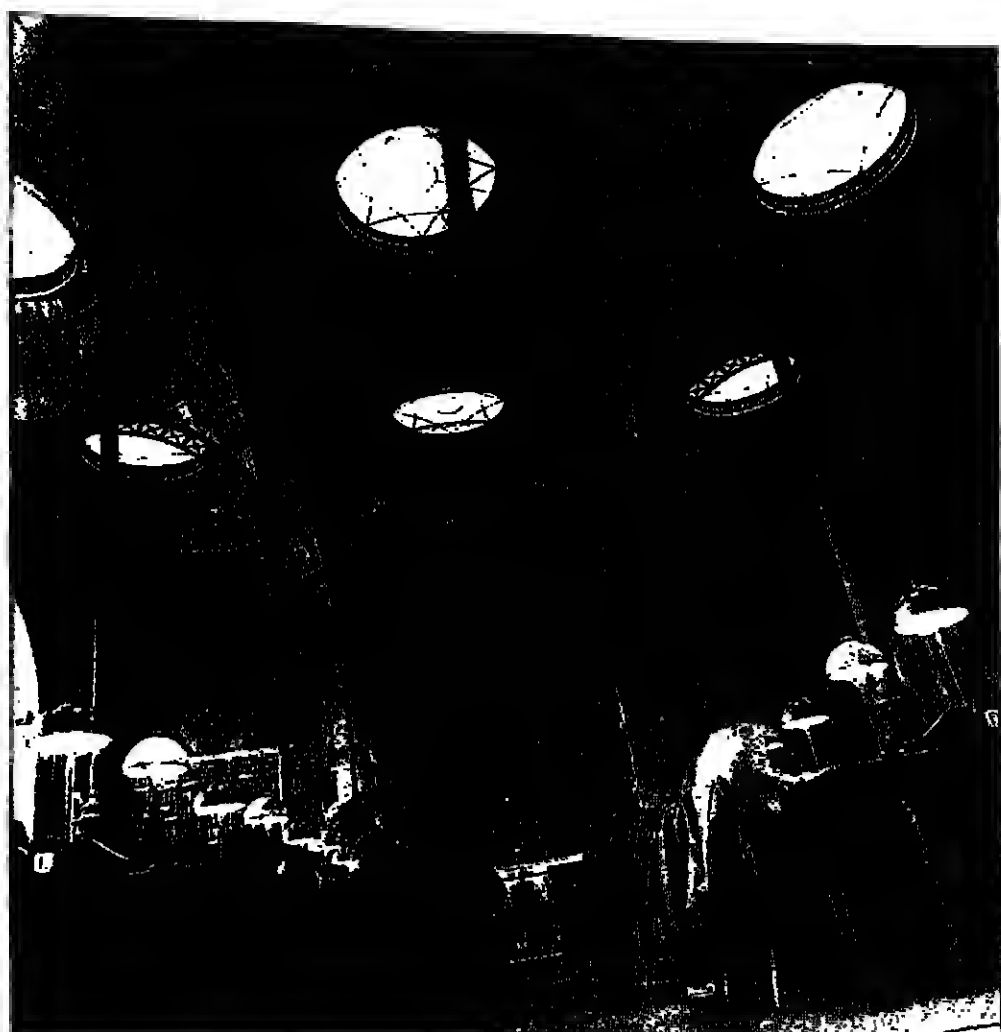
Grande première mondiale

PARIS-MEX SANS ESCA



SANS • VISA

A PARIS



Ils usinent, courbés, scolaires, dans un silence de froissement de papier sous des parois chargées d'ouvrages. Une humanité en proie à un songe impossible : tout lire.

sont d'abord des livres, avec parfois des notions fausses sur l'Algérie. C'est intéressant, surtout pour le cheminement des maths à travers les âges.

Propos de privilège. D'ici, cette exposition, pour ce citer qu'elle, vaudrait fortune en salle des ventes. La BN la banalise, par nécessité de mission, parce que, à côté de sa charge de conservation des ouvrages, hier

du roi, aujourd'hui de la République, elle se doit de communiquer, même si ce n'est, jusqu'en 1995, qu'à quelques milliers d'émittés par journée. Les jeunes conservateurs de ces départements vous parlent de l'usage du temps sur le velin, d'une reliure, d'une dorure. Plus sûrement du contenu des ouvrages qu'ils couvent. Ordonner le savoir. Classer. Retrouver. Mais ils vivent

du côté d'Ali Baba, et bientôt, le gros des ouvrages une fois démo- oagés ailleurs dans Paris, le pays découvrir la richesse picturale, plastique, l'autre sens du livre, et de ses annexes. Le plaisir des yeux.

Ce que les rois ont amassé - depuis Charles V le bibliophile et sa bibliothèque de la tour du Louvre, 60 ouvrages ont été retrouvés ou rachetés sur les 800

que ce souverain-lecteur avait collectionnés. Le produit des guerres de religion et des conquêtes. Ce que Steudhal a fait dérober en Allemagne. Ce que Napoléon et d'autres chefs de France ont fait chercher, au cours des siècles, dans toutes les langues, et surtout du côté de l'Italie. Ce que la Révolution a pris dans les couvents, et déchargé, dans cette cour, par charrettes, jusqu'à cette bible carolingienne « dorée », tombée d'un placard à balais.

« Des chefs-d'œuvre incroyables ! » explique Emmanuel Le Roy Ladurie. « Des chefs-d'œuvre dont le monde ignore souvent l'existence », répètent les conservateurs, qui vous ouvrent les boîtes contenant les ouvrages fragiles, fatigués par la lumière ou l'hygrométrie. Partout, sur chaque rayon, des perles rares, dont la BN, sage fille, n'a jamais tiré qu'une fierté toute bibliophilique. A mesure que le saut dans la modernité se rapproche, lorsque les livres d'usage passeront rive gauche, s'exprime le bonheur d'avoir veillé sur tant de raretés. Au département des estampes sur les *Trois Croix* de Rembrandt, celui des manuscrits, sur l'original autographe des érotiques de Verlaine. Sur la folie de mosaïque des écrits de Proust. Aux cartes, sur ces tatouements reproduits des routes des mers.

Aux cartes, justement : conservateurs et lecteurs y savent, mieux qu'ailleurs, ce qu'il faut relativiser de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, qu'on s'approprie à célébrer à grands cris. Sur les mappemondes, sur les parchemins, les rencontres avec l'Orient ou l'Afrique apparaissent primor-

diales et l'Amérique, une conséquence logique, une fois admise l'idée que la Terre était ronde. Un continent, à observer cette mappemonde jalousement protégée de la lumière, devait forcément, devine-t-on, occuper cette surface maritime trop vaste... Aux cartes, donc, pour ne pas parler des autres départements, le travail quotidien, l'étude par les géographes en consultation vaudraient, combien, dix, vingt expositions de valeur universelle !

Et le département des médailles ! Les bibliothèques privées léguées à Richelieu, parce que les familles savaient qu'ici on en prendrait soin. Celle de James de Rothschild, restituée dans ses meubles même, et qui contient tant de plaquettes autographes ! Un Japonais a donné les manuscrits originaux de l'écrivain Mishima, dont la BN a confié la reliure à un jeu d'artiste, Jean de Gonet. Des dizaines de milliers de livres, qui valent d'abord par leur aspect, comme les premières éditions de René Char, les « vélin sous grilles » qui voisinent - paradoxe en ces lieux où tout est de fer, de verre, par crainte du feu - avec des rayonnages de bois, parce que, comme le dit un autre conservateur enthousiaste, « le bois boit mieux l'humidité, alors qu'ailleurs, hélas, ce sont les livres qui la boivent ».

Arrêtons là. Comme au Louvre, il faudrait revoir plusieurs jours de suite. Ecouter des heures ces gardiens d'un temple sauvegardé, qui, jusqu'à ces dernières décennies, trouvaient normal de confier dans la salle des

imprimés, ce qui, demain, devra se retrouver dans des vitrines. L'« enfer », armoires contenant les ouvrages érotiques, a été ouvert après une exposition sur Apollinaire. Le poète était à l'iodex, et c'en était devenu ridicule. Mais l'enfer, fort de 1700 ouvrages, est lui-même désormais œuvre d'art, et l'on a acquis récemment l'édition la moins expurgée de la *Justine* de Sade. L'enfer, demain, fera le tour du monde.

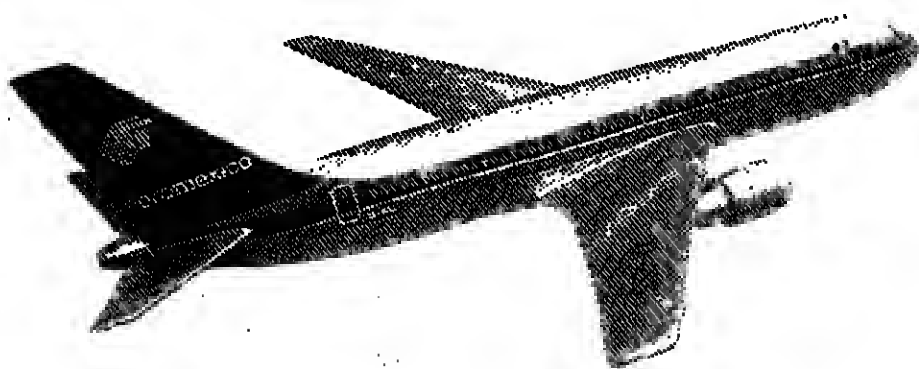
Non, nous ne lirons pas tous les livres. Dans quelques années, les chercheurs iront ressentir ailleurs, sur l'autre rive de la Seine, leur impuissance devant la culture totale. D'autres rats de bibliothèque, devant leurs ordinateurs, exploreront le savoir du temps. Sans doute, comme actuellement, plutôt les cotes R et L, l'histoire de France et la philo, sujets les plus demandés. Ils aimeront, comme aujourd'hui, privilégier la mémoire des trente dernières années, et le Moyen Âge. Ils auront des regrets pour leur chère vieille salle aux piliers de fer. Mais, ils légueront l'endroit, la salle, et tous les cabinets de lecture, et tous les rayonnages, sauves de l'oubli, à l'un des plus beaux musées du monde, qui n'attendait que son heure.

Philippe Boggio

► A lire pour se familiariser avec la Bibliothèque nationale, avant que celle-ci ne change d'époque : *la Bibliothèque nationale. Mémoire de l'avenir*, de Bruno Blasselle et Jacqueline Malet-Sanson, Gallimard, coll. « Découvertes ».

Grande première mondiale :

PARIS-MEXICO SANS ESCALE !



A partir du 1^{er} juin prochain, Aeromexico propose 2 vols sans escale de Paris à Mexico et retour. Les 6 vols hebdomadaires de la Compagnie proposent aussi toutes les possibilités de desserte en vols « sans escale » et en vol directs, au départ de Paris : Madrid, Miami, Cancun et Mexico. Au retour, le vol sans escale Cancun-Paris ne manquera pas de séduire tous ceux qui veulent achever leurs vacances au Yucatan.

PARIS-MEXICO
Départ de Paris : Jeudi et samedi à 19 h
Arrivée à Mexico les mêmes jours à 23 h locale

MEXICO-PARIS
Départ de Mexico le dimanche à 18 h 30 locale
Arrivée à Paris le lundi à 13 h 50

CANCUN-PARIS
Départ de Cancun samedi à 15 h locale
Arrivée à Paris le dimanche à 8 h 40
* Aéroport de Paris Orly Sud

aeromexico

12, rue Auber 75009 Paris - Réservation : Tél. (1) 47.42.40.50
Information : n° vert (1611) 05.42.30.91 ou consultez votre agent de voyage

English in England
adolescents et adultes
prospective sur demande

House of English
14, rue J.-J. Rousseau
30390 Aramon
Tél. (66) 570966

Irlande
de Green en Green
au Rythme de l'Homme Tranquille

- Séjours ou Circuits Golf
- Bateaux sur le Shannon
- Locations de Roulettes
- Chasse et Pêche
- Tourisme en Liberté

Choisissez la spécialité des voyages Gallics

Voyages Gallic
12, rue Auber, 75009 Paris
Tél. (1) 42.66.48.71 / (1) 42.66.07.24

Des prix à vous faire partir !
Prix à partir de **1990*** + taxes
MONTRÉAL
Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

PUY-DE-DÔME
La vie grandeur nature

UNE identité volcanique, c'est bien ce qui caractérise cette partie de l'Auvergne dont les sommets servent de tremplin à des milliers d'hommes volants. Au sol, un maillage incroyablement dense de sentiers balisés permet de randonner à pied, à V.T.T. ou à cheval pour découvrir un patrimoine architectural riche, authentique et attachant.

Exaltation des sports extrêmes ou sérénité des grands espaces : le choix vous appartient...

Pour recevoir notre documentation, renvoyez ce coupon au Comité Départemental du Tourisme, 26, rue Saint-Esprit, 63038 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : 73-42-21-23.

NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____
VILLE : _____

Je suis plus particulièrement intéressé(e) par :

☐ Carte touristique du département ☐ Hôtels Logis ☐ Gîtes Ruraux

☐ Campings ☐ Loisirs sportifs ☐ Randonnées ☐ Festivités

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde!

Chypre c'est mon île à part, loin des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques ou fresques, idoles et monnaies rivalisent de beauté.

A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire.

CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. ✈
Tél. (1) 45 01 93 38

Réservation chez votre agent de voyage

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
18, rue de la Paix 75002 PARIS
Tél. (1) 42 42 42 42
TELEX 231437
MINITEL 366 070000

Nom _____
Adresse _____

Bridge

n° 1437

LUTTE CONTRE
UN PLACEMENT

Cette donne illustre une belle défense de deux grands joueurs dont la coopération a permis de faire chuter le contrat.

♠ D 10 6 3	♠ 4
♥ A 7 6 3	♥ R 10 8 2
♦ R 7	♦ 10 9 8 2
♣ 8 7 5	♣ 9 6 3 2

RV	N	4
DVS	E	R 10 8 2
ADV 4 3	S	10 9 8 2
D 10 4		9 6 3 2

♠ A 8 7 5 2	♠ 4
♥ 9 4	♥ R 10 8 2
♦ 6 5	♦ 10 9 8 2
♣ A R V	♣ 9 6 3 2

Ann. : S. don. Tous vul.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	1 SA	Contre	Passe
2 ♠	2 ♠	Passe	Passe
4 ♠	Passe	Passe	Passe

Ouest (Kaplan) ayant entamé la Dame de Cœur pour le 3 du mort, quelle carte Kay, en Est, a-t-il fournie, et comment a-t-il envisagé la chute de QUATRE PIQUES ?

RÉPONSE

Après l'entame, où peut-on faire encore trois levées quand on sait que Ouest n'a sans doute qu'une levée d'atout (le Roi ou l'As de Pique) et qu'il n'y a guère d'espoir de réaliser un autre Cœur (Sud ayant tout au plus deux Cœurs) ? Il faut essayer de faire un Carreau et un Trèfle ou deux Trèfles (si Ouest n'a pas l'As de Carreau, mais par exemple As Dame de Trèfle). La chute est donc probable, sauf si Ouest est obligé de jouer Trèfle de sa main. Comment éviter ce danger ?

Est doit prendre de suite à Cœur (en fournissant le Roi sur la Dame de Cœur) et contre-attaquer Trèfle comme l'a fait Norman Kay. Mais la défense n'était pas au bout de ses peines, car Ouest n'avait que la Dame de Trèfle troisième et, avec le Roi de Pique, il risquait d'être mis en main.

Effectivement, le déclarant prit le 6 de Trèfle avec l'As et il joua aussitôt le 6 de Carreau. Kaplan alors se rendit compte que, s'il prenait de l'As et continuait Carreau, le déclarant ferait le Roi de Carreau, couperait un Cœur (après avoir fait l'As), tirerait l'As de Pique et rejoindrait Pique. Obligé de prendre avec le Roi de Pique, Ouest n'aurait plus d'autre choix que de jouer Carreau (dans coupe et défausse) ou Trèfle dans la fourchette de Sud.

Quand le déclarant joua le 6 de Carreau, Kaplan fournit le Valet car la meilleure chance de chute était que l'Est ait le 10 de Carreau. Le déclarant mit le Roi, puis coupa un Cœur, tira l'As de Pique et joua atout. Kaplan fit le Roi, mais il rejoignit le 3 de Carreau sous As-Dame ! Est prit avec le 8 de Carreau et rejoignit Trèfle.

IL Y A
CINQUANTE ANS

On aime souvent savoir ce qui se passait il y a cinquante ans. On peut mesurer ainsi toute l'évolution qui a eu lieu dans les annonces. En revanche, dans le jeu de la carte, certains coups étaient déjà très bien joués, même par des femmes, bien que les championnes étaient à cette époque moins nombreuses.

♠ A R 5 2	♠ 10 7
♥ A R D 9	♥ V 10 7 5
♦ A V	♦ 10 9 7 5 4
♣ A R 5	♣ 4 2

♠ 6 4 3	♠ 4
♥ 6 6	♥ R 8 6 2
♦ R 8 6 2	♦ 10 6 3
♣ D 10 6 3	♣ 4

Sud	Ouest	Nord	Est
Passe	Passe	2 ♠	Passe
2 SA	Passe	3 ♠	Passe
3 SA	Passe	4 SA	Passe
6 SA	Passe	Passe	Passe

Ouest a cru bon d'entamer le 7 de Trèfle au lieu de faire l'entame neutre à Cœur. Sud a joué avec le 10 de Trèfle et a pris le 2 de Carreau pour le 3 et le Valet. Ensuite le déclarant a tiré toutes les grosses cartes du mort. Comment H. Spaulding a-t-il fait chuter ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

L'ouverture de « 2 Piques » était naturelle et forcing de manche. L'enchère de « 4 SA » sur les deux réponses négatives de Sud indiquait logiquement une distribution assez régulière et environ 28 points, et cela d'autant plus que le Blackwood n'existait pas encore.

Aujourd'hui, Nord ouvrirait, bien entendu, de 2 Trèfles, et, sur la réponse de 2 Carreaux, il ferait la redemande de 2 SA qui, après l'ouverture de 2 Trèfles, est forcing de manche dans tous les pays, sauf en Angleterre !

Philippe Brugnol



Anacroisés (R)

n° 668

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impraticables sur la grille.

Comme en Scrabble, on peut couvrir, sous les mots figurant dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EFGNOORR. - 2. AAIMPT. - 3. AEIMNOOP. - 4. ABEELRU. - 5. AFILNT. - 6. CEHIDRUX. - 7. AEFINTU. - 8. ABBENOU (+1). - 9. EEEINRS (+5). - 10. EEEINDD. - 11. ABEINRU (+1). - 12. ABEINRR. - 13. CEEGINO. - 14. CEINOSU (+1). - 15. CEEELS. - 16. EENDPSU. - 17. ABEINRR. - 18. ACDIARS. - 19. DEEGILLO. - 20. EEDPRSTU (+1). - 21. AAEILR. - 22. EENRS (+1).

VERTICALEMENT

1. FFFORST. - 2. ACEIOOP. - 25. ACCINOOS. - 26. EHNINORU. - 27. DEGLNOO. - 28. EEEILSS. - 29. AEEIMR. - 30. LMDOPRS. - 31. AEEGNNU. - 32. EEEINRU. - 33. ABELOPRT (+3). - 34. CDELDOR (+1). - 35. BINOORU. - 36. EEEINNOO (+1). - 37. ABEIRSU (+1). - 38. DEEISSU (+1). - 39. EIMINDU. - 40. AEEIMNDU (+1). - 41. AAEELSZ. - 42. AHIRST (+1).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1439

5^e Tournoi international VSB,

Amsterdam, mai 1991.

Blancs : N. Short.

Noirs : L. Ljubojevic.

Défense Caro-Kann.

1. e4	2. e5	3. f5	4. f6	5. f7	6. f8	7. f9	8. f10	9. f11	10. f12	11. f13	12. f14	13. f15	14. f16	15. f17	16. f18	17. f19	18. f20	19. f21	20. f22	21. f23	22. f24	23. f25	24. f26	25. f27	26. f28	27. f29	28. f30	29. f31	30. f32	31. f33	32. f34	33. f35	34. f36	35. f37	36. f38	37. f39	38. f40	39. f41	40. f42	41. f43	42. f44	43. f45	44. f46	45. f47	46. f48	47. f49	48. f50	49. f51	50. f52	51. f53	52. f54	53. f55	54. f56	55. f57	56. f58	57. f59	58. f60	59. f61	60. f62	61. f63	62. f64	63. f65	64. f66	65. f67	66. f68	67. f69	68. f70	69. f71	70. f72	71. f73	72. f74	73. f75	74. f76	75. f77	76. f78	77. f79	78. f80	79. f81	80. f82	81. f83	82. f84	83. f85	84. f86	85. f87	86. f88	87. f89	88. f90	89. f91	90. f92	91. f93	92. f94	93. f95	94. f96	95. f97	96. f98	97. f99	98. f100	99. f101	100. f102	101. f103	102. f104	103. f105	104. f106	105. f107	106. f108	107. f109	108. f110	109. f111	110. f112	111. f113	112. f114	113. f115	114. f116	115. f117	116. f118	117. f119	118. f120	119. f121	120. f122	121. f123	122. f124	123. f125	124. f126	125. f127	126. f128	127. f129	128. f130	129. f131	130. f132	131. f133	132. f134	133. f135	134. f136	135. f137	136. f138	137. f139	138. f140	139. f141	140. f142	141. f143	142. f144	143. f145	144. f146	145. f147	146. f148	147. f149	148. f150	149. f151	150. f152	151. f153	152. f154	153. f155	154. f156	155. f157	156. f158	157. f159	158. f160	159. f161	160. f162	161. f163	162. f164	163. f165	164. f166	165. f167	166. f168	167. f169	168. f170	169. f171	170. f172	171. f173	172. f174	173. f175	174. f176	175. f177	176. f178	177. f179	178. f180	179. f181	180. f182	181. f183	182. f184	183. f185	184. f186	185. f187	186. f188	187. f189	188. f190	189. f191	190. f192	191. f193	192. f194	193. f195	194. f196	195. f197	196. f198	197. f199	198. f200	199. f201	200. f202	201. f203	202. f204	203. f205	204. f206	205. f207	206. f208	207. f209	208. f210	209. f211	210. f212	211. f213	212. f214	213. f215	214. f216	215. f217	216. f218	217. f219	218. f220	219. f221	220. f222	221. f223	222. f224	223. f225	224. f226	225. f227	226. f228	227. f229	228. f230	229. f231	230. f232	231. f233	232. f234	233. f235	234. f236	235. f237	236. f238	237. f239	238. f240	239. f241	240. f242	241. f243	242. f244	243. f245	244. f246	245. f247	246. f248	247. f249	248. f250	249. f251	250. f252	251. f253	252. f254	253. f255	254. f256	255. f257	256. f258	257. f259	258. f260	259. f261	260. f262	261. f263	262. f264	263. f265	264. f266	265. f267	266. f268	267. f269	268. f270	269. f271	270. f272	271. f273	272. f274	273. f275	274. f276	275. f277	276. f278	277. f279	278. f280	279. f281	280. f282	281. f283	282. f284	283. f285	284. f286	285. f287	286. f288	287. f289	288. f290	289. f291	290. f292	291. f293	292. f294	293. f295	294. f296	295. f297	296. f298	297. f299	298. f300	299. f301	300. f302	301. f303	302. f304	303. f305	304. f306	305. f307	306. f308	307. f309	308. f310	309. f311	310. f312	311. f313	312. f314	313. f315	314. f316	315. f317	316. f318	317. f319	318. f320	319. f321	320. f322	321. f323	322. f324	323. f325	324. f326	325. f327	326. f328	327. f329	328. f330	329. f331	330. f332	331. f333	332. f334	333. f335	334. f336	335. f337	336. f338	337. f339	338. f340	339. f341	340. f342	341. f343	342. f344	343. f345	344. f346	345. f347	346. f348	347. f349	348. f350	349. f351	350. f352	351. f353	352. f354	353. f355	354. f356	355. f357	356. f358	357. f359	358. f360	359. f361	360. f362	361. f363	362. f364	363. f365	364. f366	365. f367	366. f368	367. f369	368. f370	369. f371	370. f372	371. f373	372. f374	373. f375	374. f376	375. f377	376. f378	377. f379	378. f380	379. f381	380. f382	381. f383	382. f384	383. f385	384. f386	385. f387	386. f388	387. f389	388. f390	389. f391	390. f392	391. f393	392. f394	393. f395	394. f396	395. f397	396. f398	397. f399	398. f400	399. f401	400. f402	401. f403	402. f404	403. f405	404. f406	405. f407	406. f408	407. f409	408. f410	409. f411	410. f412	411. f413	412. f414	413. f415	414. f416	415. f417	416. f418	417. f419	418. f420	419. f421	420. f422	421. f423	422. f424	423. f425	424. f426	425. f427	426. f428	427. f429	428. f430	429. f431	430. f432	431. f433	432. f434	433. f435	434. f436	435. f437	436. f438	437. f439	438. f440	439. f441	440. f442	441. f443	442. f444	443. f445	444. f446	445. f447	446. f448	447. f449	448. f450	449. f451	450. f452	451. f453	452. f454	453. f455	454. f456	455. f457	456. f458	457. f459	458. f460	459. f461	460. f462	461. f463	462. f464	463. f465	464. f466	465. f467	466. f468	467. f469	468. f470	469. f471	470. f472	471. f473	472. f474	473. f475	474. f476	475. f477	476. f478	477. f479	478. f480	479. f481	480. f482	481. f483	482. f484	483. f485	484. f486	485. f487	486. f488	487. f489	488. f490	489. f491	490. f492	491. f493	492. f494	493. f495	494. f496	495. f497	496. f498	497. f499	498. f500	499. f501	500. f502	501. f503	502. f504	503. f505	504. f506	505. f507	506. f508	507. f509	508. f510	509. f511	510. f512	511. f513	512. f514	513. f515	514. f516	515. f517	516. f518	517. f519	518. f520	519. f521	520. f522	521. f523	522. f524	523. f525	524. f526	525. f527	526. f528	527. f529	528. f530	529. f531	530. f532	531. f533	532. f534	533. f535	534. f536	535. f537	536. f538	537. f539	538. f540	539. f541	540. f542	541. f543	542. f544	543. f545	544. f546	545. f547	546. f548	547. f549	548. f550	549. f551	550. f552	551. f553	552. f554	553. f555	554. f556	555. f557	556. f558	557. f559	558. f560	559. f561	560. f562	561. f563	562. f564	563. f565	564. f566	565. f567	566. f568	567. f569	568. f570	569. f571	570. f572	571. f573	572. f574	573. f575	574. f576	575. f577	576. f578	577. f579	578. f580	579. f581	580. f582	581. f583	582. f584	583. f585	584. f586	585. f587	586. f588	587. f589	588. f590	589. f591	590. f592	591. f593	592. f594	593. f595	594. f596	595. f597	596. f598	597. f599	598. f600	599. f601	600. f602	601. f603	602. f604	603. f605	604. f606	605. f607	606. f608	607. f609	608. f610	609. f611	610. f612	611. f613	612. f614	613. f615	614. f616	615. f617	616. f618	617. f619	618. f620	619. f621	620. f622	621. f623	622. f624	623. f625	624. f626	625. f627	626. f628	627. f629	628. f630	629. f631	630. f632	631. f633	632. f634	633. f635	634. f636	635. f637	636. f638	637. f639	638. f640	639. f641	640. f642	641. f643	642. f644	643. f645	644. f646	645. f647	646. f648	647. f649	648. f650	649. f651	650. f652	651. f653	652. f654	653. f655	654. f656	655. f657	656. f658	657. f659	658. f660	659. f661	660. f662	661. f663	662. f664	663. f665	664. f666	665. f667	666. f668	667. f669	668. f670	669. f671	670. f672	671. f673	672. f674	673. f675	674. f676	675. f677	676. f678	677. f679	678. f680	679. f681	680. f682	681. f683	682. f684	683. f685	684. f686	685. f687	686. f688	687. f689	688. f690	689. f691	690. f692	691. f693	692. f694	693. f695	694. f696	695. f697	696. f698	697. f699	698. f700	699. f701	700. f702	701. f703	702. f704	703. f705	704. f706	705. f707	706. f708	707. f709	708. f710	709. f711	710. f712	711. f713	712. f714	713. f715	714. f716	715. f717	716. f718	717. f719	718. f720	719. f721	720. f722	721. f723	722. f724	723. f725	724. f726	725. f727	726. f728	727. f729	728. f730	729. f731	730. f732	731. f733	732. f734	733. f735	734. f736	735. f737	736. f738	737. f739	738. f740	739. f741	740. f742	741. f743	742. f744	743. f745	744. f746	745. f747	746. f748	747. f749	748. f750	749. f751	750. f752	751. f753	752. f754	753. f755	754. f756	755. f757	756. f758	757. f759	758. f760	759. f761	760. f762	761. f763	762. f764	763. f765	764. f766	765. f767	766. f768	767. f769	768. f770	769. f771	770. f772	771. f773	772. f774	773. f775	774. f776	775. f777	776. f778	777. f779	778. f780	779. f781	780. f782	781. f783	782. f784	783. f785	784. f786	785. f787	786. f788	787. f789	788. f790	789. f791	790. f792	791. f793	792. f794	793. f795	794. f796	795. f797	796. f798	797. f799	798. f800	799. f801	800. f802	801. f803	802. f804	803. f805	804. f806	805. f807	806. f808	807. f809	808. f810	809. f811	810. f812	811. f813	812. f814	813. f815	814. f816	815. f817	816. f818	817. f819	818. f820	819. f821	820. f822	821. f823	822. f824	823. f825	824. f826	825. f827	826. f828	827. f829	828. f830	829. f831	830. f832	831. f833	832. f834	833. f835	834. f836	835. f837	836. f838	837. f839	838. f840	839. f841	840. f842	841. f843	842. f844	843. f845	844. f846	845. f847	846. f848	847. f849	848. f850	849. f851	850. f852	851. f853	852. f854	853. f855	854. f856	855. f857	856. f858	857. f859	858. f860	859. f861	860. f862	861. f863	862. f864	863. f865	864. f866	865. f867	866. f868	867. f869	868. f870	869. f871	870. f872	871. f873	872. f874	873. f875	874. f876	875. f877	876. f878	877. f879	878. f880	879. f881	880. f882	881. f883	882. f884	883. f885	884. f886	885. f887	886. f888	887. f889	888. f890	889. f891	890. f892	891. f893	892. f894	893. f895	894. f896	895. f897	896. f898	897. f899	898. f900	899. f901	900. f902	901. f903	902. f904	903. f905	904. f906	905. f907	906. f908	907. f909	908. f910	909. f911	910. f912	911. f913	912. f914	913. f915	914. f916	915. f917	916. f918	917. f919	918. f920	919. f921	920. f922	921. f923	922. f924	923. f925	924. f926	925. f927	926. f928	927. f929	928. f930	929. f931	930. f932	931. f933	932. f934	933. f935	934. f936	935. f937	936. f938	937. f939	938. f940	939. f941	940. f942	941. f943	942. f944	943. f945	944. f946	945. f947	946. f948	947. f949	948. f950	949. f951	950. f952	951. f953	952. f954	953. f955	954. f956	955. f957	956. f958	957. f959	958. f960	959. f961	960. f962	961. f963	962. f964	963. f965	964. f966	965. f967	966. f968	967. f969	968. f970	969. f9
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	---------

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOTELLERIE MUNSCH***
 « Aux Ducs de Lorraine »
 Pied du Haut-Koenigsbourg
 séjour agréable, promenade,
 demi-pension
 Tél. 89-73-00-09 - FAX. 89-73-05-46.

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE****
 5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
 Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
 FAX 93-39-19-48
 A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
 Climatisé, insonorisé, chambres
 TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HÔTEL VILLA NEW-YORK****
 LOUIS DE FRANCE
 Chambres grand confort, climatisées, TV
 couleur, téléphone direct, vue panorami-
 que, jardin, parking des. La tranquillité à
 100 m des plages. Parfait 7 J/7 N en
 1/2 pension à partir de 1 500 F.
 DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

MANDELIU - LA NAPOLE

ROCHER SOLEIL

RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

 STUDIOS, 2 et 3 pièces
 de très grand confort, climatisés.
 Bar, restaurant, salon, tennis privés,
 piscine, sauna, salle de gym,
 jeux d'enfants.
 Face au golf à 800 m de la plage.
 INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
 (16-1) 44-01-68-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
 Best Western *****
 Hôtel de charme près mer,
 climat, grand confort.
 94 CL. TOURISTES ET CHASSEURS
 TV COULEUR PAR SATELLITE
 Restaurant de qualité.
 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. : 93-87-62-56 - Tél. 478-418.
 Télécopie 93-16-77-99.

HÔTEL VICTORIA***
 33, boulevard Victor-Hugo
 06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
 Petit centre-ville, calme.
 Petit parking, grand jardin,
 chambres TV couleur, clim.
 Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
 (Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
 2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
 Été-Hiver, plus haute cour. d'Europe
 2 hôtels 2 étoiles
 Logis de France
 Piscine, Tennis, Billard.
 Menuiserie, chambres studios, chambres,
 1/2 pens., pces. complète, sq. libres
 LE VILLARD, tél. : 92-45-82-06
 LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
 FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
 73, rue Saint-Jacques
 Chambres avec bains, w.c.
 TV couleur.
 Tél. direct. FAX : 46-34-24-30.
 De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

PORT DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
 223, avenue Gambetta
 Tél. : 43-62-85-60
 Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
 Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
 TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OULIVIE***
 Un nouvel hôtel grand confort,
 avec 20 chambres climatisées, au cœur
 d'une oliveraie.
 Magnifique piscine paysagée. Tennis.
 Parking fermé. A proximité : golf 9 et
 18 trous, équestre, vol à voile.
 Et, tout autour, le site prestigieux et
 idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
 Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

ROUSSILLON 84220 GORGES
LE MAS DE GARRIGON***
 Un hôtel de charme
 Un restaurant de qualité
 Piscine - Équitation - Tennis à 3 km
 Accueil : Christiane Roch-Druart
 Rés. et réservation :
 Tél. : 90-03-63-22 - Fax : 90-05-70-01

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
 *****Logis de France
 Toutes chambres avec w.c. + bains
 Piscine, Tennis Privés,
 Pratique de golf gratuits.
 1/2 pension à partir de 196 F.
 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
 Tél. : 33-29-95-94.

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE
 Plage magnifique.
 Chambres superbes.
 Cuisine internationale raffinée.
 Sports nautiques gratuits.
 Golf à proximité. Animations.
 Renseignements et réservations :
 PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
 Fax : (33-1) 42-25-66-40.

Suisse

LUGANO
L'HÔTEL WASHINGTON*****
 Situation calme, vue sur la mer et
 centre-ville - Grand parc et parking
 1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers.
 Tél. : (941) 9156-41-36.

TOURISME

Home d'enfants
Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de
 Paris par TGV, agencement jeunesse et
 Sports. Yves et Liliane accueillent vos
 enfants dans une ancienne
 ferme XVII^e, confort, rénov., au
 milieu des forêts et pâturages. Accueil
 limité à 14 enfants, cuis. saine et
 équilibrée, cbbres 2 ou 3 avec sab.
 W.C. Activités avec moniteur :
 poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T.,
 initiation, ébécus, peinture sur bois,
 berbier, fabrication du pain,
 découverte environnement.
 Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
 par enfant + option V.T.T.
 Tél. : (16) 81-38-12-51.
 Le Clos d'Agnès - La Longeville
 25630 MONTBENOIT.

CARAÏBES

GET ÊTE VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
 avec son eau propre et claire
 Les plus belles plages
 200 MAISONS SUPERBES
 Cuisine française raffinée
 Voile, sports nautiques et équestres
 Appelez aujourd'hui à WIMCO/SBARTH
 Pour vos réservations
 ou tous renseignements :
 PARIS : tél. 43-25-95-11
 SAINT-BARTHELEMY :
 tél. (590) 27-62-38/fax 27-60-52
 NEWPORT, RI USA :
 tél. (401) 849-8012/fax 847-6290

GASTRONOMIE

La Medina
Spécialités orientales
 56, bd du Colonel-Fabien
 92240 Malakoff
 Tél. : 46-45-94-57
 Fermé le dimanche soir et lundi

TABLE

La pissaladière



Venons-en donc à « la pissaladière », cette préparation, disait déjà Reboul dans sa *Cuisinière provençale* au début du siècle, « dont les pêcheurs du littoral méditerranéen de Cannes à Menton ont pour ainsi dire la spécialité ». C'est, précise-t-il, « une purée de blanchaille ». Une saumure, plus exactement, de petits poissons du pays : sardines et anchois. On dit aussi « poutine ». Et les Niçois

namment cette blanchaille « la palafin ».
 La préparation consiste à retirer la tête et les intestins, à déposer les poissons en terrine, par couches de 2 centimètres d'épaisseur séparées par une couche de sel, poivre, girofle, laurier et thym en poudre, et ainsi de suite en terminant par le sel. Laisser une semaine au frais, puis, après avoir retiré à la louche l'huile montée à

la surface, remuer la pâte de poisson à la spatule. Recommencer alors l'opération chaque jour, durant un mois, puis passer au tamis de crin (ce qui permet l'élimination des écaillés et des arêtes). Recueillir la purée obtenue dans un bocal et recouvrir d'une légère couche d'huile d'olive.

C'est très goûté localement comme condiment servant à relever des plats divers. La ménagère choisira un « pissalat pratique », à base d'anchois détrempés langouement à l'eau courante puis passés au tamis de crin, leur purée traitée et aromatisée comme indiqué. Un pissalat de ménage, en quelque sorte, et qui accompagne les tomates farcies de crevettes en salade avec des encornets, les poissons grillés au poché, les viandes froides, le bœuf bouilli...

C'est ainsi qu'au *Métropole* de Beaulieu, le chef Pierre Estival régale ses gourmets clients de petits rougets aux olives noires et au beurre de pissalat (beurre malaxé de pissalat), bien agréables.

Mais un dîner m'assaille : j'ai lu aussi écrit « pissala » (sans « l ») comme également « pan-bagna ». Le Larousse gastronomique admet les deux orthographes. Il faudra que je demande aux adeptes de la Capelina d'Or, cercle érudite des anciens élèves de l'école hôtelière de Nice, des lueurs sur la question !

La Reynière

Semaine gourmande sur la Côte d'Azur

La Réserve à Beaulieu-sur-Mer

Avec Denis Labonoe, ancien second, Michel Chardigoy a trouvé un cuisinier respectueux du produit comme de ses accomplissements. La belle maison qu'est *La Réserve* se doit, certes, de proposer l'oscillatoire aux blinis de sarrasin, le homard eo fricassée et la poitrine de volaille fermière cloutée de truffes, mais on appréciera les langoustines sautées au bacon, la salade tendre de râble de lapereau, les poissons « à la berlingane », le carré d'agneau au pître d'ail, etc. Les desserts sont alléchants, le service stylé. Un menu « Senteurs du terroir » à 280 F est fort intéressant. Le menu « Gourmet » (450 F) voisine le superbe, et à la carte comptez de 600 à 800 F si vous choisissez un grand vin. Parmi les crus de Provence, vous découvrirez peut-être le Bellet rouge 1987 de M. de Characé, un modèle du genre. A noter, en innovation, une cuisine d'été (sur le port) avec une carte du vivier intelligent. Le barman, Michel, vous fera passer au mieux l'heure apéritive et le beurre du thé (belle carte et belles pâtisseries). Le livre d'or de *La Réserve* témoigne de son passé. La vici tournée vers l'avenir.

► *La Réserve*, 5, bd du Général-Leclerc, 06310 Beaulieu. Tél. : 93-01-00-01. Pas de fermeture. Salon soigné couvert, voiture. CB-AE-DC.

La Voile d'or à Saint-Jean-Cap-Ferrat

Belle villa à l'italienne au bord du port plaisancier : entouré de fleurs, l'endroit est connu. Peut-être devrions-nous connaître mieux encore Jean Crépén, chef de cuisine qui sait voyager et dont la carte reflète les expériences : langoustines de chalut « retour de Chine », jambalaya de crustacés et de coquillages « comme à Key-West ». Ce qui n'empêche point ses petits farcis et sa lotte aux épices douces d'être « fulgurantes » à souhait. Et, sur commande, n'oubliez point la bouillabaisse ou son grand stoli de langoustes. Bon service et grand sommelier aux conseils précieux. Menus à 420 F et à 500 F, et carte (comptez 700 F).

► *La Voile d'or*, port de plaisance, à 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat. Tél. : 93-01-13-13. Voiturier. Salon tenuverts. CB.

Le Panorama à Saint-Jean-Cap-Ferrat

C'est le restaurant du royal Rivière. J'ai signalé Yves Merville, son jeune chef. Dans ce cadre élégant dominant la villa « Kérylos » et la baie des Fourmis, une sélection de menus (230 francs), 295 francs et 350 francs) à 600 francs). Vous goûterez peut-être le foie gras au tarhnan (son verre de Beaulieu-de-Venise) ou le tartare de bonite, mais je me suis régalé d'une galette d'aubergines à la crème de saumon fumé, avant un gratin de turbot sauce des moutardiers. Somptueux desserts en farandole et carte des vins « étudiés » par Philippe Cronenberger, ancien sommelier du Négresco, qui m'a fait découvrir un cassis rouge 1988 Domaine du Paternel (155 F). Pour les beaux jours, au jardin, la pergola, en bord de piscine pour les amateurs de soleil.

► *Le Panorama*, 3, avenue Jean-Monnet, 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat. Tél. : 93-01-20-20. Salons cent couverts. Voiturier. AE-DC-CB.

La Rotonde à Nice

On parle toujours (avec raison) du *Chantecler*, l'élégant restaurant aux superbes huseries du Négresco. On me permettra de élire, ici, son vîns : *La Rotonde* (du Négresco toujours et avec la même cuisine surveillée par Dominique Le Stane). Un décor « carrousel Pompadour », un service souriant sous la houlette de l'anniprésent Jean-Pierre, et la possibilité de petit-déjeuner, déjeuner, prendre le thé, dîner et souper de 7 heures à minuit. Saupé à l'ingnann, pâtes à l'italienne, multi-salades, la pêche du

Miettes

Lectures : La Tonnellerie Seguin-Mureau (BP 94 à Cognac) vient de faire éditer un superbe ouvrage « Les Ebénistes du vin » (distribué par Flammarion). Un texte de J.-M. Soyze, de bien belles photos illustrent l'histoire de la tonnellerie depuis le tonneau chevauché par Bacchus jusqu'à la barrique actuelle coiffonnée en fonction des recherches de l'Institut d'œnologie de l'université de Bordeaux.
Fromages : On sait que le « plateau », au restaurant, est trop souvent catastrophique. A signaler alors (et un lecteur en a été charmé !) les fromages du Club Clément-Marot (16, rue du Pas, à Lille, tél. : 20-57-01-10) dont le plateau (50 francs) est même proposé aux menus à 125 et 192 francs.
A Grenade-sur-Adour : C'est

fait ! Didier Oudill vient d'inaugurer ses douze chambres dans la ravissante demeure nû est installé son restaurant Pain, Adour et Fantaisie (7, place des Tilleuls, tél. : 58-45-18-80).
Recettes : Les livres de recettes tout simples sont de plus en plus rares et le lecteur cherche semble-t-il à avant tout le tape-à-l'œil des illustrations photographiques. Encore faut-il que cuisine et illustrations aillent de pair. C'est le cas dans « *Cuisine de France* » de Paul Bocuse (Flammarion). La double page pot-au-feu (photos signées Diatmar Frege) ouvre l'appétit : c'est simple « on la mangerait ! ».
Châteaux et demeures de tradition : le Guide 1991 de cette chaîne (doublée de grandes étapes des vignobles) vient de paraître. On ne le répètera jamais

assez, c'est la seule association restauratrice dont la charte engage ses membres à ne servir ni produits surgelés, congelés et sous vide sans l'indiquer au client. Admistration de la chaîne : 5, rue du Mandarous (12100 Millau, tél. : 65-61-01-82). Président : Michel Massia, restaurant du Marché (59, rue de Dantzig, tél. 45-32-26-88).
La Bastide Gasconne : Le Relais et Châteaux de Barbotan les Thermes (tél. : 62-69-52-09) vient de trouver un nouveau « maître » avec le fameux et itinérant Hubert qui, de son magasin fromagé au Bistrot de la place du Marché-Saint-Honoré, puis de la rue de Richelieu au sous-vide en série ; propose ici un menu dîners-déjeuners à 140 francs, un repas « imprévu » à 160 francs et sa carte.

B
P&F

BOUCHARD
PÈRE & FILS

**BEAUNE *
DU CHATEAU**

présent
exclusivement
des Domaines
UNION DES
DOMAINES
DU CHATEAU
DE BEAUNE

dans les
Boutiques Partici-
pantes :

- Les Aigles
- La Sûre
- La Portière
- Les Arènes
- Les Tardives
- Les Belles
- Les Sœurs
- Les Réveries
- Un du Roi
- Le Cent Vigne
- En Grut
- Les Broutins
- Les Trévouzes
- Les Grives
- Les Truons
- Champ Pincet
- A l'En

Documentation
L&M sur demande
à M. Jean
Bouchard Père & Fils
20 Châteaux B.P. 70
21020 Beaune Cedex
Tél. 0332.14.41
Fax 0332.14.41
Distributeur exclusif
de la Bourgogne
et de la Vallée
de la Saône
et de la Vallée
de la Saône
et de la Vallée
de la Saône

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

Quand la nouvelle arriva sur l'Olympe, les Dieux n'en crurent pas leurs yeux.

5.895 F*

SEJOUR BALNEAIRE.
A l'hôtel Akti Myrina
(catégorie luxe) dans l'île de Limnos.
8 jours en demi-pension.
Vol aller-retour inclus.

3.510 F*

SEJOUR D'ILE EN ILE.
Naxos/Paros dans les cyclades.
8 jours en hôtels
de catégorie tourisme.
Vol aller-retour inclus.

1.855 F*

VOLS PARIS-ATHENES.
Aller / Retour.

FORUM VOYAGES

LATERRE MOINS CHERE. LE LUXE MOINS CHER.

* Vol, séjours au départ de Paris, prix par personne, à partir de.

Agences Forum Voyages : • Paris 1^{er} : 11, avenue de l'Opéra. Tél. : 42.61.20.20.
• Paris 5^e : 39, rue de la Harpe. Tél. : 46.33.97.97. • Paris 6^e : 1, rue Cassette (angle 71,
rue de Rennes). Tél. : 45.44.38.61. • Paris 8^e : 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
Tél. : 42.89.07.07. • Paris 16^e : 67, avenue Raymond-Poincaré. Tél. : 47.27.89.89.
• Paris 17^e : 75, avenue des Ternes. Tél. : 45.74.39.38. • 76100 Rouen : 72, rue
Jeanne-d'Arc. Tél. : 35.98.32.59.
Et à partir du 1^{er} juin 1991, les 11 nouvelles agences Forum Voyages (anciennement
Voyage Conseil) : • Paris 5^e : 81, boulevard Saint-Michel. Tél. : 43.25.80.58. • 80000
Amiens : 40, rue des Jacobins. Tél. : 22.91.80.99. • 14000 Caen : 90, 92, rue Saint-
Jean. Tél. : 31.85.10.08. • 77000 Melun : 17, rue Saint-Etienne. Tél. : 64.39.31.07.
• 57000 Metz : 10, rue du Grand Cerf. Tél. : 87.36.30.31. • 34000 Montpellier :
41, boulevard du Jeu-de-Paume. Tél. : 67.52.73.30. • 54000 Nancy : 99, rue
Saint-Dizier. Tél. : 83.36.50.12. • 44000 Nantes : 20, rue de la Contrescarpe.
Tél. : 40.35.25.25. • 51072 Reims : 14, cours J.-B.-Langlet. Tél. : 26.47.54.22.
• 67000 Strasbourg : 49, rue du 22 Novembre. Tél. : 88.32.42.00. • 31000 Toulouse :
23, place Saint-Georges. Tél. : 61.21.58.18. • Renseignements et inscriptions
(Carte Bleue) : Tél. : (1) 47.27.36.37. • Minitel : 3615 code FV.



GRECE

L'Elue des Dieux

هكنا من الأول

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Je vous remercie de m'envoyer, contre 9,20 F en timbres, votre brochure :

☐ La Grèce ☐ La Méditerranée ☐ L'Asie ☐ Les Amériques ☐ Les vols

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

30 Le projet de gazoduc Maghreb-Europe
- Pause dans la croissance externe de Bouygues

32 Communication
33 à 35 « Le Monde Affaires »

36 La COB transmet le dossier de Concept
37 Bourse de Paris

BILLET

L'apprentissage de M^{me} Cresson

Depuis son arrivée à Matignon, M^{me} Edith Cresson ne cesse de vendre dans ses discours les mérites de l'apprentissage et cite toujours en exemple le « dual system » allemand. A l'Assemblée nationale, le 29 mai, le premier ministre a annoncé le clou. Elle a annoncé qu'« une réponse extrêmement rapide, sur le plan législatif, sera donnée à cette soudaine passion pour une filière de formation qui, jusqu'à présent, semblait appartenir au paysage le plus traditionnel et est souvent jugée vieillotte par l'opinion. Avec M. Lionel Jospin (éducation nationale) et M^{me} Martine Aubry (travail), elle va réfléchir aux bases d'une loi que nous devons voter très vite ».

Tant de précipitation surprend. Actuellement, les partenaires sociaux négocient pour réformer la loi de 1971 sur la formation professionnelle. Il est prévu que leur accord, qui devrait intervenir en juillet, serve de socle à une nouvelle loi qui pourrait être votée fin 1991 ou début 1992. Dans la foulée, le patronat et les syndicats ont depuis longtemps manifesté l'intention d'engager une nouvelle discussion à partir de septembre. Sur l'apprentissage, justement. Or, on sait que les uns et les autres sont particulièrement attachés à leurs prérogatives contractuelles dans un domaine où s'exerce le paritarisme.

En outre, les régions ont leur mot à dire à propos de ce dossier puisque, depuis la décentralisation, on leur a octroyé une responsabilité de plein exercice sur la formation professionnelle. Elles financent les équipements, des actions, et peuvent définir leur propre politique. Bien entendu, et avec le temps, les élus régionaux sont devenus très soucieux de leur autonomie, bien que relative, et souhaitent être associés à toute décision. Des affaires récentes ont prouvé que leur mécontentement pouvait entraver le choix du gouvernement dans ce domaine.

Ce n'est pas tout. Nécessaire, le rattachement de l'apprentissage a déjà été entravé et, parce qu'il est trop frais, n'a pas encore donné les résultats escomptés. En effet, la loi date de 1987, et tous les décrets d'application n'ont pas encore été concrétisés. Il faudra du temps pour savoir si l'ouverture de nouvelles filières, y compris dans les secteurs industriels, apportera des améliorations. De même pour la possibilité d'atteindre par cette voie des niveaux supérieurs au CAP, voire des diplômes d'ingénieurs, comme le souhaite le patronat de la métallurgie. La tournée qui s'abat aujourd'hui est-elle compatible avec l'habitude consensuelle qui prévaut sur ce sujet? Faut-il ajouter une réforme à une autre à peine lancée?

ALAIN LEBEAUCHE

o L'UNIL critique la baisse de la cotisation employeurs dite « 1 % logement ». - L'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) a estimé le 29 mai que la décision du gouvernement d'abaisser le taux de participation des employeurs au « 1 % logement » entraînerait « une accélération de la chute de la construction de logements sociaux en France ». Le conseil des ministres a, en effet, proposé d'abaisser le taux de participation des employeurs à l'effort de construction. Le ministre de l'économie affirme que cette mesure est « neutre » pour les entreprises, puisque la cotisation des employeurs au Fonds national d'aide au logement augmentera de son côté de 0,2 %.

120 000 salariés étaient appelés à une journée nationale d'action

Les syndicats des assurances haussent le ton

En appelant les 120 000 salariés du secteur des assurances à une journée nationale d'action, jeudi 30 mai, les organisations syndicales du secteur haussent le ton. Après trois ans de laborieuses négociations en vue d'aboutir à la signature d'une convention collective unique, les syndicats protestent ainsi contre la décision de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) de dénoncer, le 15 avril dernier, la convention collective de la région parisienne (le Monde du 18 avril).

La décision patronale est avant tout symbolique. Ni les conventions collectives des grandes sociétés de la profession (UAP, GAN, AGF...), qui emploient 80 % des personnels de ce secteur, ni les autres accords professionnels ne sont concernés par cette dénonciation. Par ce biais, la fédération patronale entend avant tout « faire avancer les choses » en ayant la garantie, compte tenu des délais légaux, d'aboutir à un accord avant l'échéance européenne de 1993. D'autant que la FFSA estime « avoir accompli le trajet normal de signature d'une convention ».

En réponse à cette « pression » jugée intolérable, les organisations

syndicales se sont, de leur côté, exceptionnellement rassemblées sous la même bannière alors même qu'elles ne partagent toujours pas la même analyse : CFTC, CFTD, CFE-CGC entendent poursuivre les négociations engagées, tandis que la CGT et Force ouvrière souhaitent les reprendre de zéro. Ces négociations n'aboutissent plus, en début d'année, que sur les mesures transitoires et celles spécifiques concernant les cadres. Aujourd'hui, la CFTC et la CFTD jugent insuffisantes les dernières propositions patronales en ce qui concerne les rémunérations et la prime d'expérience censée prendre le relais de la prime d'ancienneté.

La CFTD envisage, de surcroît, une nouvelle revendication portant sur « une garantie » du maintien en l'état actuel du régime professionnel de retraite par répartition. Alors même que M. Jean-Michel Martin reconnaît que « rien ne nous permet de croire aujourd'hui que le régime actuel va être modifié », son syndicat s'insurge des déclarations des assureurs en faveur des retraites par capitalisation à l'occasion de la publication du Livre blanc.

VALÉRIE DEVILCHABROLLE

Le premier ministre recevra les partenaires sociaux du 4 au 14 juin

Ainsi qu'elle l'avait annoncé lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, va recevoir les partenaires sociaux en compagnie de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail. Les rendez-vous sont fixés du 4 au 14 juin. Dans un communiqué, le premier ministre précise qu'elle « désire entendre les préoccupations de ces organisations et l'analyse qu'elles portent sur la situation économique et sociale du pays ». Elle souhaite que ces rendez-vous « contribuent à définir les

voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs qu'elle a fixés au gouvernement : dynamiser l'appareil productif, améliorer l'emploi et assurer la cohésion sociale ».

Idoagorait cette série. Force ouvrière sera reçue le 4 juin. Elle sera suivie le 6 juin de la CGT et du CNPF, le 7 juin de la CGPME, le 10 juin de la CFE-CGC, le 11 juin de la CFTC, le 13 juin de la FEN et de l'UPA. La CFTD clôturera la série le 14 juin.

o Bull : la CFTD demande à rencontrer M^{me} Edith Cresson. - La CFTD de Bull a annoncé dans un communiqué publié mercredi 29 mai qu'elle avait demandé à rencontrer le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, « dans les meilleurs délais », pour évoquer avec elle le dossier de cette entreprise informatique. Le syndicat

entend notamment s'entretenir avec M^{me} Cresson du sort des 1 500 salariés de l'entreprise Bull Périlleux de Beaufort et des rapports entre Bull et le Japonais NEC.

La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a prévu l'envoi de délégations de salariés de Bull à Matignon le 12 juin.

En signant un accord sur les classifications

Citroën aménage le déroulement de carrière de son personnel

La direction d'Automobiles Citroën devait signer, jeudi 30 mai, avec toutes les organisations syndicales représentées à l'exception de la CGT un nouvel accord portant sur l'adaptation des classifications à l'évolution professionnelle des salariés de l'entreprise. Ratifié, après dix mois de négociations, par la seule CFTD, dans la matinée et qui devrait être accepté par les autres syndicats dans la journée, cet accord constitue, selon M. François Cusey, directeur central du personnel d'Automobiles Citroën, « une étape importante » dans le processus, engagé depuis 1984, de reconnaissance des aptitudes professionnelles des 33 760 salariés du groupe, d'enrichissement des tâches et de diminution des niveaux hiérarchiques.

Nouveaux outils de gestion

Cet accord, qui doit être progressivement mis en œuvre entre le 1^{er} septembre prochain et le 1^{er} janvier 1992, s'inscrit dans le prolongement de l'accord sur les classifications de 1984 et de son avenant de 1987 (le Monde du 15 juin 1990). Il définit les conditions de déroulement de carrière des trois catégories de personnel (ouvriers, agents de maîtrise et cadres) et, en particulier, les passerelles qui permettent les promotions de l'une à l'autre.

En ce qui concerne les ouvriers, le texte ratifié prévoit l'introduction de la notion de « polyvalence fonctionnelle » dans la reconnaissance de leurs compétences.

Des rentrées inattendues et des dépenses engagées plus lentement

Le déficit budgétaire des Etats-Unis pourrait être moins élevé que prévu cette année

Alors que le Congrès des Etats-Unis vient d'approuver un projet de budget pour 1992 (octobre 1991-septembre 1992) comportant 1 450 milliards de dollars de dépenses et prévoyant un déficit de 278,8 milliards de dollars, l'exécution du budget de cette année (octobre 1990-septembre 1991) pourrait réserver de bonnes surprises.

Il est décidément bien difficile de prévoir l'évolution du budget des Etats-Unis. Alors que le déficit retenu pour cette année par la Maison Blanche devait largement atteindre le chiffre astronomique de 318 milliards, l'évolution des dépenses et des recettes au cours des six premiers mois de l'exercice permet d'espérer une bonne surprise.

Le « trou » constaté pour la période octobre 1990-mars 1991 a atteint 151 milliards de dollars. A très peu de choses près, le déficit enregistré entre octobre 1989 et mars 1990 avait été le même. Or, en 1990, le déficit final a été limité à 220,4 milliards de dollars. La similitude d'exécution des deux exercices incite certains responsa-

bles de l'administration, mais aussi des économistes privés, à revoir leurs calculs et à prévoir pour 1991 un déficit compris entre 260 et 290 milliards.

Cette amélioration est cependant très relative (1). Au cours des années 1987-1988-1989, le déficit budgétaire avait été limité à 150 milliards de dollars. Le chiffre retenu pour 1991 représentait donc plus qu'un doublement en deux ans, ce qui est sans précédent. Et, dans l'absolu, une impasse budgétaire atteignant 6 % de la production nationale traduit un déséquilibre profond des finances publiques du pays, déséquilibre qui a des conséquences probables, importantes sur les taux d'intérêt dans le monde, l'épargne des pays industrialisés étant déjà insuffisante pour satisfaire les besoins d'investissement.

Failites

Non seulement l'amélioration en train de se dessiner est relative, mais elle est très circonstancielle, expliquant en grande partie par les contributions à la guerre du Golfe versées par différents pays alliés, au premier rang desquels l'Arabie saoudite. Les Etats-Unis

après la récession de 1981-1982. L'optimisme mesuré doit faire preuve d'actualité. M. Richard Darman, directeur du budget, n'a pas d'autres causes.

L'important accord budgétaire conclu fin octobre 1990 entre le Congrès et la Maison Blanche rend moins irréaliste que feu la loi Gramm-Rudman-Hollings l'objectif d'un retour à l'équilibre dans quelques années. D'abord parce que l'assainissement envisagé est reporté de deux ans, soit à 1996. Ensuite parce que la contrainte ne porte plus - comme avec la loi GRH - sur des niveaux programmés de déficit mais sur la limitation de certaines dépenses. C'est ainsi que, dans le budget de 1992, les quelque 1 450 milliards de dépenses envisagées sont classées en trois catégories : les charges obligatoires (mandatory), qui sont le plus souvent des dépenses sociales, pour environ 707 milliards de dollars ; les charges de la dette publique - écrasantes - qui s'accroissent rapidement du fait des taux d'intérêt élevés (206 milliards) ; enfin trois catégories de dépenses (337 milliards) qui peuvent être remises en cause (discretionary) puisqu'elles dépendent d'autorisations annuelles : défense 133 mil-

De nombreuses entreprises françaises ont des projets en Europe de l'Est

Depuis l'ouverture de l'anneau bloc soviétique, 65 % des grandes entreprises françaises auraient conçu au moins un projet dans cette zone, selon les résultats d'un sondage de l'Institut IFOP, publié cette semaine pour le compte de l'hebdomadaire *Le Lettre de l'Europe de l'Est*, le cabinet de consultant Coopers & Lybrand, et IP, régie publicitaire du groupe Havas. A la fin du mois d'avril, 43 % de ces projets auraient été réalisés.

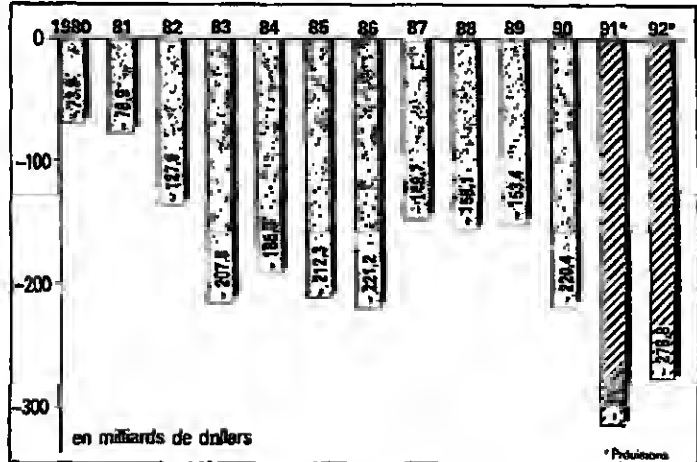
La Pologne et la Hongrie caractérisent en tête de palmarès, 43 % des 240 entreprises sondées s'étant fixées au moins un projet dans le premier de ces pays, et 40 % dans le second. D'autres pays attirent quantitativement moins de projets, mais ceux-ci ont plus de chances de se concrétiser : avec un taux de réalisation de 56 %, la Yougoslavie apparaît la plus accessible en Europe centrale et orientale, suivie de l'URSS (47 %).

L'exportation représente 71 % des projets réalisés à l'Est, suivie par l'investissement direct (30 %) et la sous-traitance (28 %). A noter que si 65 % de ces projets ont bénéficié des services de la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), 33 % des entreprises se sont lancées sans garantie financière française.

Fiat négocie activement le rachat de 30 % du soviétique VAZ

Fiat s'appuie à entrer en force dans le capital du principal constructeur automobile soviétique, la société VAZ, l'une des plus grosses affaires d'URSS, dont la privatisation est envisagée. Le groupe turinois a entamé des négociations pour acquérir 30 % du capital de VAZ, qui produit entre autres des Lada et Jigouli, et est parvenu à la fin du mois d'avril à un premier accord préliminaire avec les autorités soviétiques.

L'existence de négociations avancées a été confirmée, la semaine dernière à Rome, par M. Cesare Romiti, administrateur délégué du groupe Fiat. M. Romiti, qui parlait en marge des travaux de l'assemblée de la Confindustria (patronat italien), a ajouté que cette négociation s'inscrivait « dans l'objectif de produire 300 000 voitures par an ». A la fin des années 60, Fiat avait assuré la conception et la construction du complexe automobile de Togliattigrad, dont VAZ assume aujourd'hui l'exploitation. - (AFP)



ont ainsi déjà reçu 25 milliards de dollars sur une somme attendue d'une cinquantaine de milliards.

En outre - et c'est un autre facteur circonstanciel - les dépenses considérables occasionnées au budget par la faillite de nombreuses banques et caisses d'épargne sont engagées beaucoup plus lentement que prévu. Elles devaient atteindre 151 milliards cette année. Or, après six mois d'exécution budgétaire 1991, moins de 20 milliards de dollars ont été dépensés. Bien évidemment, l'essentiel des sommes ainsi « économisées » seront dépensées en 1992. A moins que l'opération de sauvetage-liquidation des caisses d'épargne et des banques ne prenne plus de temps que prévu, ce qui permettrait d'étaler dans le temps les charges incombant au budget fédéral, c'est-à-dire la dette. Les remboursements versés aux épargnants et les sommes récupérées sur la vente des actifs des caisses. Il était prévu que l'opération coûterait au budget fédéral jusqu'en 1992, 88 milliards en 1992, 44 milliards en 1993, soit au total 250 milliards de dollars pour les trois années.

Si la récession qui frappe l'économie américaine depuis l'automne 1990 devait se prolonger, la bonne surprise attendue ne se produirait probablement pas.

Mieux contrôler les dépenses

Lorsque l'activité économique se ralentit, les impôts rentrent beaucoup moins bien dans les caisses de l'Etat. C'est ce qui s'est produit durant la récession très dure de 1981-1982 provoquée par le deuxième choc pétrolier et l'envolée des taux d'intérêt. A cette époque, le déficit budgétaire avait considérablement augmenté, passant de 73,8 milliards de dollars en 1980 à 78,9 milliards en 1981 puis à 127,9 milliards en 1982 pour dépasser les 200 milliards en 1983 (207,8).

Si, en revanche, la récession américaine prend fin au cours des semaines qui viennent, les recettes fiscales seront progressivement plus abondantes et le déficit pourra effectivement être inférieur à 300 milliards de dollars cette année. C'est ce qui était arrivé - mais avec un certain retard -

liards), intérieur et actions à l'étranger.

L'accord d'octobre dernier prévoit que si les dépenses sociales augmentaient plus rapidement que prévu, des économies devraient compenser le supplément de charges. Quant aux dépenses dites « discrétionnaires », tout dérapage entraînera désormais des coupes appliquées spécifiquement.

Le budget des Etats-Unis n'aura probablement pas retrouvé l'équilibre en 1996. Tout au moins peut-on penser que l'administration va maintenant chercher à contrôler les dépenses. La reprise de la croissance économique et l'apurement de la crise des caisses d'épargne le soulagera d'un lourd fardeau. Et si les taux d'intérêt baissent durablement au cours des prochaines années, alors les Etats-Unis surprendraient agréablement une communauté internationale qui manque trop d'épargne pour la consacrer aux déficits publics de nations imprévoyables.

ALAIN VERNHOLES

(1) Le déficit de 1991 comme celui de 1992 (278,8 milliards de dollars) sous-estime complétement le déficit des comptes de l'Etat du fait de la prise en compte des excédents de la Sécurité sociale. Sans ces excédents, le déficit prévu pour 1991 par l'administration serait de 379 milliards de dollars et celui de 1992 de 344 milliards de dollars.

o Le déficit commercial américain se fait baïssa. - Le déficit commercial américain, exprimé sur la base de la balance des paiements, s'est établi à 18,37 milliards de dollars (106 milliards de francs) pour le premier trimestre, en baisse de 33,8 % sur le dernier trimestre 1990, et à son niveau le plus bas depuis près de huit ans. La réduction du déficit trimestriel s'explique pour partie par la récession qui a fait chuter de 7,1 % les importations américaines. Mais une légère hausse des exportations (+ 0,2 %) est également responsable de cette amélioration du déficit commercial. Ces chiffres, calculés en données « balance des paiements », diffèrent légèrement des statistiques sur le commerce extérieur publiées chaque mois car ils ne comprennent pas, notamment, une partie des ventes militaires.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Nokia Data racheté par la firme nippono-britannique ICL

Fujitsu poursuit sa stratégie de conquête

Le rachat pour 2,3 milliards de francs de Nokia Data, filiale informatique du géant finlandais Nokia par la Britannique ICL (*le Monde* du 30 mai) confirme les craintes des industriels européens de l'électronique. Le japonais Fujitsu, qui contrôle, depuis l'été 1990, 80 % du capital du principal fabricant d'ordinateurs au Royaume-Uni, entend bien utiliser son pied-à-terre communautaire comme un instrument de conquête.

A bout de souffle il y a à peine deux ans, ICL, passé depuis juillet 1990 sous pavillon japonais, reprend l'offensive. Le constructeur informatique britannique, qui a affiché des comptes bénéficiaires en 1990, a en effet annoncé officiellement mercredi 29 mai qu'il

allait reprendre pour 230 millions de livres (2,3 milliards de francs environ) Nokia Data, la filiale informatique de Nokia, l'un des plus gros groupes industriels finlandais et la première capitalisation de la Bourse d'Helsinki.

ICL met ainsi la main sur une division informatique installée en Suède, qui pèse près de 8 milliards de francs en termes de chiffre d'affaires, emploie 24 000 salariés de part le monde et, à l'image d'un Nixdorf avant son rachat par l'allemand Siemens, d'un Olivetti ou d'un Bull, connaît de sérieuses difficultés financières. Les pertes de Nokia Data, lourdement endettée (sa dette financière atteint le milliard de francs) et seule filiale déficitaire de Nokia, sont estimées pour 1990 à 150 millions de francs, montant qui aurait dû doubler cette année, selon certains analystes de la City de Londres, et ce en dépit du plan de rationalisation engagé l'an passé et qui s'est soldé par la suppression de 650 emplois.

Cette acquisition, totalement financée par ICL, ainsi que l'écrit le *Financial Times* du 29 mai, ses dirigeants, se fera par règlement en cash (à hauteur de 500 millions de francs) et par l'octroi à Nokia d'une participation minoritaire dans le capital du fabricant britannique d'ordinateurs. ICL devrait ainsi offrir

l'équivalent des 1,8 milliard de francs restant sous la forme d'actions préférentielles, correspondant à une participation de 5 % de Nokia dans ICL, lors de la réintroduction en Bourse du groupe britannique, théoriquement prévue pour 1994-1995.

La cession par Nokia (très présent dans les télécommunications) de sa filiale informatique va à contre-courant des regroupements entrepris récemment - POPA de l'américain ATT sur son compatriote NCR - qui parient sur une inter-pénétration croissante de ces deux technologies. Elle s'explique cependant par la faiblesse de la position de Nokia dans le monde de l'informatique mondiale, et donc par l'importance des moyens financiers dont le groupe finlandais aurait dû mobiliser pour la redresser.

Nokia vient de donner une nouvelle certitude à Fujitsu. La fusion d'ICL et de Nokia devrait donner naissance à un ensemble puissant pesant 24 milliards de francs en termes de chiffre d'affaires et réalisant près de 90 % de ses ventes en Europe. Pourrait-il être autrement? Qui, de Siemens, Olivetti ou même Bull (avec qui Nokia Data avait des accords commerciaux), aurait pu, à l'heure actuelle, réaliser une telle acquisition?

C. M.

Président du numéro un français du BTP

M. Martin Bouygues annonce une pause dans la croissance externe

« Nous allons observer une certaine pause dans la croissance externe », a déclaré M. Martin Bouygues, président du groupe français de bâtiment et de travaux publics (BTP) en présentant le 28 mai les comptes de 1990. Après une hausse de 21 % l'an dernier, le chiffre d'affaires du groupe (56,7 milliards de francs en 1990) ne devrait progresser que de 6 % en 1991.

Depuis quatre ans, les investissements du groupe ont dépassé 14 milliards de francs et plusieurs centaines d'entreprises ont été acquises. « Il faut donc, a expliqué le président du numéro un français du BTP, intégrer ces nouveaux apports, prendre son temps et rechercher une amélioration des marges financières. » Mais M. Bouygues n'a pas exclu que, si « des opportunités se présentent », il saurait les saisir. « C'est une question de prix. »

Avec une progression de 21 % du chiffre d'affaires en 1990, le bénéfice net (part du groupe) a connu une hausse de 9 %, ce qui est beaucoup plus que les grands concurrents britanniques, mais moins que les deux principaux concurrents français Générale des eaux et Lyonnaise-Dumetz et beaucoup moins que les allemands Hochtief et Philipp Holzmann et que l'espagnol Dragados.

Prudent sur les perspectives 1991, M. Bouygues a toutefois estimé que le chiffre d'affaires pourrait atteindre 60 milliards de francs, soit une hausse de 6 %. C'est le secteur central, c'est-à-dire le bâtiment et les travaux publics (soit Europe avec l'acquisition récente du suisse Lodigier et en Côte-d'Ivoire, notamment), qui devrait cette année tirer le plus fortement l'activité du groupe. En revanche, les sociétés routières, l'immobilier ainsi que les secteurs de diversification sont appelés à des progressions plus modestes. On s'attend entre 1989 et 1991 à

un doublement du chiffre d'affaires international du groupe. Deux secteurs restent particulièrement fragiles : la maison individuelle et les travaux pétroliers offshore. La réduction très sensible du nombre des mises en chantier de logements en France, notamment de logements sociaux, d'une part, inquiète bien évidemment le président du groupe.

La vie de Bouygues

Bouygues a remporté récemment des contrats importants en Thaïlande et en Arabie saoudite, où il entend accentuer sa prospection commerciale, ainsi qu'à Taïwan. De même, l'Iran est considéré comme un marché prometteur (logements, hôpitaux) et une délégation de haut niveau conduite par le maire de Téhéran se trouvait précisément au siège du groupe le 28 mai. L'Amérique du Sud, en revanche, ou l'Europe de l'Est s'intéressent qu'assez peu, pour le moment, les dirigeants de l'entreprise. De même, M. Martin Bouygues a estimé que le marché allemand restait extrêmement difficile, son groupe ayant échoué, bien qu'il fut le moins-disant, pour le contrat de construction du métro de Cologne.

Les effectifs atteignent aujourd'hui 77 400 personnes, le nombre de cadres ayant augmenté, pour sa part, de 42 % en trois ans. Chaque année, Bouygues recrute 4 000 stagiaires, dont la moitié sont embauchés ultérieurement.

Pour sa part, M. Francis Bouygues, fondateur du groupe, a annoncé que la société de production de films qu'il a créée l'année dernière et qui vient de sortir *la Reine blanche*, avait conclu deux accords avec le metteur en scène américain David Lynch pour faire trois films dans les quatre prochaines années, et avec Pedro Almodovar et Bernardo Bertolucci. Avec ce dernier, M. Francis Bouygues va mettre en chantier une superproduction sur la vie de Bouddha.

FRANÇOIS GROSCHARD

Thomson-CSF et GEC-Marconi créent un GIE européen

Alliance franco-britannique dans les radars aéroportés

Thomson-CSF et le groupe britannique GEC-Marconi ont décidé d'aborder en commun la mise au point de la nouvelle génération de radars avancés. Les deux spécialistes européens de l'électronique de défense ont annoncé, mercredi 29 mai, la création d'un groupe européen d'initiative économique chargé de concevoir et de commercialiser les « antennes actives » qui équiperont les appareils de mesure et de détection des avions de combat d'ici une vingtaine d'années. Cette coopération a été justifiée par les coûts financiers que nécessitent la conception et le développement des radars militaires de l'an 2000. Les deux électroniciens parlent d'un programme d'investissements lourds de 5 milliards de francs.

Le britannique et le français devraient se répartir à égalité le capital de cette nouvelle structure, baptisée GEC Thomson Airborne Radar. Cette association trans-

manche entre les deux grands concepteurs de radars embarqués en Europe est l'aboutissement de pourparlers engagés il y a environ deux ans. Elle a été fortement encouragée par les ministères de la défense des deux pays concernés. Le soutien accordé par Londres à ce projet rend peu probable une soumission du dossier à la commission des monopoles britanniques, estimait jeudi M. Jean Robert Martin, directeur de la branche aéronautique de Thomson-CSF.

L'accord conclu entre Thomson-CSF et GEC-Marconi intervient deux mois après l'échec d'Eurodyamics, autre projet franco-britannique qui devait associer le groupe dirigé par M. Alain Gomez à British Aerospace dans le domaine des missiles guidés. Thomson-CSF et GEC-Marconi sont à l'heure actuelle concurrents sur les deux programmes de radars européens les plus avancés.

FISCALITÉ

Le gouvernement s'engage à supprimer le taux majoré de la TVA au début de 1993

Le ministre de l'économie s'est saisi de l'issue du conseil des ministres du mercredi 29 mai que le taux majoré de la TVA, actuellement fixé à 22 %, serait supprimé au début de 1993 et que le taux normal de 18,6 % s'appliquerait sur l'ensemble des biens actuellement soumis à ce taux. Sont concernés les automobiles, les motocyclettes de plus de 240 cm³, les pierres et perles précieuses, les ouvrages en matières et métaux précieux, certains matériels et accessoires de photographie et de cinéma, les locations de vidéocassettes préenregistrées, les électrophones, magnétophones, magnétoscopes, récepteurs de radio (1); le caviar, les fourrures, les parfums, les tabacs; les publications, films et cassettes photographiques ou d'incitation à la violence (2).

Cette mesure entraînera en 1993 une baisse importante - estimée à 8,3 milliards de francs - du prélevement fiscal sous forme de TVA. Mais en 1991 et en 1992, les prélèvements au titre de la TVA seront augmentés (le *Monde* du 30 mai) respectivement de 1,7 milliard de francs et de 2,7 milliards de francs du fait des mesures de recouvrement sur les publications, films et cassettes photographiques ou de violence décidées par le gouvernement au cours du conseil des ministres du 29 mai.

(1) Les récepteurs de télévision, les disques et les supports de son préenregistrés sont déjà au taux de 18,6 %.

(2) Les baisses de taux majoré déjà intervenues sur les publications, films et cassettes photographiques ou de violence ont été régulièrement compensées par des taxes au profit de l'Etat, qui ont annulé l'effet de baisse sur les prix de vente.

ÉNERGIE

Dans l'espoir d'un prêt de la BEI

L'Algérie, le Maroc et l'Espagne présentent leur projet de gazoduc Maghreb-Europe

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Signataires, il y a quatre semaines à Madrid, d'un accord pour la construction du « gazoduc Maghreb-Europe » (*le Monde* du 4 mai), les ministres algérien, espagnol et marocain de l'énergie, MM. Sadek Boussena, Claudio Aranzadi et Driss Alaoui, ont présenté, mardi 28 mai, leur projet à la Commission de Bruxelles, dans l'espoir d'obtenir un prêt substantiel de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le projet, qui vise à relier dès 1993 les gisements algériens de la région

d'Hassi R'mel à Séville, via Tanger et le détroit de Gibraltar, grâce à un ouvrage long de 1 265 kilomètres, devrait coûter au total 1,3 milliard de dollars (environ 7,5 milliards de francs).

Ce gazoduc permettra d'acheminer 10 millions de mètres cubes de gaz par an, dans une première phase résultant directement d'un protocole d'accord commercial entre l'Enagaz espagnole et la Sonatrach algérienne pour de telles livraisons, le Maroc se contentant de toucher des redevances de passage versées par Madrid. La capacité du gazoduc atteindra 20 millions de mètres cubes dans une deuxième phase, quand il y aura connexion à d'autres pays euro-

péens - le Portugal certainement, la France sans doute.

La Commission apporte son « soutien total » à l'entreprise. Celle-ci répond au souci de diversification, de libre transit et de complémentarité dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe, à l'ordre du jour d'un prochain conseil ministériel des Douze. Elle conforte aussi les responsables de Bruxelles dans leur espoir de renforcer la coopération avec le Maghreb au moyen de ce qu'ils appellent la « politique méditerranéenne renouée », en insistant sur le fait que l'Europe de l'Est n'est pas leur seule préoccupation.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

SOCIAL

Le groupe Chargeurs supprimera plus de 300 emplois dans le textile

Le groupe Chargeurs, spécialisé dans le textile, les transports et la communication, achèvera cette année la grande restructuration engagée dans son secteur de tissus d'habillement avec la suppression d'environ 330 emplois, ont indiqué, mercredi 29 mai, les responsables du groupe lors de l'assemblée générale des actionnaires. Le directeur général, M. Eduardo Malone, n'a pas précisé quels sites seraient touchés par la dernière étape des restructurations.

En 1990, la principale société visée a été les Tissus Rouillière avec 500 suppressions d'emplois. Depuis 1988, entre les cessions de sociétés et les restructurations, l'effectif est passé de 8 000 à 3 500 personnes. Les restructurations ont coûté 600 millions de francs aux Chargeurs.

M. Jérôme Seydoux, président du groupe, a, d'autre part, indiqué qu'il allait profondément rénover la société Pathé Cinéma (films et salles) qu'il a reprise en août dernier. Pour financer ces travaux, certains actifs pourraient être vendus, comme le siège de Pathé, rue Francœur à Paris dans le 18^e arrondissement.

REPÈRES

CRÉDITS BANCAIRES

300 milliards de francs supplémentaires en 1990

Les banques membres de l'AFB (Association française des banques) ont distribué 300 milliards de francs de crédits supplémentaires en 1990, dont 250 aux entreprises et 50 aux particuliers. Selon l'AFB, la croissance de ces crédits aux entreprises a été de 20 % par rapport à 1989, contre 8 % en moyenne pour les autres secteurs. Une centaine de milliards ont servi à financer l'investissement productif et les banques AFB ont assuré 80 % des crédits de trésorerie des entreprises.

Marquant un ralentissement, les crédits aux particuliers ont augmenté de 9 % (contre 15 % en 1989), dont 80 % ont financé l'acquisition de logements, le reste étant affecté aux prêts personnels et autres prêts à la consommation. L'AFB souligne que cette croissance des crédits s'accompagne d'une croissance des risques (faillites d'entreprises, surendettement des ménages...).

SALAIRE HORAIRE OUVRIER

Augmentation de 1 % au premier trimestre

Selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, le taux de salaire horaire ouvrier aurait augmenté de 1 % au premier trimestre de 1991 et de 4,4 % en douze mois. Au quatrième trimestre 1990, le hausse avait été de 1,2 %, et la progression pour l'ensemble de l'année 1990, de 5,1 %.

Malgré cette décelération, le pouvoir d'achat s'accroît, quoique plus lentement. Dans l'hypothèse d'une hausse des prix de 3,2 % d'avril 1990 à avril 1991, ainsi que le souligne le ministère du travail, l'augmentation serait de 1,2 %. Elle avait été de 1,8 % en 1990 et de 0,8 % en 1989.

Europe : hausse des prix « sensible » en avril. Les prix ont augmenté en moyenne de 0,6 % en avril dans les douze pays de la CEE, ce qui porte à 3 % le taux d'inflation sur les douze derniers mois dans le Marché commun, a indiqué Eurostat, l'office statistique de la CEE. Le taux d'inflation annuel reste néanmoins inférieur à celui enregistré l'an dernier à la même époque (5,4 %). La hausse « sensible » des prix intervenait en avril est due à des taux d'inflation « substantiels » au Royaume-Uni (+ 1,3 %) à cause du relèvement de la TVA et des taux d'accises), en Grèce (+ 3,4 %) et au Portugal (+ 0,8 %).

LE MONDE											
RECHERCHER DU 30 MAI 1991											
9	17	33	40	42	43	19					
PROCHAINES PAGES 22											
20R35											
1	3	8	12	25	30	13					
PROCHAINES PAGES 22											

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENTS DU PAS-DE-CALAIS et du NORD

PROJET - de déclassement de la catégorie des routes express de la RN 1 dite ROCADE LITTORALE et d'une section de la RN 335 dans les départements du PAS-DE-CALAIS et du NORD entre COQUELLES et la FRONTIÈRE BELGE - de classement en AUTOROUTE A.16 de l'itinéraire BOULOGNE S/MER (Pas-de-Calais) - FRONTIÈRE BELGE (Nord).

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté conjoint des préfets du Pas-de-Calais et du Nord du 21 mai 1991, une enquête publique portant sur le déclassement de la catégorie des routes express et sur le classement en AUTOROUTE A.16 susvisés, sera ouverte pendant 21 JOURS entiers et consécutifs.

DU 10 JUIN au 1^{er} JUILLET 1991 INCLUS

Cette enquête concerne les communes suivantes :

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

SAINT-MARTIN-LEZ-BOULOGNE, WIMILLE, WACQUINGHEN, BEUVREQUEN, MARQUISE, LEULINGHEN-BERNES, LEUBRINGHEN, SAINT-INGLEVERT, SONNINGUES-LEZ-CALAIS, PEUPLINGUES, COQUELLES, CALAIS, MARCK, GUEMPS, OFFEKERQUE, NOUVELLE-ÉGLISE, VIEILLE-ÉGLISE, SAINT-OMER-CAPELLE, SAINT-FOUQUIN.

DÉPARTEMENT DU NORD

SAINT-GEORGES-SUR-L'AA, BOURBOURG, CRAYWICK, LOON-PLAGE, MARDYCK, GRANDE-SYNTHÉ, DUNKERQUE, COUDEKERQUE-BRANCHE, TETEGHEM, LEFFRINCQUEUX, UDEM, LES MOERES, GHYVELDE.

Pendant la période de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera déposé à la préfecture du PAS-DE-CALAIS, place de la Préfecture - 62020 ARRAS - CEDEX.

Siège principal de l'enquête.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête au siège principal de l'enquête pour être annexées au registre.

Pendant le même délai et aux jours et heures habituels d'ouverture un exemplaire du dossier ainsi que le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public dans la PRÉFECTURE et les SOUS-PRÉFECTURES suivantes :

Préfecture du Nord, 123, rue Nationale 59039 Lille-Cedex.
Sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer, 131, Grande-Rue - BP 649 62221 Boulogne-sur-Mer.
Sous-préfecture de Calais, Esplanade Jacques-Vendroux 62106 Calais.
Sous-préfecture de Saint-Omer, 41, rue Saint-Bertin 62505 Saint-Omer.
Sous-préfecture de Dunkerque, 17, rue de l'Écluse-de-Bergues 59386 Cedex 01.

Sont également lieux d'enquête les mairies des communes indiquées ci-dessus dans lesquelles, aux jours et heures habituels d'ouverture, le public pourra également prendre connaissance du dossier intéressant le territoire communal. De la même façon, les observations du public seront consignées sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

La commission d'enquête dont le siège est fixé à la PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS est composée de

Président : M. LUZINAR Lucien, chef de centre des impôts en retraite.
Membres : M. BUISINE Claude, chef de personnel en retraite.
M. DEPECKER Paul-Pierre, ingénieur DDE en retraite.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public dans les conditions suivantes :

Dans les sous-préfectures de :
DUNKERQUE, le vendredi 21 juin 1991 de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
CALAIS le mardi 25 juin 1991 de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h.
BOULOGNE-SUR-MER, le jeudi 27 juin 1991 de 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h à 16 h.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête dans chaque lieu d'enquête pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de leur département dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Le 21 MAI 1991

Le Préfet du département
du PAS-DE-CALAIS
signé : Jean-Gilbert MARZIN

Le Préfet de la région
NORD-PAS-DE-CALAIS
signé : J. Claude AUROUSSEAU

مكتبة الشارقة

M. Jean Kaspar

L'ASTRADU

Le Monde

GRANDS ADMIS

A LICAM

Tapcz RES

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Jean Kaspar

Suite de la première page

Le chômage a encore augmenté en avril. Sur quels points M. Cresson doit-elle insister la politique de M. Rocard ?

Pour nous, il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux emplois. Pour répondre aux besoins nouveaux, il faut encourager l'émigration d'emplois de proximité (gardes d'enfants, travail à domicile, aide aux personnes âgées), favoriser les services marchands et engager de grands travaux en matière d'équipement collectif financés par l'emprunt. Il y aura pas de victoire sur le chômage si l'on ne met pas au centre de l'action la réduction et l'aménagement du temps de travail, et sans limitation des heures supplémentaires. Il faut enfin agir en faveur de la formation initiale et continue, favoriser la recherche, aider les PME. Globalement, la déclaration de M. Cresson marque d'audace sociale et reste dans une logique très économiste.

À deux ans des prochaines élections législatives, vous attendez-vous à un changement de politique économique ?

L'absence d'allusion, dans la déclaration de M. Cresson, à la nécessité d'engager un débat de fond sur la fiscalité, le fait que le projet de loi sur la taxe d'habitation n'a pas été retenu comme devant être discuté dans les prochaines semaines, sont autant de signes montrant que les préoccupations monétaires et le respect des grands équilibres risquent de l'emporter sur la recherche de solutions nouvelles. Le gouvernement ne peut se limiter à resserrer les comptes de l'État.

La priorité à la lutte contre le chômage ne risque-t-elle pas d'exiger que les entreprises affectent un choix entre salaires et emplois ?

Le choix ne se pose pas en ces termes car le ralentissement de la croissance n'a pas de conséquences identiques dans tous les secteurs d'activité. Certains connaissent encore un développement important. La structure du déficit commercial montre que l'agroalimentaire, les services et le tourisme sont excédentaires alors que l'énergie et l'industrie sont déficitaires. Il ne peut donc pas y avoir de réponse globale. S'il y a des choix à faire, ce sera par secteur ou même entreprise par entreprise, ils doivent porter sur la nature des investissements, l'organisation du travail, la réduction du temps de travail, la limitation des heures supplémentaires et le changement du travail. Le coût salarial n'est pas le seul élément qui fonde la compétitivité des entreprises françaises.

Non aux réductions de remboursements

Le précédent gouvernement a tenté, sans succès, d'équilibrer les comptes de l'assurance-maladie sans trop toucher aux prestations et sans accroître les recettes. On prête à M. Edith Cresson l'intention de relever le taux de la CSG et de modifier le remboursement des médicaments. Est-ce, selon vous, inévitable ?

Non. Nous sommes tout à fait opposés aux réductions de remboursements. La maîtrise des

dépenses de santé doit être poursuivie. Cela suppose une action vigoureuse pour limiter la progression des coûts des soins et le volume des dépenses pas toujours en rapport avec l'amélioration de la santé publique. C'est donc en agissant en direction des producteurs de soins que l'on peut parvenir à une véritable maîtrise des dépenses de santé préservant notre système de protection sociale. Si, en définitive, il faut augmenter les recettes, la CFDT préfère que cela soit fait par le biais de la CSG, qui fait contribuer tous les revenus, plutôt que par un relèvement des seules cotisations salariales. Mais, à court terme, ce n'est pas un passage obligé.

Vous avez indiqué que, sur le dossier des retraites, la CFDT n'hésiterait pas à « prendre des risques ». Les grèves à la SNCF vous incitent-elles à tenir un discours « réaliste » ?

Le plus grand risque aujourd'hui pour les salariés et les retraités serait de laisser faire nos sommes devant une évolution inexorable et positive qui est l'allongement de l'espérance de vie de la population. Par ailleurs, avec le développement de la formation, les jeunes arrivent beaucoup plus tardivement dans une activité professionnelle. Le débat sur l'avenir des systèmes de retraite est donc essentiel. Notre volonté est d'agir autour de trois axes. Premièrement, plutôt que de débattre à partir de règles techniques, nous raisonnons en termes de niveau de revenu de remplacement. Nous souhaitons que l'on retienne l'idée que soit assurée comme retraite pour les salariés 75 % du salaire antérieur, avec une modulation pour les salariés.

Deuxièmement, sans toucher au droit à l'ouverture de la retraite à soixante ans, il faut rénover la notion de durée d'activité pour tenir compte de la durée de la vie professionnelle et rectifier les inégalités liées à la durée d'espérance de vie, différente suivant les catégories professionnelles.

Troisièmement, plutôt que d'harmoniser les règles entre les différents régimes de retraite, il faut s'orienter vers une plus grande solidarité à travers les règles de compensation financière.

Est-ce que l'an « arian » vers une plus grande solidarité quand M. Cresson assure que la spécificité des régimes spéciaux sera maintenue ?

Engager la confrontation sur l'avenir des systèmes de retraite en posant comme préalable que les régimes spéciaux ne doivent pas être concernés au-delà de la charte des débats, il ne s'agit pas, bien évidemment, de supprimer les régimes spéciaux, qui correspondent à une histoire et à des réalités professionnelles. Et, revanche, si des professions souhaitent sortir des règles générales, il leur appartient de procéder aux arbitrages nécessaires entre salaires directs et indirects pour assurer les équilibres.

Le livre blanc sur les retraites prévoit que la concertation s'étendra sur un an. Faut-il aller plus vite ?

Le débat public doit prendre du temps. Il faut cependant régler rapidement deux problèmes : celui de l'évaluation des pensions, ce permettant aux retraités de bénéficier



ci-dessus : Jean Kaspar, directeur de la CFDT, lors d'un entretien avec le Monde.

« Le gouvernement joue avec le feu »

Dans le secteur public, la politique salariale contractuelle est en panne. Le gouvernement de M. Rocard propose que de nouveaux critères d'évolution des rémunérations soient retenus. A quelles conditions la règle du jeu salarial pourrait-elle être revue ?

Il est inacceptable que le gouvernement fasse son deuil de la politique contractuelle salariale dans les fonctions publiques. Il joue avec le feu. Ce n'est pas parce que les marges de manœuvre sont réduites qu'il faut sacrifier le contractuel. Une politique contractuelle doit être bâtie sur la durée. Le gouvernement doit rapidement prendre l'initiative et répondre aux organisations de fonctionnaires. La CFDT est prête à s'engager dans

cette négociation, pour débattre de critères clairs, à définir à partir des données économiques, financières et sociales sur lesquelles pourra se bâtir une politique salariale solide et cohérente.

Le gouvernement doit annoncer clairement ses intentions. Mais il y a un point incontournable : un accord pour 1991 doit intégrer le contentieux lié au non-respect de l'accord de 1988-1989. La balle est dans son camp. Je suis inquiet de constater que, sur ce point, aucune indication n'a été donnée par le premier ministre. Ce sera un test de sa volonté de concrétiser son ambition sociale.

Le syndicalisme français a de plus en plus de mal à se faire entendre des pouvoirs publics. On a parfois l'impression qu'il ne s'agit que d'un jeu d'acteur... Comment comptez-vous agir pour lui redonner de l'influence ?

Il ne faut pas forcer le trait. Le syndicalisme français produit des résultats à travers des accords de branche et d'entreprise, qui améliorent les conditions de vie. Le patronat doit faire preuve d'une plus grande ouverture sociale car l'un de nos problèmes réside dans la sous-capacité contractuelle française. C'est la raison pour laquelle nous voulons faire émerger de nouvelles règles du jeu social, renforcer le poids du contractuel, construire une nouvelle articulation entre le législatif et le contractuel, faire en sorte que les rapports sociaux en France soient de leur sous-développement et se bissent à la hauteur des autres pays européens. Réussir 1993 passe aussi par là.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

ALLONS ENFANTS DE L'INDUSTRIE...

En faisant dépendre le « bonheur » social de l'issue de la guerre économique, c'est un réarmement moral que propose Mitterrand aux français. A tous les français. Enquête sur les capacités des stratèges à commander et des troupes industrielles à combattre.

ET AUSSI :

Carlo de Benedetti

Itinéraire d'un « ingénieur juif ».

Managers

Quel pouvoir à 30 ans ?

EN VENTE PARTOUT 25 F

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
MATHÉMATIQUES ET STATISTIQUES
cours, exercices et corrigés
par Marc BELOT et François ECOTO
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Global Warnings

The Economics of Global Warming

Every Policy

Traduction de l'annonce ci-dessus : « Avertissements Mondiaux »

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Avec Le Monde sur Minutel

GRANDS ADMIS
A L'ICAM
36.15 LE MONDE
Tapez RES

Les rapports difficiles entre Canal Plus et les réseaux

M. André Rousselet veut exploiter les programmes du câble sur satellite

RENNES

de notre envoyé spécial

Entre Canal Plus et le câble se jouent dès l'origine une histoire d'amour tendue. La télévision payante aurait dû être le programme vedette des réseaux câblés comme l'a été, aux Etats-Unis, Home Box Office (HBO), associé depuis 1975 à une fulgurante progression des abonnements. Mais la France a lancé la télévision payante avant le câble, et Canal Plus hésite à entrer en 1984 sur les ondes hertziennes. Sept ans plus tard, le câble dépasse les trois millions d'abonnés tandis que les réseaux, privés de "locomotive", atteignent péniblement les 500 000 foyers.

M. André Roussellet a déjà cessé d'exploiter cet avantage. Chaque année, le PDG de Canal Plus choisit un programme et un présentateur du câble national Médiasport pour leur enseigner la stratégie. Ou plutôt sa stratégie. Il y a deux ans, à Paris, M. Roussellet expliquait aux dirigeants de Canal Plus qu'ils étaient trop élevés pour séduire le client. Les câblosdistributeurs se sont récriés, mais ils ont ramené leurs tarifs au-dessous de 1000 francs par an. M. Roussellet, président de Canal Plus conciliataire, a alors lancé une offensive contre les grands groupes du câble d'après son expérience de directeur des sociétés leurs efforts pour financer des programmes plus attractifs. La bataille est en cours. Les sociétés de la Caisse des dépôts et la Lyonnaise des eaux, jusque-là éditeurs concurrents, se sont associées, sous la houlette de Canal Plus, pour lancer « Planète », Canal Jimmy, Cinéma ou CinéCinfil.

Les réticences des exploitants

Cette année, à Rennes, M. Rousselet incite fermement les exploitants du câble à diffuser ces nouvelles chaînes... par satellite. Pour toucher « les 60 % de foyers français qui ne seront jamais concernés par les réseaux câblés ». Le PDG de la chaîne cryptée avait déjà formulé cette invitation dans un entretien au *Monde* un mois

de mars, choisi lui-même le satellite Télécom 2 et fixa la date de lancement à mars 1992. Cette fois, il prie les câblodistributeurs de négocier avec lui, d'ici quinze jours, un partage des foyers français entre câble et satellite et de lui confier la commercialisation du bouquet de chaînes.

Les exploitants du câble ont bien quelques réticences. Ils savent qu'ils donneront ainsi à M. Rouselet un peu plus de puissance et lui abandonneront une part non négligeable de leur marché. Mais comment résister à ce diable d'homme ? Il faut bien avouer que ses « conseils » — même s'ils sont souvent assésés sans grande diplomatie — ont porté leurs fruits. Depuis un an, les abonnements aux câbles ont enfin décollé et, surtout, le réseau a commencé à offrir la vraie image de modernité et d'innovation, due en grande partie aux nouveaux programmes revus et corrigés par les équipes de Canal Plus.

**Préserver
le fonds de commerce**

Mais surtout, les cablo distributeurs, qui ont déjà investi lourdement dans les réseaux, souhaitent rapidement rentrer dans leurs fonds. Les nouveaux programmes, qui doivent attirer plus d'abonnés, demandent des investissements : 38 millions de francs pour Planète, 60 millions environ pour chaque chaîne de cinéma, 70 millions pour Jimmy. Les actionnaires perdront au total 100 millions de francs. En France et l'exemple américain montre que ce type de programme n'est vraiment rentable qu'à partir d'un public potentiel de 20 millions de foyers. La lente progression des abonnés, les règlements, bien peu assouplis par les décrets examinés en ce moment par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ne permettent pas d'envisager cet équilibre. Le satellite de M. M. Housselle permettra donc de voir les nouvelles entrées

A l'évidence, Canal Plus sera une nouvelle fois le premier bénéficiaire de cette opération. M. Rousselet pouvait craindre que les Français échangent peu à peu un abonnement à une seule chaîne contre un abonnement à une multitude de chaînes. Mais, en ménageant le territoire, en obtenant la commercialisation par satellite des programmes du câble, il évite que ses rivaux grignotent peu à peu son fonds de commerce. Il crée aussi une solidarité étroite entre les abonnés, qui ne peuvent pas se passer d'un oligopole de fait qui verrouille le marché contre toute agression extérieure. M. Rousselet redoute en effet qu'un programme émis depuis un autre pays de la communauté européenne diffuse des programmes concurrents de ceux français et vienne concurrencer Canal Plus, avec une réglementation moins contraignante. Les exploitants du câble étroitement alliés avec la chaîne payant seront moins sensibles au chant d'initiative de M. de Munnick.

Enfants d'acier, les câbles de télévision sont les contributeurs, les nœcs ne sont pas encore consommés mais elles sont en bonne voie. Le contrat a commencé à se négocier à Rennes lors de Média-ville, sous le pèlage de la télévision. Les Câbles redoutent que M. Rousselet et les exploitants de réseaux décident tous seuls quelles communes auront le droit au câble et à ses vengs chaînes et lesquelles seront exclues de contentieux judiciaire. M. Télecom. Et M. Martial Gabillard, adjoint au maire de Rennes et président de l'Association des villes câblées, a rappelé que les élus, s'ils étaient déçus, ne devraient pas se plaindre de la « machine ». La loi leur confère en effet la possibilité d'harmoniser les réseaux câblés avec les systèmes d'antennes collectives branchés sur le satellite.

Une arme dont ils pourraient faire usage pour le moment, le fait de territorialiser entre Canal Plus et les réseaux câblés.

JEAN-FRANCOIS LACAN

**Après plusieurs actions
menées par le Livre CGT**

Le groupe Maxwell menace de liquider l'imprimerie François

Le groupe Maxwell, propriétaire de l'imprimerie François à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) menace de mettre l'entreprise en liquidation si aucun accord n'est établi avec les 220 salariés, afin de rétablir un climat de confiance et d'employer toute « action illégale ».

Après plusieurs conflits d'ordre salarial avec le syndicat du Livre (CGT) en octobre dernier, la fabrication de magazines babilloleux a été faite par l'imprimerie Franco-Bois a été confiée à d'autres entreprises. Depuis, le syndicat a mené diverses actions pour protester contre cet arrêt de la production, comme l'occupation d'une ancienne imprimerie ou celle du tunnel sous la Manche, le 17 mai.

« L'association Artgraphel Holandings SA (nouveau nom de Hollandings SA Média, qui regroupe les activités françaises du groupe publicitaire britannique) a condamné cette « nouvelle provocation » et noté qu'il n'y a aucune raison de soupçonner une entrise contre le personnel est manipulé par le syndicat du Livre. Le propriétaire pose plusieurs conditions pour garantir l'aveu de l'imprimerie François : l'arrêt de toute action illicite de la fédération CGT du Livre et l'indiqué qu'elle s'opposerait à toute liquidation.

Prélude à une rupture avec Eurocom

Les frères Gross renforcent leur contrôle sur Aegis-Carat

Pionnier et premier groupe de l'achat d'espaces publicitaires en Europe avec 26 milliards de francs da chiffre d'affaires en 1990, Carat a entamé une restructuration qui renforce le pouvoir des frères Gilbert et François Gross sur le groupe qu'ils ont fondé, et la pouvoir de Carat sur ses filiales en Europe. Au même moment, Eurocom prend ses distances avec Carat alors que le filiale d'Heves s'était alliée avec les frères Gross il y a peine deux ans.

Depuis 1989 (*le Monde* du 19 octobre 1989), la maison mère du groupe, la holding Aegis cotée à Londres, avait pour principaux actionnaires à égalité (14,9 %) le groupe français Eurocom et la société familiale des fondateurs de Carat, les frères Gilbert et François Gross. Cet équilibre va être bouleversé avec une augmentation de cours du capital d'Aegis de 30 millions de livres, souscrite par la banque Warburg Pincus, qui devient le deuxième actionnaire. En parallèle, les frères Gross vont porter leur part dans Aegis à environ 25 %. La part d'Eurocom — dont les repré-

sentants ont voté contre la série d'opérations proposées - devrait en revanche baisser à 11 %.

L'argent finit rasécul par Agis - la holding prépare en outre sa cotation sur les places de Paris et de Francfort - va financer un contrôle resserré de Agis (titulaire à 100 % par Agis) sur ses filiales en France et en Europe. Le groupe Agis détient en France 79,9 % de la centrale d'achat agricole TMD, a lancé une OPA sur le restant du capital d'Agis, la fin de l'année, Carat va également racheter les intérêts de ses partenaires locaux dans ses filiales nationales (notamment en Allemagne) et ses filiales étrangères deviendront actionnaires d'Agis et participeront au conseil d'administration européen, co-présidé par les frères Gross. Le nouveau directeur général du groupe sera M. Peter Kott, ancien directeur de la filiale allemande de Agis. Et Carat va marquer la fin d'une époque, à l'orée du grand marché, les chiffres du groupe seront désormais exprimés en euros.

Ce contrôle accru des frères Gross, sur un groupe lui-même mieux contrôlé, sonnet-il le déclin de l'alliance conclue entre Carat et Eurocom? L'intégration des forces des deux alliés dans l'achat d'espaces, hors de France, aurait donc des résultats mitigés. Quant au rapprochement des activités en France, mollement limité par une décision controversée des pouvoirs publics qui circonscrit la coopération aux « budgets internationaux » achetés dans des médias internationaux » (*le Monde* du 6 septembre 1990), il n'a pas encore eu les effets concrets que dénonçaient les centrales d'achat concurrentes.

Dans l'Hexagone, le Conseil de la concurrence mène actuellement une enquête sur les pratiques du milieu publicitaire. Malgré sa visibilité, que vient renforcer une campagne de publicité remettant en cause le système de rémunération et le partage des fonctions dans le secteur, Carat pourrait sortir relativement indemne de cette enquête. Mais il doit être vigilant. Car le dirigeant doit savoir que Carat le groupe des frères Gross met en avant son statut de grossiste — qui l'autorise à jouer sur les marges obtenues et consenties — alors que les centrales d'achat, créées en riposte par les agences de publicité, sont généralement mandataires de leurs clients, ce qui les contraint à une plus grande transparence. Cette bataille doit être gagnée par les agences d'espaces agricoles de publicité (le Monde du 25 avril) met Euromed dans une position difficile. La filiale d'Havas, structurée autour de ses agences, a une « culture » très différente de celles de Carat, et la mésentente chronique entre les équipes des deux groupes pousse au divorce. Mais les dividendes d'Aegris représentent une part importante des bénéfices d'Euromed. Le compte d'exploitation a certes moins de poids que la culture, l'écologie d'entreprise.

M. C. I.

L'Office d'annonces innove afin de résister à la concurrence

De nouveaux annuaires « pages jaunes » à Paris en 1992

France Télécom et sa filiale, l'Office d'annonces (ODA), ont présenté le 22 mai, leur nouvel annuaire téléphonique «Les pages jaunes», qui sera à la disposition des Parisiens à partir de 1992. Plus maniable, plus compact, «Les pages jaunes» comprendront dorénavant deux volumes au lieu de trois : l'un destiné au grand public «Les pages jaunes vie pratique», l'autre destiné aux professionnels «Les pages jaunes vie pratique professionnelle».

Le nouvel annuaire distribué aux particuliers regroupera les rubriques consacrées à la vie courante, aux professionnels exerçant des activités de proximité et classés par ordre alphabétique et par arrondissement. L'autre annuaire contiendra l'ensemble des rubriques professionnelles classées en deux parties: «grand public et mixtes» et «professionnels».

proposés dans le département de la Seine-Saint-Denis, par exemple, sont également susceptibles de nouvelles modalités de distribution, comme le portage systématique aux entreprises, notamment dans les treizième et dix-neuvième arrondissements, celui dont M. Paul Quilès, ex-ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, dans le gouvernement de M. Rocard, est délégué, et par la mise en valeur de l'activité des annonceurs (43 000 insertions hebdomadaires) qui adapteront leur message aux différents types de clientèle et aux arrondissements correspondants à leur zone de chalandise.

Ces innovations ont été déclinées à la suite d'un programme de développement de 2000 usagers, particulièrement dans les milieux professionnels et de maintenance et de réparation (type) de l'innovation qui a été financé par le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en France. Les données de ce programme ont été analysées et ont permis de mettre en évidence les effets de l'innovation sur les usagers et les entreprises. Les données ont été analysées et ont permis de mettre en évidence les effets de l'innovation sur les usagers et les entreprises. Les données ont été analysées et ont permis de mettre en évidence les effets de l'innovation sur les usagers et les entreprises.

Précision du CSA concernant le déficit d'Antenne 2. — A la suite de son communiqué du 28 mai concernant la situation financière des chaînes publiques (*le Monde* du 30 mai), le Conseil supérieur de l'audiovisuel a précisé qu'il ne s'agit pas d'une dégradation progressive de la situation financière d'Antenne 2 dont le déficit comptable s'élève en 1990 à 744,2 millions de francs et s'élève pour 1991 à 177 millions de francs. Le déficit est exclusivement imputable dans le lot de finances, en ce qui concerne les recettes publicitaires. La diminution de ces recettes est elle-même le résultat d'une coupe régulière de 100 millions de francs en 1988. Le CSA, qui reçoit son mandat du rapport de la Cour des comptes sur la gestion des chaînes publiques (*le Monde* du 18 mai), ajoute que « pour le présent, le déficit est imputable à une mauvaise gestion des prévisions, constituant d'une erreur de gestion ».

Au sommaire du *Monde de l'éducation* de juin
Quels murs pour quelle école ?

Les revendications du mouvement lycéen de l'automne dernier portaient à la fois sur une amélioration des locaux scolaires et sur le pédagogie. Un hasard ? Pas vraiment, souligne l'architecte Michel Lecoq dans le *Monde* de l'éducation de juin : pédagogie et cadre de vie sont étroitement liés. Comment travailler-t-on dans les cités algériennes datant années 60 ? Et dans les collèges de banlieue ? Quel qu'il soit, l'air affaïta da la décadence algérienne. Les années 80, a transféré aux collectivités locales la responsabilité des bâtiments scolaires ? Etonnamment an apparence, l'agitation lycéenne n'e pas d'ailleurs l'effet d'un vent ultra-modernes. La nouveauté espérée se résumait à des hôpitaux ? Des chercheurs estiment en tout cas qu'il faut laisser une certaine liberté aux usagers, si l'on veut que l'on s'approprient l'espace.

Egalemant au sommet du Monde de l'éducation de juin :

- Les langues vivantes en primaire : premiers bilans. Un enfant sur sept reçoit actuellement une initiation à une langue vivante étrangère. Si l'idée de base est de favoriser l'apprentissage par le jeu, la pédagogie, elle, se charche encore.

- Devenir enseignant, la nouvelle formation. A partir de la rentrée, tous les enseignants, de la maternelle au lycée, seront recrutés au niveau de la licence et formés dans les nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Une expérimentation est en cours dans trois villas pilotes. Non sans difficultés. Le Monde de l'éducation a enquêté et publie, en outre, un schéma pour comprendre le nouveau parcours de formation des étudiants.

Actualité. Lycées : la réforme; le schéma des futures séries de bac.

Formation. L'essai dans les contrats de qualification : au bout du tunnel, le diplôme ; que vaut le « système dual » en Allemagne ?

Ecole au quotidien. L'enseignement, pas facile d'en sortir : quand les profs rêvent de journalisme ou d'édition...

Guide. Les Maisons vertes :
des psychologues au service
des enfants; Parents/enfants :
les nuits agitées des deux à six
ans; Télévision: lutter contre la
violen-

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

DUROC, Bd ancren p.d.t. 7 P. 187 m², surface 7 580 000 F. 43-35-18-38

8^e arrdt

AV. MONTAIGNE, Louvreur, bd. Nécess. + citra. Px 5 000 000 F. 44-83-00-42

9^e arrdt

CADET, P.d.t., plein solai. 4 P. 180 m² à rafraîchir. Serv. 4 350 000 F. 43-35-18-35

10^e arrdt

RUE FG-ST-OMENS
Except. 58 m², G.O.P. 2^e entr., carrel. s.d'égout.
w.c., eau. Px 258 000 F.
CREDIT, 48-04-08-60.

RUE DE PARADIS

Très beau 8 P., 120 m², m², rste. eau. citra. s.d'égout.
11 cf. 2 520 000 F.
Ponzo citra. de serv. avec avoc. Tél. 47-70-78-82.

11^e arrdt

Particulier vend appart-
ment, atelier 80 m² sur cour
calme et arrosée, 60 m.
"Arce de la Bastille".
Tél. 111 43-67-13-75.

20^e arrdt

MR RACHIGERS
APPTS-LOFTS

115 x 155 m², trè. calms,
duplex, patio, trè. calms.
Environnement du cœur.
Prix de notaire réduits.

VISITE SUR PLACE

le SAMEDI 10 14 h à 18 h,
à la Mairie de Paris, 11 rue
au 1^{er} R.V., au 42-50-56-48.

P. GLABATTE

Dble sâ. TT CFT. 3 m sous
plaf. 5/rues et cour, très
câ. 595 000 F. 42-71-81-24.

MR ALEX.-DUVAL, BEAU
3 P., couc. s., w.c., bme,
rste. eau, trè. beau,
CLAIR. Px 715 000 F.
CREDIT, 43-70-04-64.

93

Sainte-Saint-Denis

Begnotat, Imite Les Lacs, 5^e
mètre, dans petit quartier
calme; symphonie 3 places et
cf. entre, m², 2 chères, couc.
douces, couc. chmées, couc.
Prix: 900 000 F. + 7 000 F.
charge. m² m² m².

Tél. à partir de 20 h 30 sur
semaine ou la week-end toute la
semaine au 42-50-56-48.

METRO 4 CHENANS
EXCEPT 2 P., couc. équipée,
sâ. d'eau, w.c. Cave.
Prix: 898 000 F.
créd. tout. 48-04-08-60.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris
prof. 8^e, 9^e, 7^e, 14^e, 15^e, 19^e,
4^e, 9^e, 12^e, av. ou sans vue.
PAIE COMPT cash notaire.
85-75-46-07 même sct.

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appart. vides
ou meublés de studio au 7 P.
POUR CADRES, DIRIGEANTS
DE SOCIÉTÉS ET BANQUIERS
47, rue Vauve, Paris-7^e
42-22-24-62, 42-22-88-70.

**locaux
commerciaux**

Locations

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**

Construction de sociétés et
sa services 43-55-17-50

propriétés

93 RÉGION TOUVY, A vend.
d'immense habitation et
exploitation, boisé, sur 1 ha
av. Bord rivier. 480 000 F.
(18) 86-44-05-05 (ne)

châteaux

Château à louer, XIV^e siècle,
domaine, boisé, poss. chaux.
Tél. (18) 54-47-06-12.

Dans le cas
d'une annonce
domiciliée ou
« Monde Publici-
té », il est
impératif de faire
figurer la réfé-
rence sur votre
enveloppe, afin
de transmettre
votre dossier
dans les meil-
leurs délais.

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

Loisirs

CORSE sud Bastia. A louer
studios bord plage, tout
confort, 4 pers., poss. tennis
et piscine, dans paradis.
Juillet/août.
Tél. 43-88-28-75
37-31-16-22

LOUE à CANNES
JUN/JULIET 1^{er}
Studio Bourgeois
« Les Sables dorés »
30 mètres de la plage, coberts.
Télé. 118 83-39-23

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

A VENDRE URGENT

FIAT UNO

70 SX i.e. 3 p

Sept. 90, Mod. 81, 1^{er} m.,
11 500 km, 7 cv, Garant. 4 ms.
Benzine, Vitesse torpédo et
Tandem. ALP.
Tél. 40-50-14-31 (rép.)

de 8 à 11 CV

A vendre URGENT

PORSCHE CARRERA 2

Cabriolet, année mod. 90
14 000 km, gris métall.
Aluminium 1 pont
autobreaking.
couc. cuir,
climatisation, alarme.
Prix: 415 000 F.
T

André JUILLARD
**TANDIS QUE
J'AGONISE**
de William FAULKNER

François
Juillard
192 PAGES 132Frs.

AFFAIRES

Entreprises en Californie

McDonnell Douglas sur la défensive

Le sort s'acharne sur le numéro un américain de l'armement, McDonnell Douglas. Deux grands contrats militaires lui échappent, et l'activité civile lui fait perdre de l'argent



LONG-BEACH de notre envoyé spécial

UNE monstrueuse baleine en tenue de camouflage armée d'un drôle d'engin, le boom, destiné à tester les instruments de vol, c'est ainsi qu'apparaît au visiteur privilégié le premier exemplaire du C-17, cet énorme appareil de transport de troupes qui commença à voler en juin, avec huit mois de retard sur les prévisions. Deux autres exemplaires de cet avion, qui peut aussi être utilisé à des fins humanitaires et pour des opérations d'évacuation, sont pratiquement terminés et deux autres prendront la place en attendant une montée en puissance de la production qui devrait permettre de sortir 18 appareils par an à l'été 1995-1996, affirme Len Tavernetti, le directeur de ce programme militaire encore confidentiel sur lequel McDonnell Douglas place beaucoup d'espoir. Après des mois et des années d'attribution...

directeur de projet - est que, en dépit de ses dimensions, il pourra atterrir sur des centaines de petites aérodromes qui jusqu'à présent étaient interdits aux gros porteurs de Lockheed, le C-5 et le C-141. Si l'armée américaine avait disposé de ces appareils au moment de l'invasion du Koweït, elle aurait pu déverser en douze jours 50 % de plus de troupes et de matériel militaire qu'elle ne l'a fait en Arabie saoudite, avancent les responsables de McDonnell, précisant que l'US Air Force envisage d'acheter 120 appareils de cette nature pour un montant total de 35 milliards de dollars. C'est donc sur la ligne budgétaire unique la plus coûteuse du budget de la défense que s'affrontent nuit et jour 7 000 personnes (dont 2 000 ingénieurs) dans les installations de Long-Beach, à proximité de Los Angeles.

Plus de 5 000 avions en 2001

De l'autre côté de l'autoroute qu'il faut emprunter pour pénétrer dans la seconde partie de « McDonnell-City », là où se trouve l'activité civile de l'avionneur, qui emploie ici plus de 40 000 personnes dont 6 000 ingénieurs - la division la plus importante du groupe, - M. Joe Pirkle, le vice-président et responsable du programme du MD-11, défend les couleurs de cet avion « qui pourra emporter 300 passagers, 50 de plus que le DC-10 », mais aussi se transformer en avion-cargo à la demande, en possédant une grande flexibilité. Une possibilité qui semble intéresser beaucoup de compagnies dans la mesure où le transport cargo, en augmentation régulière de 5 à 6 % par an depuis quelques années, est l'élément déterminant de coût qui peut



permettre de rentabiliser ou non un projet comportant le transport de passagers. A fin avril, neuf appareils dotés de winglet, cette ailette qui permet, théoriquement, d'économiser jusqu'à 3 % de carburant, avaient quitté la plate-forme d'envol pour rejoindre leurs clients. A la même date, ceux-ci étaient au nombre de 32, et le carnet de commandes avait enregistré 392 MD-11. Y compris trois commandes fermes et une option passée par la compagnie française Minerve.

le ebois entre General Electric, Pratt and Whitney et le britannique Rolls Royce. « Tout ce que nous ne serons pas sortis de la récession, nous vendrons ce type d'appareil aux compagnies », affirme M. Pirkle. Un pronostic qui conforte les prévisions de l'administration américaine établies, il est vrai, avant la guerre du Golfe. Selon la Federal Aviation Administration, compte tenu de la forte augmentation du transport de voyageurs, la flotte d'avions à réaction des compagnies aériennes devrait passer de 3 900 en 1989 à près de 5 000 en 2001. Soit, chaque année, la mise en service de 214 avions neufs en moyenne. En regardant ces prévisions, McDonnell croise les doigts. Car la firme a besoin d'assurer le succès de son plus important programme commercial - le MD-11 - et de faire de même avec son plus important programme militaire - le C-17 - pour espérer éviter une crise majeure qui, sinon, se transformerait en véritable débacle après le récent échec du chasseur ATF qu'elle a

turement ressenti. Le 23 avril dernier, l'Air Force a annoncé que le marché de l'Advanced Tactical Fighter (ATF) un fabuleux pactole de 648 appareils et de 64 milliards de dollars, sur vingt-cinq ans, était alloué à l'association Lockheed-Boeing-General Dynamics, au détriment du tandem McDonnell Douglas-Northrop, confirmant certaines indiscrétions en provenance de Washington (le Monde du 9 avril).

Une situation financière préoccupante

La perte du contrat le plus important de la décennie est autant un manque à gagner évident qu'un déjà conduit McDonnell à annoncer des suppressions d'emplois qu'un canonnet commercial et technique, le prototype YF-22 de Lockheed ayant finalement été choisi parce qu'il offrait « le meilleur produit au meilleur prix ». Pour celui qui reste, de loin, le premier fournisseur du Pentagone, la nouvelle ne pouvait pas plus mal

tomber alors que le constructeur de l'hélicoptère Apache, qui s'était brillamment distingué dans la guerre du Golfe, venait de perdre quelques jours plus tôt une commande de 34 milliards de dollars de l'armée de terre américaine pour la fourniture de son futur hélicoptère léger, le LHA (Light Helicopter). Un marché qui est allé à Boeing et à Sikorsky et qui passe sous le nez de McDonnell, allié pour la circonstance à Bell. Dans le même temps, le directeur des programmes d'armement au ministère de la défense faisait savoir que le groupe de John F. McDonnell était en si mauvaise posture financière que la société pourrait être aculée à la faillite si l'administration persistait à lui réclamer les 1,35 milliard de dollars qu'elle voulait recouvrer au titre de paiements litigieux.

A en juger par les comptes de l'exercice 1990, marqués par un effacement d'affaires total de 16,2 milliards de dollars (dont plus de 8 avec le Pentagone) et un bénéfice de 185 millions, la situation est effectivement préoccupante. Le groupe qui réalise pratiquement le même volume d'activité dans le militaire et le commercial, gagne très peu d'argent dans le premier secteur et en perd dans le second. Seuls les missiles, le domaine spatial et les services financiers dégagent du profit.

Une fois de plus, McDonnell va s'efforcer d'abaisser son point mort en réduisant ses effectifs. Des milliers de licenciements qui viendront s'ajouter aux très nombreuses suppressions d'emplois déjà opérées pour l'ensemble de l'industrie et qui affectent tout particulièrement la Californie, la région militaire la plus importante des Etats-Unis. Selon les dernières prévisions, l'industrie militaire, qui emploie 1,2 million de personnes dans l'ensemble du pays (dont la moitié dans le seul bassin de Los Angeles), a déjà supprimé plus de 70 000 emplois (dont 20 000 en Californie du sud). D'autres licenciements massifs sont attendus, notamment parmi les personnels ouvriers. Un déclin pour la Californie qui a vu son activité de défense chuter de 8 % environ en 1987. Et près de 40 % au début des années 50.

SERGE MARTI

Les dix principaux fournisseurs du Pentagone

Année fiscale 1989	Année fiscale 1990
1. McDonnell Douglas..... 8,6	1. McDonnell Douglas..... 8,2
2. General Dynamics..... 7,0	2. General Dynamics..... 6,5
3. General Electric..... 5,8	3. General Electric..... 5,5
4. Raytheon..... 3,8	4. General Motors..... 4,1
5. General Motors..... 3,7	5. Raytheon..... 4,0
6. Lockheed..... 3,7	6. Lockheed..... 3,5
7. United Technologies..... 3,6	7. Martin Marietta..... 3,4
8. Martin Marietta..... 3,3	8. United Technologies..... 2,8
9. Boeing..... 2,9	9. Grumman..... 2,6
10. Grumman..... 2,4	10. Teconec..... 2,4

Chiffre d'affaires réalisé avec le Pentagone, en milliards de dollars.

La baraka de la Bank of America

Alors que les grandes banques nationales américaines (Citicorp, Chase) ou californiennes (Security Pacific) s'enfoncent dans un océan de pertes, la Bank of America renait de ses cendres

SAN-FRANCISCO correspondance

LA statue de A.P. Giannini lui au soleil de mai. Eposée, soignée, soignée par un employé zélateur, cette œuvre, érigée en l'honneur de l'émigré italien qui rêva, au tournant du siècle, de conquérir tous les éparpillés des Etats-Unis à partir de son siège de San-Francisco, reprend vie. La seconde banque de dépôts américaine (derrière la Citicorp) aussi. Rescapée après une décennie qui la mena au bord du précipice, la Bank of America affiche aujourd'hui une santé gailarde et dispose désormais de nouvelles perspectives.

Pendant plus de trente ans, Giannini s'attela à l'ouverture de succursales en Californie, tissant un réseau atteignant les bords les plus éloignés. Ce financier populiste, « le banquier des petites gens », comme il aimait à se décrire, finit par atteindre son objectif final. A la fin des années 40, il détenait un empire (dont une participation importante dans la Citicorp) s'étendant de la Côte ouest à New-York. Mais la législation anti-trust l'obligea à désinvestir de ses filiales et à se retrancher dans le bastion californien. Heureusement, la croissance de l'Eilat, les prêts aux pays du tiers-monde nourrirent l'expansion de la Bank of America, prise de bouillie préteuse. Pendant quelques années, de 1970 à 1980, sous la férule autoritaire de Tom Clausen, la firme de San-Francisco ne cède à aucune de ses ambitions.

Lorsque Clausen accepte la direction de la Banque mondiale, en 1981, son successeur, Samuel Armacost, hérite d'un fardeau empoisonné. La récession de 1982 frappe par ricochet la Bank of America, bailleur de fonds principal de la promotion immobilière qu'elle avait soutenue sans discernement. Parvenu au sommet de cette institution d'environ trente mille employés à moins de quarante-cinq ans, le jeune président affronte de mauvais trimestres, ponctués par l'insolvabilité des créanciers du tiers-monde. De 1985 à 1987, les pertes avoisinent 1,8 milliard de dollars. Des OPA sauvages menacent la vieille maison. Submergé par ces difficultés incontrôlables et assailli par la file du fondateur, véritable église de la dynastie, qui demande son départ, Armacost démissionne, remplacé par Clausen, qui retourne aux affaires privées au milieu des quolibets dubitatifs.

Mauvaise passe

La Bank of America traverse alors une mauvaise passe. Tandis que les « raiders » (un premier de First Interstate, un second de Sandy Weil, l'ex-patron d'American Express) tambourinent à la porte, la firme de San-Francisco cherche en vain des liquidités. La rentabilité de ses actifs devient négative. Les dirigeants se résignent alors à s'allier momentanément à des financiers nippons afin de renflouer la trésorerie. Le moral chute. « Les employés n'osaient plus révéler

qu'ils travaillaient chez nous », raconte Frank Newman, le directeur financier. Toutefois, au calvaire succède le sursaut. L'équipe rassemblée par Armacost et composée principalement d'anciens de la Wells Fargo, la rivale et seconde banque californienne, se consola avec l'arrivée de Richard Rosenberg. Clausen lui promet la direction de la firme à condition de redresser le réseau des succursales. « Sans son savoir-faire, la clientèle des petits déposants, confie Donald Crowley, un analyste de Keefe, Bruyette & Woods, spécialisé dans le secteur.

En effet, la stratégie commerciale se conjugue à des facteurs structurels. Rosenberg, un homme de marketing, joue son va-tout. Il accroît d'un coup les dépenses publicitaires et annonce de nouveaux produits. L'un d'eux, le « compte Alpha », permet d'ouvrir cinq cent mille comptes en un an. Il développe un système de rémunération des employés qui privilégie les bonus liés aux performances commerciales. Même les directeurs de succursales gagnent jusqu'à 100 000 dollars par an, car il faut encourager « ceux qui se démenent », explique Lewis Coleman, le vice-chairman, un ancien de la Wells Fargo, lui aussi. Surtout, il incite sa force de vente à promouvoir les produits dérivés - cartes de crédit, coffres-forts - qui accentuent la rentabilité par compte ouvert. « L'élément essentiel dans ce domaine, c'est la relation avec le déposant. Une fois solidifiée, la banque s'enrichit au fil des services

qu'elle lui rend », résume Donald Crowley. Les facteurs structurels parachevent le cheminement vers le renouveau. Malgré les égrègements des années 70, où la direction préféra l'expansion internationale à la satisfaction de sa clientèle, celle-ci demeure dévouée et fidèle, au grand dam des concurrents. Le montant des dépôts de particuliers dépasse 42 milliards de dollars en 1990, soit plus de 10 % des dépôts bancaires de la Californie. Et, malgré le monopole des banques et des caisses d'épargne, battu en brèche depuis dix ans par les courtiers et les compagnies d'assurances, la Bank of America renforce ses parts de marché des dépôts grâce à une image qui l'identifie au succès de la région.

Allié de choix

Par ailleurs, la firme de San-Francisco vide ses abcès. Les dépenses (hors paiements d'intérêts) passent de 4,5 milliards de dollars en 1986 à 3,7 milliards de dollars l'an dernier. La dette des PVD est réduite par Lewis Coleman de 10 à 4 milliards de dollars en un an et les prêts immobiliers provisionnés sans retenue dégagent désormais des résultats positifs non anticipés. A cela s'ajoute le faible coût des dépôts - 4,74 %, - moins rémunérés en Californie qu'ailleurs. « Nous disposons ainsi d'un avantage non négligeable », susurre Frank Newman. Une liote, car l'économie s'élève à 700 millions de dollars par an Enfin, Rosenberg et

Coleman se dotent d'un réseau informatique sophistiqué, « car nous pouvons ainsi proposer des produits de qualité à des coûts réduits », selon Coleman.

Mais le véritable ressort de ce rebond, c'est la chance. Exsangue au milieu des années 80, l'entreprise d'Armacost n'a pu participer aux prêts en junk bonds ou aux syndications litigieuses et pharaoniques des banquiers d'empire éphémères tels Donald Trump ou Campeau. De surcroît, elle émerge du marasme des 1989 alors que le secteur entier s'y enfonçait, lui permettant de jouer les forts parmi les faibles. « Une vraie baraka », assure Crowley.

La réforme Brady (du nom du ministre du Trésor américain) permet, d'une part, l'expansion bancaire au-delà des frontières d'un Etat et, d'autre part, la suppression des restrictions entre banques de dépôts et banques d'affaires autorisées à commercialiser les titres. Aussi, forte de la trésorerie engrangée depuis deux ans, la Bank of America rachète, avec le soutien fédéral, sept banques ou caisses d'épargne et devient la troisième institution financière dans des Etats-clés de la côte ouest comme celui de Washington ou l'Arizona. Les deux cents succursales auront coûté 440 millions de dollars et rapporté 7 milliards de dollars de nouveaux dépôts. Une aubaine, d'autant que la reprise des caisses d'épargne s'est opérée avec le soutien financier des autorités fédérales. On ne prête qu'aux riches.

Certes tout peut encore arriver. Le trimestre dernier, la Bank of

America devait ravir la Bank of New England et, ce faisant, établir une tête de pont sur la côte est. Mais elle a été devancée par l'ingéniosité des compères de KKR (Robert et Kravis). « Un coup dur », mal digéré par les hommes de Rosenberg, selon des proches. D'ailleurs, les performances financières ne vont pas tarder à s'altérer, d'après les estimations des analystes. La récession qui touche la Californie s'attaquera au portefeuille immobilier, source de 29 % des prêts de la firme, et ralentira les opérations effectuées par les particuliers. Les crédits d'impôt utilisés depuis 1988 (comme contrepartie aux pertes d'exploitation) s'effacent désormais et laissent place à une ardoise fiscale accrue de 250 millions de dollars. « D'ailleurs, notre expansion outre-Californie va nous obliger à payer plus sur nos dépôts », ajoute Coleman.

Néanmoins la Bank of America sort grande de cette épreuve. Ses dirigeants prévoient une consolidation et un rapprochement des grandes banques, « soit par fusion, soit par faillite », note Coleman. Des rumeurs circulent selon lesquelles la Wells Fargo constituerait un allié de choix. Propos démentis par le vice-chairman de la Bank of America, quoiqu'il en soit, cinq des neuf membres de son comité directeur viennent de la maison d'en face. Au-delà des conjectures, une chose demeure certaine, la Bank of America veut devenir la Banque de l'Amérique.

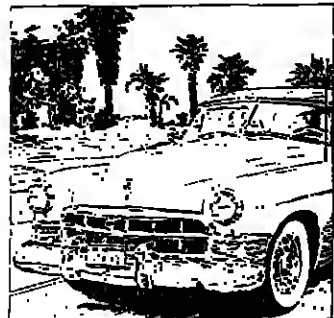
ALEX SERGE VIEUX

AFFAIRES

Entreprises en Californie

Jack Pandol en son jardin

Le patron de Pandol Brothers Inc., qui exploite 1 600 hectares de fruits et légumes n'échappe pas aux saisons. A cause des gelées puis de la sécheresse, il a dû licencier



FRESNO

de notre envoyé spécial

JACK désigne du doigt des rangées de choux laissées à l'abandon. « Tenez, c'est ce qui reste. On a voulu faire un test sur des légumes chinois. On a perdu 100 000 dollars. Tant pis, il fallait essayer. » Brusquement, il saute de sa vieille Mercedes définitivement privée d'amortisseurs et aussitôt, l'air docte, les grosses lunettes en sautoir, il se penche sur le choux. « Ici, en revanche, ça a l'air de bien prendre. On fait des croissements. Du roisin du Chili ou d'Afrique du Sud, mélangé avec des espèces du sud-est des États-Unis. Il faudra encore attendre un peu pour juger. »

A soixante-huit ans, Jack Pandol — « Senior », précise la secrétaire — a encore du mal à s'arracher à sa terre. A ces cultures expérimentales conduites à présent par l'un de ses fils, mais qui continuent à le passionner. Et à le faire voyager. A l'intérieur de la grande, la radio grésille. C'est la secrétaire qui, pour la seconde fois, rappelle les impératifs d'horaires à son patron. « Vous allez être en retard, Jack. » Déjà 16 heures. Juste le temps de passer un costume, de filer jusqu'au petit aérodrome de Fresno, et, à 19 heures précises, le président de Pandol Brothers Inc. dînera aux côtés de ses collègues de la commission du commerce extérieur de Californie, à Sacramento, la capitale de l'Etat. En présence de « Pete », Peter Wilson, le gouverneur

de Californie, venu parler de la situation économique de la région, rendue plus difficile par les gelées et la sécheresse, avec quelques patrons de l'industrie et de l'agro-business. A 21 heures, tout devrait être bouclé. Jack Pandol devrait retrouver son lit à minuit.

Voilà bien près de cinquante ans qu'il vit au même rythme, à cette différence près que les fonctions sociales ont progressivement remplacé le travail aux champs. Au même endroit, aussi, cette dizaine de bâtiments fonctionnels et sans âme plantés à Delano, à une demi-heure de voiture de Fresno, au cœur de la San Joaquin Valley, la région agricole la plus riche des États-Unis. « Pendant des années, nous avons travaillé sept jours sur sept avec mes deux frères. Après avoir conduit le tracteur toute la semaine, on passait le dimanche à l'église ou à des tâches ménagères, et tout l'argent que nous pouvions gagner à la ferme revenait à nos parents », raconte-t-il.

Grâce à la guerre du Vietnam

C'était comme ça chez les Pandol, en tout cas depuis que le père, Steve, avait quitté son emploi dans le bâtiment à Chicago pour retrouver un climat plus clément dans la Central Valley californienne. Et perpétuer le travail de la vigne appris en Yougoslavie. « Mon père était austro-hongrois, ma mère yougoslave. Moi, je suis américain. »

mois j'ai hérité de ce mélange le goût des contacts et des langues étrangères », explique-t-il en passant sans transition de l'anglais à l'espagnol. A la mort du père, au début des années 60, les fils, déjà très présents dans l'exploitation, prennent le relais, en se fixant comme double objectif de diversifier la production et de partir à l'assaut des marchés extérieurs. C'est l'occasion d'un de ces voyages que l'un des frères trouvera la mort dans un accident d'avion. Mais, entourés de toute la famille, Jack, devenu président, et son frère Matt, qui, traditionnellement, ont décidé de travailler sur place, s'attachent à faire fructifier une entreprise que l'on cite désormais en exemple pour son ouverture précoce sur l'étranger.

En réalité, Pandol Brothers a commencé à exporter presque par accident, il y a moins de trente ans, en empaquetant les épices-écorces, qui peinent à ravitailler en armes, munitions et aliments les troupes américaines engagées dans la guerre du Vietnam. Bientôt, les premières caisses de raisin de table, l'essentiel de la production, étaient destinées à Hongkong, la véritable plaque tournante locale. Voilà pour la version officielle. En réalité, à cette époque, l'entreprise qui s'était déjà fortement développée était soumise à un sévère boycottage de la part du syndicat des ouvriers agricoles (le United Farmworkers of America) et de son leader, César Chavez. De 1966 à 1970, ce dernier

allait moquer la vie dure de Pandol Brothers et à son patron qui affichait des opinions très républicaines, presque avant l'heure. Empêché de commercer avec San-Francisco et le nord-est des États-Unis, l'entreprise s'pressa de saisir au vol les appareils de l'US Air Force pour écouler sa marchandise sous d'autres cieux.

Raisin sans pépins

A l'heure actuelle, environ 20 % des productions de raisin (sans pépins, conformément aux habitudes américaines), de citron, de pêche, de kiwi, de pomme verte et de quantité de légumes prennent chaque jour le chemin de l'Asie (qui constitue le principal marché à l'exportation), de l'Amérique centrale et de l'Europe pour l'essentiel, quelques caisses s'égarant jusqu'aux Emirats arabes unis et à l'Australie. Au total, une centaine de produits et un réseau étendu à quarante pays, approvisionnés par air et mer. Témoin ces navires frigorifiques qui croisent au large du Chili en direction du Japon et dont on suit le tracé au mur, d'heure en heure, dans la *solesroom* contiguë au bureau de Jack où s'affaiblissent une demi-douzaine de spécialistes des matières premières et du fret maritime. Des informations reprises en continu sur leurs écrans et que suivent aussi avec attention les concurrents de Pandol Bros, installés dans toute la région.

Cbsque année, le Californie — qui est le premier Etat agricole américain, loin devant le Texas, l'Iowa et le Nebraska, — et ce depuis quarante-deux ans, — exporte plus de 4 milliards de dollars de produits de la terre, essentiellement à destination des pays asiatiques et européens, sur une production totale qui avoisine les 17 milliards de dollars. A partir de quelque 80 000 exploitations agricoles réparties sur 13 millions d'hectares de terres cultivables (le tiers de la superficie totale de l'Etat) et qui n'emploient que 2 % de la population active californienne, un taux proche de la moyenne nationale. Et beaucoup d'ouvriers saisonniers venus en masse du Mexique, mal payés, généralement sans couverture sociale, que l'on s'empresse de mettre à la porte à la première alerte.

Au début des années 80, les ouvriers agricoles de San Joaquin Valley ont été les premiers à faire les frais de la hausse du dollar et de la chute des exportations agricoles californiennes qui en est résultée (suite au renchérissement des produits à destination de l'étranger), laquelle entraîna la disparition de nombreuses exploitations. A présent, ce sont les gélées du mois de décembre dernier qui les poussent vers la sortie. « Nous avons été obligés de licencier soixante-quinze d'entre eux », reconnaît Jack Pandol Sr. « Nous devons nous adapter à une situation exceptionnelle — le thermomètre est tombé à moins 10° Celsius à la fin de

l'année dernière, du jamais vu dans cette région — et nous efforcer de préserver le maximum d'emplois », explique-t-il, soulignant l'importance des coûts salariaux (50 % des charges totales). Cette grosse PME emploie cent vingt personnes à temps complet, quatre cents pour une période de neuf à douze mois et deux cents pour un semestre.

En dépit des aléas climatiques, les 1 600 hectares de légumes et de fruits continuent à assurer des revenus confortables à Pandol Bros. La société réalise plus de 125 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel, mais elle a su trouver des recettes — et des profits — annexes en créant sa propre unité d'emballages destinés d'abord à l'exploitation familiale, ensuite à des clients extérieurs. Encore une idée de Jack qui cherchait surtout le moyen de ne pas écraser ses grappes de raisin, et d'en mettre le maximum dans une boîte, pour assurer un meilleur service à moindre coût. Le polystyrène expansé est acheté en Corée et les presses fournissent chaque année 4,5 millions d'emballages recyclés dont 3 millions seront vendus à d'autres entreprises. Notamment pour l'expédition des roses. Une activité de complément qui tient à l'aise dans un simple banger et qui fonctionne pratiquement sans personnel. Sans surveillance excessive. Ce qui permet à Jack Pandol d'aller régulièrement jeter un œil sur ses greffes de raisin du Chili.

S. M.

Brice C. Jones, le vigneron de la Sonoma Valley

WINDSOR

de notre envoyé spécial

« Je ne veux faire qu'un seul vin, du chardonnay. Mais je veux qu'il soit le meilleur. » A l'inverse de ses collègues des vallées de Napa, de Sonoma et de la région côtière qui produisent l'essentiel du vin californien de qualité en jouant sur différents cépages (les trois principaux étant le chardonnay, le cabernet sauvignon et le zinfandel) et en montant progressivement en gamme, Brice Cutrer Jones a en tête à son vin blanc préféré. Un chardonnay qui a été son palais et dont il vend à présent 95 000 caisses de 12 bouteilles chacune, plus du double de sa production initiale, il y a tout juste dix ans, lorsqu'il a commencé à coller ses premières étiquettes aux appellations Sonoma-Cutrer Russian River Ranches, Cutrer-Vineyard et Les Pierres, son premier cru.

Heureusement, ce qui, à l'époque, aurait pu apparaître comme une simple mode, est devenu une habitude bien ancrée dans l'esprit des consommateurs. « Le bon pour le vin blanc que l'on doit de préférence faire, voire glacer, remonte à 1976 et, depuis, les gens continuent à en boire. A table, car il n'empêche pas de travailler l'après-midi, ou en cocktail », explique-t-il. De fait, sur les 30 millions de caisses de vin que produit chaque année la Californie (dont 7 % seulement de qualité très supérieure), près de 62 % sont du vin blanc. Ces proportions qui peuvent être étendues à l'ensemble du pays puisque cet Etat qui regroupe 770 producteurs de vins (sur les 950 exportés aux États-Unis) dont 185 dans la Napa Valley et 155 dans la vallée voisine de Sonoma (le reste, l'essentiel, provenant de la Vallée centrale), représente à lui seul 90 % de la production totale américaine, soit plus de 14 millions d'hectolitres chaque année.

Sans avoir tous ces chiffres en tête au moment où il s'est lancé dans la vigne, puis a monté sa cave, Brice C. Jones savait que le marché était porteur et qu'il était possible de s'y richier. A une double condition : accepter d'avoir tout à apprendre et de perdre d'abord et peut-être sur une longue période de l'argent.

Un climat proche de celui de la Bourgogne

Né en 1939 dans la zone du canal de Panama, ce fils et petit-fils d'officier de carrière issu de West Point n'avait aucun vigneron dans la famille, et c'est par le pur hasard de son effectif à Francfort, au sortir de l'académie de l'US Air Force, en 1963, qu'il se pique de connaître bientôt les grands vins européens. La guerre du Vietnam allait interrompre ce lent apprentissage, mais il faut croire que sa passion pour les vignobles était réelle puisqu'il décide de démissionner de l'armée en 1970 pour entrer à la Harvard Business School dans l'espoir d'apprendre à gérer une exploitation. Viticole, bien sûr.

Deux ans plus tard, Brice C. Jones avait un associé, Kent M. Kline, un avocat new-yorkais, une raison sociale, Sonoma-Cutrer Vineyards, quelques économies, mais pas la moindre parcelle de terre californienne. Que ce soit dans la Napa Valley, où la viticulture avait véritablement commencé en 1858 à l'initiative de Charles Krug ou dans la Sonoma Valley voisine, plus froide, souvent recouverte d'une légère brume et au climat très proche de celui de la Bourgogne, aucune bonne terre n'était à vendre. Il dut finalement se rabattre sur quelques fientes de colline pour y planter d'abord un peu de vin rouge, à titre expérimental, puis du chardonnay, résultat de longues études sur les meilleures qualités de cépages et de l'avis éclairé d'un consultant embauché

à cet effet. En 1972, à trente-deux ans, Brice était l'heureux propriétaire de quelque deux cents acres éparpillés entre les deux vallées, une superficie progressivement triplée.

Huit ans plus tard, il avait toujours ses titres de propriété mais était quasiment ruiné. « L'explication est simple, raconte-t-il, eu égard de la vallée, le rendement est de six tonnes par acre. En haut, à flanc de colline, il n'est plus que de deux tonnes et demi. Avec les mêmes coûts. Or c'est là où nous étions. Je n'arrivais pas à décoller. » Heureusement, l'engouement des Américains pour le vin blanc allait venir à son secours. Et l'obligé de franchir le pas. Les deux associés sont d'accord. Le seul moyen de gagner de l'argent est de contrôler le processus. O'avoir sa propre cave. « C'est ce que nous avons fait. »

Les étrangers visent le haut de gamme

En 1981, Sonoma-Cutrer est enfin sorti du rouge. Pour beaucoup grâce à William Bonetti, un maître de chais qui avait auparavant, pendant cinq ans, été au service de E & J Gallo, le numéro un mondial du vin de table, installé à Modesto, au tout début de la San Joaquin Valley, puis chez Krug, une maison beaucoup plus traditionnelle. A présent, l'entreprise, installée près de Windsor, affiche sa prospérité et peut se permettre de sponsoriser chaque année le Championnat du monde de cricket qui se déroule à proximité. « Nous faisons 8 millions de dollars de chiffre d'affaires, ce qui est naturellement bien loin du milliard de dollars que réalisent les frères Gallo. Mais c'est un choix. De qualité maintenant. De rentabilité demain », souligne son propriétaire.

Voilà pour le « sur mesure ». Pour l'instant, la société se contente de vendre dans une quarantaine d'Etats et à Porto-Rico en visant,

les distributeurs, le clientèle des restaurants, là où se trouvent les vrais prescripteurs. Mais cette production et ces circuits de consommation volontairement limités empêchent de développer une véritable politique à l'exportation. Brice en convient. « Nous vendons très peu à l'étranger, peut-être 1 % de la production contre 20 %, par exemple, pour Mondavi, l'un des grands noms de la profession. Mais il y a exportation et exportation. Pour nous, il importe beaucoup d'être présent au Japon, où nous envoyons 500 caisses de chardonnay par an. Mais à la condition d'être dans les meilleurs restaurants. »

L'ancien pilote de l'US Air Force semble avoir fait le bon choix. Le marché des vins de qualité, les *premium wines*, est dominé par les trois cépages qui représentent ensemble les trois quarts de l'ensemble des cépages commercialisés, à savoir le cabernet sauvignon (14 %), le chardonnay (24 %) et surtout le zinfandel blanc (32 %). Un segment de marché qui ne semble pas encore trop affecté par la baisse de la vente de vins constatée ces deux dernières années aux États-Unis sous le triple effet de la crise économique, d'un alourdissement de la fiscalité et de l'impact de différentes campagnes contre l'alcool. De plus, il ne sert à rien de s'épuiser financièrement à aller chercher bien loin de nouveaux consommateurs alors que les producteurs de Napa et de Sonoma disposent, de leur pied, d'une clientèle captive puisqu'en effet plus de 90 % des vins consommés en Californie sont d'origine locale. Reste que la présence étrangère, conduite par les investisseurs britanniques, suisses et français pour l'essentiel (les Japonais sont, pour l'instant, loin derrière), se renforce dans l'industrie vinicole californienne. Et c'est le haut de gamme qui est visé.

S. M.

Le Monde DE L'EDUCATION JUIN 1991

ÉCOLE

DANS QUELS LOCAUX VOS ENFANTS TRAVAILLENT-ILS ?

Egalement au sommaire :

- Le mode d'emploi des séjours linguistiques
- Le bilan des langues vivantes en primaire
- Les nouvelles formations des métiers d'enseignants

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde CAMPUS

LE BOND EN AVANT DES « BAC + 2 »

Supplément magazine - 48 pages avec

Le Monde

LUNDI 3 JUIN (numéro daté 4)

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Maub.-Mtl.) F. dim.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine. F. lundi

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

مكتبة الأمل

La COB ordonne la révision des comptes de Concept et transmet le dossier au parquet

Enfin, la COB demande à Concept de faire procéder à une révision des ses comptes 1990 par un cabinet d'audit extérieur, désigné avec son accord, avant sa prochaine augmentation de capital. L'idée, en fait, est que la société reparte sur des bases saines, les faits reprochés étant imputables à l'ancienne direction et non à la nouvelle équipe dirigeante installée par Altus (financement de la COB par Altus, qui n'est pas le crédit de l'Etat), qui n'a pris le contrôle en novembre 1990. D'ores et déjà, Concept a décidé d'ajourner son assemblée générale du 31 mai où devaient

Les sept comptes ouverts par différentes sociétés du groupe Dijon, spécialisé dans la location avec option d'achat, au sein de la charge Delahaye-Ripault, filiale de la Société générale, ont été créés pour le compte unique. Or, bien au contraire étaient indépendants les uns des autres ? Selon la réponse que les juges apporteront à ces questions, la facture de la Société générale pour couvrir les pertes, variée de 1 à 438 millions de francs.

Dans cette affaire, la difficulté juridique vient en partie du fait que les pertes sont situées sur le compte de sociétés avant été cédées

Première restructuration dans le réseau des sociétés de développement régional

L'idée de faïçailles entre la SDR Sud-Est et certaines de ses homologues s'est pas tout à fait nouvelle. Voici quelques sootés, on pensait aboutir à la création d'une société de développement régional pour le quart sud-est du pays, mais l'affaire ne put aboutir en raison de la structure du

DOMINIQUE GALLOIS

La cour d'appel de Paris annule une décision de la COB sur la Compagnie diamantaire d'Anvers... La cour d'appel de Paris a annulé, mercredi 29 mai, la décision de retrait d'agréement prise par la Commission des opérations de Bourse (COB) à l'encontre de la Compagnie diamantaire d'Anvers (CDA). Excepté l'annulation pour vice de forme de la décision de la COB, la création d'une société de Paris en province au début des années 70, c'est la première fois depuis sa création que la COB se trouve désavouée par la justice. Le 20 juillet 1984, la COB avait retiré l'agréement délivré dix mois plus tôt à la CDA pour la commercialisation de son produit d'importation de pierres précieuses, le «Pian gemmes». La COB, agissant dans le cadre de sa mission de protection de l'épargne, utilisait alors un pouvoir qui n'existait pas légalement à l'époque. La cour a annulé cette décision et a renvoyé devant le tribunal des conflits le soin de décider des mandats d'arrêt d'indignité inopérants à l'égard du président, M. Yves Delcourt. Elle a condamné l'Etat à verser à ce dernier 200 000 francs.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29
Alcoa	70 3/4	71
Alty	38 3/8	38
ITT	48 3/4	46
Heavy Machinery Bank of Montreal	19	20
Canadian Kodak	45	18
.....	40 3/4	40
.....	58 5/8	58
.....	58 1/2	55
.....	74 1/8	74
General Electric	40 3/4	42
General Motors	25 1/2	26
.....	106	104
.....	58 1/8	58
.....	85 1/2	85
.....	59	59
.....	81 5/8	81
.....	64 1/8	63
AI, Corp. et Allegie	148 1/2	147
.....	18 3/8	19
.....
.....	27 7/8	28
.....	57 1/4	57

Les velleurs ont terminé la hausse, mercredi 29, à 436,4 points au New York Stock Exchange. A le clôtur, le cours a fluctué dans une large étroite, l'indice Footsie a terminé à 4.929,9. Les grandes velleurs a gagné 3,2 points, soit 0,5 % à 492,9. La volume a augmenté de 436,4 millions de titres contre 266,6 millions mardi.

FAITS

Samir Traboulsi devra verser la caution de 23 millions de francs pour l'homme d'affaires Samir Traboulsi débouté mercredi 29 mai par la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris, de sa demande d'abandon de la caution de 23 millions de francs qu'avait fixée le juge d'instruction pour le laisser en liberté dans l'affaire de la Société générale.

Le 9 avril dernier, Samir Traboulsi avait été inculpé d'abus de confiance pour des opérations qu'il a effectuées en juillet, août et septembre 1988 sur le titre Société générale.

M. Traboulsi contestait le montant de la caution, égale au montant du profit illicite qu'il est parvenu à avoir réalisé.

[illegible]

Le Crédit commercial de France (CCF) détient la majorité du capital de Framlington. — Dans le cadre des accords conclus en 1990, le CCF vient de porter sa participation à 51 % sa participation au capital de Framlington, société britannique spécialisée dans la location de valeurs mobilières. Cette opération permet au CCF de renforcer sa stratégie européenne d'actièrerie de gestion de valeurs mobilières, notamment en Grande-Bretagne où Framlington gère au moins 10 milliards de francs de capital. Le 31 mars 1991. Cette opération s'accompagne du lancement d'un « Call on Selection Euractiv », un nouveau service de valeurs de croissance.

La Société générale achète International Bank of Johannesburg. La Société générale a acheté en mai la totalité des parts de International Bank of Johannesburg, banque commerciale sud-africain spécialisée dans les opérations nationales et internationales de compagnies d'Afrique du Sud. Le bilan total de cette banque s'élevait en avril 1991, représentant un milliard de francs à la fin de l'exercice 1989-1990. Cette acquisition est la première opération du groupe bancaire en Afrique du Sud par une banque européenne depuis la fin de la CEE, le 13 mars dernier. Elle permet au groupe de contrôler sur les investissements étrangers dans ce pays.

bourse de Paris a com-
 mencé, jeudi, après des
 séances conduites. Affai-
 res de banque ont été
 françaises ont évolué
 matinière avec le plus
 a. La majeure.
 s-midi, de meilleures
 semblaient aimer le
 Coteq. (Coteq. 0.21)
 dans la séance, peu av-
 de la Bourse de N.
 teur de la place enregis-
 avoisinant 3.5%. Le re-
 au cours de cette sé-
 sur sa hausse de la vi-
 sion de la semaine, la
 premières heures de ce
 un peu laborieuses. Ce
 lumes de transactions
 tivement modestes.
 t'il s'était changé un
 sur les marchés
 sion de la semaine, la
 quelques valeurs ont re-
 des opérateurs. F.
 ment, avec un plus
 à 804 francs pour
 Cherbourg affichaient la p-
 sion des valeurs de l'
 sion de la semaine, la
 sa consolidation de
 progression d'Hack-
 de 1.

Bourse de Tokyo a
lusse jeudi 30 mai
éma séance conséc
Nikkei a progr
99 points à 25 8
soit une gain de
buto-cho atteignait
haut niveau depuis
Le volume des trans
sanciblemant con
nt de 400 millions d
edi, à 360 millions.
stabilité du yen, la
ux des certificats de
onné lieu à des ar
nta et à des dom
compta, ont rappo
reurs

	29 mil
1 100	
1 050	
1 470	
2 710	
1 300	
1 670	
760	
8 160	
1 800	

Sauv Trabuouli devra verser une somme de 23 millions de francs, «homme d'affaires Sami Trabuouli s'est déboulé mercredi 28 mai, par un appel de 100 millions de francs, à l'appel de Paris, de sa demande abandon de la caution de 23 millions de francs qu'avait faits le juge d'instruction de Paris, dans l'affaire des affaires de la Société générale, le 9 avril dernier. Sami Trabuouli avait été inculpé de délit d'initié en opérations qu'il avait effectuées en 1988 sur le titre Société générale. T. Trabuouli contestait le bien-fondé de la caution, égale au montant de l'indemnité qu'il se soumettait avoir réglé.

Crité des fausses-acquisitions en

o Pacte d'associés à la maison-Dumez. «Un accord conclu entre les héritiers de Chausouf [confondant de l'intermédiaire de trois familles, 6,8 % du capital, Lyonne-Dumez et 10,1 % jusqu'au 30 juin 1994, ils ont mutuellement un droit emphytéotique en cas de vente de 2 de leurs actions de 100 000 francs, pour tout achat ou vente de Mais l'accord ne concerne M. André Chausouf [l'ancien président de la Société générale] et ses deux premiers qu'étaient opposés à la fu

francs — La chute des fusions et acquisitions d'entreprises est spectaculaire. En 1990, le montant des opérations de l'année 1991, selon le magazine *non Fusions & Acquisitions*. En 1991, 32 opérations ont été conclues pour un montant de 16,6 milliards de francs, en recul de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente. On compte avec le dernier trimestre 1991 sur un compte avec le dernier trimestre 1990. Si l'on opère l'accord de la CCF, les opérations françaises sont ramenées à la portion congrue : 9,7 milliards de francs d'opérations françaises et 15 milliards de francs pour les opérations étrangères en France (81 %).

Le Crédit commercial de France (CCF) détient la majorité du capital de la CCF. Les opérations de la CCF sont les accords conclus, mais en 1990, le CCF vient de porter

31 mai 1991. Cette opération
 de Framingham, initiée
 laitanque, a permis d'ac-
 tionnement par les CCF. Cette
 opération permet au CCF de ren-
 verser la stratégie européenne en
 militaire de gestion de valeurs mobilières, notamment en Grande-
 Bretagne, Framingham, général
 de la Banque mondiale, a été
 31 mai 1991. Cette opération
 opération accompagne du lancement
 de la Sélection Eurasis, Sica
 vestie en valeurs de croissance

• Promesses : ouvertures et
 d'information renforcée en
 L'année 1990 a été marquée par
 Promesses par des ouvertures
 internationalisation renforcée
 extérieur national, et indus-
 29 mai, M. Paul-Louis
 PDG du groupe. Dans ce
 de ralentissement économique
 mode a déposé un bémol
 millions de francs, contre
 lions lors de l'exercice précé-

La Société générale achète l'International Bank of Johannesburg, la Société générale a acheté mardi la totalité des parts de l'entreprise bancaire sud-africaine spécialisée dans les opérations bancaires et financières des compagnies d'Afrique du Sud. Le bilan total de cette banque est de 1,5 milliard de francs à la fin de l'exercice 1989-1990. Cette acquisition renforce la présence de la Société générale en Afrique du Sud par une banque européenne depuis la levée du embargo en 1994. Le dernier exercice de la banque a été marqué par les investissements dans le capital, pour un montant de 336 millions de francs.

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3611	3640	IDA	345	343
Airmaç Associes	280	279 90	Idemsa	140	140
B.A.C.	189	166	Immo. Habsbour.	620	625
Banq. Verres	870	875	I.P.B.M.	100	100
Bonaf. (Ly.)	210	201	Loac riviera	282	285
Bouss. Lyon	210	206	Locamot.	87	87
C.A.L. de-Fr. (R.C.I.)	1058	1027	Molins Corcor.	119	118 70
Calson	360	365	Motors	142	142 20
Cardif	680	680	Pneubag	85	85
C.E.G.E.P.	161	148 40	Prod.Pilpach	380	366
C.F.P.I.	285	290	Rhone	645	642
C.N.I.M.	920	920	Rezel-Aig.Ecu (Ly.)	301	301
Coderme	273	274 90	Sch. Masseron	180	180
Conforama	884		Select Invest (Ly.)	94 10	96 50
Cresud	226 50	208 70	Senbo	440	440
Dauphin	431 60	422 0	S.M.T. Goupil	130	115 0
Delmas	1015	995	Sopra	264 70	258
Démachy Worms Ca	441	458	TFI	311	307 50
Devalvay	1089	1089	Thermador H. (Ly.)	285	
Dewille	383	392	Unilog	218 60	219
Dolac	135 10	125	Val et Cie	85	95
Edisons Batland	225	229	V. St-Laurent Groupe	770	
Europ. Propagation	320	315			
Finisar	128				
Frankoparc	122	122			
CFP (groupe I.)	202	269 90			
Gand-Love	405	409			
Grenaphag	218				
Granger Ougny	760	740			
Guitard	951	990			
I.C.F.	337	336			

Noticennel 10 %. - Cotation en pourcentage du 29 mai 1991
Nombre de contrats : 68 560

COURS	ÉCHÉANCES		
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier _____	106,14	106,20	106,06
Précédent _____	105,90	105,90	105,88

	Jun 91	Sept. 91	Jun 91	Sept. 91
106	0.30	1.11	0.27	0.26

CAC40 A TERME

COURS		Mai	Juin	Juillet
Dernier		1 827,5	1 822	1 811
Précédent		1 805,5	1 800	1 794

Dollar: 5.809 ↑

Le dollar s'échangeait en nette hausse jeudi 30 mai, à la suite d'opérations de découvert consécutives à plusieurs séances de baisse. A Paris, la monnaie américaine débute à 5,809 francs contre 5,76 francs mercredi à la cotation officielle.

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	
28 mai	28 mai
Valeurs françaises	117,50 118,50
Valeurs étrangères.....	116 117,28
(SBF, base 100 : 31-12-91)	
Indice général CAC	479,16 484,26
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)	
Indice CAC 1	1 807,81 1 825,16

NEW-YORK (Index Dow Jones)

30 mai 1991

Dollar: 5.809 ↑

Le dollar s'échangeait en nette hausse jeudi 30 mai, à la suite d'opérations de découvert consécutives à plusieurs séances de baisse. A Paris, la monnaie américaine débute à 5,809 francs contre 5,76 francs mercredi à la cotation officielle.

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	
28 mai	28 mai
Valeurs françaises	117,50 118,50
Valeurs étrangères.....	116 117,28
(SBF, base 100 : 31-12-91)	
Indice général CAC	479,16 484,26
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)	
Indice CAC 1	1 807,81 1 825,16

NEW-YORK (Index Dow Jones)

30 mai 1991

Industrielles.....	2 958,86	2 969,59
--------------------	----------	----------

FRANCFORT		LONDRES (Indices <i>Financial Times</i>)	
Dollar (en DM) ...	1,6955	100 valeurs	2 479,70
TOKYO	-	30 valeurs	1 937
Dollar (en yen)...	137,60	Mines d'or	165
		Fonds d'Etat	84,39

MARCHÉ MONÉTAIRE	TRANSPORT	
	28 mai	29 mai

(effets privés)		Dax.....	1 682,14	1 681,53
Paris [30 mai].....	9 3/8 - 9 1/2 %	TOKYO		
New-York [29 mai].....	5 7/8 %	29 mai	30 mai	
		Nikkei Dow Jones..	25 495,41	25 647,40

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à haut	au clap.	à haut	au clap.	à haut	au clap.	à haut	au clap.
U.C.U.	5.8045	5.8095	+ 159	+ 169	+ 323	+ 343	+ 850	+ 910
U.C.U.	5.8095	5.8037	+ 19	+ 32	+ 34	+ 60	+ 61	+ 130
U.C.U. (100)	42.156	42.158	+ 48	+ 48	+ 105	+ 123	+ 321	+ 371
M	3.3925	3.3956	+ 93	+ 99	+ 189	+ 201	+ 497	+ 532
U.C.U.	3.0111	3.0129	0	0	0	+ 281	+ 10	+ 10
U.C.U.	16.3820	16.3960	+ 70	+ 120	+ 118	+ 218	+ 1060	+ 1060
U.C.U.	3.9779	3.9820	+ 35	+ 48	+ 74	+ 96	+ 196	+ 238
U.C.U.	4.5564	4.5606	+ 30	+ 30	+ 136	+ 136	+ 336	+ 433
U.C.U. (1 000)	10.6210	10.6270	190	- 160	- 300	- 296	- 996	- 456

3-12	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
7-15	8 1/16	8 1/16	7 13/16	7 15/16	7 3/4	7 13/16	7 5/8	7 3/4
7-7	7 7/8	8 1/8	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9	9 1/8
1-10	8 3/4	9 1/4	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16	9	9 1/8
(100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9 1/8
6-600	7 3/4	8	8 3/4	9	8 1/2	8 1/2	8	8 1/8
1-12	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11	11 1/2	11 1/2	11 5/8
1-14	11 1/4	11 1/4	11 7/16	11 1/2	11 1/16	11 9/16	11 1/8	11 3/16
9-51/6	9 5/16	9 7/16	9 1/4	9 3/16	9	9	9	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en détail par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Jeudi 30 mai
Louis Heimann,
président de la Fédération
nationale des logis de France.

Vendredi 31 mai
M. Robert O'Artemare,
POG de Saint France.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 MAI

[illegible]

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A.A.	1049 38	1023 79	Francefrance	846 46	826 81	Passe Garantie	59013 22	59813 22
Alcatel	222 40	218 45	France 2	28 35	28 63	Papierin Gold	10594 93	10594 93
Amalgam	780 98	747 25	France-Premier	11550 37	11379 57	Payoff, Excess	108 50	108 50
Amis-jour	7262	7088 93	France 2	4903 64	4951 26	Pro/Associations	20875 11	20875 11
Amis-jour Court-T	6567 36	610 45	France 3	1317 125	1377 65	Public	10693 1	10693 1
Amis-jour Court-T	1103 14	8554 24	Genialist	13525 47	13438 18	Quartz	132 41	132 41
Amis-jour Court-T	370 42	361 39	Gen. Associations	167 27	163 59	Rakelator	922 25	896 93
Amis-jour Court-T	1257 53	1220 90	H.M. Mondarte	12677 44	12677 44	Rennick	180 02	180 02
Amis-jour Court-T	1577 79	1644 89	Intercept	10919 62	106824 29	Rennick	1141 18	1141 18
Amis-jour Court-T	108 20	106 02	Intercept	13482 48	12860 08	Rennick	1588 43	1588 43
Amis-jour Court-T	156 88	150 11	Intercept	525 34	530 02	Rennick	939 08	939 08
Amis-jour Court-T	7204 56	7204 56	Intercept	266 36	262 42	Rennick	10227 31	10227 31
Amis-jour Court-T	131 55	125 88	Intercept	235 15	225 96	Rennick	277 96	277 96
Amis-jour Court-T	122 95	117 69	Intercept	255 28	245 96	Rennick	751 17	717 17
Amis-jour Court-T	141 08	109 15	Intercept	249 97	238 48	Rennick	604 83	557 17
Amis-jour Court-T	109 16	106 86	Intercept	304 90	292 47	Rennick	516 25	495 17
Amis-jour Court-T	122 36	117 11	Intercept	229 57	230 21	Rennick	13063 42	13063 42
Amis-jour Court-T	5771 12	5765 35	Intercept	427 63	427 63	Rennick	1259 43	1259 43
Amis-jour Court-T	5832 34	5847 07	Intercept	138 13	138 13	Rennick	13906 13	13906 13
Amis-jour Court-T	1138 09	1180 37	Intercept	375 40	375 40	Rennick	1273 81	1273 81
Amis-jour Court-T	30 45	29 71	Intercept	2651 68	2658 78	Rennick	707 59	691 17
Amis-jour Court-T	1182 39	1182 39	Intercept	11501 88	11501 88	Rennick	1833 34	1833 34
Amis-jour Court-T	922 78	913 68	Intercept	6503 20	6513 79	Rennick	670 74	661 17
Amis-jour Court-T	338 29	338 29	Intercept	11028 08	11028 08	Rennick	1029 05	1029 05
Amis-jour Court-T	483 19	469 12	Intercept	28693 20	28695 98	Rennick	1443 52	1443 52
Amis-jour Court-T	1183 01	1186 01	Intercept	575 13	575 13	Rennick	682 31	644 17
Amis-jour Court-T	1218 01	1198 10	Intercept	2678 87	2678 87	Rennick	418 94	407 17
Amis-jour Court-T	636 07	798 11	Intercept	24103 12	24103 12	Rennick	516 25	495 17
Amis-jour Court-T	1050 92	986 43	Intercept	529 39	513 97	Rennick	653 03	642 17
Amis-jour Court-T	205 20	228 43	Intercept	704 52	684 10	Rennick	1280 67	1187 17
Amis-jour Court-T	101 83	145 28	Intercept	180 12	181 03	Rennick	1025 08	1025 08
Amis-jour Court-T	1052 42	1036 67	Intercept			Rennick		
Amis-jour Court-T	122 05	122 05	Intercept			Rennick		

29/5

SICAV (selection)			SICAV (selection)			SICAV (selection)		
VALEURS	Emission Fraïe Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraïe Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraïe Incl.	Rachet net
ALFA	1040 26	1023 70	Fracti-on	846 48	825 81	Prest Geni-on	50913 32	50813 27
ALP	222 40	218 45	Fracti-on	29 25	28 83	Prest Geni-on	10594 93	10594 34
ALP	780 98	747 26	Fracti-on	11550 37	11379 57	Prest Geni-on	109 10	109 10
ALP	7382 89	7098 93	Fracti-on	4983 84	4951 26	Prest Geni-on	20875 11	20875 11
ALP	628 76	610 45	Fracti-on	1315 77	1285 63	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	6567 36	6554 24	Fracti-on	13327 47	13348 18	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1103 14	1100 14	Fracti-on	167 12	163 85	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	102 42	361 39	Fracti-on	1267 44	1271 96	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1257 53	1220 80	Fracti-on	1267 44	1267 44	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	101 78	164 88	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	101 78	106 02	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	156 68	150 11	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	7204 56	7204 56	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	121 58	125 08	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	133 95	117 68	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	114 06	108 10	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	105 08	105 08	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	105 08	117 11	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	571 12	576 35	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	5832 34	5844 87	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1138 08	1180 37	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	30 45	29 71	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1222 10	1152 38	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	3201 78	3188 08	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	368 72	368 72	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	485 19	489 12	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1193 01	1166 61	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1218 01	1198 10	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	636 07	798 11	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	102 02	906 43	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	250 20	228 43	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	191 83	145 78	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	1052 42	1036 67	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP	122 04	122 04	Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP			Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01
ALP			Fracti-on	1094 62	1068 24	Prest Geni-on	1058 01	1058 01

VALEURS	Cours prix.
---------	----------------

[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prés.	COURS 30/5	
	prés.	30/5	achat	vente				
Esco-Ohio (1 unit)	5 780	5 808	5 500	6				
Esco-Ohio (100 unit)	5 888	6 971		348	Or fin (dlo en barre).....	68500	67000	Locaux du Monde.....
Allemagne (100 dm)	339 520	339 480	329	16	Or fin (en lingot).....	68300	68950	Paris, Pader.....
Belgique (100 f)	18 496	18 499	29	311	Napoleon (20 f).....	382	378	Quindex.....
Paye-Sao (100 f)	301 340	301 230	291	4 300	Pièce F (10 f).....	407	420	Roméo N.Y.....
Unité (1000 francs)	4 863	4 556	84	92	France F (20 f).....	398	381	S.G.P. ex. R.....
Danemark (100 kr.)	88 500	88 440	84	10 450	Pièce Lustré (20 f).....	398	386	S.P. ex. R.....
Grèce (100 dr.)	10 039	3 103	3 650	3 900	Pièce Lustré (20 f).....	378	478	Télégraph. Elec.....
Guinée (100 francs)	3 103		390	408	Souverain.....	480	478	Union.....
Suisse (100 f)	398 080		98	98	Pièce 20 dollars.....	2125	1085	Watersman.....
Swaz (100 lire)	84 890		83	91	Pièce 10 dollars.....	1060	1065	
Norvège (100 kr.)	67		48 600	48 800	Pièce 5 dollars.....	575	610	
Portugal (100 esc)	48 261		5 200	6 750	Pièce 50 peset.....	2450	2485	
Espagne (100 pes)	6 478		3 500	4 300	Pièce 100 peset.....	394	394	
Portugal (100 esc)	3 892		4 850	5 250				
Canada (15 c cent)	5 027		4 080	4 280				
Japan (100 yens)	4 177	4 196						

Marché libre de l'or	

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prés.	COURS 30/5	
	prés.	30/5	achat	vente				
Esco-Ohio (1 unit)	5 780	5 808	5 500	6				
Esco-Ohio (100 unit)	5 888	6 971		348	Or fin (dlo en barre).....	68500	67000	Locaux du Monde.....
Allemagne (100 dm)	339 520	339 480	329	16	Or fin (en lingot).....	68300	68950	Paris, Pader.....
Belgique (100 f)	18 496	18 499	29	311	Napoleon (20 f).....	382	378	Quindex.....
Paye-Sao (100 f)	301 340	301 230	291	4 300	Pièce F (10 f).....	407	420	Roméo N.Y.....
Unité (1000 francs)	4 863	4 556	84	92	France F (20 f).....	398	381	S.G.P. ex. R.....
Danemark (100 kr.)	88 500	88 440	84	10 450	Pièce Lustré (20 f).....	398	386	S.P. ex. R.....
Grèce (100 dr.)	10 039	3 103	3 650	3 900	Pièce Lustré (20 f).....	378	478	Télégraph. Elec.....
Guinée (100 francs)	3 103		390	408	Souverain.....	480	478	Union.....
Suisse (100 f)	398 080		98	98	Pièce 20 dollars.....	2125	1085	Watersman.....
Swaz (100 lire)	84 890		83	91	Pièce 10 dollars.....	1060	1065	
Norvège (100 kr.)	67		48 600	48 800	Pièce 5 dollars.....	575	610	
Portugal (100 esc)	48 261		5 200	6 750	Pièce 50 peset.....	2450	2485	
Espagne (100 pes)	6 478		3 500	4 300	Pièce 100 peset.....	394	394	
Portugal (100 esc)	3 892		4 850	5 250				
Canada (15 c cent)	5 027		4 080	4 280				
Japan (100 yens)	4 177	4 196						

Hors-cote

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

18.05 Série : Espion modèle.

23 07. Poussières d'étoiles.

SCIENCES

Une exposition au Muséum d'histoire naturelle

On a marché sur la Terre

M. François Mitterrand a inauguré le 21 mai à Paris, au Jardin des plantes du Muséum national d'histoire naturelle, l'exposition « On a marché sur la Terre », qui préfigure ce que sera la future géologie de l'évolution dont l'ouverture est prévue pour 1993.

La vie est née, il y a quelques 3,5 milliards d'années, dans les océans. Là se sont développés les premiers bactéries, champignons, algues, animaux mous. Mais le photosynthèse des plantes aquatiques enrichissait peu à peu l'atmosphère en oxygène. Ce qui permettait la création, dans la haute atmosphère, de la fameuse couche d'ozone qui protège les surfaces émergées des rayonnements nocifs du soleil.

Vers moins 450 millions d'années, les océans et probablement les eaux douces étaient ainsi peuplés de divers groupes de plantes et d'animaux, dont certains étaient très complexes, alors que les surfaces continentales étaient toujours désertiques. A moins 415 millions d'années, l'oxygène de l'atmosphère et l'ozone de la haute atmosphère allaient bientôt permettre de s'installer sur la Terre, c'est-à-dire aux espèces végétales et animales de coloniser les continents.

Cette colonisation n'a pas été simple. Dans l'eau, les plantes et les corps sont soutenus,

portés par le milieu aqueux. Dans l'air, les uns et les autres doivent avoir des sortes d'armatures (les cerceaux, les squelettes, le bois, etc.) qui leur servent de support. Ils doivent aussi isoler leur milieu interne, qui est toujours fait obligatoirement à 70, 80 ou 90 % d'eau et auquel une dessiccation même légère serait mortelle. Ils doivent vivre de l'oxygène de l'air et non plus de l'oxygène dissous dans l'eau, ce qui oblige à remplacer les branchies par les poumons. Sans oublier la survie des œufs ou graines exposés dans l'air à des dessiccations fœtales. Les animaux, pour la plupart, doivent en outre développer les organes (membres et muscles) qui leur permettent de se déplacer en portant leur corps.

Ce sont toutes ces adaptations à un milieu et à des modes de vie fondamentalement différents de ce qu'ils étaient à leurs débuts qu'explique l'exposition.

Y. R.

► Jardin des plantes, galerie de paléontologie, 18 rue Buffon, 75005 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 17 h en semaine et de 11 h à 18 h les samedis et dimanches. Entrée : 25F. Jusqu'à la fin de 1991.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Pierre Guillaume

M. Pierre Guillaume, libraire-éditeur à Paris (La Vieille Taupe), nous a adressé la lettre suivante :

En faisant suivre mon droit de réponse publié dans vos colonnes le jeudi 28 mars 1991, page 40, d'un commentaire, M. Patrick Kéchichian ne devait pas ignorer qu'il m'ouvrait un nouveau droit de réponse dont je n'abuserais pas si son commentaire avait été pertinent. Voici ma réplique :

Il n'y a jamais eu le moindre portrait de Saddam Hussein ni de drapau, irakien ou autre, dans ma librairie, ni en vitrine ni ailleurs dans la boutique, ni « quelques semaines encore » avant le passage de M. Kéchichian, ni « au début du mois de

novembre ». M. Kéchichian livre en octobre l'honneur de deux lettres sur l'autel de la déontologie journalistique, mais ses réactions restent anonymes.

En ce qui concerne les paroles que M. Kéchichian dit avoir entendues : « Retourne dans ta boucherie casher », j'ai livré le témoignage spontané d'un client de la librairie qui estimait être l'auteur des paroles approximativement rapportées, et qui, lui, n'est pas anonyme. Je peux le présenter à M. Kéchichian, même si ce client ne souhaite pas, étant fonctionnaire de l'Etat, que l'on s'ait, livrer son nom dans vos colonnes. Mais quand bien même M. Kéchichian aurait cette fois bien entendu, en quoi La Vieille

Taupe serait-elle responsable ? et en quoi cela confirmerait-il la « vieille taupe » [antisémitisme] des « sentiments que les amis de La Vieille Taupe nourrissent à l'égard de l'établissement juif » ?

La Vieille Taupe n'a jamais dissimulé ses critiques à l'égard de l'établissement juif, tout en récusant fermement l'antisémitisme, comme en témoigne le concours qu'on lui a toujours apporté et que continuent d'apporter à ses activités de nombreux juifs qui ne sont ni boteux ni animés d'une quelconque « haine de soi ».

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce débat que, pour notre part, nous considérons comme clos.]

CARNET DU Monde

Décès

— M. et M^{me} Richard Lévy, Alexandra et Ariane, M^{me} Catherine Cohen-Hadria, M^{me} Marie-Josée Badet, M^{me} Jacqueline Cohen-Hadria et ses enfants, M^{me} Lise Cohen-Hadria et ses enfants, M. et M^{me} Claude Cohen-Hadria et leurs enfants. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Madge COSTEDOAT, née Lévy, survenue le 17 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

23, rue de Cuvry, 75016 Paris.

— Les étudiants, Les enseignants, Les membres de la commission de médecine générale, Les membres du conseil, Le doyen de la faculté de médecine Saint-Antoine, ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean DRY, survenu à Paris, le 29 mai 1991.

Faculté de médecine Saint-Antoine, 27, rue Chaligny, 75012 Paris.

[Né le 3 mars 1927 à Nèvre, M. Dry est nommé professeur de médecine générale à la faculté Saint-Antoine et chef de service à l'hôpital Saint-Antoine à Paris en 1972. Il est président de l'Université Paris-VI de 1976 à 1982 et a été vice-président de la conférence des présidents d'université. Les principaux travaux de M. Dry portent sur les maladies métaboliques de surcharge et les maladies héréditaires. Il a été notamment président de la société française d'obésité.]

— En décidant de nous quitter en toute responsabilité, par une belle soirée de printemps, à Maintenon, le 27 mai 1991,

Arnaud nous contraindrait de le respecter jusqu'au bout au prix d'un sacrifice qui nous bouleverserait.

Nous continuerons de l'aimer intensément avec François et Cécile, notre famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-WINTJENS, 18, rue Mathurin-Régnier, 28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une messe sera célébrée en l'église Saint-Barthélemy, à Lige (Belgique), le samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son village natal Corsol-Cambis-Sao-Lorenzo (Haute-Corse).

Un office religieux aura lieu en France, en la chapelle de la Brèche, rue de la Brèche, à Chartres, le samedi 8 juin, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Arnaud a désiré qu'un soutien se saisisse de son œuvre à l'association suivante : Association de lutte contre la mucoviscidose (France), CCP 617 426 W Paris (mention : « En mémoire d'Arnaud »).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marie-Jeanne LACOMBE, chevalier de l'Ordre national du Mérite, retraitée administrateur civil du ministère de la santé,

à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 31 mai 1991, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière Les Carmes, de Clermont-Ferrand.

De la part des familles Lacombe, Audigier, Bonnet, Jean-Antoine.

42, avenue Mozart, 75116 Paris.

— M. Jean Arnold Du Pasquier, M. et M^{me} Claudio et Claudine Du Pasquier, M. et M^{me} Horst et Ingrid Reichel et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre et Yvonne Du Pasquier, M. et M^{me} Christine Jan-Du Pasquier, M. et M^{me} Jochen et Margarete Bonnet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Gerda Buzza, M. et M^{me} Horst et Ingrid Reichel et leurs enfants, M. et M^{me} Jürgen et Hannelore Ahlf leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Horst et Anko Kenow et leurs enfants, M. et M^{me} Léo et Trine Messner et leurs enfants, M. et M^{me} Dragi et Juliette Simlo-Du Pasquier, M. et M^{me} Renée Du Pasquier, M. et M^{me} Liliane Kuenzi-Du Pasquier, M. et M^{me} Pierre et Carole Du Pasquier, M. et M^{me} François et Ellis Du Pasquier et leurs enfants, M. et M^{me} Anne Du Pasquier et ses enfants, M. et M^{me} Seyhun et Isabelle Opat-Du Pasquier et leurs enfants, M. et M^{me} Pauline Du Pasquier, M. et M^{me} Sylvie Kuenzi, M. et M^{me} Jacques Du Pasquier, M. et M^{me} Philippe et Gladys Du Pasquier et leurs enfants, M. et M^{me} Estienne et Florence Henry-Du Pasquier et leurs enfants, ainsi que les familles parentes, alliées et amies, ont le profond regret de faire part du décès, à Lausanne, le 5 mai 1991, de

M^{me} Ruth DU PASQUIER-MITTMANN, leur bien-aimée épouse, mère, grand-mère, sœur, parente et amie,

paisiblement endormie après une vie exemplaire de courage, de dévouement et de générosité.

Les obsèques ont eu lieu à Lausanne, le mercredi 6 mai.

« Mon âme, bénis l'Eternel et n'oublie aucun de ses bienfaits ! »

Domicile de la famille : Montbenon 4, 1003 Lausanne.

— M. Robert Nordmann, Yves et Joëlle Nordmann et leurs enfants, M. et M^{me} Nordmann, M. et M^{me} Patrice Fontanarosa et leurs enfants, Raymond et Gisèle Tréves, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Joëlle Robert NORDMANN, née Tréves, survenue le 24 mai 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'enterrement a eu lieu à Haguenau (Haut-Rhin), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue Marguerite, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Marie-Pierre Mazan a le profond regret de faire part du décès de sa maman,

M^{me} Gisèle THOMAS, le 23 mai 1991, à Paris.

Cérémonie religieuse, en l'église de Tocane-Saint-Apre (Dordogne), le 1^{er} juin, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

« Elle est un bon d'esprit, Un élan de volonté, Une qualité d'imagination, Une intensité d'émotion, Une victoire de courage, Elle n'a pas démenti son idéal Ni renoncé à son honneur »

15, rue de l'Évangile, 75018 Paris, Bonnes, 24350 Tocane-Saint-Apre.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Avis de messe

— La messe de 11 h 15 en l'église Saint-Louis-en-l'Île, sera dite, le dimanche 9 juin 1991, à l'intention de

M^{me} Jean PETITTEAU, décédée au Ruau le 28 avril 1991.

— Une prière aura lieu, le dimanche 2 juin 1991, en l'église Saint-Stéphane (7, rue Georges-Bizet, 75016), en mémoire de

Zilnack et Marika COLINOS.

Anniversaires

— En souvenir de

Françoise GROF

« Soit d'autant et tire aux dents mon cœur à moi j'ai perdu l'âme »

— A l'aube du 30 mai 1988,

M^{me} Raymond LAFAYE, née Albère Placide,

nous quitte à l'âge de quarante-trois ans.

Vous qui l'avez connue et aimée, soyez aux côtés de son époux, en ce cruel anniversaire, par une pensée affectueuse pour elle et ce qu'elle fut pour vous.

Communications diverses

— Conférence du professeur Meslé Idele. — Lundi 3 juin, 20 h 30 : « Aboulia, un cabaliste préche les gentils ». Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-9 (PAP).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5531

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Travaille au chaud ou bien s'active dans le froid. — II. Conséquence d'une attaque. — III. Emploie des pelles. — IV. Passes à l'action. Fut une femme au foyer. — V. Conjonction. Font passer en d'autres mains. — VI. Faire de deux choses l'une. — VII. Bien parti. Note. — VIII. Petite quantité de liquide que l'on peut avoir sur soi. Est souvent de la partie. — IX. Est bordée d'eau. A beaucoup donné. — X. Une bonne partie de ce qu'il disait était parole d'Évangile. Cracheur de feu. — XI. Se fait jouer. Étranger à la conversation.

VERTICALEMENT

1. Faire bouger les choses. — 2. Se déplace sans bruit. Fait l'affaire. Sources d'opposition. — 3. Boulevard et Pérouchet. Créé en inventant. — 4. Qui peut nous faire payer cher. Enveloppe de « œuvre ». — 5. Se font suivre et poursuivre. Collection de lustres. — 6. Porteurs de griffes. — 7. Fut un gars de la marine. Article. — 8. Qui ne se laisse pas facilement posséder. — 9. Fait de nombreuses touches. Renvoi sans préavis.

Solution du problème n° 5530

Horizontalement

I. Papeteries. — II. Améliorée. — III. P. In. Epi. — IV. Idiots. En. — V. L. Teint. — VI. Les. Coin. — VII. Ota. Tu. — VIII. Naupathie. — IX. Nicot. On. — X. Éreintant. — XI. Ré. Sains.

Verticalement

1. Papillonner. — 2. Améliorée. — 3. Pé. Sauc. — 4. Eliot. P. — 5. Tinte. Bata. — 6. Jo. Sic. Ti. — 7. Ere. N. An. — 8. Répétitions. — 9. Sein. Nuert.

GUY BROUTY

Pompes Funèbres Merbrerie

CAHEN & C^o

43-20-74-52

MINITEL per le 11

LE MONDE diplomatique

MODÈLES OU MENACES ?

Grands vaincus en 1945, l'Allemagne et le Japon se retrouvent au premier rang des puissances de la planète.

Quelles stratégies économiques, quelle conception de l'entreprise, quelles valeurs culturelles expliquent le formidable dynamisme industriel et commercial de ces deux États ? Constituent-ils des modèles imitables ? Ou bien, une fois encore, des menaces historiques ?

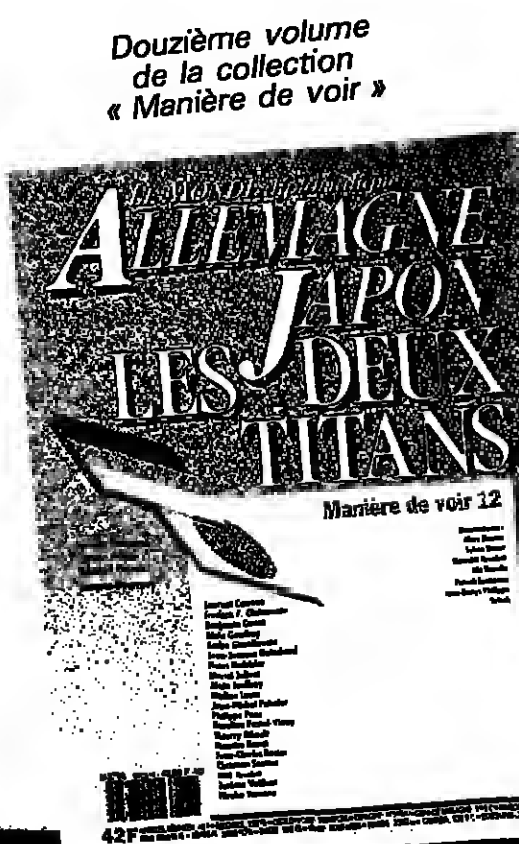
Ceux qui les qualifiaient de « nains politiques » constatent que ces deux États sont pratiquement les seuls à dire non aux États-Unis — même après la guerre du Golfe — et à dicter au reste du monde leurs priorités économiques et monétaires.

Les deux leaders du « capitalisme de conquête » nourrissent-ils des ambitions hégémoniques ? L'Allemagne, tentée par l'appel de l'Est, jouera-t-elle la carte de l'Europe ou la sienne propre ? Tokyo parviendra-t-il à créer, en Asie, une « zone de coprosperité » sous son influence exclusive ?

A ces questions majeures de cette fin de siècle, la nouvelle livraison de la collection « Manière de voir » apporte des réponses documentées, des analyses fouillées et des arguments inédits.

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE



42 F
100 P

BON DE COMMANDE
ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____

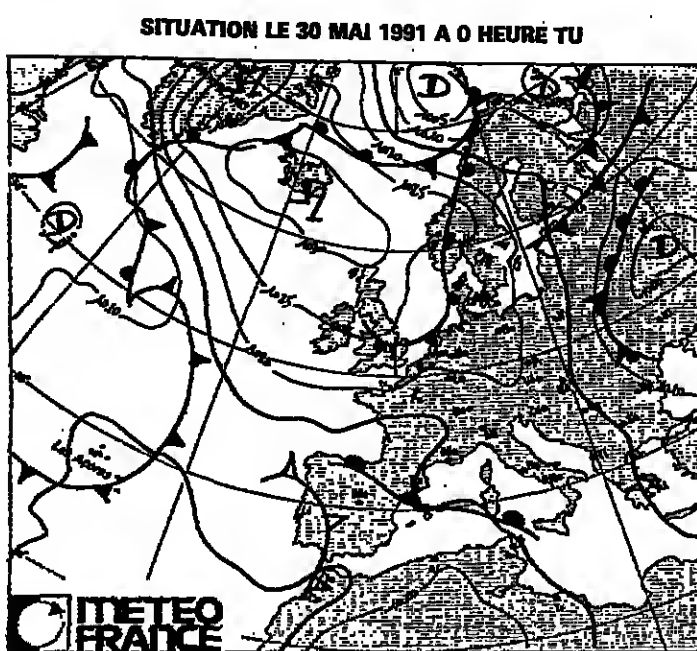
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 47 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 47 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 52 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 52 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15 F FRANCE.

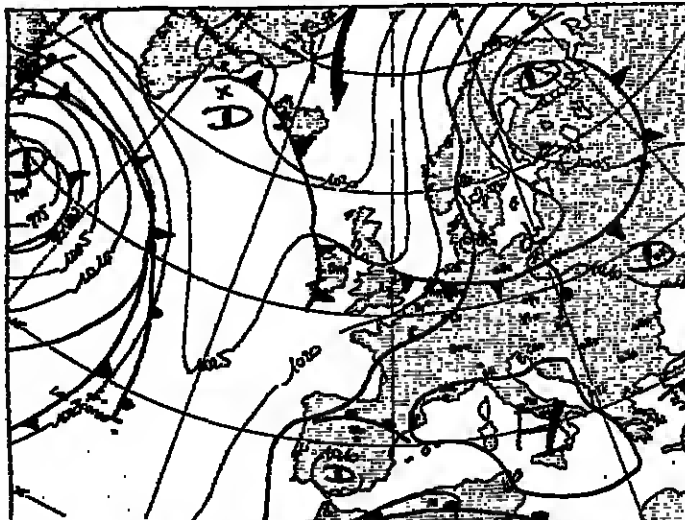
مكتبة العالم

PIERRE GEORGES

IMAGES



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JUIN 1991 À 12 HEURES TU



The image is a detailed weather map for Europe and the surrounding regions, including North Africa, the Middle East, and parts of Asia. It features a grid of latitude and longitude lines. Isobars (lines of equal pressure) are drawn, with values such as 1010, 1015, 1020, and 1025. Isotherms (lines of equal temperature) are also shown, with values like 10, 15, 20, 25, and 30. The map includes various weather symbols, such as clouds, rain, and sun. In the bottom left corner, there is a logo for 'MÉTÉO FRANCE'.

[illegible]

IMAGES

A H misère, quelle aventure ! Bar, morte-plaine. Il en avait, le valeureux Basile, un tel chagrin qu'on ne voyait plus que lui, pleurant mais pleurant, têt, qui en assez rempli une coupe d'orange, pôvre.

Le sport est chose cruelle qui crucifie ainsi les plus grande professionnels pour ne plus les laisser qu'avec de gros, d'immenses chagrins d'enfants détreussés et inconsolables. Et ce football est devenu une loterie perverse où, il faut l'admettre, les équipes françaises excellent à se torturer.

Le dramatique, en deux sets, prolongations et tirs au but, du déjà vu, une rediffusion en somme d'un drame sévillan his-

torique, fut excellente. Plus que le match, la télévision italienne avait bien choisi son camp, le blanc et bleu, l'Olympique, le Napoli, celui de PPWA, Pepin Palé, Weddie Amoros sur le terrain. Et, en note dans les tribunes, celui des supporters, car multiples et nombreux, les visages peints de rouge, le visage fluo et l'écharpe au ordre de bataille, qui menèrent grand tapage jusqu'au grand silence du coup de Bari.

Les commentateurs, Thierry Rolland et Jean-Michel Larqué, firent preuve de leur distance coutumière, tout en nuances et en finesse. Certes on crut bien entendre l'un dire, que un bel instant d'élégance oratoire, que

goal yougoslave Stojanovic, «c'était pas la sécurité sociale pour des équipiers». Et l'autre faire carrément sur un arrêt de jeu, de la publicité ouverte pour «le bolosse de Jean-Pierre Lapina». Ces légères écarts, entre virgileté et complaisance, ont peut-être du foit égal à lui-même, par conséquent une inductible victoire marseillaise à intervalles régulière. Même si les jours de Raymond Goethals, beau comme un estre dans son costume à craquelins, n'srivaient pas, on cite, «la maitre au fond».

Il faut convenir que Marseille aurait cent fois mérité de gagner. Seulement, il y avait ces Yougoslaves à l'étoile rouge un peu

peichonne, mais au savoir-faire indéniable dans l'art-jeu aimable. Devant Stojanovic, l'araignée à rallonges, ils avaient pris le parti de simplement résister, encore et toujours, d'attendre et voir venir, de ne laisser personne approcher sans être inamablement tiré, poussé, fuché, croché, bref empêché de jouer. C'est ce qu'ils firent les traîtres, avec la souriante indulgence d'un arbitre trop aimable pour ne pas désespérer définitivement Marseille. Papin et les siens venaient de vérifier le crusi et vieil adage sportif : il n'est, hélas, pas suffisant d'entreprendre pour réussir,

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée.
22.45 Magazine : Et Libris.
Les pouvoirs de l'esprit. Invités : Bénédictine Sautin (*l'Espresso*), Maguy Labrun (*l'Amour au passage*), Bernard Martino (*Les Chansons d'Imbolé*), Philippe Boule (*Le Dynamisme du carnaval*), l'abbé Simon (*Mémoire du curie volant, acrobate du Bon Dieu*), Robert Merle (*la Voie des Vergennes*).

23.45 Journal, Météo et Bourse.

0.10 Série : Mémoires.
0.55 TF1 Nuit. 7 Arts à la Une.

A 2

20.45 Magazine : Envoyé spécial.
Présenté par Bernard Benjamin.
Fécondation in vidéo : La banlieue des grands frères : Les médecins de la torture.

22.05 Sport : Morceaux choisis.
Résultats des Internationaux de France de Roland-Garros 1991.

22.55 Cinéma : Retour. ■ ■ ■
Film américain de Hal Hashby (1978). Avec Jane Fonda, Jon Voight, Bruce Dern.

1.00 Journal et Météo.
1.20 Documentaire :
La Culture en chantiers.

FR 3

20.45 Cinéma : Le Dossier Odessa. ■
Film britannique de Ronald Neame (1974) Avec Jon Voight, Maximilian Schell, Mari Schell.

22.55 Journal et Météo.
23.20 Magazine : Ce soir ou jamais.
Invités : Jacques Weber, Théodore Monod.

0.50 Musique : Carnet de notes.

20.30 **Cinéma : Présumé dangereux.** ■
Film français de Georges Lautner (1989)
Avec Robert Mitchum, Michael Brandon,
Sophie Duez.

22.10 **Flash d'informations.**

22.15 **Cinéma : Veinoritis.**
Film franco-britannique de Milos Forman
(1989). Avec Colin Firth, Annette Bening,
Meg Tilly (v.o.).

0.30 **Cinéma : L'Ordre de l'aigle noir.** □
Film américain de Worth Keeter (1990).

1.55 **Cinéma d'animation :**
Anney font font font.

LA 5

20.50 **Téléfilm : La Vie secrète**
d'une étudiante.

22.25 **Magazine : Conséquences.**

23.20 **Magazine : A la cantonade.**

23.40 **Journal de la nuit.**

23.50 **Demain se décide aujourd'hui.**

23.55 **Le Club du Télé-achat.**

M 6

20.35 **Cinéma : Quand tu seras débloqué,**
fais-moi signe ! ■

Madame, Monsieur,
Actionnaires de PARIBAS,
rendez-vous sur
M6 le Dimanche 2 juin à 8 h 45
et sur **FR3 le Samedi 3 juin à 11 h 30**

TF 1

14.30 Feuilletton : Côte Ouest (rediff.).
15.25 Feuilletton :
Orages d'été, avis de tempête.
16.20 Club Dorothée.
17.30 Série : Champs (rediff.).
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilletton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Le Sébaste Show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Variétés : Tous à la Une.
22.45 Magazine : Chocs.
23.45 Magazine : Spécial sport.
0.45 Au trot.
0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

14.13 Sport : Tennis.
Internationaux de France de Roland-Garros
1991, en direct et en Eurovision.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : La Monteuze aux pieds nus.
22.15 Magazine : Caractères.
Quelques langues originales. Invités : Jacques Drillon (l'institut de la parodontologie française), François-Bernard Huyghe (le Langage de l'écrit), André Levy (la Périgordine vers l'Ouest), James I et II, da Wu Cheng'an (le Yé tseu (Au pays d'Yverne, de Jean Ropars), Jean-Luc Flohic (Georges de la Tour et Pascal Quignard).
23.35 Sport : Miroreux choisis.
Les deux internationaux de France de Roland-Garros 1991.
0.25 Journal et Météo.
0.40 Cinéma :
La Grande Combine, a.u.
Film américain de Billy Wilder (1968). Avec Walter Matthau, Jack Lemmon, Ron Richards (v.o.).

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite).
Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
Magazine : Thalassa.
20.45 Le Voilier polaire. A bord de l'Antarctica, le bateau de Jean-Louis Edenne, en direct de Brest.
21.40 Inverses.
Paris Victor, un rêveur dans le siècle.
15. Les Années estimo.
22.40 Journal et Météo.

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : Tequila Sunrise.** ■ Film américain de Robert Towne (1988). Avec Mel Gibson, Michelle Pfeiffer, Kurt Russell.

15.20 **Jeu : V.O.**

15.55 **Cinéma : L'Aventure extraordinaire d'un papa peu ordinaire.** ■ Film français de Philippe Clair (1989).

17.35 **Magazine : Reptido (redif.).**

18.05 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Ce cartoon.**

18.50 **Top albums.**

19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**

20.05 **Sport : Football.**

20.30 **Demi-finale de la Coupe de France : Montpellier-Gueugnon, en direct du stade Louis (couverture).**

22.40 **Documentaire : Exploits 2 (horaire sous réserve de prolongations).**

22.50 **Flash d'informations.**

23.00 **Cinéma : Mississippi Burning.** ■ Film américain d'Alan Parker (1989). Avec Gene Hackman, Willem Dafoe, Frances McDormand.

1.00 **Cinéma : La Fête des pères.** ■ Film français de Joy Flauy (1989).

LA 5

14.25 **Série : L'Inspecteur Derrick.**

15.30 **Série : Skok, brigade des stupés.**

18.15 **Youpil ! L'école est finie.**

17.45 **Jeu : La Ligne de chance.**

18.10 **Série : Mission casse-cou.**

19.05 **Série : Kojak.**

20.00 **Journal et Météo.**

20.40 **Journal des courses.**

20.50 **Téléfilm : Meurtre sans mobile apparent.**

22.30 **Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.**

0.00 **Journal de la nuit.**

M 6

14.05 **Série : Cagney et Lacey.**

15.40 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**

16.40 **Série : Drôles de dames.**

17.30 **Jeu : Hit hit hit houra !**

17.35 **Jeu : Zygomusic.**

18.05 **Série : Espion modèle.**

19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : *Cosby Show*.
20.30 Météo 6.
20.40 Téléfilm : Le Dernier Témoin.
22.15 Météo des plages.
22.20 Série : La Malédiction du loup-garou
22.45 Magazine : *Vénus*.



23.15 Magazine : La 6^e Dimension.
23.45 Capital.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Concert : Live.
2.00 Rediffusions.

16.30 Danse : American Ballet Theater
San-Francisco.

18.15 Musique : Concerto pour piano
espace n° 2.

18.30 Documentaire : Palettes.

19.00 Documentaire :
Les Heures chaudes
de Montparnasse.

19.55 Chronique : Le Dessous des cartes.

20.05 ■ Spécial animation.

21.00 Cinéma : Boulevards d'Afrique. ■ ■ ■
Film franco-italien de Jean Rouch et
Pierre Doubet (1989).

22.15 Court métrage : Un grand quelque chose.

22.50 Téléfilm : L'Avvertimento.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.

21.30 Musique : Black and blues.

22.40 Les nuits magnifiques.

0.05 Du jour à lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émission de la Sachsenradio) : Symphonie n° 31 en ré majeur K. 287,
Mozart ; Symphonie n° 3 en ré mineur
K. 55, de Beethoven, par la
Kapelle de Dresde, dir. Colin Davis.

23.07 Poupées d'étoiles.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and blue.
22.40 Les nuits magnétiques.
0.05 Du jour eu lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émis de la Sechsenradio) : Symphonie n° 31 en ré majeur K 297, Mozart; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Coffin Davis.

23.07 Poussières d'étoiles.

Les mouvements sociaux dans les transports

La grève devrait fortement perturber le trafic de la RATP le 31 mai

L'agitation sociale qui prévaut actuellement dans les transports publics sera illustrée, vendredi 31 mai, par les arrêts de travail organisés à la RATP par la CGT, la CFTD, le SAT (conducteurs de métro autonomes), les cadres FO, l'Union des syndicats indépendants (USI) et le Syndicat autonome des conducteurs de bus. La direction prévoit un trafic réduit, en moyenne, à un tiers sur trois, sur RER, sur deux et un tiers sur deux, tant à Paris qu'en banlieue. Le mouvement ne devrait pas se prolonger, la mobilisation n'étant pas très forte parmi le personnel. En effet, les revendications avancées concernent les salaires, pour lesquels les négociations se poursuivent normalement, une augmentation de 1 % ayant été attribuée, au 1^{er} mai, à titre d'acompte.

En ce qui concerne les craintes exprimées par les syndicats sur l'avenir des retraites, le premier ministre a promis dans sa déclaration de politique générale que le gouvernement n'y toucherait pas.

Reste le problème difficile de l'insécurité, qui échappe largement à la RATP. Celle-ci défend un projet de législation qui autoriserait la police à sortir des limites de Paris afin de poursuivre les délinquants en banlieue, mais le ministère de l'intérieur ne manifeste aucun enthousiasme.

Du côté de la SNCF, les discussions entre la direction et les syndicats reprennent, le 31 mai, sur la réforme de la grille des rémunérations. Les préavis de grève déposés à titre de précaution couvrent la période allant du 31 mai à 6 heures jusqu'au 15 juin à 6 heures, mais cela ne signifie pas pour autant des arrêts de travail. Dans le cas où les négociations tourneraient court, la direction ne prévoit aucune perturbation avant le lundi 3 juin.

A Air Inter, l'unique syndicat de navigants, l'USPNT, qui appelle à la grève le mercredi 29 et le jeudi 30 mai, n'est pas parvenu à perturber plus que prévu les vols de la compagnie. La direction avait annoncé qu'elle assurerait 70 % des vols le 29. Non seulement elle y est parvenue, mais elle a décidé de porter, le 30, cette proportion à 80 % du programme normal.

Annoncée pour le jeudi 6 juin dans l'ensemble du groupe Air France (Air France, UTA, Air Inter), la grève destinée à obtenir la fin du blocage des salaires n'avait toujours fait l'objet d'aucun préavis, le 30 mai, à Air Inter. La direction de cette compagnie tout comme celle d'UTA - laisse entendre que l'amélioration des résultats financiers des dernières semaines permettrait bientôt d'assouplir la rigueur, celle-ci étant maintenue à Air France, où la situation est beaucoup plus grave.

o Affaire Boudarel : le parquet décide de ne pas poursuivre. - Le parquet du tribunal de Paris a estimé qu'il n'y avait pas lieu de déclencher des poursuites contre M. Georges Boudarel, maître de conférences à l'université Paris-VII, qui fut, de 1953 à 1954, instructeur politique vietnamien dans un camp de prisonniers français au nord du Vietnam. Agissant au nom de l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine, M. Jean-Marc Varet avait déposé plainte, le 3 avril, contre M. Boudarel pour « crime contre l'humanité ». L'information a été confiée à M^{me} Lucie Le Houx, juge d'instruction au tribunal de Paris, à qui appartient la décision de renvoyer ou non M. Boudarel devant un tribunal. Le parquet a motivé ses réquisitions « de non informer » en se fondant sur la loi du 18 juin 1966 amnistiant « de plein droit tous crimes et délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne ».

Deux enquêtes de conjoncture de l'INSEE

Confirmation d'une reprise probable de la croissance à l'été

Une reprise de la croissance économique à l'été semble probable au vu de deux enquêtes de l'INSEE qui viennent d'être publiées.

La première concerne l'enquête menée chaque mois auprès des industriels. Elle confirme l'amélioration des perspectives personnelles des chefs d'entreprise : depuis le point très bas de l'indicateur en février (-22), celles-ci n'ont cessé d'évoluer dans le bon sens. L'amélioration est très nette pour l'automobile : on passe là de solides fortement négatifs de réponses (-80 en novembre 1990, -72 en février) à des soldes maintenant très positifs (+19 en avril, +32 en mai). Amélioration de la situation aussi dans les biens intermédiaires, ce qui est le signe d'une prochaine reprise de la production industrielle, les firmes se réapprovisionnant. Dans le secteur des biens de consommation et des biens d'équipement, l'amélioration est beaucoup moins nette mais se manifeste néanmoins.

Une autre enquête de l'INSEE justifie également un certain optimisme : celle menée en avril auprès de 3 200 chefs d'entreprise exerçant leurs activités dans les

services. L'INSEE souligne qu'après le net fléchissement amorcé fin 1990 et qui s'est poursuivi au premier trimestre 1991, « les perspectives d'activité laissent présager dans les mois à venir un retour à la croissance ». Cette reprise se ferait à un rythme un peu ralenti par rapport à ce qui avait été enregistré quand la croissance était forte, mais elle se généraliserait à l'ensemble des secteurs : services rendus aux ménages, services rendus à l'industrie.

Ces deux enquêtes de l'INSEE sont importantes. Elles écartent, semble-t-il, le risque d'une récession en France au cours des prochains mois et annoncent une reprise économique à l'été. Elles ne disent pas en revanche si la reprise qui se profile se poursuivra longtemps - amorçant un nouveau cycle conjoncturel - ou si elle sera seulement « technique », c'est-à-dire passagère, faisant place à un nouveau ralentissement au début de 1992. Hypothèse que n'écartent pas certains économistes en raison des taux élevés d'intérêt qui rendent improbable une forte reprise des investissements.

LIBAN : « en vertu » du nouveau traité entre Beyrouth et Damas

Paris demande le retrait des troupes syriennes et des élections libres

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, mercredi 29 mai en conseil des ministres, que la France « entendait demander qu'en vertu du nouveau traité de l'entente et de coopération conclu entre Beyrouth et Damas la Syrie accepte de retirer les troupes qui occupent une partie du territoire libanais et que des élections libres puissent avoir lieu sur l'ensemble du Liban. Le président Mitterrand a pour sa part rappelé que la France est le « seul pays qui ait constamment défendu l'unité libanaise » et qu'elle continuerait à le faire.

Auparavant, Paris avait souvent appelé au retrait de toutes les troupes étrangères du Liban. Mais depuis la signature du traité, le 22 mai, les autorités françaises s'étaient contentées d'une déclaration qui ne faisait pas allusion à ce départ. Le ministre des affaires étrangères avait seulement fait valoir que la France respectait les engagements du Liban « avec un autre Etat » et exprimé l'espoir que la mise en œuvre du traité serait « équilibrée et soumise de l'intérêt des deux parties ».

De nouveau, l'opposition a dénoncé l'attitude réservée du gouvernement. « Pourquoi ne dit-on rien sur le Liban au moment où est signé un traité qui consacre l'Anschluss, l'annexion, la mise sous tutelle totale sur le plan juridique », a demandé, mercredi à l'Assemblée nationale,

M. Jean-François Deniau, ancien ministre, en rappelant l'action de la France pour obtenir la libération du Koweït. Dans sa réponse, le nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, a souligné que « le retour progressif à la sécurité au Liban ainsi que l'extension croissante du territoire sur lequel les autorités libanaises exercent leur contrôle doit permettre la tenue d'élections » pour que le peuple libanais « exprime des choix démocratiques ».

o Le bureau politique du RPR, réuni mercredi sous la présidence de M. Jacques Chirac, a exprimé « sa vive préoccupation devant l'évolution de la situation au Liban », ajoutant que le traité syro-libanais « s'apparente (...) à la mainmise d'un Etat sur un autre ». Le mouvement gaulliste rappelle que « toute solution au problème libanais passe par le retrait de l'ensemble des troupes étrangères du pays ».

o TUNISIE : droits de l'homme et intégrisme. - L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe (ADHMA) a publié le 26 mai un communiqué exprimant sa « préoccupation » face à « la multiplication des actes de violence menés par des groupes isolés appartenant au mouvement religieux sunnite au mouvement religieux sunnite en croyants et en militants exprimée par ce mouvement ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Protection, danger

ILS s'interrogent, les Américains, ils en ont à se demander si c'est pas Milie, la petite chienne des Bush, qui l'a déclenchée, la guerre du Golfe. Vous savez qu'elle a un problème de santé, elle aussi. Elle, c'est un lupus. Eux, ils font de l'hyperthyroïdie. Mais ça s'entasse pareil. Et l'hyperthyroïdie, ça rend agressif, ça rend nerveux. Le doigt qui presse sur le bouton, ça l'agite, et, bon...

Et comment ça se chopa ? En buvant de la flotte ? D'où cette équipe de plombiers, l'ami Nouchi vous en a parlé hier, lâchée sur la Maison Blanche et sur le résident du vice-président, il n'en même pas large, là, aujourd'hui, ça pousse Quayle. Peut-être. Peut-être pas. Et si c'était contagieux ? Leur Millie, ils couchent avec, n'oubliez pas, George et Barbara, même qu'elle a fait des petits dans leur lit.

Ca encore, c'est pas trop grave. Entre la tête de l'Etat le plus puissant du monde, ça vous oblige à vivre dangereusement. Seulement voilà, ils ont découvert autre chose aux Etats-Unis. Quelque chose qui nous concerne

vous et moi : le latex. Quoi, le latex ? Il t'a. Parfaitement ! On a déjà relevé cinquante cas d'allergie mortelle. Quatre patients sont passés de vie à trépas l'an dernier parce que des médecins avaient mis des gants pour leur administrer un lavement. Et le capote ? Ben... oui. Vous le mettez rapport au sida, et vous capotez dans dans un irréversible coma.

Non, je ne blague pas, c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux, j'ai la dépêche sous les yeux. Ça viendrait de certaines protéines de caoutchouc solubles dans l'eau. Décidément, elle a pas la coïte, l'eau, en ce moment. Affolée, la Food and Drug Administration a envoyé une mise en garde à tous les fabricants de latex : Attention, danger ! C'est bien joli, mais comment se préserver des milliards de préservatifs déjà distribués sur un marché en pleine expansion ?

Je vais vous dire : N'y touchez pas. Vous risquez d'avoir un bébé ? Et alors ? Avec tous ces Babar, ces Marsupilami et ces E.T. on fausse peluche qui lui tendent les bras, vous en avez vite débarrassés !

Une explosion dans une raffinerie près de Marseille fait quatre blessés

Le bilan officiel de l'explosion qui s'est produite, jeudi 30 mai, à la raffinerie Shell de Berre-l'Étang, près de Marseille (Bouches-du-Rhône), s'établit à un brûlé grave et à trois blessés. La principale victime, brûlée à 70 %, a été évacuée par hélicoptère sur l'hôpital de Toulon, où elle a été admise dans le service des grands brûlés. L'explosion, selon des éléments non confirmés, serait d'origine accidentelle.

Après une première explosion, très forte, vers 10 h 15, un violent incendie s'est déclaré. Trente secondes plus tard, deux nouvelles

explosions ont été entendues à plusieurs kilomètres de distance et les flammes ont redoublé de violence.

Le plan d'intervention inter-raffinerie a été déclenché ainsi que le plan rouge. Plusieurs détachements de pompiers de plus de dix casernes du département se sont rendus sur place.

Le feu qui a pris dans une tranchée pétrolière, où passent des oléoducs, a été éteint en fin de matinée. En revanche, celui du bâtiment où sont stockés du caoutchouc et divers produits pétroliers se poursuivait dans l'après-midi.

Sophie Solal reçoit le prix « Plume en herbe »

Sophie Solal n'était pas particulièrement impressionnée en recevant, mercredi 29 mai la consécration du prix Plume en herbe, à l'issue du concours organisé par le Monde et les Editions Nathan (voir « Le Monde des livres »). C'est même avec un parfait naturel que cette jeune Marseillaise de treize ans est montée sur la scène du charmant petit théâtre du Musée Grévin où l'attendaient André Fontaine, président du jury, et les autres membres de celui-ci.

C'est avec naturel également qu'elle a reçu les acclamations

de sa classe de quatrième du collège Valon-des-Fins, « montées » avec elle à Paris - avec deux autres marseillaises de dix ans - et qu'elle s'est prêtée au jeu de l'interview avec William Leymarie.

Le « plus jeune écrivain de France », s'agit-il qu'on pu le constater les vingt premiers du concours Plume en herbe dont les noms furent appelés un à un par Hervé de la Martinière, directeur du département littéraire de Nathan, en plus de son talent, a su manifester fraîcheur et spontanéité.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Banlieues : « Les périls de l'uniformité », par Philippe Ganesier ; « Une police prise au dépourvu », par Alain Brillet..... 2

La crise yougoslave

La Croatie a proclamé sa souveraineté..... 5

La présidence du parti du Congrès en Inde

M. Rao, un pape de transition..... 5

Corse

Protestations après l'attentat du FLNC contre le conseil général de Haute-Corse..... 8

Financement des partis

M. Jean-François Deniau préside la commission d'enquête parlementaire..... 8

Opposition

M. Chirac n'aurait pas d'associer les Verts à une majorité de droite..... 9

Report de la conférence sur l'espace

..... 11

Rétrospective

François Morellet

Une exposition au Musée de Grenoble sur l'atelier du peintre... 15

SECTION B

LIVRES • IDÉES

• Genet célébré, ou le scandale impossible « Le Moyen Âge pour penser aujourd'hui » et « Le feuillon de Michel Braudaud » : Histoires littéraires, par Françoise Bott • Littérature française • Les quatre-vingt ans de Gellimard • D'autres mondes, par Nicole Zand : « La perversion des mères »..... 17 à 28

SECTION C

Grogne dans les assurances

..... 29

M^{me} Cresson et l'apprentissage

Les projets du premier ministre et la politique contractuelle..... 29

Canal Plus et le câble

M. Rousselet veut exploiter les programmes du câble sur satellite... 32

AFFAIRES

• Entreprises en Californie : McDannell Douglas sur le défensive • La baraka de la Bank of America..... 33 à 36

Services

Abonnements..... 6
Annonces classées..... 32
Cartes..... 38
Lettres..... 28
Marchés financiers..... 36-37
Météorologie..... 38
Mots croisés..... 38
Radio-Télévision..... 39
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 30 mai 1991 a été tiré à 492 326 exemplaires.

air sud

Le spécialiste des îles Grecques



A LA CARTE

Plus de 30 îles au choix, en circuit, sur mesure, en séjour : exemple : PAROS logement chez l'habitant 1 semaine 890 F

CHARTERS

Paris / Athènes à partir de 1650 F A/R
Paris / Héraklion à partir de 1790 F A/R

AIR SUD 105, rue Monge 75005 PARIS - (1) 43 37 85 90

Brochure gratuite sur simple demande sur minitel : 3615 code ASD



GRECE

L'Elue des Dieux

OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

LA PHOTO - NEW CONSTRUCTION

LE MINI-MONDE DES GRANDS MAGASINS
SOUS LA LOUPE DE CLAUDE SARRAUTE.
UN WOMEN-SHOW IRRESISTIBLE !



Flammarion

194 pages.
89 F.